DERNIÈRE ÉDITION



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12205 — 6 F — DIMANCHE 22-LUNDI 23 AVRIL 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-72-23

LES SOUCIS DE LA GAUCHE

Les socialistes ont entrouvert la boîte de Pandore

Sidérurgistes lorrains et provençaux en révolte, dirigeants communistes bien décidés à continuer de critiquer la politique industrielle défendue par le premier ministre. Tel est le paysage français d'une prétendue trêve pascale. Le pouvoir exécutif, pour sa part, s'interroge déjà sur la prochaine étape de la « clarification » interne à la majorité. Le débat ayant mis en route un processus difficile à contrôler.

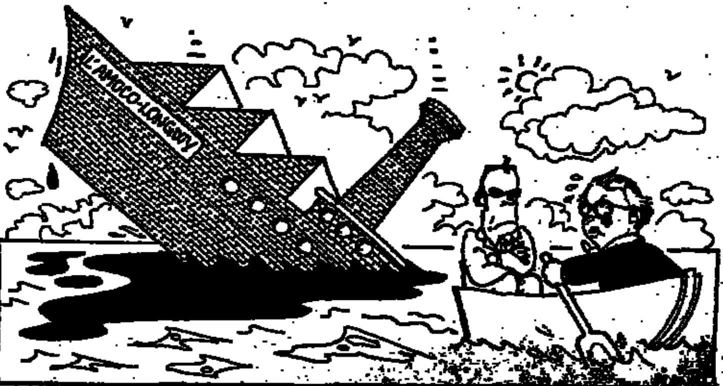
Le président de la République et le premier ministre n'auront pas attendu longtemps pour constater que les dirigeants communistes ne paraissent guère disposés à conformer leurs actes et leurs discours au vote de « confiance » concédé par leurs députés au gouvernement dans la nuit du 19 au 20 avril.

Moins de vingt-quatre heures après ce vote ambigu, à Longwy, l'économiste du PCF, M. Philippe Herzog, dont M. Pierre Mauroy avait réfuté le contre-plan sidérurgique, répliquait au premier ministre — qui avait affirmé son refus de *« glisser dans la facilité »* — que le plan acier du gouvernement constituait, justement, la *« facilité »* puisqu'*« il reprend les chemins utilisés par le passé »*. On ne pouvait être plus polémique.

Au même moment, le député communiste des Bouches-du-Rhône, M. Guy Hermier, qui avait été le porte-parole de son groupe, à l'instant des explications de vote, devant l'Assemblée nationale, participait à la manifestation organisée à Marseille par les sidérurgistes de Fos-sur-Mer, lesquels réclamaient la démission de M. François Mitterrand. Tandis qu'au cours de ce même rassemblement, M. Henri Krasucki jugeait, lui aussi, *« profondément choquant de voir ceux qui décident réellement des orientations du gouvernement, que la confiance populaire a portés au pouvoir pour entreprendre des changements réels, retourner aux ornières d'hier et tenir le langage d'autrefois »*, avec d'autres aménités du même tonneau, en des termes tels *(lire page 19)* qu'il ne faisait aucun doute qu'il s'exprimait autant, sinon plus, en tant que membre du bureau politique du PCF qu'en sa qualité de secrétaire général de la CGT.

Ces premières réactions annoncent-elles une aggravation de la controverse, qui annihilerait totalement la signification du vote de « confiance », ou s'agit-il simplement de manifestations de mauvaise humeur avant une accalmie dans les rapports entre les deux principaux partis de la majorité ? La réponse à cette question, dont dépend le rythme de l'opération de « clarification », ne devrait pas tarder. Dans l'éditorial de l'*Humanité* du samedi 21 avril, le ton était plutôt à la consternation.

Les dirigeants socialistes, eux, préfèrent s'en tenir pour l'instant, que ce soit à l'Élysée, à l'Hôtel Matignon où rue de Solferino, à une seule constatation : le premier ministre a pleinement atteint l'objectif tactique qu'il s'était fixé. Les chefs de file du PS ont multiplié les déclarations, vendredi, pour tenter d'accréditer l'idée que l'épreuve de force a tourné à l'avantage du gouvernement. Ils insistent d'autant plus vivement sur les responsabilités des communistes qu'ils intègrent ouvertement dans leur démarche l'éventualité de la rupture de l'union de la gauche. Chacun d'eux paraît persuadé que la campagne et les résultats du scrutin européen du 17 juin constitueront une échéance déterminante.



A l'Elysée et à l'hôtel Matignon, on précise déjà que, si les communistes maintenaient une attitude peu cohérente, il appartiendrait au pouvoir exécutif de poursuivre l'épreuve de force, puisque c'est lui qui l'a engagée.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 13.)

Les nuages s'accumulent sur l'industrie française

Alors que le nombre des défaillances d'entreprises a fortement augmenté en mars, des groupes symboles du secteur privé vacillent.

Le nombre de défaillances d'entreprises a nettement augmenté en mars. Après correction des variations saisonnières, 2 246 entreprises ont été mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens contre 1 915 en février, 1 966 en janvier et 1 314 en mars 1983.

Si cette tendance à l'accroissement rapide a été particulièrement sensible dans le secteur des services rendus aux particuliers (notamment la réparation automobile), l'industrie est aussi fortement touchée : il y a deux fois plus d'entreprises industrielles concernées qu'il y a un an, et leurs tailles — donc leurs effectifs — sont croissantes. C'est d'ailleurs dans l'industrie que le taux de défaillances (1) est désormais le plus élevé avec 2,1 %.

On ne peut s'étonner dans ces conditions que le chômage augmente. Quels que soient les moyens mis en œuvre par M. Mauroy pour interrompre cette évolution — on dit que le premier ministre y réfléchit pendant le week-end de Pâques, — celle-ci paraît irrémédiable tant est délabré le tissu industriel français.

Trois exemples sont venus illustrer cette semaine la forte dégradation de la compétitivité des entreprises françaises, conséquence conjuguée de choix industriels incertains (l'héritage) et du fort accroissement des charges imposées pendant l'« état de grâce », et qui a eu son plein effet en 1982-1983.

Michelin est depuis près d'un siècle le symbole de l'anticonformisme et du dynamisme technique et commercial qui a mené cette société, orgueilleusement privée, au second rang mondial de son secteur. Or les 4 920 suppressions d'emplois — dont 3 520 à Clermont-Ferrand — annoncées jeudi viennent après une première vague début 1983 et pourraient précéder, si l'on en croit Force ouvrière, de nouvelles suppressions en 1985.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 19.)

(1) Rapport du nombre d'entreprises défaillantes au nombre total d'entreprises de secteur.

AU JOUR LE JOUR

Coupure

Le soleil estival de Pâques n'y change rien : la France suit ses vieux démons. La dureté des temps, le désarroi, la nécessité d'une mobilisation contre l'adversité, rien n'y fait. Les Français sont et restent divisés, querelleurs, chaque moitié du pays passant son temps à critiquer l'autre.

Jusqu'au temps libre qui les déchire... Il faut voir comme ils se toisent sur les autoroutes par où se vident les villes.

C'est la France coupée en deux, entre ceux de la file de droite et ceux de la file de gauche.

BRUNO FRAPPAT.

Le « style Kadhafi »

De Londres au Maghreb, l'art de négocier avec un trublion

Le siège du « bureau du peuple » libyen par la police britannique se poursuivait samedi à Londres. L'explosion d'une bombe, qui a fait vingt-deux blessés la veille au soir à l'aéroport d'Heathrow, a ajouté à la tension entre les deux pays, bien que les autorités britanniques se refusent à toute spéculation sur l'origine de cet attentat.

« Dans les années qui suivirent son accession au pouvoir en 1969, le colonel Moammar Kadhafi déroutait ou agaçait ses voisins par son idéalisme politique, en voulant réaliser à tout prix avec eux des « unions » ou des « fusions ». Depuis une décennie, déçu sans doute par ses échecs sur la voie unitaire, il leur fait peur par son cynisme et sa versatilité. Que ce soit pour se venger des refus essuyés ou pour assouvir des ambitions territoriales et idéologiques, il n'hésite plus désormais à retourner ses alliances pour faire avorter les initiatives qui lui échappent, déstabiliser les régimes qui lui résistent, entraver les regroupements régionaux qui ne se situent pas directement dans sa mouvance », nous confiait récemment un responsable tunisien.

A quelques nuances près, c'est le langage que tiennent aussi Mauritaniens, Maliens, Nigériens, Algériens, Egyptiens et Soudanais, et celui que tenaient publiquement, hier encore, Marocains et Saoudiens. Il y a un an, la rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli Benjedid, le 26 février, amorçait un rapprochement entre l'Algérie et le Maroc et suscitait de grands espoirs. Elle ouvrait, en effet, la voie à un règlement politique du conflit du Sahara occidental susceptible de favoriser à terme l'édification d'un « Grand Maghreb » fédéré ou confédéré qui constituerait une zone de stabilité en Méditerranée occidentale. Mais le décor a de nouveau viré du rose au gris.

Attentif aux humeurs du remuant Libyen, le souverain avait noté avec une satisfaction intéressée la détérioration des rapports entre Alger et Tripoli, unis naguère dans le Front du refus et le soutien au Front Polisario. Le *« guide de la révolution »* libyenne reproche au successeur de Boumediène de l'avoir privé de la présidence de l'OUA au XIXe sommet d'Addis-Abeba, en juin dernier, en favorisant l'élection de l'Ethiopien, le colonel Menguistu, et d'en avoir profité pour exercer son ascendant politique sur le Front Polisario alors que la Libye lui fournissait 80 % de l'aide dont il a besoin, en particulier les armes sophistiquées, d'avoir *« déserté »* le Front du refus, de soutenir M. Yasser Arafat dont il a fait son *« ennemi personnel »*, de *« tourner le dos à la révolution »* en entretenant de bons rapports avec une France qui s'oppose à ses prétentions sur le Tchad.

Il accuse aussi le président Chadli de refuser de restituer à la Libye une portion de territoire qu'elle revendique.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 4.)

Raidissement en Yougoslavie

M. Milovan Djilas et un groupe d'intellectuels contestataires ont été interpellés par la police

Les organes de sécurité de Belgrade ont procédé, le 20 avril, à l'arrestation de vingt-huit personnes connues pour leur sympathie pour la « nouvelle gauche », mouvement dissident qui, depuis un certain temps, déploie non sans succès une activité parmi les intellectuels, nous indique notre correspondant Paul Yankovitch. Parmi ces personnes, dont plusieurs ont déjà été condamnées pour *« activités hostiles »*, figure M. Milovan Djilas, l'un des principaux collaborateurs de Tito, qui, en 1954, fut limogé et exclu du parti pour « déviationnisme » idéologique et qui fut incarcéré à plusieurs reprises depuis pour publication à l'étranger de divers ouvrages jugés « anti-yougoslaves ».

Selon l'agence officielle Tanyoug, les vingt-huit personnes ont été gardées à vue et des documents compromettants auraient été découverts chez elles. Leur intention était, également selon l'agence, de déployer des *« activités hostiles »* qui n'ont pas été précisées. Elles ont toutes été appréhendées dans l'appartement de l'un de leurs partisans où se tenait une réunion.

Mme Stefonia Djilas a précisé que son mari avait été ramené vendredi par la police à l'appartement familial vers 23 heures. Quatre membres de la sécurité d'État et un policier en uniforme ont ensuite fouillé l'appartement pendant quatre heures. Ils ont emporté quelques livres, des publications de l'émigration yougoslave et des manuscrits appartenant à son mari et à son fils Aleksa, réfugié politique en Grande-Bretagne.

Mme Djilas a ajouté : *« Les policiers ont effectué la fouille de manière très correcte. Ils n'étaient pas désagréables. Milovan est resté assis dans la pièce en leur expliquant ce que contenaient les divers livres. »*.

Mme Djilas a déclaré : *« Je ne comprends pas pourquoi il a été arrêté. Il ne représente aucun groupe dissident, bien qu'il y en ait autour de nous. C'est un simple particulier (...). Il n'a rien critiqué. Il n'a écrit aucun article. Il n'y a pas eu de campagne contre lui dans la presse. C'est très étrange. »*

Il est difficile de savoir quelle suite sera donnée par les autorités à cette affaire. Il est à noter, toutefois, que le régime raidit, dans toutes les Républiques, son attitude à l'égard des dissidents de toutes sortes, qui pourraient profiter des difficultés que suscite la crise économique. En tout cas, c'est la première fois, après plusieurs années d'une relative tolérance, que le régime procède à l'arrestation d'un groupe aussi important de ses adversaires.

(Lire nos informations page 22.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 23 avril. – *Panama :* Réunion du groupe de Contadora pour le règlement du problème d'Amérique centrale.
Bonn : Début d'une série de manifestations antinucléaires.
Etats-Unis : « Caucus » électoral du Vermont et primaires en Pennsylvanie.

Mercredi 25 avril. – *Athènes :* Conférence européenne sur l'environnement.
Bruxelles : Discussions gouvernement-syndicats.
Brasilia : Décision du Congrès sur le rétablissement du suffrage universel.
Grenade : Procès des instigateurs du coup d'Etat d'octobre 1983.
Tokyo : Visite du secrétaire au Foreign Office.
Lisbonne : 10e anniversaire du début de la révolution.

Jeudi 26 avril. – *Pékin :* Visite du président Reagan.

Vendredi 27 avril. – *Pékin :* Treizième séance des négociations sur l'avenir de Hongkong.

SPORTS

Samedi 21 avril. – *Football :* Championnat de France (36e journée).

Lundi 23 avril. – *Rugby :* Finale de la Coupe de France.
Voile : Semaine préolympique de Hyères (jusqu'au 30 avril).

Mercredi 25 avril. – *Haltérophilie :* Championnat d'Europe à Vittoria (Espagne) (jusqu'au 29 avril).

Jeudi 26 avril. – *Lutte :* Championnat d'Europe à Junkopping (jusqu'au 1er mai).

Vendredi 27 avril. – *Football :* 37e et avant-dernière journée du championnat de France.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 110 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 l. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

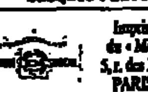
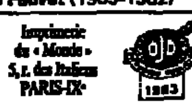
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1983

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A QUINZE ANS, M. HUSAK ARRIVAIT AU POUVOIR

La deuxième mort du printemps de Prague

En cet après-midi du jeudi 17 avril 1969, le comité central du PC tchécoslovaque siège, comme à l'accoutumée, au château de Prague. Mais ce n'est pas une séance de routine, puisque le premier secrétaire, Alexandre Dubcek, s'y démet de ses fonctions. Le vaincu propose son successeur : Gustav Husak, Slovaque comme lui : 87,6 % des présents entérinent ce « choix ».

Dans l'appartement d'un ami pragois, je suis à la télévision, le soir-même, le premier discours du nouveau « numéro un ». L'homme n'est pas un inconnu pour moi et je l'ai souvent rencontré depuis 1963. Le premier commentaire qui me vient aux lèvres est plutôt favorable : « *Enfin nous allons avoir un adversaire respectable !* » Près de moi, le philosophe Lubomir Sochor éclate d'un rire sarcastique : « *Eh bien, tu seras bientôt édifié ! Regarde bien ses yeux. Tu n'en vois pas jaillir les matraques ?* » Ce pessimisme ne me convainc guère.

Certes, le printemps que nous vivons – c'est le moins qu'on puisse dire – est bien différent du précédent. Le 21 août 1968, la force des « pays frères » a déferlé sur notre pays, avec, selon le propos d'un officier de haut rang de l'armée tchécoslovaque, « *en première ligne, quatre-vingts divisions dotées d'une puissance de feu supérieure à celle de la Wehrmacht attaquant l'URSS* ». Mais, en dépit de cette mise au pas, un vaste mouvement populaire hostile à l'occupant se maintient.

Dans la nuit du 28 au 29 mars, après la victoire de l'équipe nationale de hockey sur glace sur celle de l'Union soviétique aux Jeux olympiques, tout le pays s'est enflammé spontanément. A Prague, trois cent mille habitants sur un million ont envahi rues et places. Partout un million de citoyens sur quatorze et demi ont clamé la colère du peuple. Scandant parfois un ironique « *Oussouri ha! ha! ha!* », en référence au conflit armé sino-soviétique sur la rivière de ce nom, la foule a exercé sa fureur sur les symboles du pouvoir honni – les monuments de l'« *amitié tchécoslovaco-soviétique* ».



ROUIL

Un « dur à cuire »

Dès le lendemain de l'invasion, le sentiment populaire n'a pas trouvé dans les « hommes du printemps de Prague » des représentants capables de mettre à profit sa puissance pour conclure avec la force d'occupation un compromis alors possible et beaucoup plus acceptable. En effet, son succès militaire s'est doublé pour l'occupant d'un grave échec politique ; il n'a pas réussi à mettre en place le « *gouvernement ouvrier-paysan* » prévu.

Cependant, cette semi-défaite de l'occupant ne fut pas exploitée au cours des pourparlers de Moscou, juste après le 21 août (une partie des dirigeants tchécoslovaques y avaient été conduits en tant que prisonniers). En acceptant le diktat soviétique, ces hommes ont fait – sauf Frantisek Kriegel – figure de « nouveaux munichois », ce qui n'alla pas, pour certains d'entre eux, sans un drame personnel. Ils le sont demeurés le 31 août 1968, en satisfaisant l'une des exigences fondamentales du Kremlin et en approuvant l'« accord de Moscou » lors de sa session du comité central du PCT. Ce faisant, ils ont aidé objectivement l'occupant à se tirer du guêpier politique où il s'était fourré. Aussi, juste après cette session, un Brejnev aux anges a-t-il téléphoné à Prague : « *Bravo, vous savez vous y prendre ! Faites tout pour que le pays ne s'énerve pas, camarades...* »

Quelques mois plus tard, en janvier 1969, près d'un million de métallos ont jeté leur poids dans la balance pour qu'on ne contraigne pas Josef Smrkovsky à quitter la présidence de l'Assemblée nationale. Et c'est l'intéressé qui a insisté pour qu'ils ne mettent pas à exécution leur menace de grève générale ! En fin février, nous avons scandé en vain dans les rues de Prague : « *Nous voulons des hommes politiques, pas des laquais !* »

Gustav Husak, avocat de cinquante ans, communiste depuis les années 30, a un passé irréprochable. Il a été l'un des chefs de l'insurrection slovaque contre les nazis, puis un « fidèle serviteur du parti ». Il porte même en 1968 l'auréole de l'ancien prisonnier politique des années 50 qui, après avoir passé dix ans derrière les barreaux, a dû, durant trois années, travailler comme ouvrier emballeur dans une entreprise de confection. Ce « dur à cuire » n'a pas été brisé par la torture et n'a pas succombé au vertige de l'aveu. Il y a gagné une stature de héros.

Il a été, de surcroît, une grande figure de l'opposition contre le régime d'Antonin Novotny, président de la République et premier secrétaire du PCT dans les années 60. Après les « réhabilitations » de 1963, on lui propose le poste de premier vice-ministre des finances. Husak refuse – à la différence de nombre de « réhabilités », qui acceptent de se glisser à nouveau dans les structures du pouvoir. Une très longue lettre de Husak au comité central du PCT, datée du 2 janvier 1964, circule en *samizdat*, littérature clandestine répandue à Bratislava à cette époque. Il y critique très vivement les « réhabilitations » de 1963 tout en clamant sa foi dans les « *belles idées du communisme* ». Il écrit avec hauteur : « *Je ne veux pas revenir à la vie politique, sali, par une porte détournée, dans des conditions que le public ne comprendrait pas.* »

Un « ennemi » de Moscou

L'opposant des années 60 est, avant tout, un combattant pour l'« égalité » des Slovaques, un avocat de leur « renaissance nationale », freinée par la politique centralisatrice de Novotny. A cette époque, Husak n'est d'ailleurs pas en odeur de sainteté à Moscou ; on le considère plutôt comme « ennemi ». Lors d'une rencontre d'historiens au milieu des années 60, il nous souvient d'avoir entendu une philippique contre lui dans la bouche d'Ivan Oudaltsov, « huile » moscovite, chargé des « démocraties populaires » et en particulier de la Tchécoslovaquie. (En 1968, Oudaltsov est le « numéro deux » de l'ambassade soviétique à Prague.)

Gustav Husak est enfin l'homme de la politique du « printemps de Prague ». Début 1968, il est chercheur à l'Institut de l'Etat et du droit à Bratislava, quelque peu à l'écart de cette « nouvelle politique ». Il vit dans l'ombre d'un autre Slovaque, Alexandre Dubcek, qu'il n'aime guère. Il s'en irrite et ne peut s'affirmer que par des articles et des interventions au cours d'assemblées.

Son vocabulaire se radicalise : il s'élève contre les « *déformations staliniennes* », appelle à la réhabilitation des non-communistes injustement condamnés, souhaite la « *renaissance de la démocratie* », la recherche d'une « *voie spécifique vers le socialisme* », plaide pour le « *contrôle démocratique du pouvoir* », « *pour qu'un homme ou un petit groupe d'hommes ne puissent nous changer en moutons* ». Son grand thème est la fédéralisation de l'Etat, qui permettrait de développer la « *spécificité slovaque* » ; il n'hésite pas à critiquer Klement Gottwald lui-même, pour sa responsabilité dans les errements de la politique du PC slovaque après 1945. Lors d'une session du comité central du PCT, à Prague, où il est invité, il taille des croupières à Novotny.

En mai 1968, peu après sa nomination au poste de vice-premier ministre, il accepte un soir une invitation à mon domicile. Au cours d'un long tête-à-tête que j'ai ménagé – d'autres amis devant venir à une heure plus tardive, – je lui fais lire ma *Lettre ouverte aux ouvriers* les invitant à fonder des conseils de travailleurs, ainsi qu'un document sur la fondation du PC tchèque que je suis en train de rédiger. Il n'exprime aucune réserve, répétant seulement : « *Tout cela demande du temps, il faut de la patience.* »

D'une incontestable intelligence, même si un certain provincialisme, des années de prison et de cruel isolement du monde extérieur n'ont pas contribué à élargir son horizon, Husak est d'abord un homme qui aspire ardemment au pouvoir et un ascète de la politique. La prison n'a pas sensiblement modifié sa conception à cet égard. Il se veut toujours au service du parti et a largement fait ses preuves en ce domaine en Slovaquie, entre 1947 et 1949, en jouant un rôle décisif dans l'établissement du monopole du PC.

Dans nos discussions, il démontre être resté, au fond, partisan de la vieille conception du « *rôle dirigeant du parti* », sa relation avec les partenaires non communistes du « *changement socialiste* » étant de nature utilitaire, plus sectaire qu'ouverte. Son sens de la démocratie, fût-ce dans le combat pour les « *droits nationaux des Slovaques* », a ses limites, comme l'a montré la discussion menée en Slovaquie sur le thème « Fédéralisation ou démocratisation? », au cours de laquelle il rompit avec certains de ses amis les plus proches.

Enfin, profondément marqué par la psychologie du prisonnier innocent, cet ambitieux veut – comme le note l'envoyée spéciale du *Monde* en avril 1969 – « *prendre sa revanche sur les persécutions subies dans le passé* ».

« La politique est cruelle »

Après le 21 août, voici que s'offre une chance, et quelle chance ! L'occupant empêtré comme le « mouvement du renouveau » en crise sont à la recherche d'un nouveau chef. Dès le premier instant, Husak voit et saisit l'occasion. Il est présent aux pourparlers d'août à Moscou. Les sources sérieuses dont nous disposons aujourd'hui attestent qu'au cours de ces dramatiques débats il s'offre comme médiateur et est accepté. Pour remplacer le « *traître Vasil Bilak* » – terme usité à l'époque, – il est élu dans l'enthousiasme premier secrétaire du PC slovaque lors de son congrès d'août ; cette nomination lui ouvre la voie vers la direction nationale. De retour de Moscou, il parle du diktat comme d'un « *accord honorable* », faisant valoir qu'on « *ne renverse pas les murs à coups de tête* ». A l'en croire, deux voies sont praticables : le « *réalisme raisonné* » ou « *l'aventure politique qui fera couler le sang* ». Il cherche à convaincre de la justesse de la première en posant une question, certes capitale : « *Où sont les forces alliées qui peuvent contribuer à résoudre notre problème en Europe centrale ?* »

Husak ne cache point que pour lui l'homme politique modèle dans cette région du monde est Gomulka. A la session du comité central du 31 août, qui doit approuver l'« accord de Moscou », il est l'un des derniers à prendre la parole.

Il s'attaque violemment aux « *extrémistes* » V. Novy et M. Jakes, qui refusent la cooptation de quelques dizaines de nouveaux membres de cette assemblée, élus au cours du congrès « illégal » du PC tenu à la barbe de l'occupant ; au général Rytir, l'homme du « *noyau sain* » qui voudrait en revenir « *au culte de la personnalité et à la terreur* » ; et en même temps à J. Sabata, qui, lui, refuse l'occupation et le diktat de Moscou. Ce dernier a droit au qualificatif d'« *aventurier infatué et arrogant* ». Husak pose pourtant encore ici une grave question : « *L'homme politique doit-il pleurer avec le peuple ?* », il répond : « *Le poète le peut, mais pas lui.* »

Dans les mois suivants, Gustav Husak continue à se comporter en « *homme du centre* », voyant le danger principal dans les « *forces antisocialistes et opportunistes de droite* ». Il veut « *consolider le parti* », éviter le retour aux années 50, ne pas devenir le « *bourreau de la liberté* », mais arracher le pays à la crise et à l'effondrement : « *La lutte politique n'est pas un jeu, la politique est cruelle.* » Il faut chercher un *modus vivendi* avec les Soviétiques – on peut penser ce qu'on veut de Brejnev, mais il faut le faire avec lui, pas contre lui. Il cherche des alliés pour sa politique centriste et les exhorte : « *Faites ça avec moi, faites une autocritique formelle. N'ayez pas peur que je me laisse mener par cette bande d'imbéciles au comité central !* »

L'élection de Husak à la place de Dubcek avait été précédée d'un accord en coulisses avec les défenseurs de la « politique du printemps de Prague » dans le puissant comité du PCT pour la ville de Prague. Il n'aurait pu être élu sans cela. Mais, dans son discours de clôture, après son élection, les principes de cet accord n'apparaissent déjà plus. « *Discours pour les Russes* », disent les « biens informés », en quête de réconfort. Six semaines après son élection, Gustav Husak exprime son désespoir à un proche : « *Tu ne peux pas imaginer quelles pressions je subis, des pressions horribles, tu ne peux pas l'imaginer !* »

Devenu, de surcroît, président de la République, Gustav Husak est, depuis quinze ans, au sommet de la « pyramide du pouvoir ». Son règne est une époque sombre dans l'histoire du pays. « *La politique est cruelle* », assurait en 1969 cet homme politique qui n'avait pas voulu pleurer.

On comprend mieux aujourd'hui ce qu'il entendait par là.

KAREL BARTOSEK.
historien tchèque vivant en France.

CORRESPONDANCE

Le KGB en Iran

A la suite de l'article de Parviz Naghibi sur « La longue marche du KGB en Iran », *nous avons reçu de M. Iradj Eskandhri, qui fut en 1941 l'un des fondateurs du parti communiste iranien Toudeh, une lettre dont nous publions ci-dessous l'essentiel.*

Après avoir contesté que Iouri Andropov se soit occupé des relations avec les « partis frères » au comité central du PC soviétique avant son accession à la présidence du KGB en 1967, M. Eskandhri poursuit :

Il est surprenant que l'auteur ait pu croire à la véracité de son allégation en ce qui concerne l'envoi par Andropov et Aliev « *d'un grand nombre des membres du parti Toudeh* », non seulement en Chine et à Cuba, mais encore dans des pays comme la Syrie, le Liban et la Libye, pour « *s'y perfectionner* » ! Point n'est besoin de démontrer le caractère absolument imaginaire de tels racontars. Le seul élément véridique dans cette affirmation, c'est l'envoi en 1959 par le comité central du parti Toudeh de quelques-uns de ses cadres en République populaire de Chine et cela sur la demande du Parti communiste chinois, non pas pour « se perfectionner », mais au contraire pour organiser la section en langue persane de la radio de Pékin et d'enseigner le persan à l'université de cette ville.

Selon lui, M. Gueidar Aliev, né en 1923, serait l'officier qui, depuis 1941, donc dès l'âge de dix-huit ans, aurait « *contrôlé le séparatisme de PDAI à Tabriz avant d'assurer la fuite en URSS des militants menacés* ». Visiblement l'auteur ignore totalement l'existence d'un Rostam Aliev qui était à cette époque chargé de mission à Tabriz « *maîtrisant outre le farsi, le turc et l'arabe* ».

M. Naghibi prétend d'autre part que Kambakhch aurait porté « *pendant toute la création d'une République autonome, son uniforme soviétique* » (...). C'est un mensonge flagrant, car, justement à cette époque, Kambakhch, en tant que député de Ghazvine, siégeait au Madjlis au côté d'autres membres de la fraction Toudeh et était par conséquent dans l'impossibilité de se présenter dans cet uniforme.

Enfin, le récit fabuleux de l'auteur sur le prétendu contact du parti Toudeh avec Khomeiny par l'intermédiaire du général Teymour Bakhtiar et la mission supposée (en Irak) conférée au général Panahian, constitue le sommet de cette « *activité légendaire* » attribuée à Aliev (...). En effet, l'assassinat du général Bakhtiar par la SAVAK a précédé au moins d'un an l'installation du général Panahian en Irak (...).

[Gueidar Aliev, né en 1923 à Nakhjavan, issu d'une famille d'origine chiite iranienne, était un sous-officier du NKVD puis du KGB au moment des mouvements séparatistes de 1945-1946 à Tabriz.

Le Dr Jahanchahlou, ancien dirigeant du Toudeh, et Ghazian Ladit confirment que ce jeune officier – Gueidar Aliev – travaillait sous les ordres des colonels soviétiques Gholiev et Atakichev à Tabriz pour encourager les militants séparatistes de l'Azerbaïdjan iranien. La confusion avec Rostam Aliev, diplomate soviétique, n'est pas possible.

Quant à M. Kambakhch qui portait son uniforme soviétique pendant la création d'une République autonome, ce n'est pas moi qui le prétends, mais le Dr Djahanchahlou, qui l'affirme dans son livre *Nous les étrangers*.

Timour Bakhtiar était encore vivant quand le général Panahian, sur instructions de M. Gueidar Aliev, est allé en Irak établir les relations Toudeh-Khomeiny.

Le général Panahian et ses frères (Ali et Mustapha) étaient entrés en Irak grâce à un communiste iranien, Murad Razmavar, qui avait de bonnes relations avec des responsables irakiens. – P.N.]

هكذا من الأصل

Étranger

LA TERREUR A REPRIS AU GUATEMALA

Le gouvernement est débordé par les extrémistes

De notre envoyé spécial

Guatemala. – Celina Matute avait dix-sept ans, Reina Suyapa vingt et un ans et Concepcion Molina vingt-deux ans. Les deux dernières avaient chacune deux enfants de moins de deux ans. Toutes les trois ont été assassinées près de Chiquimula, dans l'est du Guatemala, et jetées dans une fosse commune. Un drame banal dans la longue chronique de la terreur. Plus de cinquante personnes sont tuées ou disparaissent sans laisser de trace chaque semaine, depuis le début de la campagne, en février, pour l'élection d'une Assemblée constituante qui doit avoir lieu le 1er juillet.

Dans la capitale, la semaine dernière, M. Julio Estevez, professeur de sciences économiques à l'université de San-Carlos, rentrait chez lui. Devant sa porte, trois véhicules bourrés de civils armés l'attendaient. Il était jeté dans une des voitures, sous les yeux de son fils. Celui-ci téléphonait immédiatement au recteur de l'université, M. Eduardo Meyer, qui prévenait les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères. Par acquit de conscience et sans grand espoir. M. Estevez, qui n'avait aucune activité politique connue, fait maintenant partie des « disparus ».

Les informations sur une *« vague d'enlèvements dans l'ouest du pays »* figurent en quelques lignes dans la presse de la capitale. En une semaine, une dizaine de meurtres, dont celui du fils du colonel Gonzalez Sigui. Cette affaire a fait un peu plus de bruit, et deux officiers ont été arrêtés. Ils avaient des *« différends personnels »* avec le fils Sigui. Les cadavres qu'on retrouve à l'aube, dans les ravins de la capitale, sont souvent mutilés : la signature des Escadrons de la mort.

« La terreur est systématique. Elle s'exerce pour que les gens votent à droite en juillet », affirme M. Vinicio Cerezo, leader du Parti démocrate-chrétien, une petite formation. Les Guatémaltèques devraient être blasés. En un peu plus d'un quart de siècle de violence politique, on a compté près de quatre-vingt-quinze mille assassinats. A la nuit tombée, l'animation se concentre dans les 6e et 7e Avenues – en fait des rues étroites et commerçantes, – et les étrangers évitent la zone 1, celle qui entoure le palais présidentiel, où tout peut arriver.

Une répression à l'argentine

La guérilla n'est pas inactive. Un commando a harcelé la semaine dernière à l'aube une caserne de la capitale. Les départements de l'Ouest et du Nord-Ouest, Huehuetenango, San-Marcos, Quetzaltenango et, en fait, tout le Quiche, peuplé d'Indiens, restent des « zones de guerre ». En un mois, les maquisards ont monté trois embuscades meurtrières, dont la dernière, revendiquée par l'ORPA (Organisation révolutionnaire du peuple en armes), a fait officiellement cinquante morts dans les rangs de l'armée. Mais la violence « institutionnelle » n'est pas une réplique directe aux actions de la guérilla.

« C'est une répression à l'argentine, dit un diplomate, *on ne poursuit pas seulement les personnes, mais aussi leurs familles. Il y a des listes, et les tueurs agissent avec méthode. »* Certains meurtres sont camouflés : ceux de neuf fonctionnaires guatémaltèques, membres d'une équipe de l'Agence américaine pour le développement (AID), ont été maquillés en « accidents de la route ». Syndicalistes, professeurs, ingénieurs sont de nouveau en tête de liste. Tout ce qui est susceptible de faire pencher la balance du côté d'un centre modéré est dans le collimateur.

Plusieurs ambassades, en particulier celles du Venezuela et de l'Equateur, abritent à leurs corps défendant des Guatémaltèques affolés par cette nouvelle vague de violence et les menaces de mort. Les diplomates étrangers sont exaspérés. Leurs démarches auprès du ministre des affaires étrangères, M. Andrade, sont sans effet. Le ministre était, en août 1983, au lendemain du coup d'Etat ayant porté le général Mejia à la présidence, le « cerveau » du nouveau gouvernement. Sa caution aussi, puisque M. Andrade, très conservateur mais soucieux de « redresser l'image » du pays, s'est efforcé d'inclure le Guatemala dans le groupe de Contadora et a promis le respect des droits de l'homme. Mais il semble que le régime soit débordé par ses ultras, civils et militaires.

« Trop, c'est trop. » C'est ce qu'a dit l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Chapin, avant de quitter Guatemala le 28 février, sans même prendre congé du président Mejia, qui s'en est un peu étonné. Le corps diplomatique, à peu près unanime, réprouve naturellement cette remontée de la violence et s'inquiète des demandes croissantes d'asiles. Une démarche collective des ambassadeurs – avec l'approbation tacite du représentant d'Israël, du chargé d'affaires des Etats-Unis et du nonce apostolique – est envisagée afin d'attirer solennellement l'attention des autorités guatémaltèques sur la gravité de la situation.

Paradoxalement, le gouvernement a mis en place une commission de la paix, à l'instigation du recteur, M. Eduardo Meyer, un homme tranquille et courageux. Son prédécesseur a été assassiné en décembre 1981. Le rectorat est un poste en vue, dans tous les sens du terme. Des ministres font partie de la commission, qui se déclare disposée à *« écouter toutes les requêtes »*. C'est la première fois qu'un tel organisme voit le jour au Guatemala. Mais cette initiative ne semble pas avoir contribué à rassurer la population, qui regrette presque le général Rios Montt. Le « fou de Dieu » avait poursuivi et intensifié la répression militaire dans le Quiche, lancé une campagne de « fusils et haricots » et instauré des tribunaux militaires secrets.

Ceux-ci avaient eu la délicatesse de condamner à mort et de fusiller cinq « subversifs » (ultérieurement présentés non sans arguments comme des délinquants de droit commun) à la veille de la visite du pape Jean-Paul II. Mais le général Rios Montt, qui prêchait le dimanche à l'église du verbe de la capitale, avait au moins réussi à faire diminuer les violences de la droite. Moins de règlements de comptes entre bandes policières rivales, moins d'enlèvements et de meurtres.

A l'approche des élections de juillet, les factions civiles et militaires s'affrontent de nouveau ouvertement. Le général Mejia a promis que les élections seraient *« libres et propres »* et que les résultats – sous-entendu à la différence de ce qui s'est passé dans ce « pauvre Salvador », – seraient connus immédiatement.

Une quarantaine de comités pour la formation de partis politiques sont déjà en lice, mais l'extrême droite de M. Mario Sandoval, leader du Mouvement de libération nationale, apparaît déjà bien placée. M. Carpio Nicole, directeur du journal *El Grafico* et dirigeant de la nouvelle Union du centre national (UCN) a été menacé de mort. Par un groupe de guérilla, affirment les militaires. Le document présenté à la presse ne portait cependant aucune signature. Dans ce tourbillon, personne au Guatemala ne prend le risque d'affirmer que rien ne se passera d'ici au 1er juillet.

MARCEL NIEDERGANG.

Etats-Unis

ANCIENS DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ BECHTEL

MM. Shultz et Weinberger pourraient être mêlés à une affaire de corruption

De notre correspondant

Washington. – La plus importante entreprise de construction des Etats-Unis, la société Bechtel, aurait, entre 1978 et 1980, acheté des dirigeants de Corée du Sud pour décrocher d'importants contrats dans ce pays. Loin d'être encore prouvée, mais nullement invraisemblable tant ce genre de pratiques est courant, l'affaire pourrait être banale.

Elle ne l'est pourtant pas, car la loi interdit aux Etats-Unis la corruption, par des sociétés privées, de fonctionnaires ou élus étrangers. Le FBI et le département de la justice ont donc ouvert une enquête. A l'époque des faits, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et le secrétaire à la défense, M. Weinberger, occupaient de hautes fonctions de direction chez Bechtel.

Tant le FBI que le département de la justice ont refusé de confirmer ou de démentir qu'ils s'étaient emparés du dossier, mais *Mother Jones* et *Multinational Monitor*, les deux journaux qui ont révélé l'affaire, vendredi 20 avril, affirment que leurs journalistes et les agents du FBI se sont fréquemment croisés au cours de leurs enquêtes respectives. Les deux journaux, deux mensuels de gauche qui ne devaient initialement publier leur article commun que le mois prochain, ont décidé d'en diffuser des extraits après avoir appris que le *New York Times* était sur la même piste.

La chaîne de télévision CBS a immédiatement fait état de ces informations qui font également la une du *Washington Post*, ce samedi matin.

M. Weinberger s'est, pour l'instant, refusé à tout commentaire. M. Shultz a estimé, dans un bref communiqué, que c'était à son ancienne société qu'il revenait de réagir à ces accusations. *« Bechtel n'a été interrogé à ce sujet par aucun enquêteur officiel »*, a déclaré un porte-parole de la compagnie, avant d'ajouter que ces accusations avaient déjà été examinées par les autorités coréennes.

Pas de preuves

L'ancien employé de la compagnie qui a alerté le FBI et les deux mensuels, M. Daniel Charboneau, dit, pour sa part, ne pas avoir de preuve que MM. Shultz et Weinbereger étaient personnellement au courant des agissements qu'il dénonce, mais laisse entendre que le secrétaire à la défense ne pouvait pas ne pas l'être. Selon M. Charboneau, les pots-de-vin – divers cadeaux dont des clubs de golf et des sommes d'un montant total de 72000 dollars au minimum – auraient été distribués par l'entremise d'un Américain d'origine coréenne, M. Yoon Cho. Bechtel aurait fait appel à ses services en 1977 en raison de ses relations dans les milieux très haut placés de Séoul. C'est peu après que la société aurait commencé à remporter ses premiers contrats sud-coréens pour la construction de centrales nucléaires.

Diffusé par *Mother Jones* et *Multinational Monitor*, l'accord passé entre Bechtel et M. Yoon Cho spécifie qu'il agira en qualité de consultant extérieur *« à ses propres risques »*, et qu'il est au courant de la législation américaine interdisant la corruption en vue de gagner des marchés étrangers.

Rien n'établit pour l'instant une quelconque culpabilité de M. Shultz ou de M. Weinberger. A six mois de l'élection présidentielle, il est, en revanche, très probable que la presse américaine ne lâchera pas ce dossier tant que leur innocence n'aura pas été indiscutablement prouvée.

BERNARD GUETTA.

Bolivie

Les militaires refusent de livrer à la police les armes saisies dans le DC-8 français

La Paz *(AFP)*. – L'affaire des armes françaises livrées en Bolivie par un DC-8 immatriculé en France est devenue un sérieux problème pour le gouvernement de M. Hernan Siles Zuazo, qui se voit confronté pour le première fois à un refus d'obéissance des militaires. Alors que le gouvernement réaffirme que les armes sont destinées aux forces de sécurité du ministère de l'intérieur, l'armée a refusé de livrer une partie du chargement qu'elle a saisie jeudi matin 19 avril sur l'aéroport de Santa-Cruz.

L'opposition de droite continue de soutenir que les armes étaient destinées à des groupes subversifs de gauche avec la complicité de certains responsables gouvernementaux.

L'avion a quitté vendredi Santa-Cruz, où il était immobilisé depuis mercredi soir, pour Cayenne et Paris.

Dans un communiqué, le ministère de l'intérieur confirme que les mille deux cents pistolets mitrailleurs de calibre 9 mm de fabrication française et les munitions sont *« un don du gouvernement français au gouvernement bolivien »* et souligne que le DC-8 qui les a livrées disposait des autorisations légales de survol et d'atterrissage.

De sources diplomatiques, on dément catégoriquement les accusations de certains opposants selon lesquelles le gouvernement français aurait offert ces armes à la Bolivie en échange de l'extradition de Klaus Barbie, le 4 février 1983. On précise que c'est la Bolivie qui a sollicité cette aide de la France pour lutter contre le trafic de drogue, mais on nie que cette livraison d'armes ait été décidée lors de la visite du président Siles Zuazo, à Paris, en mars 1983, un mois après l'expulsion de Barbie.

A travers le monde

Angola

- LES OTAGES DE L'UNITA. – L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), mouvement d'opposition armée au régime de Luanda, a confirmé, jeudi 19 avril, dans un document diffusé à Lisbonne, qu'elle va organiser, avec des responsables du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de Genève, le rapatriement des ressortissants étrangers qu'elle détient (*le Monde* du 3 avril). Le mouvement de M. Jonas Savimbi doit engager, dans ce but, en territoire angolais, des conversations avec des représentants du CICR entre le 20 et le 22 avril. Parmi les otages de l'UNITA figurent vingt Tchécoslovaques, seize Britanniques et une cinquantaine de Portugais. – *(AFP.)*

Bhoutan

- NÉGOCIATIONS FRONTALIÈRES AVEC LA CHINE. – La première série de négociations frontalières avec la Chine s'est achevée vendredi 20 avril à Pékin où elle s'est déroulée dans une atmosphère *« extrêmement cordiale et amicale »*, a annoncé l'agence Chine nouvelle. La prochaine session aura lieu à Thimphu, capitale du Bouthan, entre l'hiver 1984 et le printemps 1985. – *(AFP.)*

Etats-Unis

- ATTENTAT CONTRE LE CLUB DES OFFICIERS DE MARINE. – Deux groupes différents ont revendiqué vendredi 20 avril l'attentat à la bombe commis dans la nuit de jeudi à vendredi contre le club des officiers de la marine à Washington. L'attentat, qui a causé des dégâts importants mais n'a pas fait de victimes, a été revendiqué par un correspondant se réclamant du « Mouvement de résistance de la guérilla » et qui a déclaré avoir agi *« par solidarité »* avec le Front de libération Farabundo Marti qui lutte contre le régime salvadorien soutenu par les Etats-Unis. Il l'avait été auparavant par un groupe nationaliste portoricain, les « Forces armées de libération nationale ». – *(AFP.)*

Guinée

- LE « PROCÈS POSTHUME » DE SEKOU TOURÉ. – Le premier ministre guinéen, le colonel Diara Traore, a implicitement accusé Sekou Touré de malversions, dans un discours diffusé vendredi 20 avril par Radio-Conakry. Le colonel Traore a révélé que les nouvelles autorités avaient découvert récemment dans le livre-journal de la Banque centrale de Guinée un chèque d'un montant de 4 millions de dollars que Sekou Touré avait ordonné de virer au compte de son épouse. Il a en outre indiqué que les recettes provenant de la vente des ressources minières de la Guinée étaient détournées par les anciens dirigeants et que le comité militaire de redressement national (CMRN, nouvel organisme dirigeant en Guinée depuis le coup d'Etat) en fournirait bientôt les preuves. Chacun des anciens dirigeants, a-t-il ajouté, possédait *« des milliards de dollars »* dans des comptes bancaires à l'extérieur du pays, notamment au Canada, aux Etats-Unis, en Suisse, en France et au Maroc. C'est cette situation, a-t-il affirmé, qui a poussé l'armée à prendre le pouvoir. – *(AFP.)*

Iran

- DES DÉTENUS POLITIQUES SUPPLICIÉS. – Selon le bureau des Moudjahidin du peuple à Paris, quatre détenus politiques ont été brûlés vifs dans la prison de Roudsar, dans le nord de l'Iran, où cinq autres opposants ont été exécutés. Le mouvement antikhomeiniste précise que les quatre suppliciés purgeaient une peine d'emprisonnement lorsqu'ils ont été séparés des autres prisonniers et enfermés dans une petite cellule. C'est-là qu'ils ont été brûlés vifs. Il s'agit, selon ces mêmes informations, de trois partisans des Moudjahidin du peuple, Alijani, Mobaraki et Jamali, et d'un autre détenu politique du nom de Sedigh.

Namibie

- ATTENTATS. – Deux attentats à la bombe ont sérieusement endommagé, jeudi 19 avril, des bureaux administratifs à Oshakati et à Ondangwa (nord de la Namibie), moins de quatre jours après l'attentat qui a coûté la vie à deux diplomates américains. Selon le commandant en chef des forces armées sud-africaines en territoire namibien, le général George Meiring, les maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) sont responsables de ces deux nouveaux attentats. – *(AFP.)*

Nigéria

- ARRESTATIONS DE JOURNALISTES. – La police secrète a arrêté deux journalistes du *Guardian*, quotidien indépendant de Lagos, en liaison avec une série d'articles sur la réorganisation des services diplomatiques du pays, a rapporté, jeudi 19 avril, le *Guardian*. L'adjoint au chef des informations du journal, M. Nduka Irabor, a été appréhendé mardi soir dans les locaux du *Guardian* et n'a pas reparu depuis. M. Tunde Thompson, chef du service étranger et auteur de la série d'articles, est en détention depuis une semaine et plusieurs autres journalistes ont été interrogés depuis.

Au début de la semaine, les autorités militaires de Lagos ont publié un décret qui prévoit des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour des journalistes et la fermeture de journaux, de radios ou de stations de télévision, pour *« la divulgation de fausses informations »*. – *(Reuter.)*

Pologne

- UN RESPONSABLE OUEST-ALLEMAND REÇU PAR LE GÉNÉRAL JARUZELSKI. – M. Wolfgang Mischnick, vice-président du Parti libéral ouest-allemand (FDP), a été reçu à Varsovie par le premier secrétaire du PC polonais. Au cours de cet entretien *« franc et ouvert »*, le général Jaruzelski a *« apprécié »* la volonté de Bonn de normaliser ses relations avec Varsovie sur la base du traité de 1970, indique-t-on de source ouest-allemande. A l'issue de son séjour, M. Mischnick a évoqué, sans donner de date, une possible visite à Varsovie de M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, qui serait ainsi le premier responsable de la diplomatie d'un pays occidental à se rendre en Pologne depuis le coup de force de décembre 1981. – *(AFP.)*

Swaziland

- LA RÉPRESSION CONTRE L'ANC. – La police swazie a annoncé, vendredi 20 avril, avoir abattu deux hommes soupçonnés d'appartenir au Congrès national africain (ANC) au cours d'une fusillade, la veille au soir dans la banlieue de Mbabane. Les deux hommes ont été tués alors qu'ils tentaient de résister à une perquisition. Cinq autres suspects, dont deux blessés légers, se sont par la suite rendus aux autorités. Un policier a également été blessé. Selon le gouvernement de Mbabane, des militants de l'ANC sont arrivés illégalement au Swaziland en provenance du Mozambique, après la signature, le 16 mars, d'un traité de non-agression entre Pretoria et Maputo (*le Monde* du 21 avril). – *(Reuter.)*

Deux exemples du « style Kadhafi »

La sanglante fusillade qui s'est déroulée cette semaine autour du « bureau populaire » libyen à Londres a provoqué une crise majeure entre la Grande-Bretagne et Tripoli. Une fois de plus, le colonel Kadhafi s'est fait d'accusé accusateur et clame que l' « armée anglaise » a ouvert le feu. Le Foreign Office n'aura pas trop de tout le flegme qu'on lui prête pour négocier avec cet étrange partenaire. En Europe, au Proche-Orient et au Maghreb on commence à avoir l'habitude de ce dirigeant qui, depuis quinze ans, pratique des méthodes très spéciales. En voici deux exemples...

Au Maghreb : déstabiliser les voisins rebelles à l'« union »

(Suite de la première page.)

Ce différend frontalier qui empoisonne les relations bilatérales aurait donné lieu à une *« violente discussion »* entre les deux hommes en 1982. Le colonel Kadhafi aurait alors *« ordonné »* l'assassinat du chef de l'Etat algérien, vient de révéler M. Aziz Omar Chenib, ancien ambassadeur de Libye à Amman, dans la revue d'opposition *le Salut*. Le diplomate avait démissionné en juillet 1983 en expliquant que Tripoli lui avait commandé *« d'exécuter »* le roi Hussein.

Habile manœuvrier, Hassan II avait donc monté une mise en scène, l'été dernier, pour se rapprocher du chef de la Jamahiriya avec lequel il était brouillé depuis 1969. Faisant croire qu'il s'apprêtait à envoyer des troupes au Tchad, il avait dépêché un émissaire au colonel Kadhafi. Rabat renoncera à fournir ce soutien militaire à M. Hissène Habré si Tripoli cesse d'aider les Sahraouis, avait-il proposé (*le Monde* du 28 février). Mais, depuis la conclusion de ce marché qui lui a donné un répit, le monarque en est venu à se demander si ce n'est pas le Libyen qui en a tiré le meilleur parti.

Isolé au Proche-Orient, le colonel Kadhafi risquait de l'être aussi au Maghreb après la signature du traité de fraternité et de concorde algéro-tunisien (19 mars 1983) auquel la Mauritanie a adhéré (13 décembre). Aussi s'était-il réconcilié avec l'Arabie Saoudite en se rendant à Ryad (du 8 au 12 juin 1983) avant d'aller à Rabat (30 juin-4 juillet). Ce double rapprochement lui aurait permis, selon *Afrique-Asie*, en échange de quelques opposants marocains livrés au souverain chérifien, de *« récupérer »*, en novembre 1983, son adversaire le plus résolu : le commandant Omar El Méheichi, numéro trois de la révolution libyenne, qui vivait en exil au Caire depuis 1975. Alors qu'il croyait se rendre de Rabat à Ryad dans un avion royal, l'opposant libyen se serait retrouvé à Syrte. En tout cas, il a disparu depuis, comme l'imam Moussa Sadr qui a vraisemblablement été éliminé par les services libyens. Des responsables tunisiens confirment, de leur côté, que le colonel Kadhafi avait proposé à un ancien ministre de troquer l'opposant youssefiste, M. Brahim Tobbal – installé à Alger et ami de M. Arafat, – contre El Méheichi, alors qu'il se trouvait en Tunisie. Mais, méfiant, M. Tobbal ne s'était pas laissé attirer dans le guet-apens de Tripoli.

« Opportuniste » et « aventuriste »

La Libye fournirait, certes, du pétrole au Maroc à des conditions avantageuses, mais la coopération projetée par la commission mixte qui s'est réunie récemment serait moins intéressante que ne l'escomptaient les hommes d'affaires marocains déçus par un premier voyage exploratoire à Tripoli. De plus, alors que le colonel Kadhafi clame avec une humiliante arrogance qu'il ne s'est rapproché du Maroc que *« pour sauver de la misère un peuple frère »*, Rabat se demande avec inquiétude si les quatorze mille travailleurs marocains accueillis par la Libye ne reviendront pas transformés en opposants ou en commandos, comme nombre d'émigrés tunisiens.

Les Marocains découvrent aussi que la Libye a profité de sa nouvelle alliance pour contrecarrer la politique algérienne, sans renoncer pour autant à aider le Front Polisario. A l'inverse, plusieurs Etats d'Afrique noire jugent sévèrement ce rapprochement avec le *« diable »* et prennent des distances à l'égard des thèses marocaines sur la *« récupération des provinces sahariennes »*. M. Hissène Habré serait même tenté, dit-on, de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique. Signe qu'un malaise existe : la visite que Hassan II envisageait d'effectuer à Tripoli avant la fin février a été ajournée à deux reprises et elle ne semble plus à l'ordre du jour.

Comment ignorer, en effet, les menaces que la Libye fait planer sur ses voisins, dont certains sont des amis ou des alliés du Maroc ? Disposant de revenus appréciables et n'ayant que peu de bouches à nourrir, le colonel Kadhafi jouit d'une grande marge de manœuvre. Aussi se voit-il reprocher de soutenir des terroristes, de former des commandos susceptibles de déstabiliser les régimes faibles et de recourir à la subversion pour gêner les plus forts. En privé, les Algériens, ses alliés d'hier, l'accusent carrément d'être *« opportuniste »*, *« aventuriste »* et *« expansionniste »*.

Officiellement, les rapports entre Tripoli et Tunis sont *« bons »*. Dans la pratique, il en va tout autrement. La pression exercée sur la Tunisie par la Libye est constante et se situe à tous les niveaux. L'exécution récente à Tunis de deux condamnés pour espionnage et haute trahison illustre le climat de méfiance qui règne entre les deux capitales (*le Monde* du 15 mars). On a, en effet, appris qu'un des deux condamnés était un Tunisien des services de renseignements et l'autre un Libyen. Or Tripoli n'a pas élevé de protestations.

Menaces sur Nouakchott

Selon une première version officieuse, le Tunisien aurait livré à son correspondant la documentation du ministère de l'intérieur sur les mouvements d'opposition en Tunisie. Mais une autre version, n'excluant pas la première, nous a été donnée par une excellente source. A l'automne dernier, les autorités tunisiennes auraient réussi à infiltrer des « taupes » dans les camps d'entraînement libyens. Peu après, l'un de ces « clandestins » trouvait la mort dans un accident de la route. Puis, quelques jours plus tard, un autre aurait été tué dans une rixe. Ils auraient été « donnés » par le fonctionnaire tunisien à l'agent libyen. L'exécution des deux hommes, indique-t-on dans les milieux politiques, est un *« avertissement »* donné discrètement à Tripoli. Car les Libyens recruteraient ou infiltreraient des agents dans tous les secteurs, de l'information à l'armée.

La Mauritanie – tout comme le Niger ou le Mali, hier, – n'est pas non plus à l'abri de la subversion, celle-ci pouvant prendre le visage de militants qui luttent *« légitimement »* en faveur du *« nationalisme arabe »* c'est-à-dire *« kadhafiste »*. Nouakchott vient d'annoncer l'arrestation d'une dizaine de personnes – dont le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Mauritanie, M. El Khory Hameitthy, – accusé d'être à l'origine de l'agitation scolaire qui s'est développée au cours des dernières semaines. Dans le cadre d'une enquête sur les activités d'*« éléments libyens »*, ces personnes auraient été trouvées en possession de documents prouvant leurs liens avec la Libye dans le cadre d'un plan de déstabilisation de la Mauritanie.

Réel et public ou diffus et occulte – et bien qu'il serve parfois d'alibi à des régimes en difficulté – l'activisme libyen se voit reprocher par ses voisins de faire régner un climat malsain dans le nord de l'Afrique. Il oblige des Etats à consacrer des sommes importantes à leur défense et à leur protection plutôt qu'au développement. Accusés d'être des *« valets de l'impérialisme »*, le principal tort de ces Etats est de refuser la *« tutelle »* libyenne proposée sous la forme d'une *« union »* ou d'une *« alliance »*. Pour leur part, les Algériens qui ne voient pas sans déplaisir se rapprocher d'eux certains de ces Etats, estiment que la situation actuelle a bloqué le processus d'un solution négociée du conflit saharien et fait peser de nouvelles menaces sur l'OUA.

A Paris, on n'est pas loin de le penser aussi. La position de neutralité adoptée par la France dans cette affaire devient peu confortable en raison du conflit tchadien et des nouvelles alliances. Des responsables dans différents partis – de la majorité et de l'opposition – qui, dans le passé, avaient manifesté de la compréhension, voire de la sympathie pour le nationalisme du colonel Kadhafi, réprouvent aujourd'hui, selon l'expression de l'un d'eux, *« une politique qui se fonde de plus en plus sur l'action terroriste, la subversion et le fait accompli »*.

PAUL BALTA.



DAULLÉ.

En Italie : un subtil dosage d'intimidation et de séduction

Correspondance

Rome. – Nombreux sont les exilés libyens qui, depuis quelques années, ont fui l'Italie pour l'Égypte, la Grande-Bretagne, les États-Unis. Si, au lendemain de la prise du pouvoir par le colonel Kadhafi ou après les mesures de nationalisation de la fin des années 70, ils cherchèrent en grand nombre asile auprès de l'ancienne puissance coloniale (qui occupa la Libye de 1911 à 1942), aujourd'hui, Rome est considérée par eux comme un lieu particulièrement dangereux. *« Les services secrets italiens portent la responsabilité de nombreuses connivences avec le régime de Tripoli. En Italie, aucun des tueurs de réfugiés libyens n'a réellement payé pour les crimes commis »*, déclarait ainsi, en janvier 1983, à l'hebdomadaire égyptien *Mayo* le dirigeant du « Front national pour le salut de la Libye », M. Youssef Magarif. Ancien président de la Cour des comptes et ex-ambassadeur aux Indes, il avait lui-même échappé de justesse à la mort. Il était, en effet, la cible du commando qui, le 24 janvier 1981, ouvrit le feu à l'aéroport de Rome aux cris de *« Kadhafi, Kadhafi »*, blessant grièvement deux personnes. C'était le dernier en date d'une série d'attentats en Italie qui, entre mars et juin 1980, coûtèrent la vie à quatre riches commerçants – un cinquième fut très gravement blessé – coupables d'avoir fui la Libye avec tous leurs biens. Ces exécutions « d'avertissement » délibérément spectaculaires effectuées par des agents des comités révolutionnaires visaient à inciter les émigrants à *« rentrer au pays avec tout ce qu'ils ont volé au peuple libyen »*.

Depuis ces meurtres en série, l'Italie a presque complètement été épargnée par ces règlements de comptes, la dernière victime libyenne d'un attentat commis à Rome a été, au contraire l'*« ambassadeur »* de Tripoli, M. Mustapha el Tagazzy, tombé le 21 janvier dernier sous les balles d'un commando anti-Kadhafi. Pourtant, la peur demeure, d'autant que certains exilés expliquent par des accords en sous-main avec les autorités de Tripoli – assez semblables à ceux passés il y a dix ans entre les services secrets du général Miceli avec les organisations palestiniennes – l'apparente tranquillité dont jouit maintenant le territoire italien. En 1971 d'ailleurs, le service du général Miceli (qui devait être dissous quatre ans plus tard), déjoua une tentative de coup d'État contre le colonel Kadhafi. Et, à en croire l'ancien député socialiste Falco Accame, acharné pourfendeur du « lobby libyen » en Italie et dans son propre parti, de tels contacts auraient, plus ou moins discrètement, continué.

Quelques-uns des auteurs des attentats libyens à Rome ont été jugés. La plupart n'ont même jamais été arrêtés. L'extrême prudence, sinon l'ambiguïté des autorités italiennes face au terrorisme libyen, est apparue pleinement lors de l'arrestation à Paris, en octobre 1983, d'Abdullah Mohamed Saïd Rashid, trente-trois ans, considéré comme un des responsables des « tribunaux révolutionnaires » qui « jugeaient » et exécutaient les opposants en Europe. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt du parquet de Milan pour sa complicité dans l'assassinat, le 11 juin 1980, en pleine gare de la capitale lombarde de M. Azzedin Lahederi, riche homme d'affaires libyen exilé. La demande officielle d'extradition se perdit dans les rouages bureaucratiques des ministères concernés, comme si les autorités italiennes ne tenaient vraiment pas à s'encombrer d'une affaire aussi délicate qu'embarrassante dans des rapports déjà assez tourmentés avec Tripoli.

Près de vingt mille travailleurs italiens

Ni le souvenir de l'expulsion des Italiens de Libye en 1970 sans dédommagement, ni les soupçons d'une éventuelle responsabilité libyenne dans le terrorisme en Italie, ni les violents réquisitoires du colonel Kadhafi contre tel ou tel aspect de politique étrangère de la Péninsule (dernièrement contre l'installation des missiles de croisière à Comiso, en Sicile), ni même les menaces récurrentes de demande de nouveaux *« dommages de guerre et de colonialisme »* n'ont, en fait, entamé véritablement les rapports italo-libyens sur le plan économique. L'Italie, après les Etats-Unis, est le second importateur de pétrole libyen. Près de vingt mille ouvriers spécialisés et techniciens italiens travaillent en Libye. Pendant des années, Tripoli avait été, aussi, un débouché important pour l'industrie d'armement italienne alors en plein expansion. Ainsi, en 1983, l'Italie exportait en Libye pour 3 192 milliards de lires de marchandises.

Les problèmes qui surgissent de temps à autre avec les autorités libyennes qui refusent d'honorer leurs engagements et leurs dettes (1 200 milliards de lires en souffrance en 1983) n'ont pas réellement freiné le développement des affaires entre les deux pays car, à chaque fois, la question a finalement été réglée par un compromis. De surcroît, le régime de Tripoli ne dédaigne pas non plus investir sur le territoire même de l'ancienne puissance coloniale. Ainsi, depuis 1976, la FIAT – symbole même de la grande entreprise privée en Italie – a 13 % de son capital aux mains d'actionnaires libyens. Si, à cause même de l'ampleur de ses échanges économiques en Italie existe un lobby libyen, présent dans de nombreux partis, comme la gauche du PSI, certains secteurs de la démocratie chrétienne ou des confédérations syndicales, celui-ci est contrebalancé par l'atlantisme traditionnel de toute une partie de la classe politique italienne. C'est pourquoi, malgré diverses tentatives et pressions en ce sens, jamais le colonel Kadhafi n'a été reçu officiellement dans la Péninsule depuis son arrivée au pouvoir.

Au-delà de ces grands projets et contrats, les autorités libyennes misent aussi sur une pénétration capillaire, notamment en Sicile et en Sardaigne. En 1975, les Libyens tentèrent d'acheter de vastes étendues de terrain dans les îles de Pantelleria et de Lampedusa, au sud des côtes siciliennes, point avancé du dispositif de sécurité de l'OTAN en Méditerranée. Cette affaire avait ému l'opinion publique et les autorités bloquèrent l'opération en s'appuyant sur une loi remontant à 1935, qui interdit l'acquisition de terrains à des étrangers dans des zones frontières.

Un avocat sicilien

La percée libyenne dans l'économie et les médias siciliennes n'en a pas moins continué. Un homme la symbolise : Michele Papa, 130 kg, de son état avocat. Dès 1974, il créa à Catane une association pour l'amitié siculo-arabe. Six ans plus tard, il ouvrait dans un petit appartement la première mosquée en Italie. Il organise régulièrement des fêtes d'amitié italo-libyenne avec de gigantesques portraits de Kadhafi et du président Sandro Pertini, suscitant ainsi des protestations de la présidence de la République. Il a aussi permis le contrôle indirect par les Libyens de deux télévisions locales en Sicile. Dans son journal, *Sicilia Oggi*, il fait l'apologie des réalisations de la révolution libyenne et chante les louanges de son leader.

Il pourrait ne s'agir que d'un folklore plus dérisoire que dangereux si, autour de cet avocat à la personnalité contestée, n'étaient pas réunis tout un groupe de politiciens socialistes ou démocrates-chrétiens, anciens des mouvements séparatistes siciliens, parfois en *« odeur de Mafia »* ou liés à des centres de pouvoir occulte comme la défunte et très spéciale ligue maçonnique P 2. Michele Papa, à en croire la presse italienne, aurait même été un des intermédiaires qui mirent en contact Billy Carter, frère de l'ancien président américain, avec des représentants du gouvernement libyen.

Il est vrai qu'en Sicile restent toujours très vives, dans une partie de l'opinion, y compris à gauche, les nostalgies ou le rêve d'*« une vocation méditerranéenne de l'île »* et de la nécessité d'un développement croissant de ses échanges avec le monde arabe. Mais, même parmi ces derniers, il en est beaucoup qui s'étonnent et s'indignent de la couverture donnée par les Libyens à des personnages *« totalement déconsidérés »*.

MARC SEMO.

Le « Livre vert »

La Libye dispose d'une institution unique en son genre, le Centre mondial de recherches et d'études sur le *Livre vert*, de Moammar Kadhafi. Régulièrement, cet organisme, installé à Tripoli et pourvu d'un budget confortable, patronne ou participe à l'étranger à des colloques internationaux sur la «pensée» du colonel Kadhafi. Le dernier en date, portant sur «Marxisme et *Livre vert*» a eu lieu les 19 et 20 avril à l'université de Paris-VIII (Saint-Denis) avec, notamment, la participation du Centre d'études des systèmes socialistes, que dirige à Nice le juriste Robert Charvin.

Mao eut son *Petit Livre rouge* (187 pages). Kadhafi a son *Livre vert* tout court. Son intitulé ne précise pas que cet ouvrage est, lui aussi, relativement modeste quant au volume : 113 pages imprimées en gros caractères pour l'édition française publiée à Paris par Cujas de 1976 à 1980. Il faut dire que le *Livre vert*, dont la couleur rappelle celle de l'islam (la verdure était et est synonyme de paradis dans l'*Arabia deserta*), a paru en trois livraisons.

Le premier fascicule propose *«la solution du problème de la démocratie»* par *«le pouvoir au peuple»*, et constitue en fait une charge sans appel contre ce que Churchill définissait comme le pire de tous les systèmes politiques à l'exception de tous les autres : la démocratie parlementaire. Selon le *Livre vert* *«la représentation (parlementaire) est une imposture»* et les *«Parlements sont la falsification de la démocratie»*.

Quant au pluralisme *«il fait avorter la démocratie»*. Le parti unique ne vaut pas mieux, d'après le Guide. Mais la Libye n'est-elle point soumise à un seul mouvement politique, fût-il *«révolutionnaire»* ? Non point ! La Libye est une *jamahirya*, c'est-à-dire un *«Etat des masses»*, *«arabe»*, *«populaire»* et *«socialiste»*. Il n'y a ni *«écran»* ni *«substitut»* au *«pouvoir du peuple»*. En somme, toute la nation libyenne formerait un seul et unique gouvernement de 2,5 millions de personnes. Il ne faut surtout pas penser que le *«congrès général du peuple»* n'est que l'émanation des *«congrès populaires de base»* ou des *«comités populaires»*. En effet, *«la démocratie signifie pouvoir populaire et non expression populaire»*.

Pas de location de voitures

Le livre II – le plus mince : 23 pages – apporte *«la solution du problème économique»* par un *«socialisme»* aussi expéditif que péremptoire. On souscrira toutefois sans hésiter à cette évidence : *«Le logement est une nécessité pour l'homme»*. Ceux qui refusent les servitudes de la propriété immobilière seront peut-être moins d'accord avec cette autre disposition du *Livre vert* : *«Un homme n'est pas libre quand il habite une maison louée»*. Le colonel Kadhafi n'aime manifestement pas le système locatif puisqu'il va jusqu'à préciser que *«dans la société socialiste nul ne peut posséder des véhicules de location»*... Quant aux *«domestiques (...) esclaves des temps modernes»*, ils seront remplacés par des *«fonctionnaires assurant des tâches de ménage»*. Moyen facile, en effet, de surveiller les citoyens...

Le troisième et dernier fascicule, celui auquel l'idéologue de Tripoli accorde le plus d'importance, porte *«les fondements sociaux de la Troisième Théorie universelle»* destinée, à partir de l'*«exemple»* libyen, à remplacer un jour capitalisme et communisme. La famille et la nation, ainsi que le sport (mais pas la boxe) figureront parmi les bases de la nouvelle organisation. Quant aux femmes, elles seront heureuses d'apprendre qu'elles *«sont des êtres humains»*, mais peut-être certaines se formaliseront d'être également decrétées *«avant tout femelles»*. L'homme, il est vrai, est *«brutal»*... Aussi est-il *«injuste et tyrannique d'imposer à la femme les conditions de travail de l'homme»*.

Pour finir, le *Livre vert* se risque à une prédiction : *«Les Noirs régneront sur le monde.»* Sans doute est-ce pour cela que son auteur s'intéresse tant au Tchad...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Hongkong, passerelle entre deux mondes

Colonie britannique depuis près d'un siècle et demi, Hongkong retournera dans le giron de la mère patrie d'ici à la fin du siècle. Proclamé par Pékin, le principe du recouvrement de la souveraineté chinoise sur le territoire n'est pas sérieusement contesté par Londres, même si les modalités précises de la future transmission des pouvoirs restent encore à définir. Mais la date en est déjà connue : si rien de grave ne se produit d'ici là, le transfert d'autorité aura lieu le 1er juillet 1997.

C'est en effet le 30 juin 1898 que fut signée à Pékin la convention par laquelle la Grande-Bretagne arrachait à l'empire mandchou, qui devait être balayé quelques années plus tard, la cession pour quatre-vingt-dix-neuf ans d'une frange de terre sur le continent chinois, *à laquelle* fut donné le nom de « Nouveaux-Territoires ». Auparavant, par le Nankin en 1842 et la première convention de Pékin en 1860, le Royaume-Uni avait acquis, à la faveur des guerres de l'opium, le contrôle *« à perpétuité »* de l'île de Hongkong et de la presqu'île de Kowloon. Mais le maintien d'une présence anglaise dans ces deux minuscules points de fixation n'est guère imaginable après la rétrocession d'un hinterland qui représente les neuf dixièmes de la superficie du territoire. Treize ans, le délai peut paraître long. *En réalité, la date de 1997 occupe déjà dans la* colonie pleinement les esprits. Ceux des investisseurs — la grande firme anglaise Jardine-Matheson vient d'annoncer son prochain transfert aux Bermudes ! — comme ceux de la population de Hongkong. Chinoise à 98 %, celle-ci ne rejette pas, *semble-t-il*, dans sa majorité, la revendication de souveraineté par Pékin, mais elle en redoute les conséquences tant sur son mode de vie, l'un des plus élevés d'Asie, que sur sa liberté. Comme vient de le montrer la visite à Pékin, ces derniers jours, de Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, la question de Hongkong est désormais prioritaire dans les relations entre la Chine et la Grande-Bretagne. Les deux gouvernements souhaitent maintenir, d'ici à 1997 et au-delà, *« la prospérité et la stabilité »* du territoire. Mais les moyens que chacun juge les meilleurs pour atteindre cet objectif ne sont pas nécessairement identiques.

Ilot de développement dans un continent promis à un essor rapide au cours des prochaines décennies, Hongkong possède les atouts nécessaires à une transition en douceur : dynamisme, savoir-faire industriel et commercial, créativité. Encore faudra-t-il, pour que cette richesse humaine et matérielle ne soit pas gaspillée, que le réalisme politique l'emporte sur la passion des idéologies et les calculs d'intérêts à courte vue.

M. L.

Faire face à l'échéance de 1997

« *NOUS sommes un peuple moderne. Nous ne pouvons pas trouver du plaisir à l'idée d'un mariage arrangé.* » En lançant cette boutade, le mois dernier, l'honorable Alex Wu, alias Wu Shu-chih de son nom chinois, commandeur de l'ordre de l'Empire britannique et membre du Conseil législatif de Hongkong, a plaisamment résumé la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui plus de cinq millions de ses concitoyens. Tout le monde veut leur bonheur, Londres comme Pékin, mais nul ne songe à leur demander comment eux-mêmes, s'ils en avaient le choix, l'envisageraient.

Etrange destin que celui de cette colonie. L'administration britannique, toujours aussi circonspecte, n'y vit guère au début, vers 1840, qu'un détestable repaire de brigands et d'escrocs. Le jugement porté, alors, par lord Palmerston, secrétaire aux affaires étrangères de la reine Victoria, manque pour le moins d'enthousiasme. Dans un rapport, le diplomate décrivait Hongkong, non sans condescendance, comme *« un rocher aride sur lequel ne s'élève pratiquement aucune maison »*.

« Une profonde hypocrisie » ?

Sceptiques, les Anglais, qui venaient d'être chassés de Canton, doutaient que cette place déshéritée parviendrait à se substituer à celle qu'ils venaient de quitter. Rien ne traduit mieux le dédain dans lequel fut tenu l'endroit au milieu du dix-neuvième siècle que le qualificatif d' *« anomalie grotesque »* qui, jusqu'à nos jours, reste collé à son image.

Il se trouvait, pourtant, dans l'administration coloniale britannique, des fonctionnaires plus avisés. Prenant le contre-pied de l'opinion courante, le premier gouverneur de Hongkong, Henry Pottinger, séduit par la beauté de la baie, prédit que cette île deviendrait *« un vaste emporium de commerce et de bien-être »*.

Contre vents et marées, la prophétie de Sir Henry s'est réalisée. Le *« rocher aride »*, dont s'empara, le 26 janvier 1841, le chef d'escadre Sir J.J. Gordon Bremer, est devenu, un siècle et demi plus tard, la troisième place financière du monde, l'un des plus grands ports internationaux et, en dépit de sa taille réduite, une entité commerciale au dynamisme redoutable. Le revenu domestique par habitant y est l'un des tout premiers d'Asie, le taux de scolarisation l'un des plus élevés du continent (98 % des enfants de cinq à neuf ans), le chômage l'un des plus faibles (4 % de la population active).

Mais cet endroit, admirablement situé à l'entrée de l'estuaire de la rivière des Perles, cache, sous cette magnificence, le stigmate de sa tare originelle. Tout se passe comme si ses habitants savaient qu'ils devront payer un jour l'odieux commerce de l'opium imposé au dix-neuvième siècle à l'Empire déclinant des Qing (Mandchous) et sur lequel se bâtit, durement, la postérité première de la cité. Alors, en attendant le jour où tombera la sentence, autant profiter de ce refuge providentiel, transition entre la matrice chinoise, repoussée, mais secrètement désirée et un Occident fascinant, imité, copié jusqu'au ridicule, mais souvent intimement détesté.

Ilot de bien-être, Hongkong, en réalité, ne se sent pas très bien dans sa peau. Comme si cette activité fébrile, cette course avide au dollar n'avaient pour moteur que l'aiguillon de l'angoisse. Hongkong, place *« louée »* à la Chine, ne sait pas de quoi demain et, encore moins, après-demain seront faits. Jusqu'à il y a quelques années, l'échéance de 1997, date à laquelle prendra fin le bail cédant à l'Angleterre les Nouveaux-Territoires, apparaissait comme un horizon lointain, dont la ligne se confondait avec celle, quelque peu mythique, de l'an 2000.

Le voyage de Mme Thatcher à Pékin, puis dans la *« colonie »*, en septembre 1982, a fait s'évanouir, comme bulles d'air, ces rêves inconscients. Désormais, chacun sait : *1997*, c'est tout proche, et, nécessairement, quelque chose, à ce moment-là, sinon avant, changera. En provoquant une prise de conscience dans la communauté de Hongkong, la « Dame de fer » aura peut-être facilité les transitions.

Dans l'immédiat, toutefois, l'effet du voyage de Mme Thatcher ne fut guère favorable. Irrités par son obstination à proclamer la validité des trois traités *« internationaux »* qui forment l'assise juridique de la présence anglaise à Hongkong, les Chinois déclenchèrent contre le *« colonialisme britannique »* une vigoureuse campagne de presse. Le climat des relations en fut altéré et les contacts informels menés par les diplomates des deux pays piétinèrent pendant plusieurs mois.

Il fallut attendre le 1er juillet 1983 pour que Londres et Pékin annoncent, dans un communiqué commun, leur intention de commencer la deuxième phase des négociations le 12 juillet suivant et réaffirment leur volonté, exprimée lors de la visite de Mme Thatcher, d'œuvrer pour maintenir *« la prospérité et la stabilité »* du territoire.

Depuis lors, douze séries de conversations ont eu lieu. Plusieurs autres seront vraisemblablement nécessaires avant qu'un résultat quelconque puisse être annoncé dans le courant de l'été. Quoi qu'il en soit, Pékin a déjà fait savoir qu'il rendrait public son projet de solution en septembre prochain. Dans ces conditions, n'y a-t-il pas quelque fondement à affirmer, comme le fait un observateur critique, que les pourparlers sont *« un exercice d'une profonde hypocrisie »* ?

Qui y perdrait le plus ?

Selon une telle vue, la Chine et la Grande-Bretagne feraient semblant de négocier un statut particulier pour Hongkong, garantissant pour une longue durée le maintien de son système social, économique et juridique. En réalité, la Chine, de plus en plus sûre d'elle-même et mue par un nationalisme qui n'a cessé de monter — légitimement — depuis le début du siècle, serait avant tout soucieuse de recouvrer la souveraineté sur cette terre qui lui a été arrachée par la force au siècle dernier. Quant aux Anglais, loin de vouloir défendre la population de Hongkong, comme ils le prétendent fallacieusement, leur préoccupation première serait de sauvegarder leurs intérêts économiques dans le territoire et, surtout, de préserver leurs relations amicales futures avec la Chine.

Il y a sans doute, dans cette vision machiavélique, une part de vérité. Les choses, malgré tout, ne sont pas si simples. Dans cette négociation, quels sont les atouts et les faiblesses de chacun ? Comme bien souvent, les apparences sont trompeuses. Voyons d'abord la situation de la Grande-Bretagne.

Sur le papier, Londres semble pouvoir s'appuyer sur une position juridique forte : les trois traités, datant du dix-neuvième siècle, ont été signés par des gouvernements légitimes et seul le bail de 1898, concernant les Nouveaux-Territoires, vient à expiration en 1997.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 6.)

1 065 km²
5,3 millions d'habitants

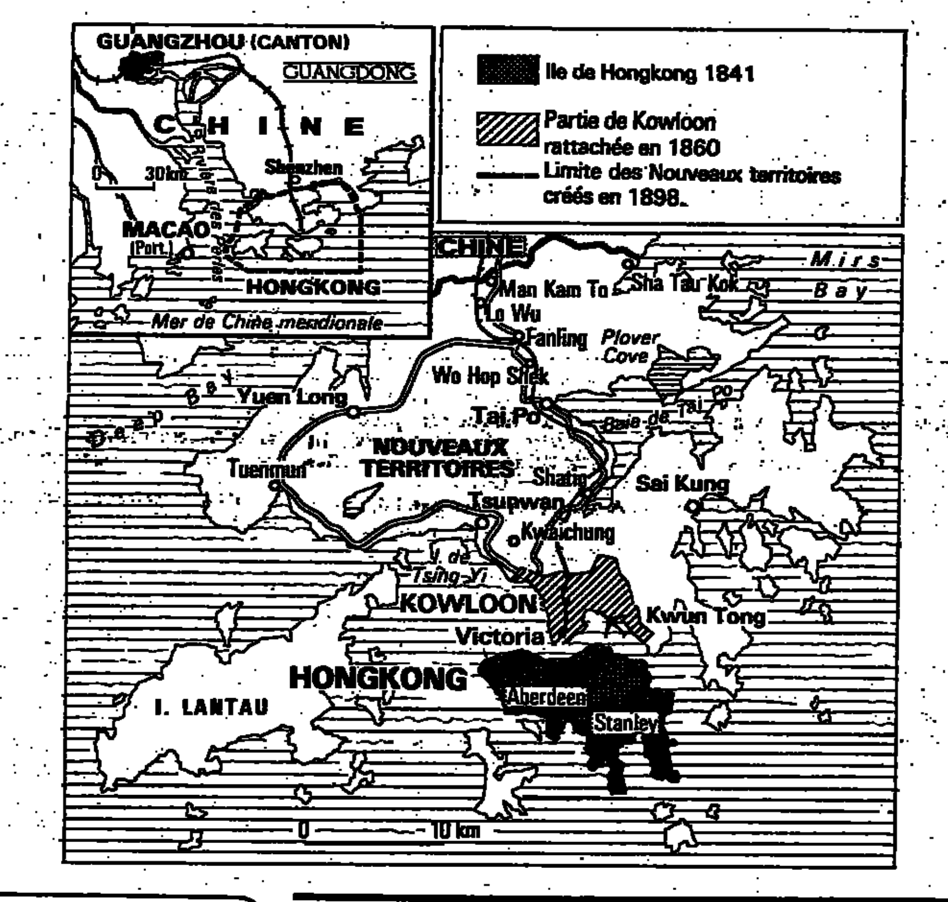
— **SUPERFICIE** : 1 065 kilomètres carrés (dont 940 kilomètres carrés pour les Nouveaux-Territoires).
— **POPULATION** : 5,3 millions de personnes, dont 98 % de Chinois (fin 1982) ; 21 900 Britanniques (1).
— **DENSITÉ MOYENNE** : 28 500 habitants au kilomètre carré sur l'île de Hongkong et à Kowloon (1981). Maximum : 165 400 habitants au kilomètre carré dans le district de Sham Shui Po (New Kowloon).
— **POPULATION ACTIVE** : 2,5 millions de personnes (au-dessus de quinze ans).
— **TAUX DE CHOMAGE** : 4,1 % de la population active.
— **INDICE DES PRIX** : + 10 % par an.
— **PRODUIT INTÉRIEUR BRUT** : + 5,9 % (à prix constants sur la base de 1980). PIB *per capita* : 5 000 dollars américains (à prix courants).
— **EXPORTATIONS** : 160,6 milliards de dollars de Hongkong (+ 26,2 %) (2).
— **IMPORTATIONS** : 175,4 milliards de dollars de Hongkong (+ 22,8 %).
— **TOURISME** : 2 775 000 entrées (+ 6,4 %).
— **INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS** : 7,5 milliards de dollars de Hongkong à la fin de 1982 (dont 6 % de capitaux anglais et 47 % de capitaux américains).

(1) Sauf mention contraire, les chiffres indiqués sont ceux de l'année 1983.

(2) Depuis le 17 octobre 1983, il existe une parité fixe entre le dollar américain et celui de Hongkong, qui est de : 1 dollar US = 7,80 dollars HK.

Pékin, partenaire économique privilégié

CRÉÉ comme un accès au marché chinois, le port de Hongkong a longtemps servi essentiellement à cet effet. Avec l'instauration de la République populaire en 1949, puis avec le développement économique spectaculaire de la frange asiatique du bassin du Pacifique, l'économie de la colonie s'est fortement diversifiée, le commerce d'entrepôt reculant devant l'industrialisation. Toutefois, la Chine n'a jamais cessé de jouer un rôle considérable dans l'économie de Hongkong, y compris pendant la révolution culturelle. Aujourd'hui, alors que la politique des *« quatre modernisations »* bat son plein en Chine, le développement des échanges de Pékin avec le monde extérieur ne pouvait pas ne pas bénéficier à Hongkong.



La colonie est à la fois marché pour les produits chinois, mais aussi, depuis ces dernières années, fournisseur important de la Chine. Une grosse proportion du commerce chinois transite par Hongkong, où sont installées de nombreuses sociétés chinoises, commerciales, bancaires, industrielles. Pékin tire en outre profit de Hongkong par le revenu de ses investissements, par les envois de fonds vers le continent de Chinois de Hongkong ou de la « diaspora », et enfin par un important mouvement touristique.

De longue date, la Chine a été le principal fournisseur de Hongkong, qui en tire sa nourriture, son énergie, et même son eau. Devenue plus prospère, la colonie a en outre développé ses importations d'autres produits de consommation ou de qualité, qui ont parfois concurrencé la production locale (textile). Ainsi les importations sont-elles passées de 782 millions de dollars (Hongkong) en 1950 à 7,7 milliards en 1976 et à 42 milliards en 1983, soit une augmentation de 550 % depuis la mort de Mao Zedong. Ce qui fait de la Chine le premier fournisseur de Hongkong, avec 24,4 % du total (16,7 % en 1978).

Par contre, les exportations de produits de Hongkong vers la Chine ont été très longtemps négligeables.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 6.)

Hongkong

Pékin, partenaire économique privilégié

(Suite de la page 5.)

Ce n'est que depuis les *« quatre modernisations »* qu'elles ont pris leur essor, et à quel rythme : elles ont augmenté 76 fois en cinq ans — de 1978 à 1983 — passant de 81 à 6 223 millions de dollars. Devenue quatrième client de Hongkong, derrière les Etats-Unis, intouchables, la Grande-Bretagne et la RFA, la Chine est en passe de se hisser au deuxième rang. Ses achats sont passés de 0,2 % à 5,96 %.

Si l'on ajoute à ce commerce classique celui de transit et d'entrepôt, les relations entre la colonie et le continent apparaissent encore plus étroites. Désireuse de développer au maximum ses échanges, la Chine, dont le système portuaire est déficient, a besoin des installations très modernes et efficaces de la colonie. Elle est devenue le deuxième marché des réexportations de Hongkong. En 1982, celles-ci représentaient 7,9 milliards de dollars (Hongkong) contre 3,8 pour les exportations. Ce commerce *« invisible »* se fait à visage découvert depuis la normalisation des relations sino-américaines. Avant, quand les Etats-Unis avaient établi un embargo sur le commerce avec la Chine, Hongkong avait servi d'intermédiaire consentant pour *« dédouaner »* les marchandises chinoises.

Pas étonnant que le commerce entre la Chine et Hongkong soit donc traditionnellement défavorable à cette dernière. Hongkong a souvent permis à la Chine d'équilibrer sa balance commerciale avec le reste du monde : au cours des trente-quatre dernières années, celle-ci a été à douze reprises déficitaire ; sans Hongkong, elle l'aurait été vingt-quatre fois. Ce déficit ne gêne toutefois guère la colonie, qui se rattrape sur d'autres marchés et qui ne pourrait pas se fournir à aussi bon prix ailleurs en produits de première nécessité. Mais il témoigne cependant d'une certaine dépendance.

On aurait tort de limiter au commerce les relations économiques entre la Chine et Hongkong. Sans parler des considérations diplomatiques et en se cantonnant strictement à l'économie, on peut noter que le commerce ne représente que 64 % des gains en devises que la Chine tire de Hongkong (chiffres de 1980) ; des gains qui représentent 35 % du total du revenu de la Chine en devises. Ces revenus non commerciaux croissent aussi vite que les autres. Le revenu qui est sans doute appelé au plus grand avenir est celui tiré des investissements chinois dans la colonie. Certes, les banques chinoises y jouent un rôle très important — elles y possèdent le plus grand nombre de succursales, y ont installé un système informatisé qui draine les dépôts des épargnants, et leur puissance n'est dépassée que par celle de la Hongkong and Shanghai Bank — mais les investissements pèseront à long terme d'un poids plus important, tant par le revenu qu'ils rapportent que par la prise de contrôle d'une partie du secteur économique local.

Ce poids est difficile à déterminer, en raison de l'utilisation fréquente de prête-noms locaux. Mais, longtemps restreints à quelques manufactures et au commerce de gros et de détail — les fameux « Emporiums » qui disséminent partout des produits chinois, — ils se sont étendus dans d'autres secteurs. Y compris dans l'immobilier ; en particulier récemment avec la nécessité pour Pékin de soutenir un marché inquiet de l'avenir. Mais aussi dans l'industrie. En 1976, il n'existait que deux usines chinoises à Hongkong, une demi-douzaine l'an dernier. En 1983 a été formée la première société mixte dans le textile. Mais les Chinois n'ont pas caché leur volonté de développer leurs investissements. L'arrivée à Hongkong il y a juste un an du premier *« capitaliste rouge »*, M. Wang Guangying, beau-frère de l'ancien président Liu Shaoqi, pour y créer un empire économique au service de Pékin, témoigne du sérieux de cette volonté.

On peut donc dire que, sans les revenus tirés de Hongkong, la politique des *« quatre modernisations »* chère à M. Deng Xiaoping aurait été plus difficile à mener : depuis 1977, ils ont dépassé les 25 milliards de dollars américains. Mais l'importance de Hongkong ne s'est pas limitée à cet aspect comptable, ni même à celui de transitaire. La Chine a aussi profité des retombées de l'expansion économique de la colonie : formation d'experts, transferts de technologie, investissements d'habitants de Hongkong en Chine dans de nombreux secteurs (industriel, hôtelier...) sous la forme de sociétés mixtes.

Les fameuses *« zones économiques spéciales »*, comme celle de Shenzhen qui jouxte le territoire, ont été créées pour tirer le maximum de bénéfices de ces retombées, en suivant l'exemple du développement de Hongkong (ou des nouveaux pays industrialisés d'Asie par le biais de zones franches), mais aussi pour y attirer des entreprises séduites par les conditions offertes : très bas salaires, garanties aux investisseurs étrangers... En se développant, Hongkong s'intéresse moins qu'auparavant aux industries de main-d'œuvre à faible rentabilité qu'il peut devenir plus avantageux de transférer à Shenzhen, au Fujian ou ailleurs. Shenzhen a connu ces dernières années un développement fulgurant. Là où les rizières longeaient la frontière, ont poussé entrepôts, usines et immeubles. Si cette politique se poursuit encore des années, la colonie pourrait devenir le pôle de développement de toute la région de Canton.

L'intérêt économique pour Pékin serait considérable. L'intérêt politique aussi : la Chine aurait non seulement fait la preuve de sa détermination à se développer de manière moderne et à l'occidentale, mais elle pourrait intégrer la colonie dans son processus de développement, ce qui pourrait rendre moins pénible le cap de 1997. Mais il ne faudrait toutefois pas oublier que, quelle que soit l'importance de Hongkong pour la Chine, les considérations politiques l'emportent souvent à Pékin, que les régimes des deux côtés de la frontière demeurent aux antipodes et que le revenu que la Chine tire de Hongkong ne représente, après tout, que 1 % de son PNB.

PATRICE DE BEER.

Faire face à l'échéance

(Suite de la page 5.)

En principe, donc, l'Angleterre pourrait demeurer, après cette date, sur l'île de Hongkong et sur la presqu'île de Kowloon, qui lui ont été cédées *« à perpétuité »*, respectivement, par les traités de 1842 et de 1860.

Valable en théorie, une telle option n'est pas soutenable pratiquement. Il a fallu tout l'entêtement de Mme Thatcher pour oser l'exprimer publiquement lors de sa visite à Pékin en 1982. Inéluctable, la rétrocession à la Chine, en 1997, des Nouveaux-Territoires (90 % de la superficie de l'ensemble) ne laissera plus dans la main des Anglais qu'un ridicule confetti. L'intérêt serait mince. En outre, pour la Chine, qui n'a jamais reconnu les traités du dix-neuvième siècle, qu'elle juge *« inégaux »*, une telle hypothèse est *tout* simplement exclue. S'opposer à la revendication chinoise de récupération de l'ensemble du territoire signifierait, pour Londres, s'engager dans une épreuve de force peu souhaitable, parce que perdue d'avance.

Aussi bien, la « Dame de fer » a-t-elle dû, *volens nolens*, assouplir sa position. Même si, contrairement à ce qui a été dit, elle n'a pas renoncé explicitement à la part de souveraineté à laquelle elle estime avoir droit, elle n'en fait plus état publiquement, et les négociateurs britanniques, aujourd'hui, n'élèvent plus d'objections à ce que la Chine proclame, quant à elle, son exigence de souveraineté totale sur le territoire. Seule cette concession a rendu possible le véritable démarrage des conversations en juillet 1983.

L'abandon de Hongkong représentera-t-il pour Londres une catastrophe économique et financière ? Moins qu'on ne le croit généralement. Et c'est ce qui donne une certaine force, dans la négociation, à la position britannique. Relativement peu importants, les capitaux anglais ne représentent que 6 %



de 1997

(450 millions de dollars de Hongkong à la fin de 1982) des investissements étrangers. A travers le gouvernement local, l'Etat britannique est toutefois plus engagé dans la colonie.

Une débâcle financière dans le territoire, provoquée par un transfert de pouvoirs difficile en 1997, aurait cependant plus de conséquences fâcheuses, sur les plans économique et politique, pour Pékin que pour Londres. La Chine ne se priverait pas seulement d'une source de revenus appréciable (35 % de ses gains en devises) et d'une place idéale pour les commerces de toutes sortes. C'est toute sa crédibilité de puissance raisonnable qui serait affectée dans la région.

Ayant pris, peu à peu, conscience de cette réalité, les dirigeants chinois, tout en maintenant leur revendication de recouvrement de la souveraineté sur le territoire, ont accepté d'y mettre une sourdine et de ne pas faire de sa reconnaissance par Londres une condition préalable dans les conversations. Comme l'a dit M. Deng Xiaoping : « *Il est possible que les négociations commencent par la question : que faire après 1997 ? Une fois cela réglé, il ne sera plus nécessaire de discuter la première question* (celle de la souveraineté). »

Si les Anglais ont cru que cette flexibilité tactique entraînerait des concessions chinoises sur la question de l'administration, ils ont bien vite dû déchanter. Un projet du gouvernement de Londres, dont l'objet était de suggérer la signature d'un nouveau traité garantissant la poursuite de l'administration britannique, en échange de l'acceptation par la Grande-Bretagne de la souveraineté chinoise, a valu à Mme Thatcher une nouvelle volée de bois vert de la part de Pékin et de ses porte-voix à Hongkong. « *Souveraineté et pouvoir administratif sont inséparables* », a clairement indiqué la Chine, oubliant qu'une formule différente est appliquée depuis des années à Macao. De façon polémique, le *Ta Kung Pao*, organe procommuniste de la colonie, a jugé que le maintien d'une administration britannique serait « *un affront à l'intelligence et à la capacité de la communauté locale* ».

Les « dix points » de Pékin

Cette rigueur ne signifie pas pour autant que la Chine n'est pas prête à des arrangements sur d'autres questions. Depuis un an et demi, Pékin ne cesse de faire des propositions qu'il veut toutes plus séduisantes les unes que les autres. Pour la commodité, celles-ci sont connues sous la forme d'un plan en dix points, révélé dans ses grandes lignes, dès juillet 1983, à une délégation d'étudiants de Hongkong.

Avec les précisions qui lui ont été apportées par la suite, ce projet se présente comme suit : Hongkong jouira d'un haut degré d'autonomie. Sauf pour les questions de défense et de diplomatie, prises en charge par Pékin (mais, paraît-il, sans présence de l'armée de libération), l'administration sera assurée par la population du territoire sans l'aide de fonctionnaires de Pékin. Le système de droit local, inspiré du droit britannique, sera maintenu, la cour d'appel étant établie sur place. Le gouverneur sera nommé par Pékin après consultation d'organisations représentatives locales. Rien ne sera changé au style de vie des gens ni au système social et économique, et cela pendant cinquante ans. La convertibilité du dollar de Hongkong sera garantie. Les libertés de presse, de réunion, de mouvement, de religion, seront respectées. Le gouvernement local aura le droit d'émettre des documents de voyage. L'ordre public sera assuré par la police du territoire. Enfin, *last but not least*, les résidents de différentes convictions politiques (on pense, en premier lieu, aux membres du Kuomintang, le parti nationaliste de Taiwan) seront autorisés à rester et à travailler à l'administration en commun du territoire.

Toutes ces propositions s'inspirent de deux principes de base, dont Pékin a fait le fondement de sa stratégie actuelle envers Hongkong. Le premier est celui du « *gangren zhigang* » ou « *l'administration de Hongkong par le peuple de Hongkong* » dans le cadre d'une « *région administrative spéciale* » disposant d'une « *constitution* » particulière. Le second est celui défini dans la formule « *un pays, deux systèmes* », que les communistes chinois souhaiteraient étendre à Taiwan. L'immensité de la Chine autorise, selon eux, l'expérience analysée en ces termes par M. Ji Pengfei, directeur du bureau des affaires de Hongkong auprès du gouvernement central : « *Maintenir le capitalisme dans un endroit de dimension réduite profitera au socialisme dans l'ensemble du pays.* »

L'histoire de la République populaire, ces trente-cinq dernières années, donne à ceux à qui s'adresse ce discours certaines raisons de se méfier. Or la question de la confiance est primordiale, elle décidera de la réussite ou de l'échec de l'opération. Le schéma ainsi tracé apparaît, par ailleurs, trop théorique pour convaincre. On conçoit qu'il puisse s'appliquer, si telle est la volonté du nouveau souverain, dans le cas d'une transition sans heurts. Mais qu'en sera-t-il dans une autre hypothèse ?

Consultera-t-on les habitants ?

Le discours des dirigeants chinois, d'autre part, est trop fluctuant pour être accepté pour argent comptant. Un exemple entre dix : le 15 août 1983, M. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, déclarait que la Chine récupérerait Hongkong le 1er juillet 1997. Après un moment d'émotion, le soulagement domina. En fin de compte, cette précision était préférable aux ambiguïtés entretenues jusque-là. Dans le passé, les dirigeants chinois avaient, en effet, coutume de dire que le recouvrement de souveraineté s'effectuerait « *quand les conditions seront mûres* » ou bien « *au plus tard en 1997* ». Mais, le 7 décembre 1983, nouveau changement : dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères déclarait que la Chine se réservait le droit de modifier la date du retour du territoire à la mère patrie « *s'il se produit des troubles ou en cas de rupture de l'ordre social* ».

Certaines maladresses ou certains lapsus révélateurs ne sont pas plus rassurants. Un jour, un dirigeant de Pékin, promettant à Hongkong les libertés les plus diverses, ajoute, mine de rien : « *Notre peuple aussi jouit de libertés suffisantes.* » Le lendemain, l'un de ses collègues, évoquant la possibilité d'élections futures, répartit aussitôt la population de la colonie en trois catégories : les pro-Pékin, les pro-Londres et les neutres ! Et d'attribuer d'autorité à chacun de ces trois groupes un tiers des sièges. Comme si les choses étaient aussi simples ! Administration de Hongkong par la population de Hongkong, dit encore Pékin. Mais qu'est-ce qu'un habitant de Hongkong ? Réponse : quelqu'un qui y réside depuis plus de sept ans. Autrement dit, le gouvernement chinois a jusqu'à 1990 pour y envoyer des hommes de confiance.

Ce qui choque le plus les habitants de Hongkong dans toute cette affaire, c'est le décalage existant entre les promesses pour l'avenir et l'attitude qu'observe présentement la Chine à l'égard de la population du territoire. Pékin s'est opposé catégoriquement à ce que Hongkong, en tant que tel, soit partie aux négociations sur l'après-1997. Et c'est avec un froncement de sourcils agacé que M. Xu Jiatun, le numéro un chinois dans la colonie, a accueilli la demande du conseil législatif d'être informé du contenu du futur accord avant son acceptation finale par la Chine et la Grande-Bretagne. Le secret dans lequel se déroulent les pourparlers exaspère de plus en plus l'élite intellectuelle et économique locale, qui aimerait savoir à quelle sauce elle va être mangée.

N'est-ce pas la vie de plusieurs millions de personnes qui est en jeu ? La Chine saura-t-elle prendre la mesure de ce problème humain ?

Mineur, en apparence, à l'échelle des crises qui secouent la planète, l'enjeu de la question de Hongkong dépasse, de loin, son objet. Le choc est immense entre l'hyper-libéralisme de ce territoire minuscule, paradis du non-interventionnisme, et l'étatisme d'un des régimes les plus rigoureux du monde.

La coexistence à l'intérieur des mêmes frontières de deux systèmes aussi différents serait beaucoup plus qu'un succès diplomatique pour Pékin. Ce serait une révolution, le début, qui sait, d'une nouvelle ère dans l'histoire des sociétés communistes, en même temps qu'un grand pas vers la réunification de l'Empire du milieu. Alors que, philosophiquement, tout conduit à penser le contraire, le pragmatisme chinois saura-t-il produire un miracle ?

MANUEL LUCBERT.

Un marché trop mal connu des Français

LES échanges commerciaux entre Hongkong et la France sont souvent caricaturés : Cognac et parfums contre montres électroniques et jouets... De fait, si la population, essentiellement chinoise, adopte une attitude plutôt favorable aux produits français, les déclarations de certains fonctionnaires coloniaux et le style de quelques éditorialistes locaux procèdent parfois de comportements antérieurs à l'Entente cordiale !

Quelques chiffres sont alors utiles pour ramener le débat à ses justes proportions : le commerce Hongkong-France, dans les deux sens, représente, en valeur, seulement :

- 1,28 % des échanges extérieurs de la colonie britannique, soit un peu plus de 4 milliards de francs en 1983.
- 0,32 % de l'ensemble du commerce extérieur français, avec un taux de couverture de 93 % en faveur de Hongkong.

Nous sommes le treizième pays fournisseur de Hongkong et son onzième client.

La réserve des entreprises françaises, devant un marché très prisé par nos concurrents étrangers, s'explique notamment par la persistance de certains mythes :

- Un voyage de prospection à Hongkong est souvent perçu comme une expédition ruineuse aux antipodes. Pourtant les tarifs aériens pratiqués et la concurrence des chaînes hôtelières se conjuguent pour faire de Hongkong une destination d'affaires dont le coût est à peine supérieur à celui d'un déplacement vers la Scandinavie !
- Champion du libre-échange, Hongkong ne constitue en aucune façon un marché captif pour la Grande-Bretagne, dont les ventes, dans ce territoire de la Couronne, ne sont que trois fois supérieures aux nôtres. Si l'on laisse de côté la Chine, premier fournisseur, dont les ventes à Hongkong sont essentiellement constituées de produits alimentaires frais, de pétrole et d'articles textiles, nous retrouvons ici nos principaux concurrents internationaux (Etats-Unis, Japon, Allemagne de l'Ouest), sur un marché dont les circuits de commercialisation sont rapidement et aisément accessibles au visiteur d'affaires. L'entreprise à vocation exportatrice bénéficiera en outre de l'assistance diligente des principaux établissements bancaires français, dont certains, telles la Banque Indosuez et la Banque Nationale de Paris, sont installés depuis plusieurs décennies, avec un réseau d'agences couvrant Hongkong territorialement et par principaux secteurs d'activité.
- Paradoxalement, l'entrepreneur français ne sera pas ici confronté à la concurrence des articles manufacturés sur place. Les productions locales, essentiellement vêtements, électronique de bas de gamme et jouets, ne sont pratiquement destinées qu'à l'exportation, et le visiteur non initié est parfois surpris de découvrir que si la chemise achetée dans un grand magasin français sera fréquemment *made in Hongkong*, la mode distribuée localement est le plus souvent sous griffe française même si l'origine est parfois italienne...

Certes la relative exiguïté du marché local de consommation explique parfois le peu d'empressement de nos candidats à l'exportation. Mais Hongkong reçoit chaque mois plusieurs dizaines de milliers de touristes japonais et américains achetant avec enthousiasme les produits de luxe français. Il faut aussi rappeler la vocation première et primordiale de Hongkong, avant les aberrations spéculatives de ces toutes dernières années, l'activité d'entrepôt et de redistribution dans le troisième port du monde.

Ce rôle majeur se confirme au fur et à mesure de l'ouverture de la Chine aux produits et technologies de l'Occident. Il ne faut certes pas faire preuve d'un optimisme excessif car cette évolution, si elle est réelle et profonde, voulue par les dirigeants actuels et approuvée par l'immense majorité des cadres, est cependant d'une lenteur dont il faut bien s'accommoder. En outre, les négociateurs chinois sont redoutables. Cependant, la présence de plus en plus évidente et multiforme des provinces, municipalités et corporations de Chine populaire sur la place de Hongkong augmente d'autant les opportunités de rencontres sur les courants d'affaires et les projets. Dans quelques cas récents, des produits de base chinois, tel le coton, ont été négociés par des intermédiaires de Hongkong à des prix inférieurs aux offres hors usine en Chine !

Si nous n'étions pas convaincus, le nombre et l'importance des représentations commerciales japonaises, américaines et allemandes sur notre place devraient écarter nos doutes.

La crise immobilière, inévitable coup d'arrêt à une fureur spéculative peut-être plus que conséquence d'une incertitude politique, a eu au moins un effet bénéfique : la réduction de prix de 50 % en un peu plus d'un an du coût moyen des loyers dans le district de Central, sur l'île de Hongkong. Pour un loyer de bureau oscillant selon les emplacements entre 700 et 2.000 francs le mètre carré par an, le groupe qui choisit désormais Hongkong pour son implantation dans la zone Asie-Pacifique sera stratégiquement placé et bénéficiera tant de l'excellence du réseau de communications, que de la très grande diversité des services disponibles dans la colonie.

Le territoire est sans doute encore une des toutes premières places financières du monde, par l'importance des transactions mais aussi par la qualité et la diversité des intervenants : spécialistes anglo-saxons du droit des affaires et de la fiscalité, négociateurs, courtiers et conseils en tous genres. De plus, en dépit de certaines hausses effectives depuis le début de l'année budgétaire 1984 — fixée ici au 1er avril — tant pour l'impôt sur les sociétés (18,5 % sans progressivité) que pour la taxation du revenu des personnes physiques (17 %), la fiscalité est encore fort attrayante lorsqu'on la rapproche de celle en vigueur dans les principaux pays occidentaux.

S'il convenait encore d'évoquer quelques-uns des avantages de cette place, nous pourrions mentionner une liberté absolue des mouvements de fonds — que n'entrave aucun contrôle des changes — et enfin et surtout l'ardeur au travail et la qualification d'un personnel local dont la productivité peut être attestée par les concurrents infortunés !

Terminons sur un souhait : plutôt que d'adopter des attitudes protectionnistes, que certains seraient trop heureux de mettre en exergue pour tenter de discréditer nos produits, l'administration française devrait faire preuve de plus de souplesse vis-à-vis des produits de Hongkong (le secteur manufacturier de l'horlogerie est d'ailleurs localement en difficulté sans nos contingentements) et encourager de manière tangible nos entrepreneurs à venir plus nombreux explorer ce marché et ses potentialités régionales.

JEAN-CLAUDE GRUFFAT,
Directeur général,
Banque Indosuez, Hongkong.

Hongkong

Quelques coups de canif au libéralisme intégral

L'IMAGE a fait le tour du monde : Hongkong, paradis du laisser-faire, dernier refuge du libéralisme intégral, lieu béni des dieux du capitalisme le plus traditionnel, où les travailleurs travaillent, les investisseurs investissent et les profits profitent. Tout cela sous le regard débonnaire et un tantinet paternaliste d'un gouvernement avant tout soucieux de ne pas se mêler de ce qui ne le regarde pas. Résumé en un slogan, cela donne ce cri du cœur de M. Lawrence Mills, directeur exécutif de la firme de textile Laws Fashion et chantre, s'il en est, de l'anti-protectionnisme : *« Hongkong, c'est 5,5 millions d'entrepreneurs pour 5,5 millions d'habitants. »*

Mais la réalité joue parfois des tours à la théorie et même les convictions les plus solidement ancrées doivent s'y adapter. Dans un discours prononcé à la mi-septembre 1983, M. John Bremridge, secrétaire aux finances du gouvernement de Hongkong, déclarait avec la plus grande assurance : *« Il n'est pas possible pour le gouvernement de fixer un taux de change du dollar de Hongkong à un niveau particulier. Cela doit dépendre des forces sur le marché. »* Exactement un mois après cette profession de foi, sir John annonçait que la monnaie locale était désormais *« liée »* au dollar américain au taux fixe de 1 dollar américain pour 7,80 dollars de Hongkong.

Entre ces deux moments, le territoire avait, il est vrai, connu l'une de ses crises financières les plus graves : en quelques jours, la devise locale, atteinte par la défiance des spéculateurs, n'avait pas été loin de franchir le seuil symbolique des 10 dollars Hongkong pour 1 dollar américain, s'arrêtant le samedi 24 septembre – le *« samedi noir »* – à 9,55 dollars. En un an, la dépréciation par rapport à la monnaie américaine était de 55 %. Quant à l'indice Hang Seng des valeurs boursières, il avait atteint, le 4 octobre, le plancher absolu de 690 points, alors qu'il caracolait encore au mois de juillet au-dessus de 1 100 points.

A la crise économique mondiale, dont les effets se sont fait sentir dans le territoire à partir de 1981, ont succédé, depuis lors et surtout en 1983, des facteurs de troubles endogènes qui ont mis à mal les principes de gestion du gouvernement et quelques piliers de la prospérité de l'île. Ce fut d'abord, en 1982, la chute du marché de l'immobilier, source jusque-là de profits spéculatifs fantastiques. Puis, lié à l'incertitude politique concernant l'avenir de la colonie, une crise de confiance plus générale est apparue, qui a accru la nervosité boursière et dont la manifestation la plus évidente est la baisse enregistrée dans la formation brute de capital fixe, en d'autres termes les investissements. *La décision, au début de ce mois, de la grande société de commerce Jardine-Matheson de déplacer son siège légal aux Bermudes montre que le problème demeure.*

Le poids du marché américain

Or, aussi étonnant que cela paraisse, l'économie de Hongkong a connu, sur cet arrière-plan morose, une activité plutôt dynamique en 1983. Les prévisions pour cette année s'annoncent à peu près aussi bonnes. Qu'on en juge plutôt à partir de quelques données de base.

Selon toute vraisemblance, la croissance du produit intérieur brut devrait être, en 1984, de l'ordre de 6 % par rapport à l'an dernier, soit sensiblement équivalente, voire légèrement supérieure à celle de 1983 (+ 5,9 %) et nettement plus forte qu'en 1982 (+ 1 %). Les exportations, qui ont connu en 1983 une augmentation, en termes réels, de 15 %, devraient continuer à progresser assez rapidement (+ 12 %). Malgré une certaine baisse, la consommation privée devrait se maintenir à un bon rythme (+ 7 % au lieu de 9 % en 1983). Quant au chômage, les autorités espèrent le tenir dans sa proportion actuelle, c'est-à-dire à un niveau assez bas (4 % de la population active). L'inflation, en revanche, encore trop élevée (+ 10 %) devrait avoir du mal à diminuer, les prix subissant, surtout au cours du premier semestre, les effets des mouvements monétaires de la fin de l'année dernière.

Comme en 1983, ces perspectives de croissance, à première vue fort satisfaisantes, se fondent sur une progression prévisible du commerce international, due à la poursuite d'une activité économique soutenue aux Etats-Unis et à une légère reprise dans certains pays européens.

En raison de l'exiguïté du marché local, l'économie du territoire est éminemment tournée vers l'extérieur, en particulier vers les Etats-Unis, de loin son premier marché : 90 % de la production de Hongkong est exportée, le marché américain absorbant plus de 40 % des ventes totales de l'île. On aura une idée de la dépendance de Hongkong envers ses exportations si l'on sait que, en 1983, la valeur des échanges extérieurs du territoire a représenté 162 % de son PIB.

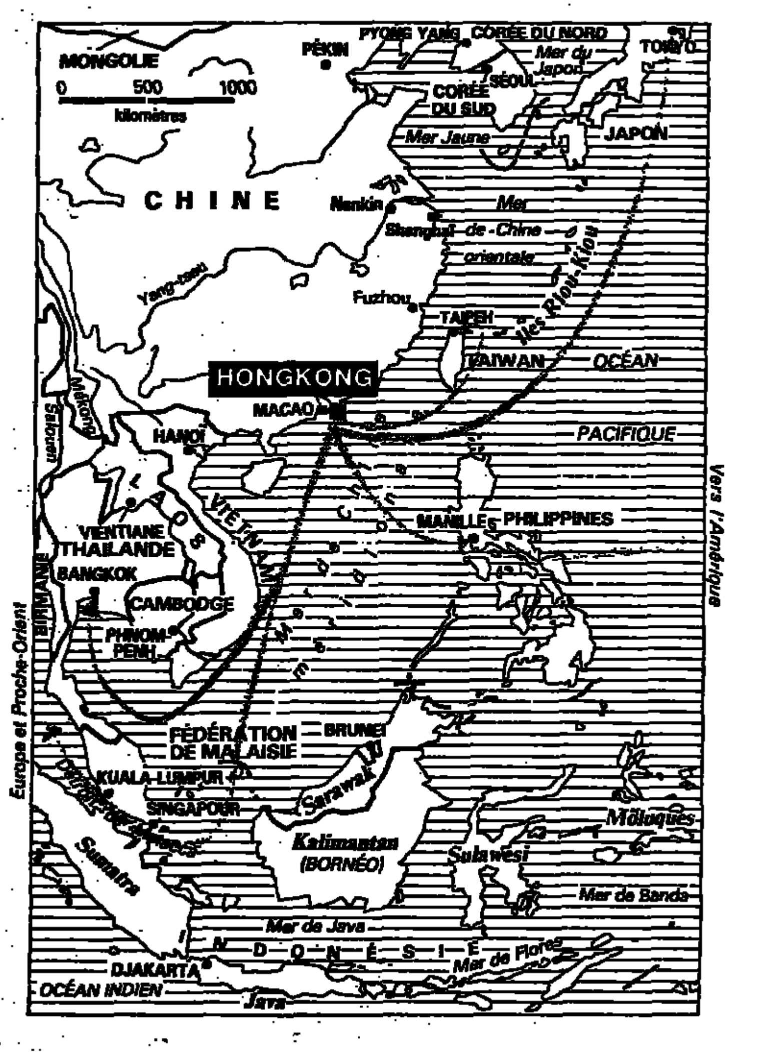
Ce facteur, selon les circonstances, peut se révéler une force. Mais il peut devenir aussi une faiblesse, surtout s'il n'est plus suffisamment relayé, à l'avenir, par une relance de la demande locale. Une force, car rompue avec une agilité surprenante aux variations des marchés, l'industrie locale (électronique, textiles, montres, jouets...) sait s'adapter du jour au lendemain et profiter au maximum et plus vite que d'autres des situations nouvelles. Une faiblesse, car, en cas de nouvelle récession aux Etats-Unis, les entrepreneurs locaux pourraient se trouver dans une situation difficile.

Ces conditions expliquent l'inquiétude que causent dans la colonie les pressions protectionnistes de différents lobbies industriels aux Etats-Unis, notamment celui du textile. Pour la première fois, Hongkong vient d'introduire une plainte devant le GATT contre l'administration américaine pour non-respect de l'accord multi-fibres. A cela s'ajoute le fait que les produits locaux ne pourront plus bénéficier de la forte dépréciation de la devise qui s'était produite l'an dernier par rapport au dollar américain, étant donné le lien fixe désormais établi entre les deux monnaies. En conséquence, les exportations vers les Etats-Unis ne devraient augmenter, cette année, que de 11 % contre 26 % l'an dernier.

Dans un tel environnement, le commerce avec la Chine est promis à un développement croissant. Déjà le continent est devenu, en 1983, le premier fournisseur du territoire, dépassant le Japon, et les exportations dans le sens Hongkong-Chine, après une augmentation de 50 % l'an dernier, devraient encore progresser de 35 % cette année. Vue de Hongkong, la plus grande ouverture économique de Pékin ne signifie pas seulement que la Chine va vendre davantage à l'extérieur, mais qu'elle va aussi acheter plus. Comme le remarque un banquier français, installé dans la colonie : *« On ne peut plus faire des affaires à Hongkong sans qu'elles soient, d'une façon ou d'une autre, liées à la Chine. »* Il faut sans doute voir dans cette évolution le signe d'un redéploiement en profondeur à long terme.

Les problèmes de l'immobilier

Plongé dans un profond marasme depuis près de deux ans, le marché de l'immobilier devrait rester médiocre. Une certaine reprise n'est sensible que pour le résidentiel bas de gamme et les petits locaux industriels. Cette situation a ses avantages : selon une étude récente, Hongkong, aujourd'hui, n'est plus du tout la ville chère d'antan. Le prix des locaux commerciaux y serait devenu le moins élevé d'Asie. Un comble vraiment !



Mais cette dépression et la faible activité dans le secteur de la construction en raison de l'offre excessive existante – et cela malgré quelques réalisations spectaculaires en cours, d'une rentabilité, au demeurant, problématique – n'ont pas seulement sanctionné les spéculateurs. La plupart des établissements bancaires, plus ou moins fortement engagés dans ce secteur, en ont vu les conséquences sur leurs profits, qui se sont révélés, en 1983, médiocres, nuls ou en baisse. Le gouvernement lui-même a dû se mettre à la recherche de sources nouvelles de revenus. Au cours de l'année fiscale 1981-82, les opérations foncières avaient rapporté à l'administration une somme de 9 milliards de dollars Hongkong. En 1983-84, cette manne n'a plus été que de 2,3 milliards.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le gouvernement soit amené, depuis trois ans, à présenter des budgets en déficit et qu'il ait décidé, ce printemps, de lancer un emprunt de 1 milliard de dollars de Hongkong. En même temps, la taxe sur les sociétés, l'une des plus basses du monde, a été augmentée de deux points, passant de 16,5 % à 18,5 % et, pour la première fois depuis dix-huit ans, le barème de l'impôt sur le revenu a été, lui aussi, relevé de deux points, de 15 % à 17 %. Sans être dramatiques, ces hausses n'en sont pas moins un signe des temps. Jardine-Matheson n'a-t-il pas utilisé, entre autres, cette augmentation de l'impôt sur les sociétés pour justifier son départ de la colonie ?

Si l'exemple devait être suivi, Hongkong, malgré la valeur de sa main-d'œuvre et son potentiel de créativité, pourrait entrer durablement dans une zone de grisaille. Déjà, l'an dernier, les investissements dans le secteur industriel et des biens d'équipement ont diminué, en termes réels, de 1 % par rapport à 1982. Globalement, la formation brute de capital fixe a été en recul de cinq points. Paradoxe sur cette terre de non-interventionnisme, l'activité dans le secteur de la construction est tirée par les programmes publics. Mais cette année, les restrictions budgétaires devraient entraîner aussi un ralentissement de ces investissements.

« Cela peut encore marcher comme ça pendant un an, mais si cette situation perdure, nous allons au-devant de sérieux ennuis », déclarait, en décembre dernier, M. Bremridge. Point de vue pessimiste que ne partage pas tout le monde à Hongkong. Les carnets de commandes, dans le textile notamment, ne sont-ils pas pleins au moins jusqu'au début de l'année prochaine ? *« Hongkong est, aujourd'hui, le meilleur endroit pour démarrer une affaire »*, affirme M. Vincent Lo, le jeune et dynamique président de la société immobilière Shui On. Il serait dommage qu'une telle marque de confiance dans l'avenir ne soit pas honorée.

M.L.

La « Cité emmurée » repliée sur ses secrets

SI on n'y prend pas garde, le pied passe soudain à travers une vieille planche et s'enfonce dans une rigole où coule une eau nauséabonde, venue d'on ne sait où. Le mur suintant d'humidité n'évitera pas la chute. Inutile aussi de lever la tête pour chercher un coin de ciel. Le regard bute sur un entremêlement inextricable de fils électriques et de câbles téléphoniques courant dangereusement à hauteur d'homme. Pour celui, qui, étranger à ces lieux, décide de s'aventurer dans Walled City, dans son labyrinthe de ruelles à peine assez larges, parfois, pour permettre le passage d'un homme, mieux vaut s'attendre à tout. Même à voir détaler des rats sous ses pas ou à découvrir, dans un renfoncement, un autel dont la faible lumière rouge honore, nuit et jour, Bouddha et les quelques plaquettes que des familles ont placées là, sous sa protection, pour commémorer des ancêtres disparus.

Walled City, la Citée emmurée, n'a plus de murs. Mais, depuis plus de huit décennies, elle reste, dans la presqu'île de Kowloon, une enclave implicitement infranchissable. Plusieurs dizaines de milliers de personnes – nul ne connaît leur nombre exact – s'entassent dans ce rectangle d'environ 500 mètres carrés que domine, à la limite des Nouveaux-Territoires, le majestueux Lion Rock, le Rocher du Lion, et que la proximité de Kaitak, l'aéroport de Hongkong, fait vibrer toutes les minutes du bruit assourdissant de ses avions dont le ventre énorme rase le toit des maisons.

Un statut ambigu

Longue histoire que celle de Walled City. Son statut compte parmi les « anomalies » inscrites dans le bail signé, le 1er juillet 1898, entre la Grande-Bretagne et les représentants de la dynastie mandchoue et qui plaçait, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, les Nouveaux-Territoires sous la juridiction des Britanniques. L'île de Hongkong leur avait été cédée *« à perpétuité »* lors de la signature des traités de Nankin en août 1842 et Kowloon en 1860. De longues et complexes tractations ne permirent pas de définir clairement la situation de l'enclave de Walled City. Résultat : dans l'esprit des Chinois, il fut acquis que le bail concernant les Nouveaux-Territoires excluait Walled City de la juridiction de la colonie. Une garnison chinoise resta symboliquement sur place, mais elle fut chassée, un peu moins d'un an plus tard, sur l'ordre de Londres, qui jugeait inadmissible une présence chinoise au milieu d'un territoire sur lequel les Britanniques avaient acquis autorité.

Depuis lors, l'ambiguïté demeure. Et si les autorités de Hongkong sont parvenues à établir une certaine surveillance sanitaire sur la population vivant à l'intérieur de la cité, si elles ont créé un système de lutte contre les incendies, elles n'ont pas osé, au début, de peur de déplaire à Pékin, y installer leur police. Depuis une vingtaine d'années, toutefois, des policiers en uniforme patrouillent régulièrement dans les venelles de cet îlot insalubre. Mais les autorités locales n'ont jamais vraiment essayé de développer ou d'assainir cette zone, qui reste, aujourd'hui encore, une vilaine plaie au milieu d'un Kowloon modernisé. Un lieu de prédilection pour arracheurs de dents philippins opérant sans licence et pour faiseuses d'anges.

La situation de Walled City connut un brusque changement au moment de la seconde guerre mondiale, lorsque les Japonais débarquèrent à Hongkong. Ils chassèrent alors les occupants de ce paradis de la drogue, de la prostitution, du trafic et du crime, et abattirent ses murailles. Walled City, naguère grouillante de monde, devint une ville fantôme. Mais à peine les Japonais vaincus eurent-ils tourné les talons que la cité, désormais désemmurée, retrouvait plus nombreux que jamais ses squatters en tous genres, leurs installations téléphoniques pirates et leurs branchements électriques artisanaux. Et, tandis que le reste de la colonie se modernisait, le *« rectangle »* maudit se remettait à végéter, replié, comme par le passé, sur ses secrets.

Il ne viendrait à l'idée d'aucun habitant de Hongkong de s'aventurer, même aujourd'hui, dans les dédales de Walled City. Non par crainte d'un mauvais coup, mais tout simplement par peur de se perdre. A moins d'être un clandestin en quête d'une cache sûre, quel intérêt aurait-il à s'enfoncer dans cet univers oppressant où les cliquetis sans fin des parties de mahjong se mêlent au bruit des ateliers familiaux crasseux, dont les machines, faites de bric et de broc, fabriquent toutes sortes de produits, des toiles de sac aux cuvettes en passant par les fleurs en plastique ?

Au débouché d'une ruelle réapparaît le jour. Le cauchemar est terminé. La vie continue. Walled City, la pestiférée, replonge dans la pénombre, dans l'oubli, à l'écart des gratte-ciel flamboyants de la baie de Hongkong. – A. R.

هكذا من الأصل

Une union difficile entre les cultures d'Occident et d'Orient

HONGKONG occupe une place unique dans l'espace culturel chinois. Tout y est : la liberté, l'argent et le potentiel humain qui lui permettraient de réaliser une symbiose exceptionnelle, celle de deux cultures profondément différentes, l'occidentale et la chinoise. Pourtant, cette union, malgré près d'un siècle et demi de fiançailles, a du mal à se concrétiser. *« Nous avons déjà parcouru un long chemin. Il en reste encore un très long à faire. Donnez-nous trente ans et nous y parviendrons. »*

La quarantaine. M. Tsim Tak Loong parle d'une voix mesurée, dans un anglais – sa deuxième langue maternelle après le cantonais – que ne dénierait pas le plus puriste des Britanniques. Aujourd'hui directeur de la Chinese University Press (département d'éditions de l'Université chinoise de Hongkong), il a été longtemps éditorialiste au *South China Morning Post*, le grand quotidien de langue anglaise de la colonie. C'est lui qui, en 1978, sous le titre : *« On recherche un jeune homme en colère »*, avait dénoncé, sans ambages, le *« désert culturel de Hongkong »*. Lançant un appel à ses compatriotes, il écrivait notamment : *« Dans vingt-cinq ans, quand un étudiant s'intéressant à l'histoire voudra savoir comment vivait la population dans cette cité vibrante d'activité, comment elle réagissait aux changements vertigineux qui se sont produits dans les années 60 et 70, il ne trouvera aucun document, aucun livre, aucun film, aucune musique, aucune peinture pour en témoigner. »* Les choses ont bien évolué depuis lors, il le reconnaît lui-même.

Il faut, pour mieux comprendre, remonter le cours de l'histoire, revenir au milieu du dix-neuvième siècle, à l'époque où l'île, presque déserte, est devenue possession britannique. Ce ne sont pas *« les citoyens distingués et aristocrates de l'Angleterre victorienne »* qui sont venus s'y installer, écrit Sir John Warner, conservateur du City Museum and Art Gallery, dans une plaquette consacrée au Hongkong d'il y a cent ans (1), car *« la vie dans ce petit coin de commerce n'avait rien du brillant, de l'attrait et du défi qu'offrait l'Inde »*. Ces émigrants étaient des *« marchands et des administrateurs issus de la classe moyenne »*. *« Conventionnels, assez ordinaires, ces gens ne possédaient aucun don créatif particulier pour la littérature, l'art ou les travaux scientifiques. »* Ce fut, si on comprend bien, la rencontre de deux déserts culturels.

Mais, comme le fait remarquer avec humour Sir John, où qu'ils aillent, les Britanniques ont deux réflexes caractéristiques : ouvrir des clubs voués, pour la plupart, au sport et *« emporter avec eux leur amour de la scène »* qui se matérialise par l'installation presque immédiate d'un théâtre. De fait, dès leur arrivée, en 1842, les sujets de Sa Majesté la reine Victoria ouvrirent le Hongkong Club, sanctuaire de ce qu'il était convenu d'appeler la *« bonne société »*. Deux ans plus tard, ils créèrent le *« Groupe d'amateurs de théâtre »* dont le répertoire est resté durant plusieurs décennies d'une pauvreté affligeante. Puis ce fut au tour du Royal Jockey Club d'ouvrir ses portes (1846), suivi par le Polo Club (1849) et le Cricket Club (1851), pour ne citer que les plus célèbres.

Les autres loisirs et plaisirs de la colonie se partageaient entre les dévotions religieuses, les dîners et les cocktails. Côté chinois, en dehors de quelques familles riches qui se *« commettaient »* avec les Britanniques, il s'agissait dans sa quasi-totalité d'une population laborieuse dont l'objectif principal était d'arriver à se nourrir et à se loger. Au reste, la culture millénaire chinoise lui avait-elle jamais été destinée ? Hongkong était avant tout un port de commerce où, comme dans tous les autres ports de ce genre, la culture était le cadet des soucis de ceux qui y vivaient.

L'influence de l'opéra cantonais

Même l'arrivée, à la fin des années 40, de centaines de milliers de Chinois fuyant le régime communiste, ne fit guère bouger les choses. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer. D'abord le niveau de vie qui était plutôt bas. Seule une poignée de gens appartenant à l'intelligentsia avaient le loisir de s'intéresser à la musique classique, à l'opéra occidental ou au théâtre. Hongkong n'était pas encore une place riche comme aujourd'hui et les manifestations culturelles ne représentaient pas non plus grand-chose sur le plan commercial. Quant à ceux qui auraient voulu en organiser, ils ne pouvaient les financer de leurs propres deniers.

Le niveau d'éducation de la majorité de la population n'était pas non plus très élevé. La demande culturelle n'existait donc pratiquement pas. Jusqu'en 1963, date à laquelle a été ouverte l'Université chinoise de Hongkong, il n'existait, en effet, qu'une seule université, de langue anglaise. Elle avait vu le jour, dès 1911, prenant la suite – en élargissant ses pôles d'intérêts – de l'Ecole supérieure de médecine créée en 1887. *« Quand j'étais à l'Université anglaise de Hongkong, au début des années 60*, dit M. Tsim, *nous étions seulement deux mille étudiants, alors que la population totale s'élevait à quelque trois millions de personnes. »*

L'émigration massive des Chinois venant de la République populaire n'a-t-elle pas au moins contribué à développer une mémoire de la culture chinoise ? *« La question reste posée*, estime M. Tsim. *Dans les années 50, il y avait une quinzaine de troupes d'opéra cantonais qui se produisaient essentiellement pendant les grandes fêtes chinoises. On pourrait dire, dans ces conditions, que la mémoire traditionnelle ou un peu plus proche de la tradition culturelle chinoise s'est reportée essentiellement sur ces opéras. »*

La vie culturelle a continué ainsi jusqu'à la fin des années 60. Mais tout a brusquement changé avec la croissance économique et surtout l'arrivée, en 1971, de Sir Murray MacLehose auquel tout ce qui touchait à l'art tenait à cœur. En onze ans de mandat, la vie culturelle de Hongkong a trouvé, sous son impulsion, une place qu'elle n'avait jamais eue jusque-là. Le moment était propice. *« En minuscule*, explique M. Tsim, *nous avons assisté à une sorte de renaissance comme celle qui s'est produite à Florence : l'argent, les gens, l'audience et l'état d'esprit étaient là. »* Grâce aux sommes investies par le gouvernement, l'Urban Council et à l'apport de fonds privés, de nombreux organismes, centres culturels et salles de spectacles ont vu le jour.

La musique et les sports, parce que la barrière de la langue n'y constituait pas un obstacle majeur, furent les premiers à bénéficier de ce développement. En 1976, un Service des loisirs et des sports fut créé. En 1977, ce fut le tour du Music Office d'ouvrir ses portes. Sa mission : mettre en place des centres de musique dans tous les districts afin d'encourager la formation de jeunes musiciens attirés par la musique chinoise ou classique occidentale. La même année furent fondés l'Orchestre philharmonique, l'Orchestre chinois et le Théâtre du répertoire de Hongkong. Puis naquirent le Conservatoire de musique, l'Académie de ballets, la Compagnie de danse contemporaine et le Chung Ying Theatre, dont la troupe est constituée, dans sa quasi-totalité, d'acteurs locaux. Dans le même temps, se sont ouvertes des salles de spectacles pouvant accueillir une assistance de plusieurs milliers de personnes et d'autres seront inaugurées d'ici à 1986.

Le Festival des arts

La prochaine réalisation gouvernementale importante se matérialisera par l'ouverture, en septembre 1985, de la Hongkong Academy For Performing Arts (2). Quatre disciplines y seront enseignées : le théâtre, la danse, la musique et les arts techniques (mise en scène, décor, son, vidéo, gestion, production...) *« En créant cette Académie*, dit M. Basil Deane, son directeur, *nous voulons donner à Hongkong la possibilité d'accéder au niveau international le plus élevé pour ce qui concerne les arts de la scène »*. Les élèves suivront des cours à plein temps ; ce ne seront pas des débutants, mais des étudiants ayant déjà suivi, préalablement, des cours dans l'une ou l'autre des disciplines de la scène. Les semi-professionnels et les amateurs pourront également profiter des disponibilités offertes par cette Académie.

« Deux éléments font de cette future institution quelque chose d'unique, affirme M. Deane : *Toutes ses activités seront concentrées en un même lieu. Mais surtout, on y traitera aussi bien de l'art occidental que de l'art chinois. »* Le coût (300 millions de dollars de Hongkong) de la construction de l'Académie a été pris en charge par le Royal Jockey Club, qui gère le PMU local. Le site, en front de mer, a été donné par le gouvernement qui versera, en outre, 70 millions de dollars pour les équipements et allouera environ 30 millions par an, pour les frais de fonctionnement. A deux pas de la future Académie, se trouve l'Arts Center (3) qui, depuis 1977, et grâce à des fonds privés, organise chaque année plus de mille manifestations sans compter les expositions (en 1982-1983, cent expositions en tous genres, ainsi que près de deux mille manifestations totalisant plus de sept mille heures de spectacles s'y sont déroulées).

Hongkong a aussi ses festivals annuels dont les trois plus célèbres sont le Festival of Asian Arts – le plus important de la région, – le Hongkong International Film Festival qui, durant un mois, propose, jour et nuit, des réalisations du monde entier ainsi que des productions locales qui attirent, aujourd'hui, bon nombre de célébrités des milieux du cinéma. Enfin, l'Arts Festival qui, en douze ans d'existence, n'a cessé de voir grandir sa notoriété. Il mêle judicieusement, dans son programme, l'art occidental et d'Extrême-Orient. Ses organisateurs l'ont volontairement placé à une époque de creux touristique (fin janvier à fin février). Pourquoi ? *« Parce que notre but*, dit M. Keith Statham, son directeur, *est d'abord d'ouvrir une fenêtre pour les habitants de Hongkong. Le choix de notre programme en est, du reste, rendu d'autant plus délicat car nous essayons de créer un équilibre entre des spectacles populaires et d'avant-garde. Ces derniers permettent de donner un choc à un public encore peu initié. Mais il faut bien doser. »*

Apparemment, M. Statham y parvient : cette année, son Festival a connu une participation de 99 % à ses spectacles. Quatre-vingt mille personnes y ont assisté. *« Si nous avions eu plus de places, il y en aurait eu cent mille »*, affirme-t-il.

« Une ville sans mémoire »

Le Hongkong de 1984 offre encore bien d'autres activités culturelles. Tout y semble possible. Et pourtant, cette culture, comme un enfant qui aurait soudain grandi trop vite, souffre encore de ne pas avoir son âme propre, celle qui lui viendrait de ses propres habitants. *« Tout, ou presque, vient de l'Occident*, dit M. Tsim Tak Loong. *C'est une bonne chose. Mais il faut beaucoup de temps pour que les cultures des puissances coloniales et celles des peuples colonisés puissent faire naître une culture issue de cette cohabitation. »*

Tout est-il, alors, encore neuf ? Il y a actuellement, de l'avis général, beaucoup de jeunes Chinois qui sont allés étudier en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis et qui reviennent chez eux. Ils ont côtoyé une autre forme de culture et nombreux sont ceux qui, ayant aujourd'hui des moyens financiers à leur disposition, sont décidés à en faire profiter Hongkong. Ils rencontrent, certes, des problèmes car, ici comme ailleurs, il est difficile d'échapper aux circuits officiels. Mais ils essaient envers et contre tout.

M. Danny N.T. Yung en est un exemple. Auteur et metteur en scène, il fait du théâtre à Hongkong et du cinéma à San Francisco. Il a eu maille à partir avec la censure britannique, tatillonne à propos de tout ce qui touche à la Chine, avec une pièce traitant de la Longue Marche. *« Il existe des règles fondamentales pour pouvoir monter un spectacle et le présenter ici*, explique-t-il. *En l'occurrence, la consigne est de ne rien montrer ou dire qui puisse offenser un organisme officiel ou être inamical envers un autre pays. Dans ma pièce, je citais Mao, j'en montrais un portrait. Cela dérangeait. Alors j'ai renoncé. »*

Il s'agit pour lui d'une censure invisible qui *« nuit à la créativité et engendre la peur »*. Cette mauvaise expérience ne l'arrêtera pas pour autant. Il pense tourner un film sur la « mémoire ». *« Hongkong est une ville sans mémoire »*, dit-il.

Tel est bien, en effet, le problème central de cette cité de déracinés. La tradition, pour s'enrichir et s'y développer, a manqué de temps et d'espace, deux facteurs essentiels à la formation de toute culture originale. Et la greffe de l'esprit occidental sur ce corps chinois, en dehors d'une couche d'intellectuels anglicisés, n'a pas vraiment pris. Il reste à peine plus de treize ans à Hongkong pour tenir la gageure...

ANITA RIND.

(1) *Hongkong 100 years ago*, édité par l'Urban Council.

(2) The Hongkong Academy for Performing Arts, Unit A, 21 F, 151 Gloucester Road – Central, Hongkong. Tél. : 5 – 8937173. Pour toute information, contacter Mme Doris Lau.

(3) Arts Center : 2, Harbour Road – Wanchai, Hongkong. Tél. : 5-280626.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- G.B. ENDACOTT, *A History of Hong Kong*, Oxford University Press, 1983, Hongkong, Londres, New-York.
- *Hongkong, Macao, Canton*, Ed. Autrement, hors série n° 3, 1983, Paris.
- A.J. YOUNGSON, *China and Hongkong, The Economic Nexus*, Oxford University Press, 1983, Hongkong.
- David BONAVIA, *Hongkong 1997*, South China Morning Post, 1983, Hongkong.
- James CLAVELL, *Tai-Pan*, Hodder and Stoughton, 1966, Glasgow, et dans le Livre de poche.
- *Hongkong 1983, A Review of 1982*, Government Information Services, Hongkong.
- *Hongkong*, Insight Guides, 1981, Apa Productions (sous la direction de Hans Johannes Hoefer) ; traduit en français aux éditions Errance.
- *Hongkong Annual Digest of Statistics*, Edition 1983, Census and Statistics Department, Hongkong.
- *Asia 1984 Yearbook*, Far Eastern Economic Review, 1984, Hongkong.

CHINE

Pékin en mal de gratte-ciel

Pékin est-elle encore Pékin ? Bouleversée par une fièvre de construction verticale la ville bourgeonne en ce printemps. Elle offre aux hommes d'affaires « capitalistes », qu'elle entend attirer, les moquettes et la robinetterie du palace international.

De notre envoyé spécial

Pékin. – Ce venteux et poussiéreux printemps pékinois, si bref soit-il, n'est évidemment pas la meilleure saison pour apprécier les audaces et les innovations qu'un souffle de réformes a, paraît-il, encouragées en Chine dans tous les domaines, y compris celui des usages vestimentaires. De très loin, c'est donc encore le bleu qui prédomine dans la foule qui se presse sur les trottoirs de la rue Wang-Fu-Jing où dans la vague des cyclistes qui, sur quinze ou vingt rangs de front, attendent aux feux rouges de l'avenue Chang-An.

Spectacle familier et qui a peu changé, à première vue, depuis quelques années, sur lequel tranche seulement l'uniforme flambant neuf d'un kaki profond et orné de galons dorés éclatants, dont sont désormais vêtus les agents de la circulation. Le régime les a même dotés de houppelandes profondes à col de fourrure dignes d'un colonel de l'armée soviétique.

A y regarder de plus près toutefois, cette foule n'est plus tout à fait la même qu'il y a trois ans. Il ne reste plus trace de ces toques en fourrure synthétique – bleues, vertes, roses – qui avaient fleuri certain hiver et donnaient un côté punk à l'allure des jeunes gens. Mais si la sagesse prévaut dans l'ensemble, elle n'en laisse pas moins la place à un peu plus de *variété*, de confort surtout, que dans le passé.

Un article qui fait fureur chez les garçons et les filles est l'imperméable couleur mastic, porté avec plus ou moins de désinvolture, souvent agrémenté d'un foulard ou d'une écharpe dans les tons vifs. Les rayons où il se vend – au prix relativement raisonnable de 25 à 35 yuans, selon les modèles (1), ce qui représente tout de même un bon tiers du salaire mensuel moyen – sont pris d'assaut dans les grands magasins. Sa prolifération tend déjà à égayer le spectacle de la foule qu'éclairent encore quelques anoraks de couleurs franches, plus rares toutefois car, au-dessus des possibilités d'un budget ordinaire.

Moins spectaculaire mais plus significative encore est la multiplication des chaussures de cuir – à talons pour les dames, – désormais beaucoup plus nombreuses que les traditionnelles sandales en drap ou en toile que les personnes âgées sont presque les seules, en ville, à porter aujourd'hui.

Champignonnage immobilier

Tout ceci, même si de longues queues s'allongent toujours devant des magasins d'alimentation peu garnis – mais les mieux lotis se rattrapent, paraît-il, sur les « marchés libres », – autorise le régime à prétendre que le niveau de vie des citoyens s'est sensiblement amélioré. Mais une transformation beaucoup plus importante encore se dessine dans le paysage urbain. Depuis lontemps déjà – cela ne date pas de la chute de la « bande des quatre », – les chantiers sont nombreux à Pékin et font de certains itinéraires des parcours d'obstacles hasardeux. Aujourd'hui, toutefois, cette activité prend des proportions sans précédent. Toute la partie nord et nord-est des quartiers périphériques de la capitale s'est déjà couverte de hautes tours de douze, quinze étages ou plus, de nouvelles voies à grande circulation sont ouvertes – où l'on rencontre surtout des camions, – et la nuée des bâtisseurs que l'on voit encore à l'ouvrage montre qu'il ne s'agit là que d'un commencement. Il faut un petit effort d'imagination pour penser à ce que sera le résultat final, mais il est difficile de ne pas songer aux interminables banlieues moscovites, « sarcellisées » à outrance par l'irrésistible poussée du béton.

A Pékin comme à Moscou, ce champignonnage immobilier est une question de niveau de vie. Dans les deux capitales, la pénurie de logements sévit de longue date et l'on a, semble-t-il, paré au plus pressé. Etait-ce la meilleure méthode ? En Chine, en tout cas, où l'énergie est rare, on peut se demander si ces constructions en hauteur étaient bien la solution idéale, si l'eau parviendra toujours aux étages supérieurs, si les ascenseurs, indispensables à ces altitudes, fonctionneront régulièrement, et le tout à quel prix. Certains architectes chinois résidant à l'étranger, sollicités pour contribuer à l'édification de ce nouveau Pékin, *se* sont, paraît-il, récusés, le modèle choisi leur paraissant discutable.

Jusqu'où, d'autre part, ira cette fièvre de transformation ? Les traditionnelles maisons pékinoises sans étages, fermées sur leur petite cour et alignées au carré le long d'étroites ruelles, couvrent encore de larges quartiers. Mais l'on sent bien qu'il s'agit là d'un mode d'habitation menacé par une politique de modernisation à grande vitesse.

Est-ce à dire que Pékin a renoncé à être chinois ? On pourrait le croire à la vue des nouveaux hôtels ou restaurants, tous ouverts depuis moins de trois ans, à l'intérieur desquels, entend-on dire volontiers, *« on ne se croirait pas en Chine »*.

« La seconde Grande Muraille »

En franchissant le seuil de ces luxueux palaces, en foulant ces moquettes profondes, en s'affalant dans ces fauteuils moelleux, en consultant ces cartes offrant les plats d'une cuisine *« internationale »*, l'impression s'impose irrésistiblement que l'on passe dans un autre monde. Impression justifiée, d'ailleurs, quand on sait que tel hôtel – construit avec les Américains et qui se présente en toute modestie comme *« la seconde Grande Muraille de Chine »* – a fait venir de l'étranger la majorité de ses équipements et continue à importer la quasi-totalité des produits alimentaires servis à ses clients. Ce n'est pas donné, mais, rassurez-vous, les tarifs pratiqués ne choquent nullement les régiments d'hommes d'affaires qui, bientôt, craindraient de déchoir en n'obtenant pas le privilège de descendre dans cet établissement.

Après tout, pourquoi pas ? Politique d'ouverture oblige, et si les hommes d'affaires en question souhaitent être à Pékin aussi peu dépaysés que possible, sous quel prétexte la Chine pragmatique de M. Deng Xiaoping, fort peu soucieuse d'idéologie, refuserait-elle de satisfaire ce caprice ? *A fortiori* si elle y trouve son compte. Et tant pis si le petit personnel, déguisé dans ses uniformes de groom et de soubrette venus d'un autre monde, doit impérativement s'appliquer à ne parler qu'anglais à cette clientèle de choix. Quitte à épancher son cœur, quelques instants, avec un interlocuteur parlant deux mots de chinois...

C'est bien là, à vrai dire, que le bât blesse un peu. Depuis des lustres, les étrangers qui se rendent en Chine se sont plaints de manquer de contacts avec les Chinois. C'est plutôt pire aujourd'hui, et c'est à peine si le problème se pose encore.

Qu'en pensent les Chinois eux-mêmes ? Il faut un peu insister pour obtenir leur avis, mais tant de luxe importé ne va pas, semble-t-il, sans susciter quelques réserves. Nostalgie d'un autre temps ? Nationalisme un peu chauvin ? Une sorte de raison aussi, qui conduit à se demander si la Chine ne doit s'équiper que pour recevoir des visiteurs fortunés. Aussi bien assure-t-on que l'on s'apprête désormais à édifier de nouveaux hôtels – *« type deux étoiles »* – destinés à accueillir des visiteurs moins privilégiés.


FRANCHINI.

Reste à savoir si ces derniers y trouveront un parfum de Chine un peu plus authentique.

Ce parfum, à vrai dire, c'est dans les rues qu'il faut aller le humer et qu'on le retrouve, encore puissant malgré toutes ces transformations. Parfum est un mot impropre, car Pékin, balayée et desséchée en cette fin d'hiver, est une ville qui ne « sent » pas – sauf s'il vous arrive de croiser ou de suivre l'une de ces citernes vélocypédiques transportant ce qu'il est poliment convenu d'appeler l'« engrais organique ». Mais il y a toutes sortes de choses qui sont bien chinoises et demeurent. Les charrettes à bras sont peut-être un peu moins nombreuses – à Pékin du moins – qu'autrefois, mais le linge s'étale toujours aux balcons pour sécher au soleil, et les couettes sur un fil tendu entre deux arbres pour s'aérer à la brise. Les mêmes théories de marmots, dans leurs vestes molletonnées multicolores, cheminent sur les trottoirs sous la garde des *ayis* des classes maternelles et le regard attendri des passants du quartier.

Et puis, il y a encore, bien chinoise, cette frénésie de plantation qui s'empare de Pékin à la veille d'un printemps encore absent mais qui va éclater du jour au lendemain et ne durer que quelques jours avant les pluies espérées et les premières chaleurs de l'été. Comment ne pas être frappé par le goût des parcs, des jardins, de la verdure, dans cette ville où, après tout, beaucoup de choses manquent encore que l'on pourrait juger plus immédiatement nécessaires ? Car ce sont de véritables forêts, transportées sur des véhicules de toutes tailles, qui voyagent à travers la vieille capitale en cette saison encore aride. Signe de jeunesse éternelle au fond, s'il est vrai qu'à cet âge *« passe encore de bâtir, mais planter... »*.

ALAIN JACOB.

(1) 1 yuan = 4 francs.

LIBAN

La guerre des transistors

A Beyrouth, on n'échange pas que des obus mais aussi des bulletins d'information. Les factions s'apostrophent, s'insultent, se défient et, surtout, prennent à témoin une opinion – combien blasée ! – de la justesse de leurs causes.

De notre correspondant

Beyrouth. – Le poids d'un parti ou d'un mouvement, au Liban, se mesure d'abord, cela va sans dire, à l'aune de ses canons. Mais il ne faut pas négliger non plus la radio. Posséder une station diffusant des programmes de l'aube à une heure avancée de la nuit est le signe évident et omniprésent que l'on est *« arrivé »*, que l'on appartient au Gotha, le *nec plus ultra* étant de disposer d'une station de télévision.

Une liste de ce que peut écouter et, le cas échéant, voir le Libanais fournit les éléments du puzzle :

– *Télé-Liban I*, dite *« Télé-Etat »* (chaque chaîne ou station a son nom officiel et son appellation d'usage courant), le dernier vestige de ce qui fut un monopole, est l'ultime atout de la politique d'information du président Gemayel.

– *Télé-Liban 2 et 3*, dite *« Télé-Amal »*, du nom de la milice chiite qui en a pris le contrôle le 6 février dernier.

– *Radio-Liban ex-« Radio-Etat »*, devenue *« Radio-Amal »* à la même date.

– *La Voix du Liban (« Radio-Phalanges »)*, du nom du parti dominant en secteur chrétien, qui fait figure d'ancêtre en matière de radios *« illégales »*.

– *La Voix du Liban libre (« Radio-Bechir »)*, née le jour de 1978 où Bechir Gemayel voulut marquer que ses *« Forces libanaises »* (milices chrétiennes) n'étaient pas le parti « phalangiste » de son père.

– *La Voix du Liban unifié (« Radio-Soleiman »* Frangié), appartenant à l'ancien président de la République, le plus anti-phalangiste des chrétiens.

– *La Voix de l'espoir (« Radio-Saad-Haddad »)* conserve le nom de l'officier rallié à Israël, bien qu'il soit mort depuis plusieurs mois.

– *La Voix du Liban arabe (« Radio-Mourabitoun »)*, dont l'existence compense un peu l'effacement militaire de la communauté sunnite.

– *La Voix de la montagne (« Radio-Walid »* Joumblatt) est la dernière venue dans le « club », et confirme la volonté des Druzes d'affirmer leur spécificité, surtout depuis leur victoire de septembre 1983 en « montagne » précisément.

Le bilan est donc équilibré : télévision dans chaque camp et trois radios musulmanes pour quatre chrétiennes, celle de M. Frangié se rangeant dans l'opposition. C'est l'égalité presque parfaite.

La « névrose de l'auditeur »

A cette impressionnante panoplie de moyens d'expression politique s'ajoutent cinq stations de radio, toutes situées à Beyrouth-Est en secteur chrétien, qui se contentent de *« faire de l'argent »* en diffusant à longueur de journée de la musique – pop pour quatre d'entre elles, arabe pour la cinquième – et des spots publicitaires.

Les journaux parlés et, plus encore, télévisés sont en effet l'élément central des émissions de tous ces médias nés de et pour la guerre, et qui en plantent chaque jour le décor. Toutes les tranches du cadran horaire sont occupées, et les premiers venus ont été les premiers servis : l'heure *« pile »*, à tout seigneur tout honneur, pour la radio de l'Etat devenue Radio-Amal, le quart pour Radio-Phalanges, la demie pour les Mourabitouns et l'heure moins le quart pour Radio-Bechir. Les derniers arrivés se sont regroupés sur l'heure *« pile »*.

En *« journée chaude »*, c'est-à-dire très souvent à Beyrouth, le spectacle de toute une population, mini-transistor à la main, passant d'un geste névrotique de station en station, de quart d'heure en quart d'heure, est à la fois fascinant et déprimant.

Pour écouter quoi ? Tout d'abord, où et comment pleuvent les obus. Chaque station a « ses » obus qui ne sont pas du tout les mêmes que ceux de la station d'en face. Chacune ne parle en général que de « ses » blessés par les obus reçus par le camp auquel elle appartient, se souciant peu de ceux envoyés sur la tête des « gens d'en face ». Comme si la réalité n'était pas suffisamment terrifiante, chaque radio *« en rajoute »* souvent, non pas tant en morts et blessés qu'en volées de projectiles de toute sorte. Il n'est pas rare d'apprendre ainsi que l'on a, sans s'en apercevoir, été *« bombardé »*. Si bien que les Libanais ont fini par distinguer les obus tout court, des *« obus radio »*.



PLANTU.

Radio-Walid l'irrévérencieuse

Préséances et terminologie varient tout autant au gré des subtilités dans lesquelles il est difficile, voire impossible, de s'aventurer pour un non-Libanais et même pour un Libanais non résident car elles sont fluctuantes. Quelques exemples. Radio-Amal, pourtant ex (et toujours théoriquement), Radio-Etat, est axée sur le sud et sur la résistance chiite ; les faits, gestes et propos de l'« avocat » Nabih Berri y ont la priorité sur les activités du président de la République et du gouvernement. Mais bizarrement, pour cette radio, l'ennemi est *« israélien »*, alors qu'il est *« sioniste »* pour Radio-Mourabitoun. Cette dernière, sauf lorsqu'il s'agit d'assises islamiques, sunnites ou communes, donne en général la priorité aux informations concernant l'Etat. Radio-Walid est de loin la plus irrévérencieuse, alors que les autres stations du camp islamique, même quand elles sont hargneuses, respectent les convenances. La vie privée du président Gemayel a été passée au crible par cette radio en termes à peine voilés et sur le mode sarcastique. A présent, elle exerce plus de retenue et a même abandonné l'expression *« chah de Baabda »* (du nom de la localité où se trouve le palais présidentiel), qui fit sa fortune, tout en continuant à parler de *« l'armée de la famille régnant à Baabda »*.

Dans l'autre camp, Radio-Bechir utilise une expression arabe quasi intraduisible pour qualifier les milices d'en face : avec une bonne dose de mépris, elle les désigne par un terme dont l'équivalent le plus proche serait mixture. Si Radio-Phalanges est actuellement Radio-Amine, du nom du président, celle de la milice de son frère défunt garde pour le moins ses distances à l'égard du successeur.

Radio-Soleiman, centrée sur les déclarations et prises de position de l'ancien président de la République, qui est toujours le président à ses yeux, ainsi que Radio-Saad Haddad sont difficilement audibles à Beyrouth.

En français

Une station, plus exactement un département d'une station, se maintient quelque peu au-dessus de la mêlée : c'est le service en langue française de Radio-Liban. Bien que située à Beyrouth-Ouest et rattachée à la même administration que Radio-Amal, Radio-Liban, en français, fait le bilan des bombardements dans les deux Beyrouth et se fait l'interprète d'une population excédée et meurtrie, en condamnant les belligérants des deux camps. Avec, il est vrai, un imperceptible penchant pour ceux de l'Ouest.

Trois autres stations font un effort pour diffuser des informations en langue française : Radio-Phalanges, Radio-Bechir et Radio-Mourabitoun. Le ton emphatique de cette dernière, le débit saccadé et le français douteux de la présntatrice phalangiste réduisent leur audience à quelques francophones impénitents qui ne se satisfont pas de Radio-Liban, ou veulent « s'amuser ». Curieusement Radio-Walid diffuse plus de musique occidentale du type musique douce que Radio-Phalanges, et Radio-Mourabitoun elle-même n'est pas en reste sur ce plan. Les stations druzes et phalangistes, diamétralement opposées sur le fond, se ressemblent dans la présentation de leurs émissions. Les programmes et la musique arabe qu'elles diffusent sont axés sur le terroir de la montagne, alors que pour ceux des Mourabitouns, c'est Beyrouth qui est glorifié, et le Sud à Radio-Amal. La musique classique est l'apanage de Radio-Bechir.

Jusqu'en février dernier, la télévision, réunifiée en 1977 après un premier éclatement en 1976, avait échappé à la parcellisation qui avait atteint les radios et demeurait sous la coupe de l'Etat. Elle a de nouveau éclaté. Le hasard a fait qu'une de ses chaînes se trouve en secteur chrétien et les deux autres, dont celle émettant en français, en secteur musulman. Pour le moment, le clivage ne porte que sur les journaux télévisés, mais il va en s'accentuant, selon les mêmes données et critères que pour les radios.

Avec le temps, cependant, l'impact de la *« partition télévisuelle »* risque d'être plus fort, sociologiquement parlant, que celui de la *« partition radiophonique »*, surtout s'il atteint les programmes après les informations et si le brouillage se met activement de la partie, alors qu'il est encore embryonnaire et hésitant.

Les Phalanges avaient été les premières à percevoir l'importance, dans une guerre, de l'information audiovisuelle. D'emblée, en 1975, ce parti avait lancé sa radio. En 1958 déjà, lors d'une première guerre au Liban qui avait duré six mois, une radio phalangiste avait émis des programmes au son entraînant de la musique du *Pont de la rivière Kwai*. Aujourd'hui, les *« radios de la guerre »* sont légion.

Indice supplémentaire, s'il en était besoin, du fossé qui se creuse entre les différentes fractions du Liban.

LUCIEN GEORGE.



Catholiques en Algérie

Pâques, fête de résurrection et d'espoir, est célébré en Algérie par une communauté chrétienne qui a connu les aléas de la colonisation. L'Eglise catholique, installée parfois avec ostentation en terre d'islam, a dû s'adapter à une vertigineuse réduction du nombre de ses fidèles, à une totale discrétion et à un rôle nouveau. Le cardinal Duval incarne cette mutation courageuse et son Eglise se veut un témoignage de foi, de présence et d'amitié à la table d'une autre grande religion du Livre.

« Des hôtes à la table de l'Autre »

De notre correspondant

Alger — Le dimanche, même celui de Pâques, est un jour comme un autre en Algérie, où le vendredi l'a remplacé. Exceptionnellement, le personnel catholique de l'administration a toutefois congé pour cette fête majeure dont *el Moudjahid* fait état en publiant chaque année le message de paix de l'archevêque d'Alger ou du coadjuteur.

A la cathédrale du Sacré-Cœur, c'est le jour d'affluence pour la messe de dix heures : diplomates venus souvent d'Afrique noire, coopérants polonais, Français sous contrats divers, rares « pieds noirs ». Rien de commun cependant avec la sortie colorée, l'animation des groupes en marche vers les pâtisseries, qu'on observe avec une nostalgie de la province française à la cathédrale Saint-Vincent-de-Paul, vis-à-vis éloquent de l'ambassade de France, en plein centre de Tunis. Ici, le cadre n'est guère évocateur. Achevée au début des années 60, mais souffrant déjà d'un vice de construction qui devait exiger de coûteux travaux, la cathédrale du Sacré-Cœur, coupole de béton flanquée d'une station-service en haut de l'ancienne rue Michelet, a été voulue d'un style dépouillé, contrastant avec le triomphalisme de l'église voisine Saint-Charles — du néo-byzantin colonial fin de XIXe — devenue mosquée.

Se montrer discret. Telle est la ligne de conduite de la communauté chrétienne en Algérie sous l'œil soupçonneux des intégristes musulmans auxquels il ne faut donner aucun argument contre un gouvernement sans doute bien disposé mais peu enclin à prendre des risques par « excès de libéralisme » à l'égard d'une minorité religieuse étrangère.

« Reconnue *de facto* »

La liberté de culte inscrite dans la Constitution de 1963 a disparu dans celle de 1976, sans que des restrictions directes aient été jusqu'à présent apportées à son exercice, du moins en ce qui concerne les catholiques. Contre les suggestions présentées pendant l'été 1962 par la Fédération de France du FLN, l'Union générale des travailleurs algériens et le PC algérien, qui souhaitaient un Etat non confessionnel, l'islam est *« religion d'Etat »*. La situation est bien différente de ce qui avait été imaginé en mars 1962, au moment des accords d'Evian, quand on comptait sur la présence d'un demi-million de citoyens d'origine française à double nationalité, qui aurait vraisemblablement nécessité un statut de cohabitation religieuse.

Il reste que, après une sérieuse alerte en 1976 — meurtre d'un évêque, nationalisation des écoles privées, occupation momentanée de basiliques par la gendarmerie, — la situation actuelle paraît donner satisfaction aux évêques ou archevêque des quatre diocèses d'Algérie (Alger, Oran, Constantine et Hippone, Laghouat) et à leur clergé. Dans un ouvrage de sociologie religieuse consacré essentiellement à l'islam mais comportant un fort instructif chapitre sur la communauté catholique (*Laïcité islamique en Algérie*, Editions du Centre national de la recherche scientifique, 1983), un jésuite vivant en Algérie, le Père Henri Sanson, écrit : *« L'Eglise d'Algérie n'a pas de statut officiel. Son existence comme institution ne fait l'objet d'aucun document écrit, soit de droit concordataire — ou conventionnel, comme en Tunisie, — soit de droit interne. Elle n'est pas reconnue* de jure. *Mais cela ne l'empêche pas d'être reconnue* de facto. » Parmi les libertés dont jouit le clergé catholique en Algérie, le Père Sanson cite celle de circuler à travers le territoire (les diplomates doivent demander une autorisation), celle de se réunir, celle de publier les écrits émanant, sous leur responsabilité, des évêchés, celle de faire des sermons ou des lettres pastorales non soumis à l'approbation préalable des autorités.



Consécration de la nouvelle basilique de Blidah (« L'Illustration », 1864).

Une communauté internationale

Parler de l'*« alliance du glaive et du goupillon »* dans le cas de la pénétration française en Algérie est assez simpliste. Tout de suite après la conquête, l'Eglise avait envoyé quelques prêtres syro-libanais parlant arabe ; les autorités militaires, peu désireuses de créer des motifs de résistance supplémentaires, mirent rapidement un terme à ce prosélytisme. Plus tard, les Pères blancs du cardinal Lavigerie eurent une activité qui était d'éducation spirituelle en milieu musulman plutôt que missionnaire au sens propre. *« A partir de 1920, les instructions étaient explicitement de renoncer au prosélytisme »*, nous dit un religieux au fait de ces questions.

Au début du siècle, un certain nombre de familles algériennes adoptèrent la religion catholique, notamment en Kabylie et dans le Sud. Leurs membres ont généralement quitté le pays après l'indépendance. Si quelques dizaines d'Algériens catholiques demeurent ici, c'est dans le secret des consciences.

Après les départs massifs des Français, certains prêtres ont pu craindre de devenir simplement le clergé d'une *« Eglise d'ambassade »*. Il n'en a rien été, du fait de l'arrivée de coopérants de toutes nationalités. *« La communauté catholique est culturellement hétérogène,* écrit le Père Sanson. *Elle compte quelque 40 000 Français et presque autant de Proche-Orientaux, Africains, Américains et Européens non français. »* Cette situation n'est pas pour déplaire à ceux qui ne tiennent pas à être identifiés à une survivance de la présence française.

Il s'en faut de beaucoup que tous les baptisés pris en compte dans ces chiffres soient des pratiquants réguliers. Mais parmi les joies sacerdotales des prêtres en Algérie, il y a les messes dites dans des communautés isolées, sur les grands chantiers créés pour l'exécution des contrats de travaux publics.

La messe est aussi célébrée dans des chapelles, peu visibles, en des lieux clos. Les anciennes églises, si typiques sur la place de chaque agglomération, avec parfois leur nid de cigognes, sont fermées ou transformées en mosquées. Une seule église reste ouverte dans le Constantinois. Depuis la reprise de la cathédrale par l'administration algérienne qui en a fait un centre culturel, le diocèse d'Oran en compte deux ; la basilique de Santa-Cruz est habituellement fermée, mais des messes y sont dites à l'occasion de pèlerinages d'anciens « pieds noirs » revenus visiter le pays. Restent, à Alger, la cathédrale, les églises d'Hydra et d'El-Biar ainsi que la basilique Notre-Dame d'Afrique tenue par quelques Pères blancs avec tous ses ex-voto d'humbles familles ou de célébrités, tel le cosmonaute Borman.

L'important patrimoine de l'Eglise catholique a été considérablement réduit lors de l'*« intégration à l'éducation nationale »* de ses écoles. Elle n'a demandé qu'une partie de l'indemnisation à laquelle elle pouvait théoriquement prétendre sur la base de l'estimation, raisonnable, de l'administration algérienne. Cet argent sera essentiellement utilisé à l'entretien de ce qui reste. Deux associations possèdent et gèrent les biens, l'une des diocèses, l'autre des congrégations. Le Père Sanson note à ce sujet : *« Les biens d'une association appartenant au but de l'association et ce but étant en l'occurrence religieux, le ministère des affaires religieuses en réclame systématiquement la rétrocession à son profit, dès que la communauté catholique ne semble plus en avoir l'usage [...]. Des biens d'Eglise, la communauté catholique a la jouissance plus que la propriété. »*

200 prêtres et 550 religieuses

Il y a actuellement en Algérie deux cents prêtres diocésains ou religieux, parmi lesquels une quarantaine de Pères blancs et une vingtaine de jésuites. Une trentaine ont pris la nationalité algérienne, notamment les évêques. La plupart ont un métier, le plus souvent dans l'enseignement, et sont donc rétribués par leur employeur. Ceux qui sont pris entièrement par leur tâche religieuse et qui ont la nationalité algérienne touchent une « indemnité » fixe du ministère des affaires religieuses.

Les religieuses sont au nombre de cinq cent cinquante. Il existe à côté de Notre-Dame d'Afrique, à Bologhine, un monastère de clarisses contemplatives et cloîtrées, en terre d'islam. Les Sœurs blanches, les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul et bien d'autres forment le plus souvent de petites communautés de quatre ou cinq personnes dispersées dans tout le pays pour un travail d'infirmière ou d'enseignante ; elles partagent le modeste appartement de fonction fourni par leur employeur. Les voisins algériens se doutent rapidement de la qualité véritable de ces « coopérants » frugaux et chastes. Les discrets témoignages de reconnaissance ne manquent pas, par exemple, aux Petites Sœurs des pauvres qui s'occupent des vieillards.

Il reste néanmoins à l'état diffus une certaine méfiance dans les cercles intellectuels à l'égard d'une Eglise liée à la colonisation. L'Entreprise nationale du livre (ENAL), qui a le quasi-monopole de l'édition et de la diffusion, vient de publier un album de bande dessinée, très lu par les jeunes, de Mélouah, dessinateur à *el Moudjahid*. Intitulé *Cité interdite*, il raconte la recherche par la Légion étrangère d'une civilisation fascinante — *l'Atlantide* de Pierre Benoît à la sauce FLN — qu'aurait découverte, juste avant de mourir et sans pouvoir livrer son secret, Charles de Foucauld, *« un jésuite » (sic)* qui abusait du *« grand esprit de tolérance des musulmans »* pour la *« recherche de renseignements »*.

Malgré ce procès farfelu, alors que nous suivions une personnalité officielle algérienne à Tamanrasset, les autorités locales ont spontanément mis un véhicule à notre disposition pour visiter sur le plateau de l'Assekrem, l'ermitage d'un homme sur lequel beaucoup d'Algériens portent un jugement plus nuancé.

Considérant que *« l'Eglise a, en Algérie, la liberté que l'on a quand on est chez autrui à titre d'hôte »*, la hiérarchie sait que tout prosélytisme lui est interdit. Les quelque trois cents protestants établis officiellement le savent aussi, mais, pour l'avoir oublié, le prédicateur-recruteur du mouvement des évangélistes, un Américain, a été expulsé en 1982. Plusieurs centaines de convertis algériens à l'évangélisme s'entraident dans l'adversité et, malgré la surveillance de la police, continuent de faire des adeptes.

Témoigner

Infiniment plus discrets, les coptes ont aussi des difficultés. Les Algériens ne comprennent pas que des Asiatiques choisissent la religion des Occidentaux ; objet de tentatives répétées de conversion sur son lieu de travail, une religieuse vietnamienne vient d'en faire l'expérience. Ils admettent encore plus difficilement que les coopérants égyptiens puissent n'être pas des fidèles d'Allah. L'église Sainte-Marcienne, à Alger, où se célébrait la liturgie catholique le dimanche et le culte copte orthodoxe le vendredi, a été fermée en 1981. Rentré au Caire, le prêtre copte est autorisé à revenir officier pour certaines fêtes. Il est alors l'hôte du clergé catholique.

Il y a un an, *el Moudjahid* annonçait *« une conférence à Alger de Raja Garaudy ayant pour thème l'affaire d'Israël, avec la collaboration du ministère des affaires religieuses »*. Certains catholiques s'agacent parfois du triomphalisme des convertis européens à l'islam, qui permet si peu la réciproque. *« Il est clair cependant que nous jouons le jeu en Algérie,* nous dit un prêtre. *En France même, nous défendons la dignité des immigrés, mais jamais il n'y a eu de campagne de conversion. »*

Dès lors qu'il n'y a pas de projet missionnaire et qu'il ne s'agit pas d'occuper des bâtiments disputés à l'Algérie, deux cents prêtres pour quelques milliers de pratiquants, n'est-ce pas beaucoup au moment de la crise des vocations en Europe ? Notre question n'étonne pas Mgr Henri Teissier, archevêque-coadjuteur d'Alger, puisque certains la posent à Rome. *« Nous témoignons,* dit-il. *Nous ne sommes pas là avec une bannière, mais on nous connaît au travers de relations personnelles. Le temps est peut-être venu de proposer aux chrétiens une conception plus large de la mission de l'Eglise. Si nous n'allions que dans les endroits où l'on baptise, ce serait dramatique. Nous ne sommes pas une multinationale qui place ses billes là où ça rapporte. »*

Mgr Teissier publiera en septembre aux éditions du Centurion une *Méditation sur l'existence chrétienne en Algérie*. Mgr Duval vient de rompre un long silence. Placé depuis plusieurs années dans une situation à nulle autre semblable dans le temps et l'espace, l'Eglise du Maghreb éprouve le besoin de faire le point, ne serait-ce que pour assurer la relève.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.



« Mohamed Duval, l'Algérien »

« Mohamed Duval, l'Algérien », titre cette semaine *Algérie Actualité*, rendant compte des déclarations faites en France par l'archevêque d'Alger à l'occasion de la publication d'un livre dans lequel il s'explique (1). Ainsi l'hebdomadaire de l'intelligentsia, reprenant, pour l'en féliciter, le sobriquet supposé infâmant que les ultras avaient donné au chef de la communauté catholique, rend-il hommage à un homme dont les positions courageuses ont grandement contribué à la cohabitation ultérieure.

La haute silhouette à peine voûtée malgré les quatre-vingt-un ans se repère tout de suite dans les réceptions officielles algériennes. L'archevêque est sans conteste la personnalité française la plus connue et la plus respectée. Toujours alerte, le prélat reste à l'écoute du pays dans le modeste archevêché du centre de la ville.

Alors qu'elle était correspondante de *la Croix* en Algérie, Marie-Christine Ray a posé les questions essentielles et les plus directes au cardinal. Les réponses ne disent peut-être pas tout mais éclairent grandement un destin exceptionnel et des pages d'histoire encore brûlantes. Moments intenses quand l'interviewé parle de son ami Mgr Jacquier, évêque auxiliaire, assassiné en 1976 près de l'archevêché — crime qui n'a jamais été élucidé. Ou lors de cet aveu : *« Quand je vois des musulmans entrer pour prier dans une ancienne église, cela me rappelle le départ des chrétiens, ce dont je ne peux me réjouir ; mais, étant donné que les chrétiens ne sont plus là, je remercie Dieu que des hommes continuent à l'honorer, même si c'est selon des rites différents. »*

Les rencontres avec de Gaulle, la correspondance avec Camus, la lecture de Saint-Augustin, l'émotion artistique devant la belle liturgie sont évoquées en même temps que les contacts et les réflexions au terme desquelles il eut assez tôt conscience du caractère inéluctable de l'indépendance.

L'ironie de l'histoire, ou sa sagesse, a voulu que l'adversaire résolu de la torture, l'analyste perspicace dont le cheminement de pensée a eu sans doute des analogies avec celui de de Gaulle, fût tout le contraire d'un « curé de gauche », un évêque qui ne craint pas d'invoquer le curé d'Ars ou Sainte-Bernadette de Lourdes. Il y a de l'« intégriste » dans de « révolutionnaire ».



VIOLETTE LE QUÉRÉ

J. G.

(1) *Le cardinal Duval évêque en Algérie*, entretien avec Marie-Christine Ray. Le Centurion, 250 p., 88 francs.

Étranger

A LA VEILLE DE LA VISITE DU PRÉSIDENT REAGAN EN CHINE

Pékin et Washington semblent prêts à conclure un accord pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire

De notre correspondant

Pékin. – La Chine et les Etats-Unis paraissent proches d'aboutir à un accord de coopération pour l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Jeudi 19 avril, un porte-parole de la commission d'Etat pour la science et la technologie, M. Wu Xing, a estimé *« qu'on ne pouvait pas exclure »* la possibilité d'un tel accord lors de la visite du président Reagan en Chine. Ce dernier est attendu à Pékin le 26 avril.

Cette déclaration fait suite à une nouvelle série de conversations entre Chinois et Américains au début de la semaine, à Pékin, à l'initiative du gouvernement de la République populaire. Jeudi, la délégation américaine, conduite par M. Richard Kennedy, ambassadeur itinérant, spécialement chargé des questions de non-prolifération nucléaire, a été reçue par M. Li Peng, vice-premier ministre. Celui-ci vient d'être nommé, ces jours-ci, à la tête d'un groupe placé sous l'autorité du gouvernement et dont la tâche sera d'unifier les efforts des différents départements intéressés à la construction de centrales nucléaires. Le programme nucléaire chinois prévoit, d'ici à 1990, le démarrage de la construction de quatre centrales et une capacité installée de dix mille mégawatts en l'an 2000.

M. Li Peng a exprimé à la délégation américaine, selon Chine nouvelle, son *« plaisir »* de constater que les conversations entre les deux pays avaient *« considérablement avancé sur la question du principe de l'égalité et du bénéfice mutuel »*. Du côté américain, on confirme que des *« progrès considérables »* ont été effectivement accomplis au cours des derniers entretiens, sans autre précision. Les deux parties indiquent que les discussions vont continuer. M. Kennedy a quitté Pékin jeudi, mais le reste de la délégation devait rester encore un ou deux jours dans la capitale chinoise.

Les conversations ont buté jusqu'à présent principalement sur deux questions. Les Etats-Unis souhaitent, en premier lieu, obtenir un engagement ferme de la Chine selon lequel la technologie américaine qui serait importée par Pékin ne serait pas ensuite réexportée vers des pays tiers. Une autre question, plus délicate, concerne le droit de contrôle que l'administration américaine, conformément à sa politique en matière de non-prolifération, entend exercer sur le retraitement du combustible usagé des futures centrales.

La Chine, qui n'est pas partie prenante du traité de non-prolifération nucléaire, a estimé jusqu'ici qu'un tel contrôle serait une atteinte à sa souveraineté. Cependant, en devenant membre, le 1er janvier dernier, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, la République populaire a indiqué qu'elle en respecterait les obligations, tout en exprimant des réserves sur la question des *« restrictions et des contrôles »*.

L'existence d'un accord de coopération nucléaire entre Pékin et Washington est une condition préalable indispensable avant toute opération commerciale en ce domaine entre les deux pays. Plusieurs grandes compagnies américaines (General Electric, Westinghouse) n'attendent que la fin de ces négociations pour accentuer leurs efforts sur le marché chinois. D'autre part, un accord sino-américain ouvrirait la porte, à bref délai, à des accords similaires avec d'autres pays, à commencer par le Japon. Vendredi matin, Chine nouvelle a annoncé que M. Li Peng signerait un tel accord avec la République fédérale d'Allemagne lors du voyage qu'il fera dans ce pays le mois prochain.

La France possède avec la Chine un accord pour la recherche fondamentale dans le domaine nucléaire depuis 1974. D'autres documents ont été signés depuis lors dans le domaine de la recherche appliquée, le dernier, entre le ministère chinois de l'industrie nucléaire et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), datant de novembre 1982. Lors de la visite de M. Mitterrand en Chine, en mai 1983, un mémorandum avait été signé entre les deux gouvernements pour la livraison par la France de quatre îlots nucléaires de neuf cents mégawatts chacun, dont deux sont destinés à la centrale de Daya-Bay, située à soixante kilomètres au nord-est de Hongkong.

MANUEL LUCBERT.

LES NATIONALISTES KHMERS RÉSISTENT A L'OFFENSIVE VIETNAMIENNE

L'agence Chine nouvelle a annoncé, vendredi 20 avril, que *« plusieurs centaines »* de soldats vietnamiens avaient été tués ou blessés par des bombardements de l'artillerie chinoise à la frontière entre les deux pays depuis le 2 avril, à la suite de *« provocations armées »* vietnamiennes. Il s'agit là du bilan le plus lourd depuis la guerre que se sont livrés les deux pays en 1979. Cette estimation n'a toutefois pas été confirmée par Hanoï, qui accuse, pour sa part, Pékin d'être responsable des troubles.

D'autre part, à la frontière khméro-thaïlandaise, les combats se poursuivent dans la base d'Ampil – quartier général des maquisards nationalistes du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer) de M. Son Sann – que les troupes vietnamiennes, après environ une semaine d'affrontements, ne sont pas encore parvenues à occuper. Les civils du secteur ont fui en Thaïlande. M. Son Sann est rentré d'une visite en Europe pour soutenir ses partisans. A Bangkok, on estime que de nouveaux renforts vietnamiens se dirigent vers la frontière khméro-thaïlandaise. – *(AFP, Reuter, UPI).*

LA COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE

Les Etats-Unis remettent en cause leur participation à un projet de frégate pour les marines de l'OTAN

La coopération Etats-Unis-Europe pour la production d'armements classiques, dont l'OTAN veut faire un axe de sa politique de défense, est mal partie après le récent refus de Washington de signer un projet, dit de pré-faisabilité, pour la fabrication d'un nouveau navire de guerre entre huit pays de l'alliance atlantique.

Symbole de la coopération transatlantique, le projet de produire une frégate pour les marines de l'OTAN avait été lancé en 1981 : il s'agit d'une frégate de lutte anti-sous-marine, de 3 000 à 4 000 tonnes, pour l'étude de laquelle a été constitué un consortium à participation industrielle de huit Etats (Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas et Allemagne fédérale). Ce projet avait été préalablement étudié par le Comité des directeurs nationaux d'armement et le dossier en était à un stade avancé au point que l'avis des industriels des huit pays concernés avait été sollicité.

La France y participe dans la mesure où c'est pour elle un moyen de se tenir au courant des définitions de matériels en service chez ses alliés (systèmes de communications et armements embarqués) si, d'aventure, elle devait produire pour ses propres besoins un matériel équivalent.

Au début du mois d'avril, les services de l'OTAN, croyant à un accord entre les huit partenaires, qui reçoivent, chacun, 12,5 % de la responsabilité du projet, ont diffusé un communiqué annonçant la signature de l'accord sur la pré-faisabilité industrielle de ce projet. Mais, le 17 avril, les services de l'OTAN ont fait marche arrière en révélant que l'accord n'avait pas été officiellement signé, les Etats-Unis s'étant abstenus.

Selon des sources militaires, le secrétaire adjoint américain à la défense, M. Richard Delauer, a adressé un mémorandum à ses partenaires européens pour exiger qu'ils consentent une plus grande participation en faveur des industriels américains. Le texte de ce mémorandum est secret, mais on croit savoir que les Etats-Unis, alléguant leur compétence technologique en matière d'armement, ont remis en question le principe d'une égalité des répartitions des charges d'études et de travail industrielles entre les alliés.

Ces demandes américaines ont eu pour effet de suspendre la réalisation du projet et elles provoquent, actuellement, une irritation non dissimulée dans les milieux européens de l'alliance atlantique à Bruxelles.

En particulier, les Etats-Unis sont accusés, en privé, de déloyauté et de duplicité pouvant affecter le climat des relations transatlantiques. Certains Européens estiment même que, en cas d'un retrait américain, le projet de frégate de l'OTAN devrait continuer entre Européens.

DEUX CHASSEURS MIG ONT TIRÉ SUR UN HÉLICOPTÈRE AMÉRICAIN A LA FRONTIÈRE ENTRE LA RFA ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Un hélicoptère américain a essuyé, vendredi 20 avril, des tirs de deux chasseurs MIG *«de nationalité inconnue»*, alors qu'il était en mission d'observation le long de la frontière entre la République fédérale d'Allemagne et la Tchécoslovaquie, a annoncé le Pentagone.

L'hélicoptère n'a pas été touché par les missiles et les tirs de canon des deux avions et il a pu retourner à sa base, en Allemagne de l'Ouest. Selon le Pentagone, on ignore encore si l'appareil se trouvait dans l'espace aérien tchécoslovaque ou si, au contraire, ce sont les MIG qui ont pénétré dans l'espace aérien ouest-allemand. Une enquête a été ouverte par l'état-major des forces américaines en Europe, de Stuttgart.

Les deux derniers incidents de cette nature connus remontent à 1964. En janvier de cette année-là, trois aviateurs américains avaient été tués lorsque des chasseurs est-allemands avaient abattu un appareil d'entraînement qui s'était égaré en Allemagne de l'Est. Le 10 mars de la même année, le même scénario s'était reproduit, mais les trois hommes d'équipage du bi-réacteur américain égaré en RDA et abattu s'en étaient sortis indemnes. – *(AFP.)*

Réunis à Budapest

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PACTE DE VARSOVIE ONT LANCÉ UN « APPEL SPÉCIAL » A L'OTAN

Moscou *(AFP)*. – Dans un communiqué publié vendredi 20 avril à Budapest et diffusé par l'agence Tass, les pays du pacte de Varsovie ont adressé un *« appel spécial »* à ceux de l'OTAN pour qu'ils renoncent à l'installation de nouveaux euromissiles et qu'ils retirent les engins déjà mis en place en application de la « double décision » de 1979 destinée à compenser le surarmement nucléaire soviétique. Le communiqué de Budapest affirme que les pays du pacte sont *« prêts à commencer à n'importe quel moment une discussion préliminaire »* avec l'OTAN, dont ils attendent *« une réaction positive et, si possible, rapide à ces appels »*.

Ces propositions concernent notamment un traité OTAN-pacte de Varsovie sur le non-recours à la force, l'engagement de non-utilisation en premier de l'arme nucléaire, les armes chimiques, la militarisation de l'espace, les budgets militaires, l'interdiction des essais nucléaires et les conséquences de Stockholm (CDE) et de Vienne (MBFR). *« Une réponse positive des pays de l'OTAN constituerait une manifestation concrète de leur intérêt à parvenir à des relations constructives »*, ajoute ce texte.

La situation actuelle, estiment, en effet, les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, n'est pas *« irréversible »*, et le désarmement est réalisable grâce à des *« entretiens constructifs et productifs »*. Le but de tels entretiens devrait être de conclure *« des accords fondés sur les principes de l'égalité de la sécurité »* des parties contractantes.

URSS

Moscou pose toujours des conditions à la reprise des négociations sur les euromissiles

De notre correspondant

Moscou. – C'est à M. Vladimir Dolguikh, originaire, comme M. Tchernenko, de la région de Krasnoiark en Sibérie, qu'est revenu l'honneur de prononcer, le vendredi 20 avril au Kremlin, le discours célébrant le cent quatorzième anniversaire de la naissance de Lénine. M. Dolguikh, secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique, était, avec M. Roussakov, le seul membre de la direction du parti à ne pas encore avoir eu ce privilège.

La prestation de M. Dolguikh a été en tous points conforme aux lois du genre. L'orateur, en présence de M. Tchernenko et des principaux responsables du parti et de l'Etat, a exalté *« la doctrine et l'œuvre de Lénine »*. M. Dolguikh n'a pas hésité à répéter, pratiquement sans rien y changer, des paragraphes entiers de plusieurs discours récents du secrétaire général, et notamment de ses récentes réponses aux questions de la *Pravda*.

M. Dolguikh, qui est chargé de l'industrie lourde au secrétariat, a longuement évoqué les questions économiques. En politique étrangère, il a affirmé que *« le parti communiste et l'Etat soviétiques »* restaient *« fidèles à la ligne léniniste de paix et de coexistence pacifique »*, mais il a dénoncé les *« actes incessants de terrorisme d'Etat dirigés contre le Nicaragua »* qui seraient la meilleure preuve de l'*« agressivité accrue »* des Etats-Unis, tenus pour seuls responsables de la *« brusque aggravation »* de la situation internationale.

M. Dolguikh a rappelé les initiatives de Moscou en matière de désarmement. Si les pays occidentaux répondaient positivement à ces propositions, *« ce pourrait être l'amorce d'un vrai tournant de toute la vie internationale ainsi que des relations soviéto-américaines »*. Le secrétaire du comité central suggère donc qu'un geste des Etats-Unis et de leurs alliés contribuerait énormément à améliorer la situation dans le monde. On sait cependant que les Occidentaux ne croient guère, dans la conjoncture actuelle, à l'utilité de ces grandes déclarations de principe. Sur le fond, la position soviétique reste inchangée puisque l'URSS refuse de reprendre le fil des négociations sur les euromissiles (FNI) et les systèmes centraux (START), interrompues cet automne, tant que *« les Etats-Unis et les autres pays de l'OTAN qui se solidarisent avec eux ne prendront pas de mesures pour revenir à la situation qui existait avant le commencement du déploiement des nouveaux missiles américains en Europe de l'Ouest »*.

« Soubbotnik »

Les rues de toutes les grandes villes soviétiques étaient, samedi 21 avril, ornées de drapeaux rouges frangés d'or. Le visage du fondateur de l'URSS était encore plus omniprésent que d'habitude, à cause des tableaux muraux et des calicots ornés de son profil, confectionnés par les organismes locaux du Parti dans chaque quartier. Conformément à la tradition instaurée dès 1919, la quasi-totalité des ouvriers et des employés dans les usines, les bureaux, les kolkhozes et les sovkhozes se rendaient à leur travail à titre gratuit pour un « samedi communiste » (*« soubbotnik »*). Leur salaire sera reversé à l'Etat. L'an dernier, à en croire l'éditorial publié vendredi par *l'Etoile rouge*, le quotidien de l'armée, cent cinquante-six millions de Soviétiques avaient pris part au « soubbotnik » et remis 182 millions de roubles au Trésor public.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE STATUT DE JÉRUSALEM

Israël ne voit « rien de nouveau » dans la suggestion de « garantie internationale » avancée par Jean-Paul II

De notre correspondant

Jérusalem. – Israël ne voit *« rien de nouveau »* dans la proposition de Jean-Paul II de protéger Jérusalem par un *« statut internationalement garanti »*. Le pape avait fait cette suggestion dans une lettre apostolique rendue publique par le Vatican, jeudi 19 avril.

Réagissant solennellement à l'appel du souverain pontif, le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères a publié, vendredi, la mise au point suivante : *« Notre position sur Jérusalem est bien connue. Cette ville a toujours été la capitale du peuple juif, et elle restera celle d'Israël pour l'éternité. Pour la première fois dans l'histoire, la liberté de culte et la liberté d'accès aux Lieux saints à Jérusalem sont garanties à tous les croyants. »*

Au moment où quelque cinquante mille pèlerins participaient aux cérémonies de la semaine sainte, le maire travailliste de la ville, M. Teddy Kollek, a déclaré de son côté : *« Il est temps que le monde chrétien reconnaisse l'action entreprise par Israël afin de préserver les droits de toutes les religions à Jérusalem. Ni le pouvoir jordanien ni le pouvoir britannique n'avaient eu une pareille attitude. »*

Le Saint-Siège, rappelons-le, n'entretient pas de relations diplomatiques normales avec Israël, car il estime, notamment, que les garanties d'accès aux Lieux saints sont insuffisantes. En 1980, le Vatican avait critiqué l'adoption par l'Etat hébreu d'une Loi fondamentale dont le premier article stipule que *« Jérusalem tout entière et unifiée est la capitale d'Israël »*.

J.-P. L.

● *Le Comité al-Qods et le statut de Jérusalem.* – Le roi Hassan II du Maroc a révélé, jeudi soir 19 avril, qu'il avait reçu de nouvelles assurances du président Reagan sur le statut de Jérusalem et sur son opposition aux efforts déployés par des membres du Congrès en vue de tranférer l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv dans la Ville sainte. Le souverain marocain, qui inaugurait une réunion extraordinaire du Comité al-Qods (Jérusalem), qu'il préside, a déclaré que l'Organisation de la conférence islamique devrait prendre des mesures énergiques à l'encontre du Salvador et du Costa-Rica qui ont transféré récemment leurs ambassades à Jérusalem, alors que l'annexion de la partie est (arabe) de la ville en 1967 par l'Etat hébreu n'a pas été reconnue par la communauté internationale. Vendredi, l'OCI, a recommandé à ses membres de rompre leurs relations avec ces deux pays. – *(AP, Reuter.)*

Liban

Le nom de M. Karamé est avancé pour diriger le gouvernement d'union nationale

Beyrouth (*AP, Reuter, AFP*). – Le calme exceptionnel qui règne au Liban, ce samedi matin 21 avril, devrait favoriser la constitution du gouvernement d'union nationale moitié chrétien, moitié musulman, sur le principe duquel les présidents Amine Gemayel et Hafez el Assad se sont mis d'accord (*le Monde* du 21 avril). Le nouveau cabinet serait formé de vingt-six membres et le poste de premier ministre pourrait être confié à M. Rachid Karamé, musulman sunnite proche des Syriens.

Ce gouvernement remplacerait celui de neuf membres dirigés par M. Chafic Wazzan, qui avait remis sa démission en février lorsque les miliciens druzes et chiites avaient pris le contrôle de Beyrouth-Ouest, en évinçant l'armée régulière. Le cabinet comprendrait comme vice-premiers ministres ou comme ministres d'Etat deux des principaux opposants au président Gemayel, MM. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, et Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP-Druze) ainsi que MM. Pierre Gemayel, fondateur du parti phalangiste (Kataeb) et Camille Chamoun, président du Front Libanais (coalition des partis chrétiens conservateurs). MM. Karamé, Berri et Joumblatt étaient attendus ce samedi à Damas pour des entretiens avec les dirigeants syriens. M. Joumblatt sera reçu mercredi à l'Elysée par le président Mitterrand, qui s'était entretenu fin mars avec MM. Gemayel et Berri.

Lors de leurs entretiens à Damas, les présidents Gemayel et Assad sont convenus d'un train de réformes destinées à équilibrer les pouvoirs entre chrétiens et musulmans. Ainsi, le Parlement (99 sièges actuellement) serait élargi à cent trente membres – autant de chrétiens que de musulmans, – alors que jusqu'ici les chrétiens disposent d'une majorité de six contre cinq. Un rééquilibrage analogue devrait intervenir dans le haut commandement de l'armée.

L'Irak dans le piège de la guerre
Une lettre de l'ambassadeur à Paris

Nous avons reçu la lettre suivante du Dr Mohammed S. Al Mahshat, ambassadeur d'Irak à Paris :

Sous le titre : *« L'Irak dans le piège de la guerre »*, votre journal a publié dans ses éditions du 4 au 6 avril 1984 une série de trois articles, de votre collaborateur Jean Gueyras, qui appellent quelques remarques de ma part.

Ce que votre collaborateur appelle *« le culte de la personnalité »* n'a jamais été organisé par le gouvernement ni, surtout, par le président de la République, M. Saddam Hussein. Le président n'a nullement recherché ces honneurs qui sont le fait spontané du peuple irakien. Celui-ci aime sincèrement un dirigeant issu d'un milieu modeste et dont il se sent proche. Il vaudrait donc mieux parler d'une réelle popularité du président Saddam Hussein.

Il est grave de prétendre qu'il y aurait eu en Irak *« une succession de purges et de règlements de compte... »* En revanche, tout le monde sait qu'en 1979 un Etat voisin de l'Irak avait préparé un complot à l'occasion de la transmission du pouvoir entre le maréchal Bakhr et le président Hussein. Cette tentative ayant été déjouée, ceux qui avaient organisé ce complot ont effectivement été jugés et condamnés. La presse irakienne a d'ailleurs commenté cet événement.

Votre collaborateur évoque longuement le rôle du Parti par rapport à ce qu'il appelle *« la montée irrésistible du président Saddam Husseim »*. Dans ce contexte, il interprète le remplacement de M. Barzan Al-Tikrit par le général Hicham Sabah Al-Fakhry à la tête des services des renseignements comme une preuve de l'indépendance de l'armée. En fait, ce changement doit être interprété comme un signe de bon fonctionnement des institutions de l'Etat et du Parti qui les contrôle. C'est une simple mesure d'organisation qui montre à tous que les structures compétentes ont la priorité sur l'individu fût-il le frère du président.

De même, il ne me paraît pas possible de prétendre que l'Irak restreint l'utilisation de son aviation pour des raisons *« de politique intérieure »*. D'abord parce qu'on n'assure pas l'ordre, si cela était nécessaire, avec des Mirage ou des Mig, ensuite parce que l'aviation irakienne joue pleinement son rôle dans la guerre (...).

France

LA « TENTATIVE » DE CLARIFICATION ENTRE LE POUVOIR ET LE PARTI COMMUNISTE

Les socialistes ont entrouvert la boîte de Pandore

(Suite de la première page.)

La prochaine étape de la « clarification » consisterait à mettre fin à l'ambiguïté de la participation au gouvernement de représentants d'un parti qui persévérerait outrancièrement dans son rejet de la politique gouvernementale. Mais personne n'ose dire comment cette deuxième étape serait menée à bien.

Il serait difficile pour M. Mitterrand, admet-on dans son entourage, de réaliser une opération analogue à celle conduite en mai 1947 par Paul Ramadier, auquel les dirigeants communistes avaient eux-mêmes tendu la perche en demandant à leurs quatre ministres (Maurice Thorez, François Billoux, Ambroise Croizat et Charles Tillon) de s'opposer ouvertement à la politique salariale défendue par le président socialiste du conseil, et de le faire non seulement au conseil des ministres mais aussi au Palais-Bourbon, en refusant la confiance au gouvernement. En effet, M. Mauroy a trop insisté, depuis trois ans, sur la qualité du travail de MM. Charles Fiterman, Marcel Rigout, Jack Ralite et Anicet Le Pors, et sur leur sens de la solidarité gouvernementale, pour que cet argument ne se retourne pas contre les socialistes, si l'éviction des trois ministres et du secrétaire d'Etat communistes était jugée nécessaire par l'Elysée.

Or, il est peu probable que la direction du PCF fasse aux socialistes le cadeau politique qui consisterait à demander aux membres communistes du gouvernement de se démettre de leurs fonctions.

Une telle attitude équivaudrait, pour le PCF, à revendiquer l'initiative de la rupture. La réponse des communistes aux socialistes, si l'on s'en tient aux propos tenus ces derniers jours par MM. Georges Marchais, André Lajoinie et Guy Hermier, vise, au contraire, à opposer aux mises en demeure l'affirmation, sans cesse répétée, de la volonté de préserver l'union de la gauche, *« au gouvernement et dans la majorité. »*

Rien ne permet de penser que cette stratégie soit *a priori* vouée à l'échec. Quoi qu'en disent les socialistes, les communistes ont pour eux l'avantage de pouvoir justifier leur comportement contestataire par le décalage qui apparaît – notamment, ces jours-ci, en matière de lutte contre le chômage – entre les engagements pris naguère par les socialistes et les effets de la politique de rigueur conduite par ceux-ci. Lorsqu'ils se réfèrent aux accords de juin 1981 « vérifiés » en décembre 1983, ils invoquent, en quelque sorte, une clause de conscience dont la légitimité n'apparaît pas dépourvue de valeur, en tout cas, aux sidérurgistes lorrains et provençaux.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, qui peut assurer que les communistes, après avoir été acculés à un dilemme douloureux par leurs alliés, ne vont pas retirer quelque bénéfice électoral de leur abnégation forcée aux yeux de ceux des électeurs de la majorité pour lesquels, l'union demeure la condition absolue de la réussite de la gauche ?

Qui peut jurer que les communistes ont fait un mauvais calcul stratégique en acceptant de payer de plusieurs reniements formels – à propos de la sidérurgie et de la politique salariale – le prix de leur maintien au gouvernement, afin d'apparaître comme les champions de l'union au dessus de tout ?

La situation nouvelle ainsi créée par le pouvoir exécutif rappelle assurément, par ses perspectives incertaines, ce mois de mai 1977 qui vit les dirigeants de la gauche engager le processus d'actualisation du programme commun qui allait leur être fatal aux élections législatives de 1978. A l'époque, l'initiative était venue des communistes. Elle vient, cette fois, des socialistes. Mais aujourd'hui, comme il y a sept ans, ils n'est pas impossible que la gauche ait confié son destin à cette satanée boîte de Pandore dont on ne sait jamais très bien, une fois qu'on l'a ouverte, ce qu'il va en sortir (1)...

ALAIN ROLLAT.

(1) Dans la mythologie grecque, Pandore était la première femme créée par Héphaïtos. Zeus lui fit don d'une boîte et l'envoya à Ephimétée, le premier homme qui l'épousa. Ce dernier ouvrit la boîte fatale, d'où s'échappèrent les Biens et les Maux. Il ne resta au fond que l'Espérance... (Larousse).

L'« essentiel » et l'« accessoire »

On peut, comme M. Pierre Bauby, membre du secrétariat politique du Parti communiste marxiste-léniniste, juger *« grave »* la confiance accordée à un gouvernement dont la politique *« conduit à une augmentation rapide du chômage, à une nouvelle baisse du pouvoir d'achat, à des remises en cause de la protection sociale, à de nouvelles concessions au patronat et à la droite, sur le terrain économique comme sur l'école »*.

On peut, comme M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, estimer que le débat *« était nécessaire »* mais que le *« spectacle »* de l'Assemblée nationale n'était pas *« très bon »*.

On peut, comme M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, distinguer entre *« discours »* et *« acte »*, y voir une *« contradiction »*, se déclarer insatisfait des discours des députés communistes, notamment de celui de M. Guy Hermier, mais ne *« s'intéresser du point de vue de la démocratie et des institutions »* qu'à l'*« acte »*. Autrement dit, l'*« essentiel »* pour M. Jospin, est l'*« énorme majorité »* obtenue par le gouvernement *« de la façon la plus claire »*, et il ajoutait sur TF 1 : *« Je ne peux pas juger des arrière-pensées en termes institutionnels. »*

Ni *« gratuit »*, ni *« accessoire »*, c'est au contraire *« un acte très important dans la vie politique, dans nos institutions, dans notre système démocratique »*, que le vote du PC, a estimé M. Jean Poperen, interrogé par Europe 1. Le numéro deux du PS a ajouté : *« Si les choses devaient continuer comme s'il n'y avait pas eu le débat, ce serait infiniment plus grave qu'avant »*. Selon lui, la gauche se trouve *« à nouveau dans une phase difficile de l'union »*.

Cette *« union »*, M. Debarge y croit *« sincèrement »*. A l'évidence *« le PC continuera à contester la politique gouvernementale »*, a-t-il assuré au micro de RMC, en précisant qu'il espère qu'*« il n'y aura pas rupture (...) sans pour autant se livrer, pour qu'elle ne se produise pas, à une politique incohérente qui irait à l'encontre des intérêts à la fois de notre pays et des travailleurs »*.

« Quand nous disons qu'il faut écouter [les travailleurs], *ce n'est pas simplement par principe, c'est aussi par souci d'efficacité »*, observe M. Claude Lecomte, qui, signant l'éditorial de *l'Humanité*, note : *« Comment n'y aurait-il pas chez des hommes qui luttent depuis tant d'années pour sauver leur industrie et leur région plus d'idées que dans quelques têtes ? »*

C'est aussi M. Roland Leroy, qui sur *France-Inter*, relevait : *« Le gouvernement discute avec les représentants de l'école privée ? C'est normal. Il discute avec Gattaz ? C'est normal. Il doit discuter aussi avec les ouvriers et avec le parti qui a contribué, avec cinq millions de voix, à la victoire de la gauche. »*

Reste l'autre discussion, celle interne au PS. Pour M. Jospin, chacun *« peut comprendre »* dans le parti que *« le temps du débat viendra après la campagne pour les élections européennes »*. Les *« quelques points de vue divergents »* sur la politique de rigueur ne sont pas, de *« très loin »*, majoritaires, relève M. Poperen, pour qui, si débat il doit y avoir, *« le comité directeur délibérera dans les meilleurs délais »*.

A. CH.

Le plan acier peut et doit être amélioré déclare M. Herzog

De notre correspondant

Metz. – Le débat sur la sidérurgie est devenu une *« question de démocratie industrielle »* pour le Parti communiste. M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PC, l'a souligné vendredi 20 avril après-midi à Longwy, où il a rencontré quatre-vingts responsables des fédérations du PC de Lorraine.

Pour M. Herzog, le gouvernement de M. Mauroy ne peut avoir *« une attitude de diktat »* sur un dossier pour lequel la Lorraine doit avoir son mot à dire. *« Nous continuons à penser*, a-t-il déclaré, *que le plan acier peut et doit être amélioré. Une explication claire sur les différents problèmes de débouchés, emplois, finances doit être poursuivie. Nos positions ne sont pas à prendre ou à laisser globalement. Mais il y a une cohérence qui les sous-tend, dont on peut s'inspirer pour améliorer le plan gouvernemental. »*

S'appuyant sur les propos tenus par le premier ministre, la veille, à l'Assemblée nationale, *« Pierre Mauroy reconnaît qu'il ne demande à personne d'être inconditionnel, il se déclare favorable au débat et à la concertation »*, a-t-il noté, M. Herzog objecte aux arguments gouvernementaux : *« Les besoins d'acier sont considérables et en plein renouvellement. Pour cela, il faut s'orienter, à l'instar de la sidérurgie allemande, vers une intégration des industries de construction mécanique et des équipements. Qui empêche les groupes sidérurgiques de créer, en aval de leurs laminoirs, des ateliers de boulonnerie et de visserie, des ateliers de forges et d'estampage ? »*, s'est-il interrogé en proposant la négociation de *« contrats de filières »*. M. Herzog a, d'autre part, qualifié de *« grossière erreur »* le fait de penser qu'il suffit de fermer des installations pour réduire les déficits des sociétés : *« Il faudra bien continuer à rembourser les frais financiers et les amortissements des installations remises en cause qui constituent l'essentiel de ces pertes »*, a-t-il dit.

J.-L. T.

LE CONTENTIEUX ÉLECTORAL

POINT DE VUE « Bis repetita placent »

par Daniel CHABANOL (*)

LORSQU'EN juin dernier certains jugements rendus en matière électorale par les tribunaux administratifs provoquèrent l'émoi que l'on sait contre ceux dont l'élection se voyait annulée, les représentants du parti concerné par ces jugements déclarèrent qu'ils faisaient confiance au Conseil d'Etat... Réaction sage et mode normal de contestation des décisions rendues par le juge de premier degré, et qui contrastaient heureusement avec des débordements qu'alors nous avions dénoncés (« La rue contre la justice » – *le Monde* du 22 juin 1983).

Sur cette question, le Syndicat de la juridiction administrative avait adressé des explications à l'organe de presse qui participa à ces débordements, mais il faut croire que, à *défaut d'avoir été publiées*, ces observations ne furent guère lues par des responsables puisque de nouveau naît, conduit en des termes identiques, un procès fait au juge administratif : *le secrétaire général* du PCF pourfend, menace. Le Conseil d'Etat, cette fois-ci, est visé et, tout comme le furent alors les tribunaux administratifs, est accusé tout à la fois de bafouer le suffrage universel et de participer à un complot politique.

Le Syndicat de la juridiction administrative, qui compte dans ses rangs des membres du Conseil d'Etat, ne peut que redire son regret que la sage réaction précitée ait été si rapidement oubliée et réaffirmer avec force que contester ainsi une décision de justice, imputer à ses auteurs des arrière-pensées politiques, est agir contre les institutions de notre démocratie républicaine.

L'affaire devient d'autant plus grave que se trouve cette fois mis en cause le juge suprême. Un jugement de premier degré frappé d'appel reste, malgré l'autorité de la chose jugée, un acte fragile, soumis à la contestation juridique (ce qui de toute façon ne justifie pas qu'on l'attaque de n'importe quelle manière). La décision du Conseil d'Etat statuant en dernier ressort est l'expression de la vérité à laquelle, qu'elle leur soit ou non plaisante, doivent se plier tous les membres de la collectivité. On sait bien sûr qu'il n'est de vérité que contingente, relative et bien souvent subjective, même en matière juridique. Mais la règle du jeu démocratique veut que tout ce que décide en dernier ressort une juridiction soit tenu par les membres de la collectivité pour vérité, car il faut bien que cessent les litiges. Et des précautions ont été prises pour que, compte tenu de l'importance ainsi donnée à la décision de justice, elle *soit rendue hors des pressions du* moment et des emportements éventuels de tel ou tel magistrat : la collégialité des formations de jugement, *le secret du délibéré*, la publicité des audiences en sont quelques exemples.

Il faut donc s'incliner, quoi qu'on en pense, et ne point discuter, encore moins accuser et surtout pas menacer.

Quelle pauvre accusation d'ailleurs que celle qui consiste à imputer au juge un comportement déterminé par des critères politiques et encore plus politiciens ! C'est tout d'abord faire bon marché de la conscience professionnelle de chacun des intéressés, qui n'a pas passé des années de son existence au service de la justice sans se faire une certaine idée de son métier, et ne saurait risquer sa réputation et son honneur en adoptant devant ses collègues (les délibérés sont collégiaux) un comportement dicté par d'autres considérations que le droit ou le contenu du dossier. Et pour quel avantage ? Pour le responsable d'un parti, pour le militant, le résultat d'une élection municipale est chose importante. Mais à qui fera-t-on croire que des membres du Conseil d'Etat, comme précédemment des membres des tribunaux administratifs, oublieraient leur honneur, risqueraient de faire perdre à l'institution à laquelle ils appartiennent le crédit incontesté que lui vaut son histoire et de se déconsidérer tant aux yeux de leurs collègues de la communauté des juristes pour le seul avantage de placer à la tête d'une municipalité une équipe plutôt qu'une autre ? L'enjeu ne mérite assurément pas un tel risque, et, pour un juge, Paris et encore moins Thionville ou La Queue-en-Brie ne sauraient valoir une messe.

Il faut raison garder. Le bon juge n'est pas celui qui donne raison au pouvoir en place ou à tel parti, pas plus que celui qui lui donne tort. L'activité juridictionnelle est et doit rester en dehors du débat politique et surtout politicien. Ceux qui s'évertuent à l'introduire dans ce débat doivent prendre garde de ne pas ouvrir, ce faisant, la jarre de Pandore : à mettre ainsi en cause la justice, ils instillent dans le corps social des ferments de doute qui, en d'autres circonstances, peuvent devenir redoutables.

Le juge administratif, aujourd'hui mis sur la sellette, est fondamentalement le défenseur des libertés individuelles face à l'administration et souvent au pouvoir exécutif. Entamer sa crédibilité en donnant à croire qu'il manque à son devoir de juge, c'est risquer de mettre en péril ces libertés.

(*) Vice-président du tribunal administratif de Lyon, président du Syndicat de la juridiction administrative.

M. BADINTER PRET A RECEVOIR L'ASSOCIATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ÉTAT

L'Association des membres du Conseil d'Etat a réagi, vendredi 20 avril, aux critiques formulées le 18 avril par M. Georges Marchais après l'annulation des résultats des élections municipales de Thionville (Moselle) et de Houilles (Yvelines). Elle a diffusé un communiqué indiquant notamment : *« Tout récemment, le dirigeant d'une formation politique nationale a cru pouvoir mettre en cause directement certains membres du Conseil d'Etat et jeter le discrédit sur cette institution, son indépendance et son impartialité.*

» Dans ces conditions, l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'Etat a décidé de demander au garde des sceaux les mesures qu'il comptait prendre pour faire respecter l'autorité de la justice et pour protéger ceux qui la rendent, au nom du peuple français, des attaques dont ils sont l'objet.

» L'association, pour sa part, se réserve d'engager toutes autres actions, y compris en justice, dans l'intérêt même des institutions de la République. »

Le ministère de la justice a indiqué, vendredi 20 avril, que M. Badinter, garde des sceaux, est prêt à recevoir le bureau de l'Association des membres du Conseil d'Etat.

LA DÉCISION SUR DAMMARIE-LES-LYS EST RECTIFIÉE

Le Conseil d'Etat a rectifié, vendredi 20 avril, sa décision relative à l'élection municipale de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne). Cette élection, remportée par l'opposition, avait été annulée dans sa totalité par le tribunal administratif. Ce dernier avait en effet estimé que la présence à la tête de la liste d'opposition d'un candidat, M. Jean-Claude Mignon (RPR), qui n'était pas éligible dans la commune, avait constitué une manœuvre de nature à altérer la sincérité de l'ensemble du scrutin.

Statuant en appel le 30 mars dernier, le Conseil d'Etat avait confirmé l'inéligibilité de M. Mignon mais, écartant la solution du tribunal administratif, il avait validé l'élection des trente-deux autres conseillers municipaux. En citant les noms des élus, le Conseil d'Etat avait toutefois commis une erreur matérielle : il avait validé l'élection de quatre candidats socialistes qui n'avaient pas été élus et omis de valider celle de quatre candidats communistes qui, eux, avaient été proclamés élus à l'issue du deuxième tour (*le Monde* du 5 avril). Cette erreur vient d'être réparée à la demande de ces quatre derniers candidats : la nouvelle décision rendue par le Conseil d'Etat leur permet donc de retrouver leur place au conseil municipal.

L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN VISITE DANS L'OUEST

Un éclaireur nommé Giscard d'Estaing...

Que peut et que doit faire un ancien président de la République en activité ? M. Giscard d'Estaing a longtemps hésité sur la conduite à tenir. Aujourd'hui, il semble s'être choisi une mission : celle d'éclaireur. *« Je veux*, répète-t-il volontiers, *éclairer le choix futur de cette majorité de Français qui veut s'en sortir »*. A cette fin, il a publié un ouvrage, *Deux Français sur trois*, qu'il a entrepris de présenter dans toute la France.

C'est ainsi qu'il s'est rendu mardi 17 et mercredi 18 avril dans l'Ouest, où avaient été prévues plusieurs étapes : La Roche-sur-Yon, Les Herbiers, Nantes et Messac, petite commune de deux mille trois cents habitants située à une trentaine de kilomètres de Rennes. Au programme : des rencontres informelles avec les militants et les sympathisants, de longues séances de dédicaces – des centaines de livres vendus à chaque fois, – des entretiens avec les radios locales et la presse régionale, des déjeuners avec les élus de l'opposition et les socio-professionnels et, le soir, des conférences ou des dîners-débats. A Nantes, ils étaient mille deux cents dans les salons Mauduit ; à Messac, ils furent quatre mille à partager une choucroute géante sous le chapiteau dressé à la sortie de la commune. Le contact est chaleureux, et M. Giscard d'Estaing, transformé en auteur à succès, paraît, comme il le dit lui-même, *« profondément heureux de participer à ces rencontres »*.

La publication de son ouvrage lui a, de fait, permis de reprendre pied sur la scène politique de manière plus sereine que par le passé. Il est là, dit-il, pour développer son projet, écrit à la lumière de son expérience de président de la République. *« N'ayez pas peur*, déclare-t-il, *de piller mon livre, de le copier, de le pasticher, il n'est pas fait pour son auteur mais pour ses usagers. »* Ceux-ci sont encore peu nombreux, même si les acheteurs sont légion. Peu importe.

M. Giscard d'Estaing, inlassablement, développe tel ou tel chapitre, tout en évitant soigneusement de répondre aux questions qui ont trait à l'actualité. Il dit notamment sa certitude d'assister aux derniers jours du socialisme, *« cette religion dont le livre sacré n'est plus utilisable »*. Pour lui, il est clair que *« le socialisme est une idée du passé, condamnée par le présent et rejetée pour l'avenir »*. Et puisque le socialisme ne peut plus être une idée d'avenir, *« il faut en proposer une autre ; il n'y en a pas trente-six »*.

Cette idée d'avenir, c'est, pour M. Giscard d'Estaing, le libéralisme social dont il veut préparer l'avènement. *« Encore six cent quatre-vingt-dix jours »* avant les échéances législatives de 1986, compte M. Giscard d'Estaing. *« Je partage avec vous le sentiment que c'est une période longue, mais il faudra savoir en sortir autrement que par la porte de la revanche »*, ajoute-t-il, en insistant sur la nécessité de commencer à préparer *« les conditions du redressement de la France »*, en recherchant des thèmes susceptibles de rassembler deux Français sur trois

Réflexion sur l'avenir

« La seule question qui sera posée aux candidats en 1986 sera, explique-t-il : *êtes-vous capables d'identifier les problèmes concrets qui se posent et quelle est votre capacité à les résoudre ? »* Le débat ne sera pas idéologique, affirme M. Giscard d'Estaing, qui propose trois séries de réponses : *« Il faut libérer les capacités créatrices des Françaises et des Français, moderniser la vie politique de notre pays et le système éducatif français car la compétition de demain se fera uniquement sur le savoir. »*

« La question, remarque encore M. Giscard d'Estaing, *n'est pas de savoir si nous avons changé mais d'expliquer ce que nous sommes capables de faire. »* Voilà qui, comme le veut l'ancien président de la République, met un terme à toute interrogation sur le passé, dépasse le présent pour ne laisser libre cours qu'à la réflexion sur l'avenir. Un avenir qui devrait être confié à des *« hommes d'expérience »*. Il ne faut pas, explique M. Giscard d'Estaing, après une allusion au phénomène Montand, que *« la France cherche un président Carter »*. *« On ne peut pas faire son apprentissage sur le dos d'un peuple*, affirme-t-il. *Si la France choisit l'inexpérience, elle rencontrera à nouveau le malheur. »* Et d'ajouter un peu plus tard : *« En France, la seule manière d'obtenir la bienveillance, c'est d'être mort ! »*

Le discours de M. Giscard d'Estaing, pour qui a lu son livre, est aujourd'hui sans surprise. Les interventions de ses différents auditoires ne le sont pas moins, qui consistent le plus souvent à paraphraser tel ou tel passage de l'ouvrage de l'ancien président de la République. Il faudra sans doute attendre encore plusieurs semaines avant que ne naisse vraiment un débat entre M. Giscard d'Estaing et ses lecteurs.

Pour l'heure, il s'agit encore d'une reprise de contact, sympathique sans doute, entre des Français opposés à l'actuel gouvernement et un homme qui apprend à vivre *« dépouillé des habits pesants de son ancienne fonction »* : un homme qui refuse d'avoir recours *« à ces deux mots qui encombrent la vie publique : le non et le passé. Je suis contre le négativisme et le passéisme »*. Un homme qui cherche à occuper sur la scène politique une place originale en marge de l'actualité, dans l'attente du meilleur moment pour prendre un nouveau départ.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Société

LE PROCÈS PESQUET SANS PESQUET

La mission impossible du président Versini

Pour un président d'assises, conduire un procès réputé contradictoire quand l'accusé refuse d'y comparaître n'est pas une sinécure. Depuis mardi 17 avril, M. Xavier Versini en fait l'expérience avec l'affaire Pesquet déférée à la cour d'assises de Paris après la cassation de l'arrêt rendu à Pontoise le 25 juin 1982 (le Monde du 19 avril).

C'est que Bernard Pesquet, s'il laisse entendre aujourd'hui qu'il pourrait paraître finalement à l'audience au moment des plaidoiries de ses défenseurs, Mes Henri Juramy, Jean-Noël Guillard et Jérôme de Lignère, continue de répondre chaque jour, à l'huissier qui lui est dépêché sur le coup de 13 heures pour le sommer de comparaître, qu'il *« ne peut pas venir »*.

C'est donc sans lui qu'il a fallu présenter l'énorme dossier qui le fait apparaître comme un homme accusé d'avoir successivement tué sa femme en novembre 1974, un agent immobilier, Henri Franqui, selon lui amant de cette femme, en mai 1976, et, enfin, le 29 juillet de cette même année, à Neuilly, les époux Bergaud et leur domestique. Tâche difficile. Si l'accusé était là, ce serait lui, parce qu'il nie l'assassinat de Neuilly et présente comme des accidents les deux meurtres antérieurs, qui ferait valoir ces arguments et, dans la mesure où ils prêtent à discussion, devrait tenter de les accréditer et s'employer à détruire l'impression qu'ils peuvent laisser d'incohérence et de contradiction.

La carte de crédit

Faute de cette présence, que peut faire un président ? Monologuer en présentant successivement chacun des chapitres à des jurés qui, eux, jusque-là ne les connaissaient pas. Monologue délicat puisque, selon la loi, il doit être impartial et ne laisser deviner aucun des sentiments du magistrat. Mission assurément bien ingrate, sinon impossible. M. Versini a son tempérament. Devant tel ou tel détail d'apparence anodine, il n'a pu s'empêcher de faire savoir qu'il avait sa *« petite idée »* ou qu'il lui paraissait *« important »*, par exemple, que dans le crime de Neuilly l'assassin ait placé les corps de telle façon qu'on ne pouvait pas les apercevoir lorsqu'on entrait dans la chambre où ils avaient été tués.

De la même façon, comment devait-il s'y prendre pour faire état des versions successives que donna Pesquet aussi bien de la mort de sa femme que de celle d'Henri Franqui ? Comment aussi ne pas être conduit à apprécier, si peu que ce soit, les explications fournies par l'inculpé pour écarter certaines présomptions ? Un détail parmi une foule d'autres illustre assez bien cette difficulté. Lorsque Pesquet fut arrêté le 30 juillet 1976, lendemain de l'assassinat des époux Bergaud, on devait trouver sur lui la carte de crédit de M. Émile Bergaud. Comment allait-il expliquer cela ? Or, il l'avait, cette explication. Il ne conteste pas, en effet, s'être rendu au domicile des Bergaud le 29 juillet, jour du crime.

Mais, a-t-il toujours assuré, c'était uniquement pour y reprendre un album d'échantillons de papiers peints, dans lequel M. Bergaud devait choisir un modèle pour des travaux que Pesquet devait accomplir dans l'appartement de Neuilly. Alors, il assure que la carte de crédit se trouvait glissée dans cet album et que, sans doute, M. Bergaud l'y avait mise pour marquer la page des échantillons choisis. Et dans plusieurs dépositions, il précise qu'il se disposait à la restituer le lendemain. Est-ce plausible ?

Comment le président ne poserait-il pas une telle question ? Et comment ne la poserait-il pas encore, après avoir relaté les explications fournies par Pesquet pour justifier la présence chez lui de pièces d'or et de bijoux qui appartenaient aux Bergaud et dont il dit que c'est la police qui a dû les placer chez lui pour le perdre ?

De telles questions, qui sont normales lorsqu'elles peuvent s'adresser à un interlocuteur, se trouvent aujourd'hui être évidemment formulées dans ce vide qu'est le procès Pesquet sans Pesquet.

Me Juramy a laissé entendre que l'on était proche de la manifestation d'opinion et qu'à l'absence de Pesquet pourrait s'ajouter celle de ses avocats. Il n'en sera rien assurément, même si Bernard Pesquet, de la salle Cusco à l'Hôtel-Dieu où il a été amené depuis l'ouverture des débats, attend la suite des événements en rêvant déjà, paraît-il, d'une seconde cassation.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LE DÉFICIT DE LA SOCIÉTÉ DE RÉNOVATION

Le Front national exige la démission des élus communistes de Pantin

Le Front national a annoncé le vendredi 20 avril qu'il lançait une pétition dans la population de Pantin (Seine-Saint-Denis) pour *« exiger la démission des élus communistes du conseil municipal et la tenue de nouvelles élections »*.

Après les révélations de la presse sur l'important déficit de la SEMIP (société d'économie mixte de construction et de rénovation de Pantin) (*le Monde* du 19 avril), le Front national a donné quelques précisions supplémentaires sur les aléas de gestion de la SEMIP.

Selon des administrateurs privés de la société, cités par le Front national — celle-ci est présidée par M. Jacques Isabet, maire communiste de Pantin, et 60 % des parts sont dans les mains de la commune, — il semblerait que les créanciers de l'opération Copacabana aient demandé la saisie des terrains, la SEMIP leur étant redevable de plusieurs millions de francs en raison d'une modification des programmes initiaux demandée par la commune. D'autre part, la SEMIP aurait repris, il y a un an, le passif de l'opération d'aménagement de l'îlot 51 et se serait portée garante des créances pour l'îlot 27.

Le Front national représenté au conseil municipal de Pantin par M. Elie Quisefit, élu sous l'étiquette UDF sur une liste d'union RPR-UDF, invite la population de Pantin à assister *« en masse »* à la réunion du prochain conseil municipal pour obtenir *« toute la lumière »* sur les comptes de la SEMIP.

Reçu à sa demande le vendredi 20 avril par M. Jean-Claude Aurousseau, préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Isabet a déclaré, à l'issue de cet entretien, que *« l'affaire est dégonflée et que la SEMIP va et ira de l'avant »*. Pour le maire de Pantin, *« il n'y a ni « affaire » ni trou, et il n'y aura évidemment aucune conséquence sur les impôts des Pantinois »*, et *« un point final a été ainsi mis à une campagne antimunicipale faite de mensonges et de calomnies »*.

La préfecture indique que la demande d'aides de la part des ministères, formulée par M. Isabet, en vue de relancer les activités de la SEMIP *« serait examinée dès que l'administration aura reçu les renseignements demandés afin de lui permettre d'avoir une connaissance exacte et totale de la situation »*.

AU TOURNOI DE TENNIS DE MONTE-CARLO

Le jour des éclopés

Dix mois après la finale de Roland-Garros 1983, Yannick Noah retrouvait, samedi 21 avril, Mats Wilander, en demi-finale du tournoi de Monte-Carlo, tandis que Jimmy Arias affrontait Enrik Sundstrom.

De notre envoyé spécial

Monaco. — Ce vendredi saint fut, au Monte-Carlo Country Club, une journée de dupes. On attendait, en effet, des quarts de finale à grand spectacle. Ce fut, tout au plus, un tennis de fin de série. A 17 heures, tout était dit alors que, depuis 11 heures du matin, s'étaient succédé, sur la terre battue du central, les champions de la longue patience. Le Tchèque Lendl, l'Equatorien Gomez et l'Argentin Vilas ne restèrent, en effet, respectivement sur le court que quarante, quatre-vingts et cent minutes. Il est vrai que tous les trois se présentaient diminués physiquement.

Lendl abandonna, d'ailleurs, au début de la deuxième manche, incapable de soutenir les longs échanges que lui imposait le Suédois Sundström, pas le moins du monde inhibé par la personnalité de son rival. Le numéro deux mondial avait heurté un poteau de filet, la semaine dernière, lors du Tournoi de Luxembourg qu'il avait gagné. Il en gardait une légère contracture à la hanche et à la cuisse gauches qui ne l'avait pas gêné lors des deux premiers matches, mais qui s'aggrava, vendredi, en dépit des soins du kinésithérapeute de l'Association des joueurs professionnels, Bill Noris. Incapable de se replacer correctement, Lendl préféra arrêter pour ne pas risquer d'aggraver sa blessure et compromettre la suite de sa saison.

Poche de glace

Gomez souffait, pour sa part, de l'épaule droite. En dépit d'une poche de glace qu'il avait appliquée sur son articulation douloureuse, il fut incapable de servir efficacement. L'Equatorien facilita ainsi grandement la tâche de Noah qui engageait, pour sa part, avec beaucoup plus de précision que lors des deux tours précédents. Cette nouvelle victoire aura permis au numéro un français de retrouver, en demi-finale, samedi après-midi, Wilander qu'il n'a pas rencontré depuis sa victoire à Roland-Garros. Le Suédois, de son côté, a obtenu une cinquième victoire consécutive sur l'Argentin Vilas depuis les Internationaux de France de 1982, et ce fut le succès le plus large enregistré par le jeune métronome suédois. Non seulement le protégé de Tiriac manquait de compétition depuis sa suspension, mais encore il était handicapé lui aussi par une blessure aux pectoraux contractée durant l'entraînement.

Un éclopé a, malgré tout, réussi à se glisser dans le dernier carré restant en lice pour les demi-finales : l'Américain Arias. Depuis une longue séance de jogging, l'élève de Nick Bollettieri, qui précède désormais Noah au classement mondial, a une tendinite au genou droit, mais cela ne l'a pas empêché d'infliger une correction à son compatriote Davis. Il a pris, pour la circonstance, la revanche du seul match disputé contre lui jusqu'alors : dans les championnats américains des moins de douze ans, Arias n'avait pu faire qu'un jeu contre Davis qui en inscrivit un seul à Monte-Carlo !

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Quarts de finale

Sundström (Suè.), b. Lendl (Tch.) 6-1, 2-0 et abandon ; Arias (E.-U.) b. Davis (E.-U.) 6-0, 6-1 ; Noah (F.) b. Gomez (Equ.) 6-2, 6-4 ; Wilander (Suèd.) b. Vilas (Arg.) 6-3, 6-1.

SPORTS ÉQUESTRES A GOTEBORG

Comme prévu, les Américains en Coupe du monde de saut d'obstacles

Correspondance

Göteborg. — Les cavaliers américains ont pris les affaires en main dès la première épreuve comptant pour la Coupe du monde de saut d'obstacles, vendredi 20 avril, à Göteborg. Dans ce championnat en salle, Leslie Burr est en tête du classement provisoire devant le Brésilien Nelson Pessoa et le Britannique Michaël Whitaker. Trois autres cavaliers américains figurent parmi les dix premiers : Barney Ward (5e), Michaël Matz, lauréat de cette Coupe du monde en 1981 à Birmingham (6e), et Peter Leone (7e).

Dans le petit clan français, réduit à sa plus simple expression, c'était la déception. Le seul qualifié, Hervé Godignon, a compromis ses chances en ne terminant que 25e (sur 39) dans un parcours de chasse considéré par le Brésilien Nelson Pessoa comme un « parcours-loterie ».

Désillusions

Le Français ne fut pas le seul à perdre ses illusions sur cette chasse très virevoltante.

L'un des favoris, l'Autrichien Hugo Simon, vainqueur ici-même de la première Coupe du monde, en 1979, a certes réalisé le temps le plus rapide. Huit secondes de pénalités pour deux fautes sont venues s'ajouter à sa performance. Deux autres anciens vainqueurs n'ont pas été plus heureux : les Américains Norman Dello Joio, lauréat l'an dernier à Vienne et qui n'est que 13e, et Conrad Homfeld, le gagnant de 1980 à Baltimore (Etats-Unis), qui n'est que 37e.

La seconde épreuve devait se dérouler samedi sur un parcours jugé au barème A sans chronomètre, avec deux barrages successifs. La Coupe du monde prendra fin lundi. L'ultime épreuve, toujours au barème A, sera disputée en deux manches.

CLAUDE MENNEL.

LES RÉSULTATS

Première épreuve (parcours de chasse)

1. Leslie Burr (E-U), sur « Corsaire », 48"09 ; 2. Pessoa (Br.), sur « Larramy », 49"23 ; 3. M. Whitaker (G-B), sur « Red Flight », 50"31 ; 4. Ruping (RFA), sur « Silbersee », 50"62 ; 5. Ward (E-U), sur « Pico », 50"77... 23. Godignon (Fr.), sur « J't'adore », 57"56.

DEUX RECORDS DU MONDE DU KILOMÈTRE LANCÉ A SKIS

La glisse absolue

Les Arcs. — L'Autrichien Franz Weber a battu, le 19 avril, son propre record du monde du kilomètre lancé à skis, à 208,937 km/heure. Au cours de la même compétition, le Français Patrick Knaff a battu le record dans la catégorie « unijambiste », à plus de 176 km/heure.

De toutes les variantes du ski inventées par les sportifs en mal de frisson, voici bien la plus simple et non la moins excitante. Quelques centaines de mètres de griserie en trace directe droit sur la vallée. La vitesse pour la vitesse, la glisse absolue, le *schuss* à l'état brut. Ils sont quelques centaines d'amateurs à rebondir sur la planète, de compétition en championnat, à la recherche de la pente la plus abrupte, du relief le plus irréprochable.

La plupart ont d'abord tâté du ski « classique », parfois à un très haut niveau, *« mais les instructeurs sont trop jeunes, ils sortent avec les filles qu'ils sont censés entraîner »*, reproche Cathy Breyton, ancienne de l'équipe de France B et qui a importé en France cette pratique venue, comme toutes les démesures, des États-Unis. Pour se préparer aux compétitions, Cathy utilise une technique de relaxation, la sophrologie : *« J'en ai parlé à des copines, actuellement en équipe de France, mais elles sont persuadées que leurs instructeurs n'y mordront jamais. »*

Autant que la victoire, les adeptes du kilomètre lancé recherchent donc le frisson et une bonne entente avec leur corps. Actuel champion du monde en catégorie unijambiste, Patrick Knaff a fondé, dans cette optique, une association pour faire découvrir le sport aux handicapés (1) : *« Quand ils arrivent tout timides et coincés et qu'à la fin ce sont eux-mêmes qui m'entraînent danser en boîte, je considère que j'ai gagné. »*

Les risques ? Pas davantage qu'en ski « normal », assure-t-il. A la dernière Coupe de France, ouverte à tous, au cours de laquelle une armée de fadas de huit à soixante-treize ans ont dépassé le 100 à l'heure, on n'a eu à déplorer qu'*« un poignet cassé »*. Il est vrai que le matériel — des ailerons fixés aux mollets aux bâtons galbés, en passant par le casque au profil aérodynamique — est étudié au millimètre près.

Aussi sophistiqué soit-il, le matériel, cependant, ne fait pas tout. Franz Weber cette fois-ci, a pris le départ en ayant interverti ses bâtons droit et gauche : *« Je m'en suis aperçu trop tard ; je me suis crispé et forcé à penser à autre chose. »* Et il a gagné.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(1) Association Le Dahu, 10, rue Dumenge, 69004 Lyon.

En bref

Arrestation d'un nouveau membre présumé du GAL

L'enquête menée par le SRPJ de Bordeaux après l'arrestation de huit personnes considérées comme des membres du GAL (Groupe antiterroriste de libération) a amené vendredi 20 avril l'interpellation à Paris d'un nouveau suspect. Il s'agit d'un Français originaire d'Algérie, nommé Zaoui. Il doit être transféré à Bayonne pour être présenté à M. Pascal Faux, juge d'instruction chargé du dossier.

Le magistrat a déjà inculpé d'association de malfaiteurs les huit personnes arrêtées précédemment.

Mise en liberté de M. Henri Chiocchia

Impliqué dans une affaire de corruption et d'abus de biens sociaux, M. Henri Chiocchia, entrepreneur de bâtiment et de travaux publics à Draguignan, qui avait été inculpé et écroué le 29 février par M. Michel Cabaret, juge d'instruction à Toulon (*le Monde* des 28 février et 2 mars), a été mis en liberté le 20 avril après versement d'une caution de 550 000 F.

M. Chiocchia, qui employait trois cent cinquante salariés et dont l'entreprise réalisait un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de francs, avait déposé son bilan en septembre 1983 avec un passif de 8 millions de francs. Il lui est reproché d'avoir, au moment de ses difficultés de trésorerie, consenti des avantages à des fonctionnaires pour obtenir des marchés.

● *Arrestation de trois complices de Bruno Sulak.* — Les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) ont arrêté, le 18 avril, à Paris, trois des complices présumés de Bruno Sulak, l'auteur de plusieurs hold-up contre des joailleries de Paris et de Cannes, lui-même incarcéré depuis le 9 février. Il s'agit de Pasko Klapan, trente-six ans, Ivan Mustapic, quarante ans, et Rodomir Matijasevic, trente-deux ans. Des bijoux provenant des vols ont été retrouvés aux domiciles des trois hommes ou de leurs amis, dont plusieurs ont été entendus par la police.

Les infirmières se « mobilisent » pour leur statut

Nombre d'infirmières ont décidé d'entreprendre, du 24 au 29 avril, une semaine de « mobilisation générale », qui devrait s'ouvrir par une journée de grève le 24 avril, à l'appel du « comité infirmier de liaison et d'étude » (le CIPLE) qui regroupe vingt-quatre associations et syndicats professionnels. Ces manifestations ont pour but de protester contre le vide juridique dans lequel les a plongées une décision du Conseil d'Etat (*le Monde* du 4 avril) annulant leur statut antérieur, situation qu'aucun texte n'est venu régulariser depuis lors.

Cette semaine d'action et cette grève auront davantage d'impact auprès des infirmiers et infirmières libéraux. Dans les établissements hospitaliers, où les actes infirmiers sont couverts de fait par l'autorité médicale, un service minimum sera assuré, comme le veulent la loi et l'usage. Le secrétariat d'Etat à la santé a promis une régularisation prochaine.

● *Le projet de réforme de l'enseignement de l'histoire et de la géographie.* — Le Conseil de l'enseignement général et technique (CEGT) s'est prononcé, vendredi 20 avril, contre le projet d'arrêté sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie à l'école élémentaire. Seuls les représentants de l'administration ont émis un vote favorable. Le texte prévoit un développement de cet enseignement et rétablit l'histoire et la géographie comme des disciplines à part entière (*le Monde* du 21 avril). Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC), dont le représentant au CEGT a voté contre le projet, estime qu'on n'y trouve *« ni une réflexion suffisante sur les contenus d'enseignement ni une prise en compte de la réalité des enfants »*.

● *Nominations à la Cour de cassation.* — Par décret publié au *Journal officiel* du 20 avril, MM. Daniel Caillet, Jean Peyrat et Bernard Dutheillet-Lamonthezie sont nommés conseillers à la Cour de cassation.

Naissance insolite au zoo de Thoiry

Une naissance étonnante a eu lieu le 20 avril au zoo de Thoiry, dans les Yvelines. Julie, une femelle ligron (issue du croisement d'un lion et d'une tigresse), a donné naissance à un petit, dont on ignore encore le sexe, sa mère en interdisant l'approche. Le père n'est pas connu, mais pourrait être Bichon, le père de Julie. Au prix d'un inceste, Julie aurait alors donné naissance à un animal qui serait lion pour trois quarts et tigre pour un quart, ce qui constituerait une première mondiale. De toute manière, l'événement est zoologiquement d'importance : la mère est un animal hybride, issue du croisement de deux espèces, et il est de règle que les hybrides soient stériles.

Les ligrons sont très rares, alors que les tigrons, issus d'un tigre et d'une lionne, sont plus fréquents. La présence de ligrons à Thoiry résulte d'une coïncidence. Presque simultanément, en 1975, une lionne accoucha d'un lionceau prématuré, Bichon, tandis qu'une tigresse mettait au monde deux bébés de sexe féminin, eux aussi prématurés. Les mères ne pouvant nourrir leurs petits, les employés du zoo les élevèrent ensemble, au biberon. Les trois animaux s'habituèrent à vivre ensemble, et au cours des années naquirent quatre ligrons, deux mâles et deux femelles. Un couple fut cédé au zoo de Pékin, tandis que Patchwork et Julie restaient à Thoiry. Julie vient de mettre bas, et des analyses chromosomiques devraient permettre, dans quelque temps, de préciser la généalogie de sa progéniture.

● *Explosion dans une concession Citroën à Paris.* — Une explosion, vraisemblablement d'origine criminelle, s'est produite, samedi 21 avril vers 3 heures, dans une concession Citroën située 6, avenue de la République à Paris (11e). Non encore revendiquée samedi matin, l'explosion, de faible puissance, n'a causé que des dégâts légers.

RECTIFICATIF. — Une malencontreuse erreur dans la nécrologie du prix Nobel de physique soviétique Piotr Kapitsa, parue dans nos colonnes le 12 avril, nous a fait situer Kronstadt en Crimée. Cette ville... est toujours dans le golfe de Finlande au large de Léningrad.

Correspondance

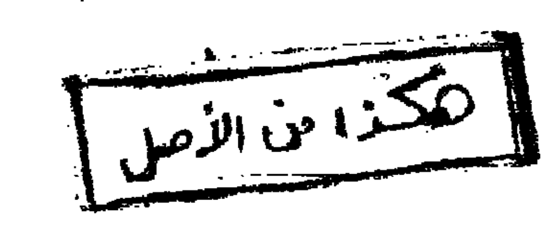
M. Honoré Gévaudan réplique à M. Marcel Morin

A la suite de la publication d'un article sur M. Marcel Morin, nouveau chef de la brigade criminelle de Paris (*le Monde* daté 15-16 avril), M. Honoré Gévaudan, commissaire de police à la retraite, qui fut directeur central adjoint de la police judiciaire de 1974 à 1980, nous a fait parvenir une copie de la lettre qu'il a adressée, le 16 avril, au directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe. Faisant état de ses démêlés avec la hiérarchie de la police judiciaire lors de la lutte contre les trafiquants de drogue de la *French connection*, M. Morin mettait en cause nommément M. Gévaudan. Ce dernier affirme dans sa lettre qu'il s'agit de *« propos aussi injurieux qu'irresponsables »*.

« L'orgueil, la prétention, la fatuité n'autorisent pas l'insulte, écrit M. Gévaudan, *et l'épanchement de bile, hors la présence de celui à qui elle est destinée, est la preuve d'un courage très mitigé. Répandre des élucubrations sur des hommes, ayant servi la police nationale pendant quarante ans, et dont l'intégrité est la seule richesse est la marque d'une inconvenance rare, mâtinée de mégalomanie. »*

En conclusion, M. Gévaudan demande à M. Verbrugghe de lui *« faire connaître la nature de* [son] *intervention pour empêcher que se renouvellent de telles incongruités »*.

[M. Marcel Morin, de son côté, nous fait savoir qu'il n'a pas « l'intention d'engager une polémique avec M. Gévaudan ». Il nous demande cependant de préciser à propos de l'une de ses déclarations : « J'ai horreur des malfaiteurs, surtout quand ils se trouvent dans notre maison ! » ne « s'appliquait pas personnellement à M. Gévaudan mais visait, plus généralement, certaines méthodes de pénétration du banditisme, à mes yeux risquées, que je n'ai, moi, jamais appliquées. »]



6 MILLIARDS ET DEMI POUR L'AIDE SOCIALE

Paris est aussi la capitale des assistés

Paris détient deux records de France. Celui des grandes fortunes et celui des nouveaux pauvres, ces éclopés du progrès. Bien que l'évaluation soit difficile, on peut estimer à 160 000 le nombre de Parisiens qui, d'une manière ou d'une autre, émargent chaque année à l'aide sociale. Ce sont tous ceux et toutes celles qui, on ne sait trop comment, échappent aux mailles pourtant serrées de l'assurance sociale classique.

Au cours de ces trente dernières années, le foisonnement des institutions et des professions sociales a été sans précédent. Mais il s'est accompli dans le désordre du vécu, au gré des nécessités du moment et des inspirations politiques. La dynamique naturelle de la bureaucratie a fait le reste. Ainsi, à Paris, l'histoire a accumulé les strates de cinq grands organismes aux sigles étranges : AP, DAS, DDASS, DASHS, BAS (1). S'y sont ajoutées associations et œuvres charitables, toutes plus ou moins subventionnées. Elles sont, à ce jour, si nombreuses et si diverses que nul ne peut en fournir la liste.

Institutions publiques et privées occupent plus de 14 000 personnes et dépensent une véritable fortune : 6,5 milliards de francs cette année. La machine de l'aide sociale est devenue si complexe que bien peu s'y retrouvent et que personne, à la vérité, n'en maîtrise le fonctionnement. Récemment encore, le président de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale — un orfèvre en la matière — appelait de ses vœux un « guichet unique », sorte d'aiguillage qui permettrait aux ayants droit de s'y reconnaître.

De toute manière, les choses sont en train de changer. Engagé dans la décentralisation, le gouvernement vient de transférer aux conseils généraux la responsabilité globale de l'aide sanitaire et sociale. L'Etat ne garde à sa charge que les assistés dont les élus locaux ne veulent pas, car ils n'occasionnent que du souci sans contrepartie électorale : drogués, handicapés, malades mentaux, clochards et autres « marginalisés ». A Paris, les services d'aide sociale de l'Etat et du département ont déjà des budgets distincts. S'ils emploient encore le même personnel et s'ils occupent des locaux communs, ils devront obligatoirement divorcer dans deux ans. « *Alors,* dit-on à la mairie, *les services sociaux parisiens devront nécessairement être réorganisés. Le dossier est à l'étude.* »

Mettre de l'ordre dans la maison ne sera pas une mince affaire, car l'« édifice » ne compte pas moins de cinq « étages », sans compter les caves et les galetas inexplorés. Au premier niveau, quelques « boutiques » bien connues : celle de la direction des affaires sanitaires et sociales (DAS) dépendant désormais exclusivement de l'Etat. Dotation budgétaire 1984 : 735 millions de francs pour Paris. Ses consultations, centres de soins et postcures sont ouverts aux toxicomanes. Grâce à 22 dispensaires, 8 ateliers thérapeutiques, 6 lieux de postcure et 13 hôpitaux de jour, elle suit 1 800 malades mentaux ne nécessitant pas d'hospitalisation complète. Elle accueille, dans ses asiles de nuit, les 4 000 à 5 000 clochards et « personnes sans domicile fixe » qui vivotent dans la capitale. En les employant à de menus travaux, et en les visitant à domicile, elle atténue les difficultés de 7 000 handicapés sans ressources. Enfin, elle distribue des secours à des malades désargentés et à certaines personnes âgées.

Sur ce dernier point, il semble y avoir double emploi avec « l'étage » au-dessus, où l'on trouve la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), énorme entreprise occupant 3 500 agents et disposant, cette année, de 3,6 milliards de francs.

Cent dispensaires gratuits

Les assistants sociaux de la DDASS s'intéressent aux Parisiens en difficulté à tous les âges de leur vie. Pour les femmes enceintes et les bambins fonctionnent près d'une centaine de dispensaires gratuits. On y reçoit annuellement 70 000 enfants. Et quand ils ne peuvent pas se déplacer, on va les voir à domicile où 14 000 autres sont ainsi surveillés. Les enfants plus âgés mais en difficulté, ceux que l'on appelait autrefois « les gosses de l'assistance » et que l'on expédiait dans des fermes du Morvan, sont le souci numéro un de la DDASS. Ils sont entre 30 000 et 35 000 que l'on confie à des familles de substitution, que l'on place dans des établissements dispersés à travers la France ou que l'on aide par des subsides et des visites à domicile. L'aide sociale à l'enfance, traditionnelle et particulièrement nécessaire dans la capitale, coûte, à elle seule, 1 milliard et demi de francs par an.

La DDASS prend aussi en charge 50 000 malades soignés à domicile ou à l'hôpital mais ne disposant pas de ressources suffisantes pour payer leur traitement. Une quarantaine de dispensaires discrets et gratuits accueillent ces malades. Enfin, la DDASS assiste environ 17 000 personnes âgées à qui on envoie à domicile des aides ménagères ou que l'on place en maisons de retraite. Cette sollicitude coûte 1 milliard de francs au budget du département.

PESSIN.

Et ce n'est pas tout car les « anciens » sont, aussi, pris en charge par le troisième niveau de l'édifice parisien d'aide sociale : le bureau d'aide sociale (BAS) de la Ville. Ce service, qui dispose de 5 600 agents et d'un budget de 1,4 milliard de francs, distribue des secours facultatifs (alors que ceux servis par l'Etat et le département sont prévus par la loi) décidés dans leur principe et leur taux par le conseil municipal. C'est, en somme, le supplément que chaque municipalité accorde à ses pauvres.

L'originalité du BAS de la capitale, c'est son parc d'établissements pour personnes du troisième âge. Il y a longtemps que Paris est une ville sans pitié pour les tout-petits comme pour les vieillards, les uns jetés au ruisseau, les autres isolés dans leurs garnis. A Paris, ces derniers disposent, à présent, de 67 clubs, de 75 résidences et foyers-logements ainsi que d'une douzaine de maisons de soins. Les plus pauvres reçoivent une allocation spéciale créée par M. Jacques Chirac peu après son élection à la mairie. Elle peut atteindre 3 600 francs par mois. Sans compter la carte de transport « émeraude » que la Ville achète à la RATP et qu'elle distribue largement. Peu de villes en France offrent autant de services à leurs « anciens ».

Le BAS s'occupe encore des filles mères, des parents désargentés que l'on encourage à prendre un congé lorsque vient un nouveau-né, des individus momentanément dans la gêne à qui on donne un coup de pouce financier.

Mais le BAS n'est pas le seul service municipal à pratiquer l'aide sociale. Au quatrième niveau, on trouve la direction de l'action sociale, de l'hygiène et de la santé (DASHS), qui compte 3 600 agents et dépense 440 millions de francs par an. Cette direction reçoit 10 000 petits Parisiens dans ses crèches et haltes-garderies. Et, pour compliquer les choses, elle gère, elle aussi, quelques dispensaires de protection maternelle et infantile.

Deux fois plus que pour les Lillois

Enfin, au dernier niveau, on déniche encore l'ancêtre de tous les services précédents : l'Assistance publique (AP). Jusqu'à une date récente, c'est elle qui prenait en charge les orphelins et les « poulbots » en difficulté. Aujourd'hui, déchargée de ce fardeau, elle continue d'héberger, dans ses services dits de long séjour, plusieurs milliers de personnes du troisième âge.

Au total, la proportion des assistés est, à Paris, particulièrement élevée. Les seuls bénéficiaires de l'aide sociale distribuée par l'Etat et le département (DAS et DDASS) représentent 5,5 % de la population alors que, dans le reste du pays, ils ne sont que 3 %. A ce titre, la dépense annuelle d'aide sociale par habitant est à Paris une des plus élevées de France : 1 000 francs en 1981, dernière année connue. Le département de Paris vient en quatrième position derrière la Réunion (1 500 F), la Guyane (1 430 F), la Martinique (1 150 F) et la Corse du Sud (1 068 F). L'Etat et le département dépensent pour chaque Parisien deux fois plus que pour un Lillois (570 F), un Marseillais (500 F) ou un Lyonnais (417 F).

Si on y ajoute les bénéficiaires de l'aide accordée par les services municipaux (BAS et DASHS), la proportion des assistés — sous une forme ou sous une autre — atteint 7,3 % de la population parisienne. Et la dépense par habitant approche 3 000 francs cette année.

Ces 6,5 milliards sont payés, aux deux tiers, par les contribuables parisiens sous forme d'impôts locaux, de droits de mutation et de vignette auto. Le dernier tiers provient des cotisations des assurés sociaux (10 %) et des impôts versés au budget national (24 %).

Cette dépense record a au moins trois raisons. D'abord, le coût de la vie à Paris. Le prix de journée d'une maison de retraite est de 350 francs dans la capitale contre 200 francs en Corrèze. L'aide ménagère à domicile revient, ici, à 91 francs l'heure, en province à moitié moins. Même surcoût pour l'aide médicale, qui doit couvrir les prix de journée des hôpitaux de l'Assistance publique plus élevés que ceux des établissements de ville moyenne en raison de leur technicité supérieure.

Deuxième raison : Paris est, depuis longtemps, une ville attentive au sort de ses vieux et de ses enfants. Le conseil général en fixant le taux des aides légales, et la municipalité en y ajoutant de substantiels suppléments perpétuent cette tradition.

Enfin, si la capitale est attirante, elle est sévère pour les anciens et les nouveaux venus. Les exclus de la croissance y sont plus nombreux que les Rastignac. Paris compte 16 % de plus de soixante-cinq ans et 18 % d'étrangers, proportion rarement rencontrée ailleurs. Aux clochards d'antan sont venus s'ajouter depuis peu des milliers de « paumés » sans travail et sans domicile fixe. Certains élus s'en indignent, qui estiment que leur ville supporte une charge indue en assistant ces étrangers et ces provinciaux.

Une commission spéciale du diocèse suit l'évolution sociale de Paris depuis plus d'une décennie. Elle constate une accélération de l'appauvrissement et de la marginalisation. Paris entretient et amplifie les situations limites. « *Dans cette ville ostentatoire, la pauvreté est moins visible qu'ailleurs,* remarque-t-elle, *mais la crise n'y fait pas moins de ravages.* » Paris est un modèle de société à deux vitesses : il y a ceux qui sont dans le vent et ceux qui n'arrivent plus à suivre.

Les Parisiens seraient donc dans une situation particulière. Peu imposés, mieux transportés que quiconque, ils sont aussi — même les plus marginaux d'entre eux — mieux soignés et protégés. Des privilégiés ? Pas vraiment, car ils sont plus mal logés, subissent une vie plus chère, des stress plus violents qu'en province. Sevrés de sport et de nature, beaucoup plus solitaires, les Parisiens sont finalement défavorisés en matière de vraie convivialité et de qualité de vie. N'est-ce pas justice s'ils bénéficient d'une protection sanitaire et sociale exceptionnelle ?

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) AP : Assistance publique ; DAS : direction des affaires sanitaires et sociales ; DDASS : direction départementale des affaires sanitaires et sociales ; BAS : bureau d'aide sociale ; DASHS : direction de l'action sociale, de l'hygiène et de la santé.

Vieillir en ville

Au cours des vingt prochaines années, le nombre des personnes âgées de plus de quatre-vingts ans aura doublé en France. D'ici à 1990, l'effectif des personnes âgées hébergées dans des hôpitaux de long et de moyen séjour aura triplé, pour atteindre le total de 900 000.

Humaniser leur hébergement, c'est d'abord éviter de les exiler loin de leur milieu d'origine. Tel est l'effort auquel tend depuis des années l'Assistance publique de Paris. MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Daniel Benoist, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, ont récemment consacré cet effort en visitant le nouvel hôpital Broca, à Paris : un établissement moderne, doté de 400 lits, pourvu de tous les aménagements nécessaires à la vie sociale des personnes âgées et à leur traitement, une réalisation que M. Bérégovoy a jugée *« exemplaire »*.

Exemplaire, le nouvel hôpital Broca l'est en un sens bien précis. L'Assistance publique de Paris, premier établissement de soins du pays, puisqu'il comporte une cinquantaine d'hôpitaux (au total 35 000 lits), a été victime de la tendance qui consistait à consacrer l'essentiel des efforts au traitement des malades *« aigus »*, dont les facultés de récupération sont fortes et rapides, au détriment des malades chroniques, âgés notamment, dont la prise en charge est longue et difficile. Aussi les personnes âgées devenues dépendantes se sont-elles trouvées reléguées à la périphérie des grandes villes, parfois dans des banlieues très éloignées, et dans des établissements généralement sous-encadrés et sous-équipés.

Rompre avec la ségrégation

C'est avec cette tendance qu'il s'agissait de rompre en humanisant les hôpitaux de long et de moyen séjour, en construisant des établissements dans les villes, bref en renonçant à la ségrégation.

En ce sens, l'Assistance publique de Paris a conçu un vaste plan d'aménagement. Elle compte, aujourd'hui, 13 000 lits destinés aux personnes âgées, mais ces lits sont en grande majorité concentrés dans de grands établissements situés en grande banlieue. La stratégie de l'Assistance publique consiste désormais à créer des équipements dans Paris même, en transformant ou en reconstruisant un certain nombre d'établissements parisiens. La construction du nouvel hôpital Broca est un symbole de cette politique, de même que celle de l'hôpital Sainte-Périne (16e arrondissement), d'un nouveau bâtiment à la Salpêtrière (13e) et à Fernand-Widal (10e). Devraient suivre, dans cet esprit, des réaménagements à Bichat, Claude-Bernard, Bretonneau et, plus tard, à Boucicaut, Laennec et Vaugirard, ainsi que la construction d'un nouvel hôpital, situé rue de la Collégiale (5e) déjà entreprise. Au total, d'ici à 1990, 1700 lits supplémentaires devraient être affectés à la prise en charge des personnes âgées dans Paris.

Une telle évolution est indispensable pour parer aux besoins des grandes villes dont la population vieillit, comme le démontre l'évolution de Paris même. *« Nous devons être vigilants dès aujourd'hui face à ce phénomène,* a déclaré M. Bérégovoy, *si nous ne voulons pas être submergés par les besoins à plus long terme. »* Pour ce faire, il est impératif de favoriser les *« établissements à taille humaine, insérés dans la ville »*.

CLAIRE BRISSET.

9 000 F PAR MOIS

Le moyen séjour désigne les hospitalisations de moins de quatre-vingts jours. Les frais qu'il entraîne sont entièrement pris en charge par la Sécurité sociale. En revanche, le long séjour (au-delà de quatre-vingts jours) comporte un *« forfait soins »* remboursé par la Sécurité sociale et un *« forfait hébergement »* de 293 F par jour qui reste, sauf cas de prise en charge par l'Aide sociale, supporté par les malades eux-mêmes ou par leurs familles, ce qui représente près de 9 000 F par mois.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Michel BERTINCHAMPS,
M. et Mme André FOLLET,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils et petit-fils,

Rémi,

le 13 avril 1984.

— Mme André CHOLIN
et Mme Jacques RÉCAMIER
ont la joie d'annoncer la naissance, chez leurs petits-enfants, de

Séverin,

le 16 avril 1984.

Claire et Jean-François CARMINATI,
59, avenue de la Motte-Picquet,
75015 Paris.

Décès

— M. Georges Cazac,
son époux,
M. et Mme Michel Hanaut,
Ses enfants,
Mathieu, Olivier et Dorothée Hanaut,
Ses petits-enfants,
Mme France Rigaux,
sa sœur,
M. et Mme Ph. Hibon,
M. et Mme J. Legrip de La Rozière,
Mlle Geneviève Cazac,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges CAZAC,
née Jeannine Rigaux,

survenu le 17 avril 1984, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, rue Saint-Dominique.

151, rue de Grenelle,
75007 Paris.
21, boulevard de Cambrai,
06200 Nice.

— Mme Jean Servais
a la profonde douleur de faire part de la terrible perte qu'elle vient de subir en la personne de

Jean SERVAIS,
ancien membre étranger
de l'Ecole française d'Athènes,
professeur ordinaire
à l'université de Liège.

Selon la volonté du défunt, les funérailles ont eu lieu dans la plus amicale intimité, le mardi 17 avril 1984, en l'église de Ninane, Chaudfontaine.

11, rue du Centre, B-4930,
Chaudfontaine (Belgique).

— M. Claude Sixou, son mari,
Radia et Assia Sixou, ses filles,
M. Albert Serfati,
Mme Suzanne Sixou,
M. André Serfati,
M. et Mme Gérard Sandier,
Hélène et Etienne Sandier,
Toute sa famille et tous ses amis,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Francine SIXOU-SERFATI.

Les obsèques auront lieu, le mardi 24 avril 1984, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

— M. Pierre Vaur et Mme (†),
Marie-Pierre et André Koseve,
Philippe, Jean-François et Marie-Hélène,
Les docteurs Jacques et Janine Vaur,
Laurent, Arnaud, Claire Lafon,
Le docteur et Mme Jean-Louis Vaur
Et Jean-Wandrille,
Les familles Castri, Pair, Barbaud, Abel
ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et parent,

M. Jean VAUR,
sous-directeur honoraire
à la Caisse des dépôts et consignations,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à Orléans le 17 avril 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Ils rappellent le souvenir de son épouse,

Mme Jean VAUR,
née Marie-Louise Abel,

décédée le 22 avril 1969.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Orléans, en l'église Saint-Laurent, sa paroisse, le mardi 24 avril, à 14 h 15, suivie de l'inhumation au grand cimetière d'Orléans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de Chambord,
45000 Orléans.
18, allée Mère-Angélique,
78460 Chevreuse.
295, rue Saint-Jacques
75005 Paris.

Remerciements

— Charly-sur-Marne.

M. Witold Debard
et ses enfants,
Le docteur et Mme André Glück,
Mme Grazyna Szeligowska,
très touchés par les marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme Françoise DEBARD,

remercient de tout cœur tous ceux qui, par leur présence, leurs messages et leurs fleurs, se sont associés à leur peine.

— Mme Marie-Thérèse Luneau,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Et la famille de

Maurice LUNEAU,

touchés par les nombreux témoignages de sympathie et d'affection, remercient profondément toutes les personnes qui se sont unies à leur peine.

Anniversaires

— A l'occasion du deuxième anniversaire de la mort du

docteur Gilbert ABOULKER,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 20 avril 1973 disparaissait tragiquement, à l'âge de dix-neuf ans,

Hugues François DUFAY.

Son souvenir est rappelé à ceux qui l'ont aimé et estimé.

21240 Talant.

— Il y a deux ans décédait

Erna ENGLANDER.

Ses amis s'associeraient aujourd'hui encore à la douleur de Marcel et de sa famille en consacrant à la vivante mémoire de la disparue une de leurs meilleures pensées.
Paris, 22 avril 1984,
Saint-Michel-sur-Orge.

— Pour la deuxième année de la mort de

Marcel LOICHOT,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

La magie de Julio Cortazar

La mort, en février dernier (1), de Julio Cortazar – né argentin à Bruxelles en 1914, vivant en France depuis 1951, naturalisé français en 1981 – a été une terrible perte pour la littérature contemporaine, et pas seulement hispano-américaine. Pour s'en convaincre, le meilleur moyen de ne pas quitter le conteur inimitable qu'il fut, avec son univers de fantasmagories et de fantaisies, est encore de retourner à ses livres et de se plonger dans *Armes secrètes, Marelle, Façons de se perdre*...

Laure Guille-Bataillon, qui fut la traductrice de presque toute l'œuvre de Cortazar et qui l'avait connu en 1957 pour l'interroger sur le langage des voyous de Borges, alors qu'il était complètement inconnu en France, a tracé, pour *le Monde*, le portrait de l'écrivain, à travers cette collaboration ininterrompue : près de trente ans de connivence et d'imagination partagée.

Cet homme, qui n'hésitait pas à s'engager dans les combats politiques et à donner de la voix pour les causes qui lui tenaient à cœur – le Chili, l'Argentine, le Salvador, le Nicaragua, – cet homme qui s'exprimait volontiers sur ses convictions, ne s'est pour ainsi dire jamais raconté dans ses écrits. Il n'a jamais pratiqué l'autobiographie, si ce n'est dans un dernier livre écrit comme un adieu à sa compagne, Carol Dunlop – morte à trente-cinq ans en 1982, – ce *« voyage au long cours »* qu'ils firent sur l'autoroute, de Paris à Marseille (2), un mois en camping-car de parkings en aires de repos : une expédition où l'imagination poétique et le sens de la drôlerie recréent un exotisme du quotidien.

Pourtant, dans un texte méconnu, écrit il y a vingt ans, Cortazar évoquait en usant, pudiquement, de la troisième personne du singulier, son enfance et sa jeunesse : Buenos-Aires. Nous publions ci-dessous la majeure partie de ce texte, intitulé *les Grandes Transparences* (3).

---

(1) Voir *le Monde* du 14 février.

(2) Carol Dunlop-Julio Cortazar, *les Autonautes de la cosmoroute*, Gallimard.

(3) Ce texte inédit a été publié dans la revue *Scarabée international*, n° 6-7.

UN TEXTE MÉCONNU

Les Grandes Transparences

LE genre autobiographique finit par le lasser, et, bien que parler de soi à la troisième personne ne soit jamais qu'un artifice littéraire ingénu, il préfère ce biais pour des pages où les personnes qui importent sont les matériaux translucides et les comportements de la lumière. Impossible de s'éliminer cependant en tant que présence puisque tout vient de sa mémoire et va à sa parole, mais le fait de se mettre sur le même plan que son sujet l'aide dans ce voyage vers les irisations, les dépaysements, le centre inaccessible de l'opale ou de la goutte d'eau.

Il a eu confirmation ces dernières années de ce dont il se doutait depuis longtemps : contrairement à ce que semblent attendre ou trouver les critiques, les raisons motrices de la plupart de ses textes lui viennent de la musique et de la peinture plutôt que du mot (...).

D'ailleurs, les faits l'ont, à mesure, confirmé : ces dernières années, il a éprouvé le besoin de marcher parallèlement à des amis peintres, imagiers et photographes ; il a écrit parce qu'Alechinsky, parce qu'Antonio Galvez, parce que Torres Aguero, parce que Julio Silva, parce que Reinhoud, parce que Leopoldo Novoa.

En entendant chanter Eduardo Falù, il lui est venu quelques couplets, la voix de Susana Rinaldi lui a inspiré des tangos, mots tout nus qui attendent qu'une musique vienne les habiller. En un flash-back fulgurant, les peintures de Leonardo Nierman, qui captent les quatre éléments et que l'artiste appelle l'intuition de l'univers, l'ont assailli d'une avalanche de souvenirs, de demi-visions, d'une soif cosmique qui voudrait dire et se dire. Une fois de plus, les portes du passé fermées à double tour pour tant de choses qui paraissent importantes aux gens sérieux (*« c'est incroyable que tu ne te souviennes pas de la tante Pepa »*) s'ouvrent grandes dès qu'il y a des couleurs et des reflets. Il lui suffit alors de fermer à demi les yeux, car là est la clef paradoxale : c'est derrière, à l'intérieur, sur l'écran des paupières que se déplient les visions.

Mais il y faut d'abord l'enfant, cet éléate, ce pré-socratique, dans son contact heureux et éphémère avec le monde que la raison ne tardera pas à dépasser et à classifier avec l'aide de maîtresses pathétiques et de parents sentencieux. Comme Thalès, comme Anaximandre, l'enfant, émerveillé, se penchera sur le monde des phénomènes et, de temps en temps, il l'expliquera pour le dominer ; il pensera comme Anaximène que les astres sont des clous plantés sur une voûte de verre et que le Soleil est plat comme une feuille.

Proche de la terre, du carrelage, du bord des tables, du ventre des adultes et du museau amical des chiens, il rampera sous les plantes du jardin, les yeux et le nez collés sur une fourmi ou un escargot, accompagnant la course d'un superbe navire, brin d'herbe que la rigole emporte vers les îles de l'aventure. Et, à l'heure des interminables, infiniment tristes repas de famille, quand il est discuté de choses importantes, un mot, de temps en temps, brillera au milieu des autres comme une pendeloque de cristal, et il l'emportera sous son oreiller, et il le retournera comme un bonbon dans sa bouche.

Mais l'enfant, qui, aujourd'hui, nébuleusement se souvient de cette proximité nette et lumineuse des choses, avait déjà un passé qu'il lui était impossible de retrouver par lui-même. A l'âge de sept ou huit ans, chaque fois qu'il levait les yeux vers un ciel bleu d'été, une sorte d'éblouissement instantané lui remplissait le nez d'une odeur de sel, l'oreille d'un fracas redoutable et, contre l'espace sans nuage, il voyait, pour une fraction de seconde, comme un éclatement de verre et un déluge de facettes et de couleur. Plusieurs fois il interrogea sa mère, cherchant la clef d'une chose où il y avait émerveillement et terreur (...).



CAGNAT.

Un tout petit cosmos

C'était le temps où se jouaient dans les rues des parties acharnées avec des billes de verre, où de prodigieux mystères de fabrication déposaient des spirales, un entrecroisement de faisceaux de couleurs, des voies lactées, des bulles d'air suspendues dans un tout petit cosmos que les doigts élevaient à la lumière et que l'œil explorait à bout portant. [...] Cette pénétration dans le monde des couleurs et des transparences, comme dans une quatrième dimension du songe, s'enfonçait dans l'incommunicable, devenait le secret bien gardé que les compagnons de jeux violents ignoraient, devenait la marche de Gordon Pym dans son délire translucide de glaces et de givre, entendant comme lui l'appel de l'oiseau polaire, ce *tekeli-li* qui servit à Poe pour coder un destin déjà intraduisible.

Il y avait des choses moins magiques mais capables de l'étonner : certains bonbons à moitié sucés devenaient des pierres précieuses où triomphaient l'orange et le vert, le papier marbré dont les bons écoliers argentins recouvraient leurs cahiers, lui ouvrait une tremblante théorie de labyrinthe que son doigt Thésée pouvait parcourir pendant que la maîtresse expliquait la plus qu'ennuyeuse bataille d'Ituzaingo. Les explorations d'une sieste l'amenèrent à un tiroir de commode où, sous des bouts de velours et des cartes postales de Davos et de Klosters, dormaient cinq ou six verres de lorgnon, gardés par on ne sait quelle prudence économe et que sa grand-mère lui prêta sans condition.

Ce furent d'abord les observations en plein soleil, les effets de loupe ou de rétrécissement des images, la mouche bison ou le canard papillon ; et puis, une nuit, étendu sur la pelouse, il attaqua les astres avec ses verres polis, il les vit se dissoudre dans une brume tremblée jusqu'au moment où, combinant par hasard deux verres, il fut un nouveau Galilée, le télescope renaissait dans une banlieue de Buenos-Aires, les étoiles cessaient de scintiller et devenaient des points fixes et terribles, dangereusement plus proches. Il courut annoncer sa découverte à sa famille qui le reçut avec l'indifférence distraite que Galilée dut connaître lui aussi ; comme tant d'autres fois, il sut, cette nuit-là, que, d'une certaine façon, il était seul, que personne ne l'accompagnerait hors des planisphères habituels.

Les chansons qui le faisaient pleurer n'étaient pas celles à la mode, personne chez lui ne semblait prêter attention aux mots ni ne les retournait comme des gants pour jouir des palindromes, des acrostiches, des anagrammes, camées de la mémoire. Sons qui étaient lumières, couleurs, vibrant à l'oreille : Pythagore, Kircher et Mallarmé dans ce petit sauvage aux genoux toujours écorchés contre un monde de choses univoques, de finalités précises [...].

A la fin, sans bataille et sournoisement, les mots l'emportèrent sur les lumières et sur les sons ; il ne fut ni musicien ni peintre ; il commença à écrire sans savoir qu'il était en train de faire un choix définitif, même si son écriture gardait encore le contact avec les vitres de couleur et les accords d'un piano déjà fermé. Il était inévitable que l'esthétique symboliste lui parût le seul chemin possible, que sa première jeunesse se plaçât sous le signe des correspondances, que la poésie française fin de siècle se mêlât à Walter Pater, Scriabine, Turner, Whistler, D'Annunzio.

Quand il eut dépassé ce stade et put entrer dans la période tumultueuse où il se sut latino-américain, il le fit sans mépris ni raillerie envers ce passé, il garda en son cœur la fascination des résonances et des irisations ; dans un monde de sang et de révolution, la chrysoprase ou les atmosphères sonores d'un Delius ne pouvaient plus le fasciner comme avant, mais sans eux, sans cette fidélité à laquelle il ne pouvait renoncer, il n'aurait pas trouvé les chemins qu'il trouva. En lui, en un certain lieu de lui-même, sonnera toujours l'heure hors du temps où les jeux de lumière d'un vitrail ou d'une peinture de Nierman, le frisson en plein soleil du faune de Debussy, la résonance des mots qui battent comme un pouls, le rendront à une condition privilégiée, à un instant de tremblant émerveillement ; à nouveau contre le ciel bleu, un fracas de verres brisés, une odeur brûlante de sel, un enfant qui joue avec des verres taillés et interroge les astres.

Traduit de l'espagnol par
LAURE GUILLE-BATAILLON.

Repères bio-bibliographiques

26 août 1914. – Naissance à Bruxelles de Julio Florencio Cortazar, fils du consul d'Argentine en Belgique.

1918. – Les Cortazar retournent à Buenos-Aires. Etudes de lettres, principalement de littérature française.

1941. – Publication des premiers poèmes (jamais publiés en français).

1949. – *Los reyes (les Rois)*, un poème dramatique (publié en 1983 par Actes-Sud).

1951. – *Bestiaire*, nouvelles fantastiques dans la tradition de Borgès. Cortazar, en désaccord avec la politique du général Peron, quitte l'Argentine pour la France. Il vit de ses traductions tout en écrivant, et publie ses œuvres en Argentine ou au Mexique.

1960. – Parution chez Fayard de son premier livre en français : *les Gagnants*.

1963. – *Les Armes secrètes*. Désormais, toutes ses œuvres vont être publiées chez Gallimard. (Nous donnons la date de la parution des titres les plus importants en français.) Premier voyage à Cuba.

1967. – *Marelle*.

1970. – *Tous les feux le feu*.

1971. – *62. Maquette à monter*.

1974. – *Le Livre de Manuel*.

1976. – *Octaedre*. Cortazar reçoit l'Aigle d'or du Festival de Nice.

1977. – *Cronopes et Fameux*.

1978. – *Façons de perdre*. Il milite activement pour le Nicaragua et le Salvador.

Dimanche 12 février 1984. – Il meurt d'une leucémie à l'hôpital Saint-Lazare. Son ami Tomas Borge, ministre de l'intérieur du Nicaragua, viendra s'incliner sur sa tombe.

L'ami inépuisablement vivant

CHAQUE fois que je pense à lui, il me vient à l'esprit ce mot lu à propos d'enfants révoltés : les haïsseurs du morne. Il haïssait le morne avec un tel élan, une telle constance, que je n'ai jamais cessé d'en être émue tout au long des trente années où je l'ai connu.

Combattre le morne, c'était aussi bien refuser que *« l'acte délicat de tourner un bouton de porte, cet acte par lequel tout pourrait être transformé, soit accompli avec la froide efficacité d'un geste quotidien »*, que refuser le faux ordre atroce qu'installent les dictatures militaires en Amérique latine.

Les atteintes au pays, au continent maternel, lui étaient aussi douloureuses, aussi insupportables qu'un couteau planté dans sa main. De là son engagement inlassable, au détriment même de sa santé les dernières années, de là son accord enthousiaste à tous les pays qui avaient pu se libérer.

Cet homme qui « étoilait le réel »

Le Nicaragua fut son dernier espoir, son dernier acte de foi. Cependant, il désespérait de nous faire jamais comprendre, à nous de ce côté-ci de l'océan, à quel point l'Amérique latine était une immense colonie au pied des Etats-Unis. Si ses contes qu'on a pu dire engagés comme *Apocalypse de Solentiname*, *la Deuxième Fois*, ou *le Soir de Napoles* nous émeuvent tant, c'est parce qu'on y trouve ses propres angoisses, ressorties de son cœur, pas d'un fichier. Certes, son engagement politique fut visible car il était un homme en vue, mais il refusa toujours de servir ses idées par une littérature au premier degré. Pas de littérature de commande, pas de réalisme socialiste, mais partout et toujours l'avis amical d'alléger le sérieux sclérosant par le jeu et le rire.

Pour ses amis proches, cet homme violemment désespéré, et depuis son enfance, ne laissa jamais émerger – Cronope oblige – que la partie la mieux éclairée de lui-même : une extrême attention à l'autre, un humour très particulier et une invention constante pour *« étoiler le réel »*. Invention qui le faisait si fort aimer les enfants à qui il accorda toujours la même attention qu'aux adultes.

Le visage du malheur se montre partout dans son œuvre, mais aussi quelle recherche du bonheur, quelle présence du rire, quel espoir dans le pouvoir d'imagination de l'homme ! Les adolescents ne s'y trompent pas qui, génération après génération, abordent *Marelle* comme un lieu d'initiation. Ils savent, plus ou moins consciemment qu'ils déchiffrent là une série de signes leur conseillant d'aller à la recherche d'un *« kibboutz du désir »*.

Evoquer Cortazar, c'est convoquer malgré soi les enfants de tous âges. La jeunesse indestructible qui fut en lui jusqu'aux derniers mois de sa vie y est sans doute pour beaucoup. Tout le monde s'est écrié qu'*« il ne faisait pas son âge »*, mais c'est qu'il n'avait pas son âge ! Que toute sa vie il garda aussi vives que dans l'enfance ou l'adolescence des qualités qui appartiennent en priorité à ces âges-là : la curiosité toujours en éveil, un enthousiasme de tous les moments, le sens aigu de la justice, le désintéressement vis-à-vis de l'argent. Et le sens de la fidélité en amitié.

Lorsque, au printemps de 1957, je m'en fus, sur les conseils de Roger Caillois, interroger Julio Cortazar sur le langage des voyous stylisés de Borgès, je ne me doutais pas que cette visite polie et professionnelle allait se transformer en des heures de conversation chaleureuse, grâce à la cordialité et à l'humour de Cortazar et de sa femme, Aurora Bernardez. Je me doutais encore moins que cette rencontre déboucherait sur une amitié et une collaboration de près de trente ans. Mais ce que je sus dès le soir-même, c'est que je voulais traduire et faire connaître les contes de *Bestiaris* que m'avait donnés Cortazar.

Cependant Caillois, lui-même, ne se hasarda pas à publier d'*« entrée »* dans *la Croix du Sud* *« des nouvelles et, qui plus est, d'un inconnu »*. Alors, je fis naïvement la tournée des éditeurs avec quelques nouvelles traduites en poche. Partout, la même réponse, mais avec des variantes qui m'intéressèrent vivement : parmi ces contes, un seul paraissait vraiment remarquable aux personnes interrogées. Seulement voilà, ce n'était jamais le même. Ce qui m'ancra dans l'idée que non seulement tout le volume méritait attention, mais que chaque conte plongeait profond en chaque lecteur et entrait en résonance avec un point sensible, différent pour chacun.

Il fallut en passer cependant par le roman, l'exercice « vendable » auquel doit se plier tout débutant. Et c'est ainsi que Cortazar compléta un roman qui dormait dans son bureau et que *les Gagnants* parurent, trois ans plus tard, dans la collection « Horizon libre », grâce aux qualités de découvreur de Max-Pol Fouchet. Je me souviens encore du plaisir et de la gaieté qui présidèrent à la traduction de ce livre que Cortazar avait écrit lui-même comme un divertissement. Mais le vrai travail, le travail ardu, que provoque la résistance d'un texte, commença avec *les Armes secrètes* et ne cessa pour ainsi dire plus. Car ni la connivence qu'on a avec un texte ni la longue habitude d'un style ne suffisent à dégager d'emblée une voie d'accès pour la langue seconde. L'entreprise est à chaque fois différente.

L'épreuve du « gueuloir »

Ce travail oscilla toujours entre deux pôles : l'extrême rigueur de Cortazar en matière de rythme et l'extrême liberté qu'il me laissait pour la version française. A laquelle il me poussait même au besoin. Ainsi, impressionnée d'avoir lu un jour que Carlos Fuentes nommait Cortazar *« le Bolivar des lettres sud-américaines »*, je m'accusais d'inconscience et m'obligeais, aux premières pages de son roman *62*, à serrer le texte de plus près. Il en fut consterné.

Dès lors, je n'ai plus abordé ses écrits avec trop de sérieux, ce qui n'exclut pas, au contraire, la gravité. Chaque fois que je lui suggérais un jeu verbal nouveau à introduire dans un texte pour compenser ceux que je n'avais pu rendre ou que j'avais rendus trop faiblement à d'autres moments du discours, il applaudissait car il les sentait dans la même visée.

Quant au rythme, il avait un œil et une oreille infaillibles pour découvrir à quel endroit je l'avais laissé faiblir, si peu que ce fût, ou l'avais au contraire soutenu un quart de temps en trop. Aussi ai-je pris l'habitude de soumettre les contes à l'épreuve du *« gueuloir »* que recommande Flaubert, car un conte ça se raconte, et l'œil entend alors plus qu'il ne voit. Le rythme de la prose cortazarienne n'est pas seulement accroché aux virgules comme à des clous, il procède du corps même de la langue. Cette prose utilise d'instinct toutes les incertitudes structurales, les illogismes de l'espagnol, comme des glissements expressifs et elle nous fait passer, sans qu'on s'en aperçoive, d'un lieu à l'autre, d'une atmosphère à l'autre. Elle nous retourne lentement, insensiblement, et tels des personnages de dessins animés, nous ne tombons dans l'irréel que lorsque nous regardons nos pieds, alors que depuis longtemps déjà nous marchons dans le vide ou la tête en bas... Il est absolument nécessaire que le traducteur perçoive, décode et transpose tous ces déplacements.

La tension nécessaire fut telle tout au long des cinq cents pages de Marelle que j'en tombai comme malade et qu'il me fallut confier les cent pages des « Marelliennes » à Françoise Rosset pour pouvoir remettre le manuscrit à temps. L'achèvement de *Marelle* avait laissé Cortazar exsangue. Le mot n'est pas trop fort. *« Rien ne vous tue un homme comme d'être obligé de représenter un pays »*, dit Jacques Vaché en exergue du roman, et aucun autre livre de Cortazar ne fut autant sa substance même. Au point que de l'écrire changea sa vie.

Mais la grande leçon de traduction, je la pris avec les contes brefs. Cortazar m'expliqua, au gré des nécessités et bien avant qu'il ne l'écrivît, sa théorie des contes *« contre la montre »*. De par leur intensité, ils doivent arriver au plus tôt à couper le souffle au lecteur. Or cette intensité suppose *« l'élimination de toutes les idées intermédiaires, de tous les remplissages, explications ou phrases de transition que le roman demande »*. C'est dire encore que le traducteur devra veiller, lui aussi, à n'ajouter aucune surcharge, aucun exotisme inutile qui risquerait de distraire le lecteur et de le *« déshypnotiser »*.

Autre labeur : pour rendre avec toute l'ambiguïté, toute l'obscurité voulue, les passages-clefs de certains contes, il me fallait d'abord les comprendre. Inutile dans ces cas-là de compter sur Cortazar. Il s'enfermait dans un *« mais puisque je ne les comprends pas moi-même ! »* et il jurait les avoir écrits *« sous la dictée »*, en des moments de rapidité fulgurante où c'était *« presque la machine seule qui écrivait »*. Alors nous nous livrions, sa femme, mon mari et moi, à une exégèse laborieuse, timide d'abord, puis exaspérée, car Julio, un verre de whisky à la main, nous écoutait en se marrant. C'est ainsi que parfois purent être tout de même éclaircis certains mystères...

Mais pas celui de sa connivence avec l'invisible ou le moins visible.

« Il ne faut pas vous souvenir de moi », dit le Minotaure dans *les Rois*, au moment de mourir. *« Le souvenir, réflexe insensé de la chair ! Je me perpétuerai mieux que par lui. »* Et déjà Julio Cortazar, l'ami inépuisablement vivant, se perpétue dans notre fibre même, dans l'impulsion nouvelle qu'il a donnée à notre pouvoir d'imaginer.

L. G.-B.

● **Plusieurs hommages à Julio Cortazar sont prévus avant la fin d'avril :**

– Au Théâtre de la commune d'Aubervilliers, Gabriel Garran annonce, dans le cadre d'une « Semaine pour l'Argentine », une soirée en son honneur, avec la participation, notamment, du Quarteto Cedron et de l'écrivain paraguayen Ruben Barreiro Saguier (mercredi 25 avril, à 21 heures) ;

– A l'UNESCO, une « Célébration Julio Cortazar » réunira le Quarteto Cedron, Miguel Angel Estrella, Michel Portal, etc., et présentera des extraits du film de Alan Caroff et Claude Namer : *Topographie pour un regard, Julio Cortazar* (lundi 30 avril, à 19 heures. Maison de l'UNESCO, salle 1).

■ **MORT DE LA CHANTEUSE QUÉBÉCOISE AGLAÉ.** – La chanteuse québécoise Aglaé est morte, jeudi 19 avril, dans un hôpital de Montréal, à l'âge de cinquante ans. Aglaé – de son vrai nom Jocelyne des Lonchamps – avait fait carrière en France dans les années 50 avec des chansons comme *la Sauvage du Nord* et *L'amour m'a donné*.

■ **LA SACEM ET LES DISCOTHÈQUES.** – Le tribunal de grande instance de Paris a condamné la société exploitant le club Saint-Hilaire à régler à la SACEM près de 800 000 francs de droits d'auteur pour l'utilisation d'œuvres musicales de mars 1979 à fin 1982.

■ **RÉOUVERTURE DE LA TOURETTE.** – Le couvent de Sainte-Marie de la Tourette, chef-d'œuvre de Le Corbusier, est à nouveau ouvert au public les samedis et dimanches jusqu'au 1er novembre, sous la conduite de jeunes architectes. Des visites sont également organisées pendant les périodes de vacances.

★ L'Arbresle, tél : (74) 01-01-03.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA GUERRE DE CENT ANS Première semaine – Athénée (742-67-27), sam. 20 h 30.

LA TROISIÈME JAMBE DU CARROSSE – Bec Fin (296-29-35), sam. 20 h 45.

LES ŒUFS DE L'AUTRUCHE – Madeleine (265-07-09), sam. 20 h 45, dim. 15 h.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), Dim. 14 h 30 (Dern.) : *Est-il bon ? est-il méchant ?*

TEP (364-80-80), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : 325 000 F.

BEAUBOURG (277-12-33). – Cinéma-vidéo, sam., dim. 10 h 30 à 21 h 30 : Présentation de la vidéo « The West », de S. et W. Vasulka. – Nouveaux films BPI : sam., dim. 16 h : Musiques du Mali : les gens de la parole (J.F. Schiano) ; à 19 h : Canne amère (J. Ancelin) ; Les sam. dim. 15 h : Etienne Martin : Demeures et autres lieux de l'imaginaire ; à 18 h : Ugo Nespolo. – Les enfants de l'immigration : sam. 15 h : Ballet d'enfants, Association culture berbère ; à 19 h : « Les déracinés », théâtre Adedrinke ; dim. 19 h : « Gene Everett and T. Birds » (rock).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30 : Shankai Juku ; sam. 18 h 30 : Momix dance theatre.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34) sam. 20 h 30 ; dim. 16 h ; Les liaisons dangereuses.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34) sam. 21 h 30 : la Nuit des assassins.

AMERICAN CENTER (321-42-20), sam. 21 h : Cold Harbor (avec B. Raymond).

ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-71) sam. 20 h 45, dim., 15 h : Nos premiers adieux.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h : le Président Hautecœur.

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), sam. 20 h 30 : le Malentendu ; dim., 16 h : *Des fabliaux à Molière.*

BOUFFES PARISIENS (296-60-24) sam. 21 h : les Trois Jeanne.

CALYPSO (272-25-95) sam. 20 h : le Suicidaire.

CARTOUCHERIE, Th. du Soleil (374-24-08), sam. 18 h 30 ; dim. 15 h : Henri IV. – Tempête (328-36-36) sam. 21 h, dim. 16 h : le Retour d'Iphigénie. – II. Sam. 20 h 30, dim., 15 h : Antigone.

CENTRE MANDAPA (589-01-60) sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Epopée de Gilgamesh (dern.).

C.I.S.P. (341-85-15) dim. 20 h 30 : le Cache-cœur.

CITHEA (357-99-26), sam. 22 h, dim. 20 h : L. Semonin. – II. Sam. 20 h : la Madeleine Proust en forme.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Chacun sa vérité.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) sam. 20 h 30, dim., 15 h 30 : les Aventures de la villégiature.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Marchands de gloire.

DAUNOU (261-69-14) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : S.O.S. homme seul.

DÉCHARGEURS (236-00-02) sam. 19 h : Gide 84 ; 20 h 30 : Gertrud, morte cet après-midi.

ÉDOUARD-VII (742-57-49) sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désiré.

EPICERIE THEATRE (272-27-05) sam. 19 h : Imprévu pour un privé.

ESPACE GAITÉ (327-95-94) sam. 20 h 30, dim. 15 h : le Bouc.

ESPACE KIRON (373-50-25), sam. 20 h 30 et 22 h 30, dim. 15 h et 17 h : Extravagances (Cie Ph. Genty, Th. Mazarf...) (dern.).

ESPACE MARAIS (584-09-31) sam. 22 h, dim. 18 h : Adam et Eve et le Troisième Sexe.

ESSAION (278-46-42) I. Sam. 20 h 30 : Oreste ne viendra plus. – II. Sam. 17 h 30, 20 h 30 : Chant dans la nuit.

FONTAINE (874-74-40) 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) sam. 20 h 45, dim., 15 h : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51), sam., dim. 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) sam. 20 h 30, dim. 18 h 30 : Deux vieux panique.

HUCHETTE (326-38-99) sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34) sam. I. 18 h 30 : Tête de faune (dern.) ; 20 h 15 : *l'Ambassade* ; II. *20 h 15* : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : la Panthère bleue ; Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : le Drap de sable.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61) sam. 20 h 30 : Chants mêlés ; sam. 22 h : le Shaga.

MAISON HEINRICH HEINE (365-15-73) sam. 20 h 45, dim. 16 h : la Noce chez les petits-bourgeois.

MARAIS (278-03-53) sam. 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (508-17-80), sam. 22 h : l'Echo du silence.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Don d'Adèle.

MATHURINS (265-90-00), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : la Femme assise.

MAUREL (255-45-55), dim. 15 h : Betrayal. Sam. 20 h 30 : Suddenly Last Summer.

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-45-30), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 17 h et 21 h, dim. 16 h : Tchin tchin. – Petite salle, sam. 21 h (dern.) : le Journal d'une femme de chambre.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteau (241-31-53), sam. 20 h 30, dim. 16 h : On a tous les jours cent ans. – II. (387-71-31), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Roméo et Juliette.

PLAISANCE (320-00-06), sam. 20 h 45 : la Pierre de la folie.

POCHE (548-92-97), sam. 20 h : Molly Bloom ; 21 h : l'Elève de Brecht.

PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53) sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h : K 2.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : la Salle des profs.

RENAISSANCE (208-18-50) sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h : Noix de coco.

SAINT-GEORGES (878-63-47) dim. 21 h : Théâtre de Bouvard.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. Sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours. – II. Sam. 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), sam. 16 h 45 et 21 h : Y'en a marr... ez vous.

THÉATRE 18 (226-47-47), sam. 21 h : dim. 16 h : Ne m'appelez jamais nègre.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE NOIR (346-91-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : l'Œuf de Colomb.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), sam. 21 h : Fils de butte ou les Seigneurs de Montmartre.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), sam. 17 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : la Lanterne magique de Prague

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), sam. 21 h : Médée.

TOURTOUR (887-82-48), sam. 20 h 30, dim. 17 h : les Elles et les Eux.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam. 20 h 15 : Acteur... est acteur... est acteur ; 20 h 30 : la Pêche à la mouche.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 18 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : l'Etiquette.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45). sam. 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX-ANES (606-10-26) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : l'Impôt et les Os.

La danse

LA FORGE (371-71-89), sam. 20 h 30 : D. Petit et S. Lacy ; dim. 20 h 30 : Tangente Dance actuelle (Tompkins).

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03) sam., dim., 15 h : Ballets Moisseiev.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), sam. 20 h : Les étoiles et le ballet de l'Opéra de Paris.

Opérettes, Comédies musicales

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : l'Amour à Tahiti.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), sam. 20 h 45, dim. 16 h : Graeme Allwright.

CASINO DE PARIS (874-26-22), sam. 16 h : Hair 84.

ESSAION (278-46-42), sam., dim. 18 h 30 : François Petitpas.

FORUM (297-53-47), sam. 21 h : Vitorino, F. Marques.

OLYMPIA (742-25-49) sam. 20 h 30, dim. 17 h : Michel Leeb (dern.).

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 21 h, dim. 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on Ice.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Secrets (dern.).

TRISTAN BERNARD (522-08-40), sam., dim. à 15 h : le Parapluie volant ; sam., dim. 20 h 45 : Marotissimo.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam. 20 h : E. Martinez ; 22 h : Josefina ; 24 h : D. Farias, R. Barbera.

Les concerts

SAMEDI 21

Cité Internationale, grand théâtre, 20 h 30 : Orchestre O. Guion ; Chœurs H. Niquet (Schubert).

Péniche-Opéra, 21 h : (Meyerbeer).

DIMANCHE 22

Péniche-Opéra, 17 h : Quatuor Viotti, H. Hubeau (Franck, Pierné, Saint-Saëns).

Eglise St-Merri, 16 h : M. Piketty, J. Chalmey (Beethoven, Bach, Fauré)

Chapelle St-Louis de la Salpêtrière 17 h : Ensemble instrumental et chants Almerie (Haendel, Leclair, Clerambault).

Conciergerie, 16 h : Ensemble instrumental Arts baroques (Bach).

Th. du Rond-Point, 11 h : A. Noras, B. Rigutto (Beethoven, Rachmaninov).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHERE (331-90-76), sam., 20 h 30 : Ribour Trio ; 22 h 30 : Visa.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., 21 h 30 : M. Saury (dern.) dim., 21 h 30 : Bert de Kort Quartet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) sam., 22 h 30 : P. Blain.

CIRQUE D'HIVER (700-12-25), sam., 17 h : Witchcraft, Vulcain.

CITHEA (357-99-26), sam., 20 h : Salsa y Control.

DUNOIS (584-72-00), sam., 20 h 30 : S. Kassap/H. Texier/G. Baby.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), sam. et dim., 22 h : R. Cabarius ; sam., 24 h : M.-B. Stevens ; dim., 24 h : C. McPherson, A. Sanders.

NEW MORNING (523-51-41), sam., 21 h 30, Azuquita y su Mélao.

NOTES BLEUES (589-16-73), sam., 21 h 45 : Lito, J. Mareg, P.-J. Gaucher.

PHIL'ONE (776-44-26), sam., dim., 22 h : Ekambi Brillant.

PETIT JOURNAL (326-28-59), sam., 21 h : Jazz Group de Bretagne.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim., 23 h : D. di Piazza, K. Mansour, O. Hutman, T. Rabeson.

SAVOY (277-86-88), sam., 21 h : S.S. et A. Levitt, R. Del Fra, A. Jean-Marie.

SLOW CLUB (233-84-30) sam., 21 h 30 : Bert de Kort Quartet (dern.).

SUNSET (261-46-60) sam., 23 h : M. Godard, P. Gritz, Ph. de Shepper (dern.).

TANIERE (337-74-39), sam., 20 h 45 : J.-B. Emery.

TOUR EIFFEL, 1er étage, sam., 20 h : Etron fou, Leloublan.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) sam., 22 h : C. Colmant, H. Sage.

Samedi 21 - dimanche 22 avril

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 21 AVRIL

15 h, Hommage à Elvis Presley : Bagarres au King Creole, de M. Curtiz ; 17 h, Cinéma japonais : Au gré du courant, de M. Naruse ; 19 h 15, Fleuve de la nuit, de K. Yoshimura ; 21 h, Hommage à Mohammed Lakhdar Hamina : Chronique des années de braise.

DIMANCHE 22 AVRIL

15 h, Billancourt-cinquante ans de décors : le Chevalier des sables, de V. Minnelli ; 17 h 15, l'Escalier, de S. Donen ; 19 h, Cinéma japonais : Passions juvéniles, de K. Nakahira ; 21 h, Printemps précoce, de Y. Ozu.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 21 AVRIL

15 h, Phantom Ship, de D. Clift ; 17 h, le Salaire du péché, de D. de la Patellière ; 19 h, Hommage à Alexander Kluge : Ferdinand le Radical ; 21 h, Ulysse, de J. Strick.

DIMANCHE 22 AVRIL

15 h, le Roman de Al Jolson, de A. E. Green ; 17 h 15 : Ce soir ou jamais, de M. Deville ; 19 h, Hommage à Alexander Kluge : Travaux occasionnels d'une esclave ; 21 h, Impétueuse Jeunesse, de Cl. Brown.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. *) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'AFFRONTEMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-08) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-49) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).

L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysée Lincoln, 8e (359-36-14).

L'ASCENSEUR (Holl., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BIQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-46-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (545-35-38).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; Rialto, 19e (607-87-61).

CARMEN (Franco-It.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yougoslave) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

CLIN D'ŒIL (Fr. : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

DEAD ZONE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

L'EDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

L'ENFER DE LA VIOLENCE (**) (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Calypso, 17e (380-30-11).

FEMALE TROUBLE (**) (v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Logos, 5e (354-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

GORKY PARK (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76).

GUERRES FROIDES (Ang., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

LAISSE BÉTON (Fr.), Studio St-Séverin, 5e (354-50-91) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).

LE JOUR D'APRÈS (A., v.f.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

LE JUGE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE LÉOPARD (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LETTRES D'AMOUR PERDUES (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LOUISIANE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85).

MEGAVIXENS (A., v.f.) (**) : Septième Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES MORFALOUS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

NEW-YORK NIGHTS (A. v.o.) (**) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PEPPERMINT FRIEDEN (All., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

POLAR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Olympic, 14e (545-35-38).

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

RISKY BUSINESS (A., v.o) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

SANS TÉMOINS (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

SCARFACE (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR 80 (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

STAR WAR LA SAGA (A.) la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE TEMPS DE LA REVANCHE (Argentin, v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

THE WIZ (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93).

TIME RIDER, LE CAVALIER DU TEMPS PERDU (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Templiers, 3e (271-84-56).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr., vers. Delavault) : St-Ambroise, 11e (700-89-16). – Vers. Gal : Ciné Beaubourg (Hsp), 3e (271-52-36). Vers. Saurova : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Hasp Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-30-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (703-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Passy, 16e (288-62-34).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA VILLE BRULÉE (Esp. v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

WEND KUUNI (Haute-Volta) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

YENTL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-42-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

BREAK DANCE ET SMURF, comédie musicale italienne de Vittorio Desisti, v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

ÉCOUTEZ BIZEAU/ÉCOUTEZ MAY PIQUERAY, films français de Bernard Baissat : Saint-André des Arts, 6e (326-46-18).

LES FAUVES (**), film français de Jean-Louis Daniel : Forum, 1er (297-53-74) ; Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

OSTERMAN WEEK-END (**), film américain de Sam Peckinpah, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Passy, 16e (288-62-34). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Les Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

RETOUR VERS L'ENFER, film américain de Ted Kotcheff, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Images, 18e (522-47-94).

VIVA LA VIE, film français de Claude Lelouch : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3694

HORIZONTALEMENT

I. Une femme à qui on fait porter le chapeau. – II. Qui sont donc arrivées comme des fleurs. Grand quand on crache beaucoup. – III. Dans une main où il n'y a pas de poil. Procéder à un troisième labour. Adverbe. – IV. Utile en cas d'embarras. Pour lier. La fin de tout. – V. Possessif. Saint-Louis, par exemple. Un liquide qui peut creuser. – VI. Nom qu'on donne à celui qui consolide les effets. Dieu. – VII. Qualifie une balle mal lancée. Peut assombrir autant que la jalousie. Fit entendre un son de cloche. – VIII. Objet de ressentiment. Qui auraient besoin de repos. Participe gai. – IX. Croix. Petites misères. Vieux poètes. – X. Un beau brun. Fut un exemple pour les coiffeurs. Pronom. – XI. Lac d'Ecosse. Bouddha. Dans l'alternative. – XII. Pronom. Un interlocuteur pour Platon. Nommé. – XIII. Se servir. On ne peut plus éclairer quand on en est privé. – XIV. Se mettent à l'intérieur des chaussons. Pas ordinaires. – XV. Qui ne manque donc pas de goût. Rivière du Congo.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I		■													■
II										■					
III				■							■		■		
IV						■			■			■		■	
V			■				■								
VI										■					■
VII				■						■					
VIII	■					■							■		
IX				■						■					
X					■		■						■		
XI					■			■			■	■		■	■
XII			■							■		■			
XIII					■										
XIV		■							■						
XV							■					■		■	

VERTICALEMENT

1. Est fait de plusieurs morceaux. Rond de cuir. – 2. Certaines sont vraiment sanguinaires. – 3. Très fort. On choisit les plus beaux quand on est de la partie. Est difficile à plaquer. – 4. Son jour est férié. Tient à l'œil. Doit endormir avant d'opérer. – 5. Faire venir le tout. Pronom. – 6. Mot de charretier. Endroit où l'on voit le jour. Plus il est grand et plus il est diminué. – 7. Pays. Un dieu qui ne manquait pas de souffle. Enlevée. – 8. Un endroit où tout le monde commande. Qui a de solides attaches. – 9. Baie du Japon. Peuvent être exercées par un groupe. – 10. A deux côtés. Pas annoncé. Un agrément d'autrefois. – 11. Conjonction. Dessous de table. Ancienne mesure. – 12. Opération postale. Qui en font voir de toutes les couleurs. Grecque. – 13. Possessif. Passe à Evreux. Pas satisfaite. – 14. Un étranger. Sur l'étang de Berre. Circulent en Roumanie. – 15. Qui peut donc flamber. Qui n'a pas besoin de compter. Un château sur l'Indre.

Solution du problème n° 3693

Horizontalement

I. Apprêteur. – II. Céramiste. – III. Trident. – IV. Ictère. Eu. – V. Oh ! . Sit-in. – VI. Nez. Tord. – VII. Neutre. Ho !. – VIII. Trismus. – IX. Ih. Os. Ame. – X. Rogne. Rée. – XI. Epiceries.

Verticalement

1. Actionnaire. – 2. Perchée. Hop !. – 3. Prit. Zut. GI. – 4. Rades. Tronc. – 5. Emeri. Risée. – 6. Tinettes. – 7. Est. Io. Mari. – 8. Ut. Enrhumée. – 9. Reçu. Dosées.

GUY BROUTY.

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 21 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : l'Amant de Bornéo.
De R. Ferdinand, mise en scène de M. Roux, avec C. Maurier, M. Roux, J.-L. Delage... (Redif.).
Un homme, par amour fou pour une comédienne, se fait passer pour un provincial.

22 h 20 Droit de réponse ou l'esprit de contradiction.
Emission de Michel Polac. Littérature : vive les étrangers.
Autour du roman étranger.

0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2.

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
De M. Drucker.



Autour de Franck Pourcel, France Gall, Dick Rivers, Chagrin d'amour...

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Rockline, *avec Jones Boys, Matt Bianco, Carmel, Blancmange, Wang Chung...* ; Taxi girl, *d'Alain Wais, avec Mirwais et Daniel.*

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.

21 h 25 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Emission de P. Sabbagh.
Avec Florence Brunold, Jacques Faizant, Jean Le Poulain et Jean-Louis Carré.

22 h 5 Journal.

22 h 25 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit dans son château des invités vedettes. Ambiance feutrée.

22 h 55 Musiclub.
Partita nº 3 en la majeur de Bach, par K. Richter, clavecin.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 30 Carrefour de l'outre-mer.
18 h Troisième rang de face.
Actualité des spectacles
18 h 30 Présence du cinéma.
18 h 55 Atout pic.
19 h Informations.
19 h 35 Clip-clap.
Panorama de la chanson et du cinéma français.
19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

20 h « La Belle au bois », de Jules Supervielle, adapt. J. Camp. Avec N. Nerval, D. Ajoret.
21 h 50 Musique : cycle d'orgue du Festival d'Avignon 83.
22 h 30 La vie animale en péril : les zoos peuvent-ils préserver les espèces ?
23 h Pâques orthodoxes : service de nuit pascal, transmis de la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevsky, à Paris.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Triptyque*, de Mercure, *Symphonie fantastique*, de Berlioz ; *le Sacre du printemps*, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de Montréal, dir. C. Dutoit.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : le club des archives – Ferenc Fricsay ; à 1 h, l'arbre à chansons.

Dimanche 22 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h 45 Téléfoot.
9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante. (en Eurovision).
Culte de Pâques, en direct de l'église évangélique réformée de Saint-Matthieu, à Lausanne (Suisse).
11 h En Eurovision : Messe de Pâques célébrée par le pape Jean-Paul II sur le parvis de la basilique Saint-Pierre de Rome, suivie de la bénédiction papale « *urbi et orbi* ».
12 h 30 Clôture de la porte sainte.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Hip-hop.
Magazine du smurf...
14 h 35 Champions.
Variétés, divertissement, avec M. Torr, G. Gaynor... et sports : tennis, finale du tournoi de Monte-Carlo ; arrivée des 24 heures moto du Mans.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h Série : Ike.
19 h Sept sur sept.
Magazine de l'actualité de la semaine, de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Le grand témoin est M. Gilbert Trigano ; la télévision des autres : Disney Channel ; reportages : les nouveaux pauvres ; vivre à Belfast.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Ils sont grands ces petits.
Film français de Joël Santoni (1979), avec C. Deneuve, C. Brasseur, C. Pieplu, E. Darlan, J.-F. Balmer (Redif.).
Un jeune homme et une jeune fille se servent d'un robot et de gadgets électroniques pour lutter contre un promoteur immobilier. Comédie burlesque, relevée d'un grain de science-fiction et de poésie.
22 h 5 Sports dimanche.
22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Récré A 2 : Candy.
10 h Les chevaux du tiercé.
10 h 30 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 30 : Série : Les petits génies ; 15 h 20 : L'école des fans ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Thé dansant.
17 h 10 Série : Toutes griffes dehors.
18 h Dimanche magazine.
Nicaragua, des Indiens contre Sandino ; voile : les mercenaires au long cours ; exil : Cuba no, Miami si.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 35 Jeu : La chasse aux trésors.
A Sydney (Australie).
21 h 40 Document : Théodore Géricault.
Les hommes et les chevaux sauvages, réal. L. Megahey.
22 h 35 Musique : Opus 84.
Emission de E. Ruggiéri.
La création d'Aïda, de Verdi, à Bercy.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Images du Portugal.
10 h 30 Mosaïque. Emission de l'ADRI.
Dixième anniversaire de la révolution portugaise ; avec J. Dutronc, A. Perez, T. Oksan...
14 h 20 Objectif entreprise.
17 h 15 Document : Messe pour Rome. Réal. Carlo Bavagnoli.
A l'occasion de la messe de Pâques, une promenade dans la Rome légendaire, à la chapelle Sixtine, en musique avec la Messe en si mineur *de Bach et* la Passion *de Verdi.*
18 h 20 Emissions pour la jeunesse.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h Paul Hogan Show.
20 h 35 Histoire de la photographie : réalisme et illusion.
Série de F. Gruère.
Interviews de grands photographes J.-L. Sieff, H. Newton, D. Michals, L. Fonssagrives-Penn, Y. Karsh, P. Horst.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
« Une histoire dérisoire », de M. Campioli et T. Mesny.
22 h 5 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle Greta Garbo) : la Reine Christine.
Film américain de R. Mamoulian (1933), avec G. Garbo, J. Gilbert, I. Keith, L. Stone, E. Young, C. Aubrey Smith (v.o. sous-titrée. N.).
Christine, reine de Suède, tombe amoureuse de l'ambassadeur d'Espagne avec lequel elle a passé, incognito, une nuit dans une auberge. Une aventure romantique, mettant en valeur l'extraordinaire photogénie et le jeu de Garbo.
0 h Prélude à la nuit.
Prélude et fugue, *de Chostakovitch, par C. Joly, piano.*

FRANCE-CULTURE

12 h 05 Le cri du homard.
12 h 45 Musique : Libre-parcours récital : le jour où Paris s'offrit un Opéra (et à 16 h 5 et 23 h).
14 h 30 « La Comédie-Française présente : *Tristan l'Hermite*, pages oubliées, choisies par N. Guibert et J.-L. Rivière.
17 h 30 Rencontre avec... Catherine Chattard et Sophie Jacquin ; le Liban.
18 h 30 La cérémonie des mots : portraits croisés.
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros : poésie bengali.
20 h 40 Atelier de création radiophonique : bleu, blanc, beige et gris et rose... ou le ruban granitier breton, par Y. Paranthoen.
23 h Libre-parcours récital : les soirées d'un Parisien à l'Opéra.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Magazine international.
14 h 4 Programme musical : disques compacts ; œuvres de Rameau, Mendelssohn, Schubert, Purcell...
17 h Comment l'entendez - vous ? Schumann.
19 h 5 *Jazz vivant.*
20 h 4 Présentation du concert.
20 h 30 Concert : *Messe en sol mineur*, pour soli, chœur et Orchestre de Hesse par le chœur de l'Opéra national de Dresde et l'Orchestre de la Staatskapelle de Dresde, dir. H. Vonk, sol. M. Nador, U. Priew, A. Ude, T. Adam ; *Das Liebesmahl der Apostel*, de Wagner par le chœur d'hommes de la Radio de Berlin et de Leipzig, le chœur de l'Opéra national de Dresde et l'Orchestre de la Staatskapelle de Dresde, dir. H. Vonk.
23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris ; à 1 h, les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 23 AVRIL

TF 1	20 h 35 Cinéma : *L'homme tranquille*, de John Ford.
	22 h 45 « Etoiles et toiles », spécial Bette Davis.
A 2	20 h 35 L'Heure de vérité, avec Mgr Lustiger.
	21 h 50 « Emmenez-moi au théâtre », ballets de Balanchine.
FR 3	20 h 35 Cinéma : *O.K. Patron*, de Claude Vital.
	22 h 40 « Thalassa » : magazine de la mer.
	23 h 05 « Prélude à la nuit ».

● *Une radio marseillaise interdite.* – La radio locale privée marseillaise Fréquence-Sud, qui émettait depuis le 31 août 1981 sur 102 MHz, a reçu notification d'une interdiction d'émettre à dater du 17 avril émanant de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Celle-ci indique qu'il a été impossible d'intégrer Fréquence-Sud dans l'un des « *groupements rendus nécessaires par le nombre insuffisant de fréquences disponibles dans le département* » des Bouches-du-Rhône.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 22 AVRIL

– *M. Georges Fillioud*, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, est l'invité de l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.

– *M. Philippe Seguin*, député RPR des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale, participe au « Grand Jury RTL-*le Monde* » sur RTL à 18 h 15.

– *M. Edmond Maire*, secrétaire général de la CFDT, répond aux questions des journalistes du « Club de la presse », sur Europe 1 à 19 heures.

RADIOS LOCALES PRIVÉES

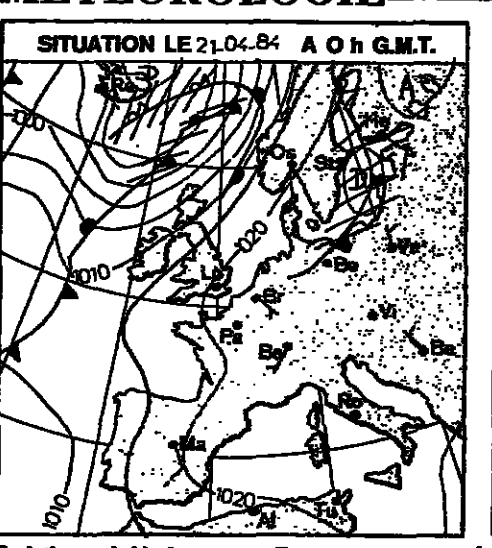
Le nouveau projet de loi va être soumis au Conseil d'État

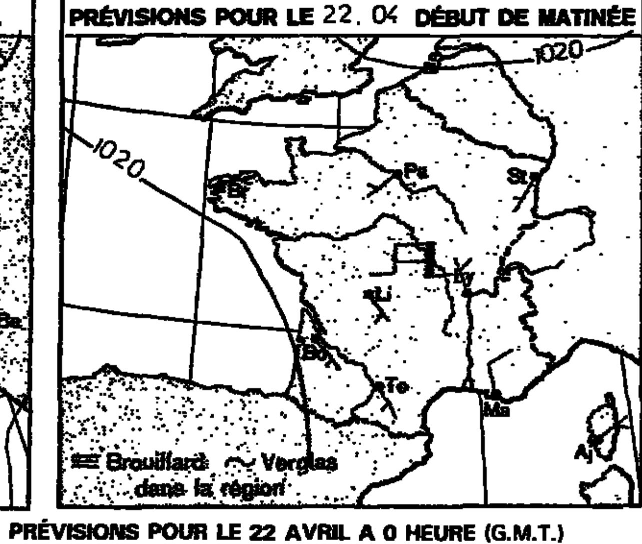
M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, met, actuellement, la dernière main, avec ses services, au projet de modification de la loi du 29 juillet 1982, introduisant la possibilité de recourir à la publicité sur les radios locales privées. Ce texte sera soumis, dès la semaine prochaine, au Conseil d'État pour avis.

Conformément à ce qui a déjà été annoncé, la nouvelle législation envisage de distinguer des radios purement associatives sans publicités qui pourraient continuer à bénéficier des aides publiques, et des radios à statut d'entreprise commerciale, qui, elles, seraient autorisées à diffuser de la publicité. Les modalités d'introduction des messages seront, en revanche, renvoyées à un décret qui sera publié ultérieurement. Le projet de loi comporterait aussi une partie consacrée aux sanctions pour non-respect de la loi, non seulement pour les responsables de radios « libres », mais aussi pour ceux d'autres moyens de communication audiovisuelle. Il s'agit de donner à l'État et à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle des moyens de contrôle et d'intervention accrus.

La commission consultative des radios locales privées (commission Galabert) a, d'autre part, adopté deux motions dans sa séance du vendredi 20 avril. Elle demande que la modification législative « *ne porte, en aucun cas, sur ce qui est l'esprit de la loi* » : « *Quelle que soit leur forme juridique, ces radios ne peuvent (...) avoir pour objet exclusif de distribuer des bénéfices et restent soumises à la nécessité de mettre en œuvre le projet socio-culturel qui a justifié l'abandon en leur faveur du principe du monopole du service public* ». La commission demande, en outre, à la Haute Autorité « *de ne pas interrompre le processus d'autorisation en ce qui concerne les demandes qui ont déjà fait l'objet d'un avis de la commission* ». Elle réclame aussi « *une vigilance particulière* » pour « *le respect des décisions prises* » par la Haute Autorité.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 21 avril à 0 heure et le dimanche 22 avril à 24 heures.

Les hautes pressions restent toujours bien installées sur la France, et les perturbations circulent à l'écart de notre pays.

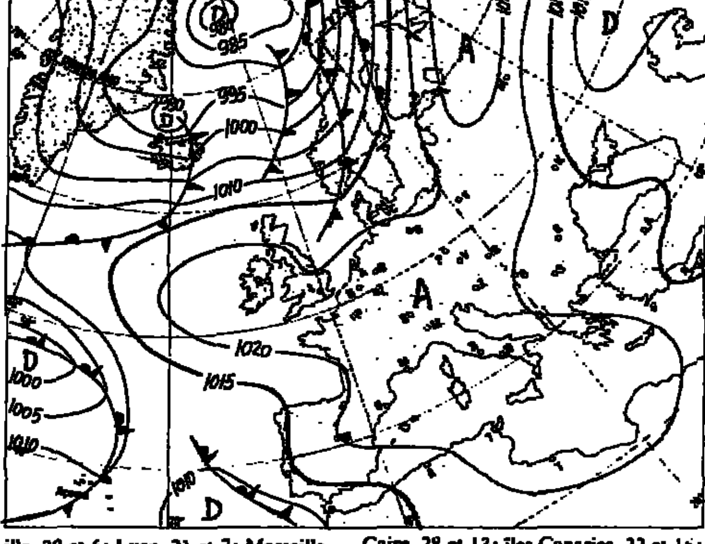
Dimanche, un temps ensoleillé et chaud prédominera sur tout le pays : les températures minimales sous abri seront partout positives, voisines de 5 à 10 degrés dans l'intérieur, 10 à 15 degrés près des côtes. La hausse diurne des températures sera importante, et les maxima atteindront 20 à 25 degrés sur les régions situées au nord de la Loire, 22 à 26 degrés plus au sud (ils pourront même dépasser localement 30 degrés sur l'extrême Sud-Ouest).

Le vent sera faible, il soufflera de nord modérément dans la vallée du Rhône.

Lundi, la situation évoluera peu, avec le maintien d'un temps chaud et ensoleillé l'après-midi sur toutes les régions.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 21 avril, de 1 022,2 millibars, soit 766,7 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 avril ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 avril) : Ajaccio, 17 et 5 degrés ; Biarritz, 26 et 16 ; Bordeaux, 26 et 10 ; Bourges, 21 et 5 ; Brest, 20 et 11 ; Caen, 21 et 6 ; Cherbourg, 19 et 8 ; Clermont-Ferrand, 23 et 8 ; Dijon, 20 et 4 ; Grenoble-St-M.-H., 24 et 5 ; Grenoble-St-Geoirs, 21 et 5 ; Lille, 20 et 6 ; Lyon, 21 et 7 ; Marseille-Marignane, 19 et 6 ; Nancy, 19 et 1 ; Nantes, 23 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 11 ; Paris-Montsouris, 22 et 10 ; Paris-Orly, 21 et 7 ; Pau, 26 et 9 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 21 et 8 ; Strasbourg, 19 et 3 ; Tours, 21 et 5 ; Toulouse, 22 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 6 degrés ; Amsterdam, 17 et 5 ; Athènes, 16 et 9 ; Berlin, 16 et 9 ; Bonn, 18 et 1 ; Bruxelles, 19 et 5 ; Le Caire, 28 et 13 ; îles Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 13 et 1 ; Dakar, 24 et 21 ; Djerba, 19 et 10 ; Genève, 19 et 4 ; Jérusalem, 18 et 5 ; Lisbonne, 28 et 15 ; Londres, 20 et 6 ; Luxembourg, 17 et 7 ; Madrid, 24 et 7 ; Moscou, 8 et - 1 ; New-York, 14 et 8 ; Palma-de-Majorque, 20 et 4 ; Rome, 19 et 3 ; Stockholm, 7 et 5 ; Tozeur, 24 et 13 ; Tunis, 19 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 23 AVRIL

« Le château de Vincennes », 14 h 30, entrée porte du village, Mme Vermeesch (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, devant le Panthéon (Academia).

« Hôtels de Beauvais, Sens, Aumont, Marais », 15 h 15, 22, rue de Beautreillis (Mme Barbier).

« Chefs-d'œuvre de la peinture américaine, 1760/1910 », 11 h 15, Grand Palais dans le hall, Mme Ragueneau.

« L'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Ile de la Cité », 15 heures, 2, place Dauphine (M. Czarny).

« Restauration des hôtels du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« Salons du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Mme Hauller).

« Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 30, portail central (Lutèce-visites).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Les salons de l'hôtel de Lassay, résidence présidentielle », 15 heures, 2, place du Palais-Bourbon (Paris et son histoire).

« Le vieux Belleville et ses jardins », 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

MARDI 24 AVRIL

« L'art de la tapisserie à la manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Dubesme.

« La mosquée de Paris », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermite, Mme Legrégeois (Caisse nationale des monuments historiques).

« Monet et les impressionnistes », 14 h 30, 2, rue Louis-Boilly (Approche de l'art).

« Le village Saint-Paul au Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Mme Rojon).

CONFÉRENCES

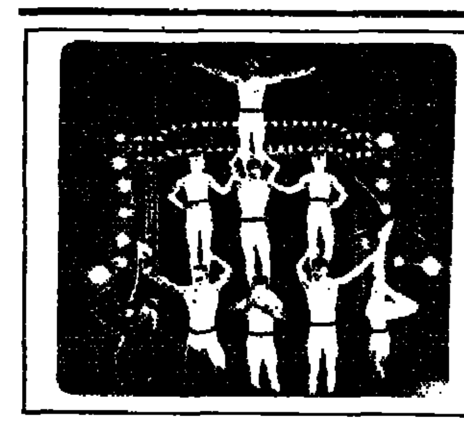
MARDI 24 AVRIL

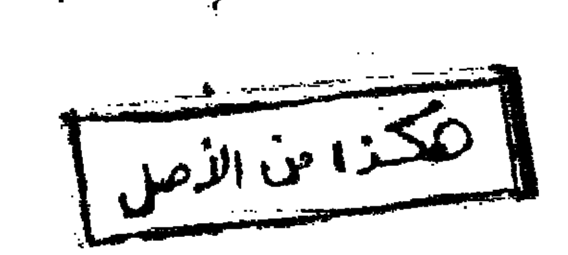
15 h, Centre Malraux, 78, boulevard Raspail, Mme Laffont : « La vie courante en Égypte antique » et par Pascal Soufflet : « Histoire du Moyen Age ».

18 h 30, salle paroissiale de Saint-Gabriel, 81, rue de la Plaine, Mme Schneider-Maunoury : « Le Sabbat » (montage audio-visuel).

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal officiel* du 21 avril publie la liste par catégories des armes à feu portatives et de leurs munitions.





Économie

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Nouveaux incidents dans les Ardennes

Le vendredi 20 avril dans la soirée, à Réhon, où s'étaient produits des incidents la veille, des sidérurgistes, le visage dissimulé sous des masques de carnaval, ont déposé des rouleaux de feuillards sur la chaussée, à proximité de l'entrée de l'usine. Jusque vers minuit, des manifestants, jeunes pour la plupart, au nombre de deux cents, stationnaient au carrefour principal, se réchauffant autour de carcasses de pneus enflammés. Aucun incident n'a eu lieu, les forces de police ne sont pas intervenues, et la sortie des sidérurgistes des équipes d'après-midi s'est produite dans une ambiance détendue.

En début d'après-midi, les deux sidérurgistes qui avaient été interpelés après le début d'incendie de la maison du sous-directeur d'Usinor à Réhon, dans la nuit du 19 au 20 avril, avaient été remis en liberté.

A Vireux-Molhain (Ardennes), des affrontements se sont produits dans la matinée du 20 avril, entre les forces de l'ordre et des sidérurgistes, des ouvriers ayant mis en place un barrage face à l'usine de la Chiers. Un sidérurgiste a été interpelé. Vers 9 h 30, le contenu d'un camion a été renversé sur le port, et les gendarmes ont lancé de nombreuses grenades lacrymogènes. Les manifestants, se sont retranchés dans l'usine, et l'un d'entre eux, interpelé, a été remis en liberté en fin d'après-midi sur instruction du parquet. Au cours de l'après-midi, le calme revenait aux alentours de l'usine de la Chiers mais, peu avant minuit, des coups de feu étaient tirés en direction des forces de l'ordre sans qu'il y ait eu de blessés.

Sur l'autoroute, au péage de Saint-Avold (Moselle), des sidérurgistes de Sacilor-Gandrange ont arrêté les véhicules et demandé aux automobilistes de s'acquitter d'une aide de 10 F pour la caisse de lutte.

Vendredi, enfin, M. Jean Bornard, président de la CFTC, a été reçu par M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, qui n'aurait *« pas refusé la proposition d'une réunion d'évaluation du plan et de ses conséquences »*. La fédération CFTC de la métallurgie, dans un communiqué, a demandé que soit organisée *« une table ronde entre les organisations syndicales et les pouvoirs publics »*.

A MARSEILLE

M. Krasucki prononce un réquisitoire contre la politique gouvernementale

De notre correspondant régional

Marseille. – Plusieurs milliers de salariés du département des Bouches-du-Rhône ont manifesté, le vendredi 20 avril à Marseille, dans le cadre d'une journée d'action organisée par la CGT (*le Monde* du 20 avril). Le point fort en a été le discours, très critique à l'égard du gouvernement, prononcé sur la Canebière par M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, en présence d'une importante délégation du PC ayant à sa tête M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône et membre du bureau politique du PC. *« Disons-le sans détour* a notamment déclaré M. Krasucki, *les travailleurs ne s'y retrouvent pas dans les décisions économiques actuellement prises ou annoncées. Nous n'avons pas rêvé. Il s'agissait bien de maintenir et d'améliorer le pouvoir d'achat des salaires. Depuis, il diminue, et c'est pire cette année. Il s'agissait bien de reconstruire et de développer les industries françaises et de services publics pour faire reculer le chômage, reconstruire le marché intérieur, mieux placer la France sur le marché international. Mais c'est le contraire qui est décidé et qui se fait. Nous avons combattu durant de longues années contre la casse, et c'est à nous que l'on demande de l'accepter aujourd'hui. Il ne faut pas y compter ! Nous refusons le déclin industriel, parce qu'il conduit à trois millions de chômeurs et plus, parce qu'il conduit au désastre social. Nous n'admettons pas qu'on nous serve les prétextes trop longtemps entendus autrefois pour justifier le renoncement, et ce n'est pas en la baptisant modernisation que cela rend la chose meilleure. »*

« A moderniser à coups de hache, a lancé le secrétaire général de la CGT, *ils finiront par se retrouver au temps des cavernes. » Il est profondément choquant,* a-t-il poursuivi, *de voir ceux qui décident réellement des orientations du gouvernement, que la confiance populaire a portés au pouvoir pour entreprendre un changement véritable, retourner aux ornières d'hier et tenir le langage d'autrefois. Nous le disons avec toute la fermeté nécessaire : nous n'avons jamais donné et nous ne donnerons jamais de chèque en blanc à personne. Nous ne croyons personne sur parole, nous n'accepterons pas que l'on nous dise : vous n'y connaissez rien et que l'on mette les travailleurs devant le fait accompli. Ce n'est pas cela, la concertation ni la participation des travailleurs à la vie économique. Il n'y a pas les penseurs qui savent et les autres qui doivent s'incliner ! Il n'y a pas ceux qui gouvernent et détiennent seuls la vérité, et les gouvernés qui n'ont qu'à se taire et à subir (...). »*

Le secrétaire général de la CGT a estimé qu'il y avait *« un moyen de faire autrement »*. *« Quand la volonté réelle des travailleurs,* a-t-il déclaré, *s'exprime avec la force voulue – on l'a déjà vu dans le passé – il n'est dans le pouvoir de personne de l'ignorer. Sachons la faire grandir au point de devenir irrésistible. »*

M. Krasucki avait auparavant visité l'usine Ugine aciers de Fos-sur-Mer. *« Ici même,* s'était-il exclamé, au cours d'un bref meeting organisé à l'entrée du site sidérurgique, *c'est le comble de l'absurdité ! C'est au nom de la modernisation que l'on veut fermer l'entreprise la plus moderne de France et l'une des plus modernes au monde dans sa catégorie. »*

Le défilé des manifestants dans le centre de Marseille, de la Canebière à la Bourse du travail CGT, près de la porte d'Aix, s'est effectué dans le calme. Un petit groupe a cependant tenté d'enfoncer les portes de l'immeuble dans lequel sont situés les locaux de l'Union patronale des Bouches-du-Rhône, 16, place du Général-de-Gaulle, au bas de la Canebière. Le service d'ordre de la CGT est rapidement intervenu pour s'opposer à cette action.

Plusieurs slogans hostiles au président de la République ont été lancés par les manifestants, tels que *« Mitterrand au chômage ! »*, *« Mitterrand trahison ! »* ou encore, *« Mitterrand, gauche, gauche ! »*.

Interrogé sur sa présence au rassemblement et dans le cortège, M. Guy Hermier a estimé qu'il était *« en pleine conformité »* avec les déclarations qu'il avait faites la veille à l'Assemblée nationale au nom du groupe communiste. Selon le député des Bouches-du-Rhône, *« rien n'a changé »*. *« Nous l'avons dit très clairement,* a-t-il précisé ; *nous sommes avec les travailleurs dans la majorité pour avancer dans la voie de 1981. Nous sommes donc partout où cela peut être utile pour ce combat. »*

GUY PORTE.

● **1 347 suppressions d'emplois pourraient être annoncées chez Fiat-Unic-France.** – Un comité central d'entreprise sera réuni le 27 avril à Trappes pour discuter d'un projet de restructuration de cette filiale poids lourds de Fiat en France. 1 347 suppressions d'emplois seraient annoncées, dont plus de 1 000 à Trappes, les unités de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) et de Fourchambault (Nièvre) étant moins touchées.

● **ERRATUM.** – Dans l'article concernant les difficultés de Michelin publié dans *le Monde* du 19 avril, il fallait lire, s'agissant de la reprise des activités de Dunlop-France par Sumitomo : *« L'affaire ne sera définitivement conclue qu'après une période probatoire de six mois »*, et non d'un mois, comme il était indiqué par erreur.

MANIFESTATION DES OUVRIERS DE CITROEN A PARIS

M. Sainjon : *« La CGT continuera son action syndicale pour que l'espoir exprimé en 1981 soit respecté. »*

Environ mille cinq cents ouvriers (trois mille selon les sorganisateurs) des usines Citroën de la région parisienne, en majorité des immigrés, ont manifesté vendredi 20 avril, à Paris, contre les licenciements annoncés par PSA. Le cortège était conduit par MM. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, et les responsables du secteur automobile de cette fédération. Les manifestants, groupés sous des banderoles rappelant les revendications dans les différentes usines concernées (*« La Visa Diesel construite à Aulnay »*, *« Nanterre : maintenir la fonderie et la mécanique »*, *« Asnières : développement de la suspension hydropneumatique »*), ont défilé de la place Clichy à l'avenue Wagram, où se trouve le siège de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), aux cris de *« Non aux licenciements ! »*, *« Calvet* (le PDG de PSA), *ça suffit ! »*, *« Non à la casse de Citroën ! »*

Devant le siège de l'organisation patronale, où une délégation a été reçue brièvement, M. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat CGT d'Aulnay, a invité les manifestants à *« mener la lutte avec responsabilité et calme »*. De son côté, M. Sainjon a réaffirmé : *« Il n'y a pas de sureffectif chez Citroën, mais seulement une mauvaise politique qui fait peser plus de surexploitation sur les travailleurs... La lutte sera difficile, mais vous pouvez gagner face à une direction rétrograde. »*

Interrogé auparavant sur France-Inter après le vote de confiance à l'Assemblée nationale, M. Sainjon a souligné que *« la CGT continuera son action syndicale pour que l'espoir exprimé en 1981 soit respecté »*. Et il a ajouté : *« La CGT n'est jamais insensible aux problèmes politiques qui peuvent se poser. Il est important, dans ce pays, pour réussir, que l'union de la gauche se forge sur des bases claires, solides, de façon à avancer. » « Les travailleurs aspirent à un véritable changement »*, a-t-il poursuivi, estimant que *« dans la politique actuelle, menée par le gouvernement, il y a des points tout à fait inquiétants pour les travailleurs de ce pays et pour notre économie en général »*.

A l'usine Citroën de Levallois (Hauts-de-Seine) où un arrêt de travail était observé, des incidents se sont produits le 20 avril.

Selon la direction générale, cette grève a éclaté après deux bagarres qui ont opposé des travailleurs immigrés, à l'extérieur de l'usine. D'autre part, ajoute la direction, un agent de secteur de l'usine de Clichy (Hauts-de-Seine) a reçu un coup de couteau dans le dos, dans son bureau, donné par un ouvrier marocain.

Pour sa part, le syndicat CGT de l'usine de Levallois a affirmé qu'un *« commando de nervis »* avait blessé un militant CGT jeudi soir et que vendredi matin *« un membre du commando a récidivé en agressant un délégué du personnel CGT »*.

La CGT met en cause *« la responsabilité de la direction »* et appelle les travailleurs *« à garder le calme et à ne pas se laisser détourner de l'action engagée »* contre les suppressions d'emplois.

Enfin M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie (FGM-CFDT), a déclaré le 20 avril lors d'une conférence de presse à Paris que sa fédération dirait *« non aux licenciements »* dans l'automobile *« de la même manière que chez Talbot tant que l'horaire de la branche sera supérieur à trente-cinq heures »*.

« Chez Citroën, si on passe à trente-cinq heures, il n'y a pas de suppressions d'emplois et cela supprime le chômage partiel », a-t-il ajouté.

REPRISE DU TRAVAIL AU CENTRE DE TRI DE CAEN-GARE

L'intersyndicale et la direction départementale des postes ont signé un protocole d'accord

De notre correspondant

Caen. – Quinze jours après avoir voté la paralysie totale du centre de tri de Caen-Gare, les postiers ont repris leur travail à 20 heures, vendredi 20 avril.

Un protocole d'accord, signé dans l'après-midi par les délégués des trois sections syndicales (CFDT, CGT, FO) et le directeur départemental des postes, a mis fin à ce conflit vieux d'un mois.

Les négociations ont abouti sur quatre points : retrait des forces de police bloquant l'accès du centre depuis le 14 avril, engagement des syndicats de ne pas s'opposer à la reprise du travail ou au fonctionnement du centre, réalisation d'une étude d'effectifs par l'administration portant sur neuf postes, et négociation, dès la semaine prochaine, des conditions de retenue de salaires pour fait de grève. De plus, la direction a confirmé qu'il n'y aurait aucune *« nouvelle »* procédure disciplinaire engagée, autre que celle concernant M. René Blanchet, chef de centre (*le Monde* du 11 avril), et a considéré comme entériné le redéploiement de sept emplois sur les seize visés par le *« plan Daucet »*.

Les escadrons de gendarmerie mobile ont définitivement quitté les abords du centre de tri, avant que les brigades de nuit n'entament la première vacation.

B. L.

Un colloque organisé par « Droit social »

Les limites des pouvoirs des inspecteurs du travail

Le onzième colloque, organisé le 20 avril par *Droit social*, la revue animée par le professeur Jean-Jacques Dupeyroux, avait pour thème *« la sanction pénale du droit du travail »*.

Des exposés et des débats qui eurent lieu en présence de huit cents personnes, il ressortait que les procès-verbaux établis par les inspecteurs du travail, au nombre de 21 571 en 1982, ne représentaient que 2,68 % des infractions constatées dans les entreprises. Or le procès-verbal est, en droit du travail, le moyen d'alerte le plus grave mis à la disposition de l'inspection du travail, et l'on constate, à la lecture des statistiques du ministère, que 1 % seulement des infractions donne lieu à des condamnations pénales. Il s'ensuit que l'activité des inspecteurs du travail, plutôt que d'être répressive, se caractérise par la recherche de la conciliation et la prévention – le professeur Yves Gaudemet, puis le professeur Christine Laverges, qui abordèrent ces questions, mirent bien en évidence à la fois les limites des pouvoirs des inspecteurs du travail et leur volonté d'obtenir la fin d'une infraction constatée, sans pour autant recourir à la sanction pénale. Cela ne va pas, semble-t-il, sans poser quelques problèmes juridiques puisque les intervenants, puis les participants, s'interrogèrent longuement sur les valeurs des procédures les plus employées, à savoir la lettre d'observation adressée à l'employeur ou, encore, la lettre de mise en demeure.

Invité à prendre part aux travaux de la matinée, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, fit part d'autres préoccupations. Expliquant que l'application du droit pénal suppose *« aussi une pression sociale »*, il fit observer que le rôle dissuasif de la sanction s'exerçait plus facilement dans les grandes entreprises, où l'on trouve des sections syndicales. Aussi, pour faire appliquer le droit du travail dans les petites entreprises, le secrétaire général de la CFDT proposa la *« mise en place de structures paritaires d'examen »* qui auraient le mérite d'obliger ces employeurs à se conformer à la réglementation tout en limitant *« le recours au droit pénal »*.

Les nuages s'accumulent sur l'industrie française

(Suite de la première page.)

La conquête de l'Amérique moins bénéfique que prévu ; et le sauvetage financier et industriel de Kléber ont privé la firme des moyens nécessaires, et ses pertes se chiffrent à quelque 6 milliards en deux ans. Dans le même temps, le numéro un mondial et concurrent direct de Michelin, Goodyear, a réalisé en 1983 un bénéfice net de 300 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs).

Citroën est longtemps apparu comme à l'avant-garde technique de la profession : la « traction » en 1934, la DS 19 en 1955 et même la 2 CV, toujours vivace quarante ans après sa conception, ont été des révolutions dans un monde automobile qui n'en connaît guère d'autres que commerciales. L'accumulation des pertes (3 milliards de francs depuis 1980), le déclin commercial (7 points de parts de marché en dix ans) rendent nécessaires là aussi une réduction des effectifs de quelque 6 000 personnes. Et, au moment où la concurrence, hors de l'Hexagone, sort rapidement du rouge (Chrysler ne vient-il pas d'annoncer plus de 5 milliards de francs de bénéfices pour le seul premier trimestre de 1984 ?) et investit pour l'avenir, la marque à chevrons se dit incapable de sortir un nouveau modèle avant deux ou trois ans.

Les maîtres de forges du Creusot font aussi partie d'une mythologie du capitalisme français. Or voilà que le président-directeur de Creusot-Loire, M. Pineau-Valencienne, vient, pour la troisième fois depuis que la gauche est au pouvoir tendre sa sébile aux pouvoirs publics pour tenter d'obtenir une rallonge de 2 milliards de francs aux sommes déjà fournies à la fin de 1981, puis en novembre 1983. A croire que la première entreprise française de mécanique lourde – au bord du dépôt de bilan – regrette de n'avoir pas été rattachée en 1982 au secteur public, puisqu'elle demande aux banques nationalisées d'entrer massivement dans son capital.

Même lorsque les groupes français se redressent, bénéficiant tout à la fois de la reprise dans leurs branches et d'un allégement de leurs structures – c'est le cas de Pechiney, dont les pertes ne seraient finalement que de 425 millions de francs en 1983, ou de Rhône-Poulenc, avec ses 98 millions de francs de bénéfice, – la concurrence fait mieux : les grands de l'aluminium sont tous sortis du rouge, et, dans la chimie, Hoechst et Solvay annoncent des résultats brillants.

Pour les grands groupes français internationaux, les pertes accumulées signifient moins d'investissements que leurs concurrents, donc un avenir encore plus incertain. Et leur adaptation est compliquée par la politique parternaliste menée – au Creusot ou à Clermont-Ferrand – depuis un siècle.

La revue *Fortune* publie cette semaine le classement des cinq cents premières sociétés américaines. Pour la première fois depuis quatre ans, leurs bénéfices (68,8 milliards de dollars) n'ont pas été mangés par l'infation (ils ont augmenté de 8,6 % à dollar constant).

Certes, tout n'est pas noir en France. Les résultats de BSN sont là pour le prouver. Et tout n'est pas rose outre-Atlantique (soixante de ces cinq cents sociétés – chiffre jamais atteint jusqu'à présent – ont perdu de l'argent). Mais on ne peut que constater que l'écart s'accroît entre les entreprises destinées à participer à la même compétition, celle du marché mondial.

BRUNO DETHOMAS.

EN APPLICATION D'UN JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE

Les syndicats de l'ancien groupe Willot réclament 285 millions de francs à la compagnie Boussac-Saint frères

Contrairement à ce qu'avait annoncé la direction de la compagnie Boussac-Saint frères, qui gère en location-gérance l'ancien groupe textile des frères Willot, le jugement rendu le 16 mars dernier par le tribunal de commerce de Lille risque de la placer dans une situation financière des plus délicates, si elle ne fait pas appel rapidement de ce jugement. Les syndicats des anciennes sociétés du groupe mises en règlement judiciaire (Boussac-Saint frères et la Foncière et Financière Agache-Willot) viennent en effet de notifier à la compagnie l'obligation de leur rembourser avant la mi-juillet la somme de 285 millions de francs. Le tribunal de commerce, donnant ainsi raison aux frères Willot, qui réclament une modification des conditions de la location-gérance, a en effet ordonné la restitution aux syndics des anciennes sociétés de l'ensemble des valeurs disponibles et réalisables (comptes clients, locations d'immeubles, dividendes, cessions d'actifs) mises à la disposition de la compagnie aux termes du contrat de location gérance initial. Ces fonds, a précisé le tribunal, seront désormais perçus directement par les syndics.

La direction de la compagnie avait aussitôt précisé (*le Monde* du 22 mars) que cette décision serait *« sans incidence »* sur sa trésorerie, jugeant que les fonds qu'elle avait d'ores et déjà versé pour le compte des sociétés en règlement judiciaire excédaient le montant des valeurs qui avaient été mises à sa disposition en juillet 1982, et qu'elle était tenue de rembourser. Les syndics en ont apparement jugé différemment, puisqu'ils estiment à 285 millions de francs les valeurs à restituer (nettes des dépenses déjà effectuées). Si elle ne fait pas appel du jugement du tribunal dans les quinze jours, ce qui semble probable, la compagnie risque de voire l'équilibre de sa trésorerie sérieusement compromis. A moins d'un nouvel apport de fonds publics – sous forme d'avance en capital de son actionnaire principal le Sopari, filiale de l'Institut de développement industriel, – on ne voit guère comment la compagnie, qui continue par ailleurs à perdre de l'argent et doit faire face à d'importantes dépenses de restructuration, pourrait s'acquitter de ces obligations.

ELF a réalisé un bénéfice net de 3,7 milliards de francs en 1983

Le résultat net consolidé de la Société nationale ELF-Aquitaine (SNEA) s'est établi, en 1983, à 3 723 millions de francs, en hausse de 5,5 % par rapport à 1982. Elf réalise ainsi, une nouvelle fois, le plus important bénéfice des entreprises françaises. Ce résultat tient compte d'une perte de 1 300 millions, au titre de la chimie de base d'ATOCHEM et de ses filiales, nouvel ensemble qui regroupe ATO-Chimie, CHLOE-Chimie et les activités reprises à Pechiney, le 1er juillet 1983. Le chiffre d'affaires a atteint 134 milliards de francs, contre 114,8 milliards en 1982, soit une progression de 17 % ; hors chimie, la croissance a été de 10 %.

ELF précise que le déficit du secteur du raffinage reste très élevé, même s'il a pu être réduit par rapport à 1982. Le groupe a déprécié des actifs devenus excédentaires dans ce secteur et a procédé à un déstockage légèrement supérieur à l'année précédente.

Conformément aux décisions prises en assemblée générale extraordinaire, ELF va procéder à une augmentation de son capital en numéraire, réservé aux actionnaires, par création de 9 100 480 actions nouvelles, soit une nouvelle pour dix anciennes.

Le conseil d'administration proposera de porter le dividende net de 10,50 F à 12 F par titre de 10 F nominal.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 16 au 19 avril 1984

Résistant

AU risque de se répéter, il faut bien admettre, une fois de plus, que, en dépit d'un environnement boursier peu propice aux initiatives, le marché parisien a encore fait preuve d'une étonnante résistance au cours de cette semaine, ramenée à quatre séances en raison du long week-end pascal, la Bourse ne rouvrant ses portes que mardi prochain.

Ailleurs, c'est-à-dire essentiellement à Wall Street, les opérateurs craignent par-dessus tout que la Réserve fédérale ne prenne prétexte des dernières statistiques économiques, notamment la hausse du PNB américain supérieure aux prévisions (8,3 % au premier trimestre 1984, alors que les observateurs n'escomptaient que 7 % environ), pour estimer qu'il existe un réel danger de surchauffe. Le Fed pourrait alors décider de freiner la circulation monétaire, laissant du même coup filer les taux d'intérêt, qui ne demandent qu'à s'échapper (les fonds fédéraux, par exemple, se sont traités à 10 1/2 %, voire un peu plus en fin de semaine) sur le marché new-yorkais.

A Paris, l'aggravation du chômage, constatée au vu des chiffres de fin mars – sujet de polémiques sur le nombre de demandeurs d'emploi qu'il faudra comptabiliser à la fin de l'année, – a incontestablement été prise en considération au palais Brongniart, où l'on se demande encore si la dégradation du climat social ne contient pas en germe un facteur de déstabilisation.

Anticipant le scrutin de jeudi soir, lorsque députés socialistes et communistes devaient finalement voter la confiance au gouvernement, la communauté financière estimait que les ministres désignés par la place du Colonel-Fabien n'avaient aucun intérêt à faire cavalier seul en dépit des innombrables appels lancés par la base de leur électorat, mais le doute était permis jusqu'au dernier moment. A tel point que la rumeur d'un départ imminent des ministres communistes du gouvernement, qui circulait lundi soir dans les milieux financiers outre-Atlantique puis mardi matin sur les places asiatiques, a suscité un certain émoi avant que tout rentre dans l'ordre avec quelques coups de fil d'éclaircissement donnés de Paris. Pendant cet intermède, le franc français, que l'on aurait pu penser « attaqué » par ces « tuyaux », avait, au contraire, pris quelques longueurs d'avance. *« Maintenant que nous sommes habitués à leur présence, l'idée prévaut qu'il vaut mieux les voir groupés autour de François Mitterrand au conseil des ministres plutôt que de les reléguer dans l'antichambre, où ils auraient tôt fait de descendre dans la rue »*, explique un familier de la corbeille, plus enclin à commenter la conjoncture française que ces « escarmouches ».

Et de mettre en avant la légère amélioration des résultats financiers des entreprises françaises, telle qu'elle ressort de la dernière enquête de la Banque de France, alors que tout le monde craignait le pire pour leurs résultats de fin d'année... et pour leur politique en matière de dividende. Or, constate la Banque centrale, non seulement leur activité s'est accrue de près de 2 % en volume en 1983, mais la marge *brute* d'autofinancement, fortement dégradée l'année précédente, s'est sensiblement améliorée pour la majeure partie des firmes interrogées. De plus, et c'est sans doute un élément passé inaperçu au milieu de tous les commentaires relatifs à l'incontestable baisse de 0,3 % du pouvoir d'achat des ménages telle que l'attestent les derniers comptes de la nation, leur situation de trésorerie s'est également redressée en 1983 dans de nombreuses entreprises.

Il ne s'agit là, bien sûr, que de moyennes intéressant les sociétés qui emploient plus de cinq cents salariés (en dépit de leur souplesse d'adaptation, les plus petites PME ont davantage souffert de la crise), et nombreuses sont les entreprises qui ont mordu la poussière comme Maison Phénix, victime d'une chute du nombre de logements demandés l'année dernière (moins 17,1 %), nettement accentuée au cours des trois derniers mois, par rapport à l'année précédente, pour atteindre moins 20,9 %. Une dégradation qui se traduit pour ce grand constructeur de maisons individuelles (10 385 pavillons vendus, contre 11 505 en 1982) par un perte consolidée de plus de 35 millions de francs, alors que le précédent exercice de cette société, déjà mal en point, avait permis cependant de dégager un bénéfice de 21 millions de francs. De plus, Maison Phénix, qui avait été contrainte de réduire la rémunération de ses actionnaires au titre de 1982, se voit dans l'obligation de supprimer à présent le dividende 1983.

Une décision qui a fait grincer des dents en Bourse, où l'action a baissé de 4 % jeudi. Certes, le président Jean-Claude Romain a exprimé, devant le club Presse Finance, l'espoir qu'il plaçait dans le plan de restructuration – mis en place depuis deux ans – et qui a commencé à produire ses effets au niveau des coûts directs, sans permettre d'attendre pour 1984 autre chose qu'une *« année difficile »*. Heureusement, la firme a quelques motifs de satisfaction avec sa filiale américaine US Home, qui a permis de rapatrier l'année dernière 11 millions de francs de dividendes. Sur un chapitre plus hexagonal, les responsables de Maison Phénix ont constaté que les dernières dispositions annoncées par M. Paul Quilès, le ministre de l'urbanisme et du logement, notamment au niveau des prêts pour l'accession à la propriété, n'ont pas eu encore d'effet direct sur le niveau des commandes. Par contre, constate-t-on au siège du groupe, elles ont permis de faire baisser fortement les annulations en raison de l'effort consenti sur les taux d'intérêt, ce qui est un moindre mal quand on sait que, sur une centaine d'annulations de commandes concernant des maisons individuelles, environ 30 % d'entre elles sont dues à une brusque modification de la situation financière de la clientèle. Un phénomène directement lié à la « micronisation » du marché et confirmé tout récemment lorsque fut annoncé le énième « plan acier », entraînant aussitôt une réduction de moitié des commandes de Maison Phénix en Lorraine, première région concernée par le dispositif.

Egalement implanté sur ce marché, où il livre contre Maison Phénix et à son nouveau produit « Spacio » une vigoureuse offensive publicitaire, Bouygues a surveillé du coin de l'œil toute la semaine la remontée en Bourse de l'action Amrep, une société que le groupe de « Monsieur Francis » *entend bien rafler au plus juste prix – nul si possible* – après s'en être assuré le contrôle il y a maintenant une quinzaine de jours. Or, le cours d'Amrep a évolué à contrecourant ces derniers temps. On attendait un nouveau plongeon : le titre a non seulement refait surface, mais il s'est même distingué avec une hausse de 10 % lundi, suivie d'une afflux de demandes le lendemain, empêchant toute cotation (alors que le cours indicatif avoisinait les 280 F, contre 242 F la veille). Mercredi, Amrep gagnait 25 % environ pour se hausser jusqu'à 307 jeudi, dernière séance de cette semaine écourtée. Certes, la présence de rachats de la part de vendeurs à découvert explique ce mouvement paradoxal, mais certains habitués du marché subodorent déjà que Bouygues ne pourra pas se contenter d'une *« valeur à la casse »* pour s'approprier le troisième constructeur mondial de plates-formes, et que les nombreux actionnaires, répartis dans le public, pourraient finalement perdre un peu moins qu'ils ne le craignaient initialement.

Si Radiotechnique, Nobel Bozel, Manurhin, Poclain, Schneider, Générale biscuit, Michelin, ont subi quelques dégagements, d'autres titres, tels Lafarge Coppée, Casino, Carrefour, Club Méditerranée, DMC, se sont particulièrement bien comportés. Cette semaine, les actions françaises n'ont progressé que de 0,2 % (essentiellement à la séance de jeudi : + 0,9 %), mais le marché a conclu mercredi le mois boursier d'avril sur un gain de plus de 5 %, après deux mois de consolidation, l'indice se retrouvant, lui, à près de 9 % au-dessus de son niveau de début de l'année.

SERGE MARTI.

Banques, assurances sociétés d'investissements

Schneider a enregistré pour 1983 une perte de 148,62 millions de francs imputable à d'importantes provisions constituées pour dépréciation d'actif (224,68 millions) et à l'augmentation (200 millions) de la provision pour risques. Les comptes du précédent exercice avaient été légèrement bénéficiaires.

	19-4-84	Diff.
Bail Équipement	288	+ 15
Cetelem	401	+ 12
Chargeurs SA	327	– 17
Bancaire (Cie)	469	– 12
CFF	635	inch.
CFI	235	+ 5
Eurafrance	825	– 5
Hénin (La)	350	+ 9
Imm. Pl.-Monceau	275	– 5
Locafrance	318,90	– 0,10
Locindus	665	– 5
Midi	1 480	+ 20
Midland Bank	220	– 7
OFP (Omn. Fin. Paris)	860	inch.
Parisienne de réesc.	680	+ 1
Prétabail	930	+ 5
Schneider	104	– 14
UCB	270	+ 5

Mines, caoutchouc, outre-mer

Le déficit consolidé d'*Imétal* pour 1983 est de 570 millions de francs contre une perte également de 643 millions.

	19-4-84	Diff.
Géophysique	911	+ 16
Imétal	85,80	– 1,10
Michelin	822	– 39
MM Penarroya	61,30	– 2,70
Charter	36	– 0,50
INCO	133,50	– 9,10
RTZ	93,70	– 4
ZCI	2,79	– 0,01

Métallurgie construction mécanique

Porsche, le célèbre fabricant allemand de voitures de sport, franchit le pas. Ce groupe familial ouvre son capital au public. Trente pour cent des actions au nominal de 50 DM seront introduits le 25 avril sur les marchés de Francfort, Munich et Stuttgart au prix unitaire de 780 DM. Le produit de ce placement rapportera 327,6 millions de deutschemarks (984 millions de francs), mais sur cette somme 93 millions de deutschemarks (280 millions de francs) serviront à financer les investissements. Les 234,6 millions de deutschemarks restants (705 millions de francs) seront empochés par les membres de la famille *Porsche*.

Les nouveaux actionnaires savent donc où ira l'argent, et leurs titres ne leur donneront pas le droit de vote. En revanche, ils auront droit à un dividende prioritaire. Une façon comme une autre pour la famille de conserver le contrôle de l'affaire.

	19-4-84	Diff.
Alspi	88	– 0,70
Amrep	303	+ 83
Avions Dassault-B.	501	+ 11
Ch. France-Dunk.	580	+ 0,20
Chiers-Châtillon	32,50	+ 2,3
Creusot-Loire	39	+ 3,1
De Dietrich	370	– 0,5
FACOM	870	inch.
Fives-Lille	324	+ 12
Fonderie (Générale)	38	+ 2,5
Marine-Wendel	112,50	+ 13,5
Penhoët	568	– 8
Peugeot SA	232	– 2
Poclain	46,20	– 2,5
Pompey	128	– 2
Sagem	1 393	+ 13
Saulnes	23,50	+ 0,5
Valéo	275,50	– 3,5
Vallourec	66,90	+ 1,70

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	19-4-84	Diff.
4 1/2 % 1973	1 865	+ 24,90
7 % 1973	9 610	– 51
10,30 % 1975	91,90	– 0,10
PME 10,6 % 1976	91,90	inch.
8,80 % 1977	117,50	– 0,15
10 % 1978	90,60	– 0,20
9,80 % 1978	88,80	– 1,50
8,80 % 1978	92,25	+ 0,05
9 % 1979	86,75	inch.
10,80 % 1979	93,10	+ 0,15
12 % 1980	99,50	+ 0,20
13,80 % 1980	102,50	– 0,05
16,75 % 1981	110,20	– 0,03
16,20 % 1982	111,50	+ 0,15
16 % 1982	111,10	inch.
15,75 % 1982	109,20	inch.
CNE 3 %	3 489	+ 69
CNB bq. 5 000 F.	101,95	inch.
CNB Paribas 5 000 F	102,20	+ 0,10
CNB Suez 5 000 F	102,25	+ 0,10
CNI 5 000 F	101,95	– 0,02

Pétroles

Le bénéfice net de *Norsk Hydro* pour 1983 atteint 1 127 millions de couronnes (+ 41,9 %). Le groupe norvégien va créer une filiale en France.

	19-4-84	Diff.
Elf-Aquitaine	255	+ 12
Esso	605	+ 11
Francarep	380	– 5
Pétroles (Française)	252	+ 15,20
Pétroles B.P.	94,90	+ 3,90
Primagaz	231	+ 1
Raffinage	107,20	+ 2,40
Sogerap	504	+ 23
Exxon	396	– 10
Petrofina	1 435	– 30
Royal Dutch	515	– 21

Filatures, textiles, magasins

Docks de France a dégagé en 1983 un bénéfice net hors plus-values de 103,5 millions de francs (– 3,3 %). Le dividende net est de 34,50 F contre 33 F.

	19-4-84	Diff.
André Roudière	145	Inchangé
FF Agache-Willot	111	– 9
BHV	121,80	+ 1,90
CFAO	665	+ 20
Damart-Serviposte	1 500	– 9
Darty	937	+ 18
DMC	110	+ 10,10
Galeries Lafayette	194,80	+ 22,30
La Redoute	1 200	Inchangé
Nouvelles Galeries	93	– 0,20
Printemps	153	– 1
SCOA	66,40	+ 5,90

Alimentation

Le bénéfice net consolidé de *Nestlé* pour 1983 atteint 1,26 milliard de F.S. (+ 14,8 %). Le dividende est porté de 96 F.S. à 109 F.S.

	19-4-84	Diff.
Beghin-Say	280	– 1
Bongrain	1 660	– 10
BSN G.-Danone	2 600	– 25
Carrefour	1 800	+ 74
Casino	1 027	+ 67
Cédis	620	+ 10
Euromarché	723	– 22
Guyenne et Gasc.	315	+ 10
Lesieur	1 291	– 13
Martell	1 809	– 1
Moët-Hennessy	1 510	+ 1
Mumm	633	+ 40
Occidentale (Gle)	595	+ 17
Olida-Caby	294,50	– 0,50
Pernod-Ricard	755	+ 16
Promodès	1 498	– 37
Source Perrier	559	inch.
St-Louis-Bouchon	421	+ 1
C.S. Saupiquet	627	+ 32
Veuve Clicquot	1 995	+ 14
Viniprix	909	+ 9
Nestlé	23 780	– 210

Matériel électrique services publics

L'année écoulée a été difficile pour la *Radiotechnique* dont le bénéfice net (retraité) par action est tombé de 35,80 F (à structure équivalente) à 7,23.

Néanmoins les actionnaires toucheront un dividende net de 15 F (contre 22,50 F) qui sera prélevé sur le report à nouveau. L'exercice 1984 s'annonce lui aussi mauvais.

	19-4-84	Diff.
Alsthom-Atlantique	225	+ 7
CIT-Alcatel	1 296	– 53
Crouzet	115	– 7
Générale des Eaux	555	– 17
Intertechnique	1 520	+ 50
Legrand	1 860	– 20
Lyonnaise des Eaux	790	+ 20
Matra	1 465	+ 6
Merlin-Gérin	980	– 20
Moteur Leroy-Somer	420	– 18,50
Moulinex	105,50	+ 7,50
PM Labinal	369	+ 4
Radiotechnique	300	– 22
SEB	420,50	+ 2,50
Signaux	854	– 11
Téléméc. Electrique	1 670	+ 50
Thomson-CSF	306,50	– 16
IBM	1 106	– 4,50
ITT	377	– 24
Schlumberger	522	– 18
Siemens	1 494	– 71

Produits chimiques

Le groupe italien *Montedison* lancera au cours de l'été un emprunt obligataire de 142 milliards de lires (750 millions de francs) convertible au bout d'un an en actions nouvelles (1 pour 1) de 1 000 lires, qui vont bientôt être créées (7 nouvelles contre 40 anciennes de 175 lires).

La *Société chimique de la Grande-Paroisse* (groupe *L'Air liquide*) est redevenue bénéficiaire alors qu'en 1982 elle avait fait 6 millions de francs de profits contre une perte de 9,7 millions.

Le président de *ICI*, M. John Harveyjones, prévoit une nouvelle amélioration des bénéfices du groupe déjà en hausse de 140 % l'an dernier. Selon lui, le groupe, en plein élan, a *« le pied droit sur l'accélérateur »*.

	19-4-84	Diff.
Institut Mérieux	952	+ 112
Laboratoire Bellon	748	– 1
Nobel-Bozel	9	– 0,80
Roussel-Uclaf	1 043	+ 13
BASF	612	– 26
Bayer	637	– 33
Hoechst	669	– 26
ICI	87,75	– 1,05
Norsk-Hydro	783	– 46

Bâtiment, travaux publics

	19-4-84	Diff.
Auxil. d'entreprises	960	– 4
Bouygues	713	+ 12
Ciment Français	273	+ 12
Dumez	724	– 21
J. Lefebvre	149,50	+ 0,70
Générale d'Entrepr.	78,50	+ 3,45
GTM	255	– 7
Lafarge	390,90	+ 18,30
Maisons Phénix	250	– 46
Poliet et Chausson	405	– 2
SCREG	184	+ 2,80

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 13 avril	Cours 19 avril
Or fin (kilo en barre)	98 100	100 750
– (kilo en lingot)	98 150	100 750
Pièce française (20 fr.)	621	619
Pièce française (10 fr.)	410	401
Pièce suisse (20 fr.)	618	622
Pièce latine (20 fr.)	595	589
● Pièce tunisienne (20 fr.)	580	578
Souverain	742	743
Souverain Elizabeth II	735	732
● Demi-souverain	410	401
Pièce de 20 dollars	4 400	4 350
– 10 dollars	2 190	2 202,50
– 5 dollars	1 380	1 410
– 50 pesos	3 845	3 820
– 20 marks	716	718
– 10 florins	630	615
– 5 roubles	430	395

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	16 avril	17 avril	18 avril	19 avril	20 avril
Terme	253 392	338 551	451 724	282 965	–
Comptant R. et obl.	1 172 500	1 588 162	1 108 727	948 689	–
Actions	125 854	36 384	43 381	50 127	–
Total	1 551 746	1 963 097	1 603 832	1 281 781	–
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)					
Franç.	110,1	110,7	110,9	111,9	–
Étrang.	99,1	99,5	98,1	97,3	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)					
Tendance	108,8	108,6	108,8	109,8	–
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	170,8	171,1	171,6	173	–

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Lafarge (1)	212 844	81 546 228
Carrefour (1)	39 701	70 787 443
Chargeurs (1)	197 814	66 704 108
Elf (1)	264 504	65 518 652
Colas	185 842	49 300 053
4 1/2 % 1973	23 528	44 179 468
Alsthom (1)	193 078	42 322 175
CFP (1)	163 560	39 847 370
L'Air liquide (1)	68 886	38 312 101
Général Electric	68 393	36 651 080
Schlumberger	63 953	34 388 043
Matsushita (1)	397 501	34 254 039

(*) Du vendredi 13 au mercredi 18 avril inclus.

(1) Séance de jeudi comprise.

Chargeurs : vive l'industrie !

L'exercice 1983 a été dur pour le groupe des Chargeurs, comme l'avait été celui de 1982. Résultat : cette année, comme la précédente, aucun dividende ne sera distribué. Sans doute, le résultat net consolidé, tombé de 270 millions de francs en 1981 à 146 millions de francs en 1982, est-il remonté à 205 millions de francs en 1983, la marge opérationnelle passant, en trois ans, de 421 millions de francs à 556 millions de francs. Mais le groupe doit continuer à provisionner lourdement ses activités de transport maritime, à nouveau en déficit en 1983, du fait d'une concurrence mondiale tout à fait sauvage et d'une très mauvaise conjoncture en Afrique. En outre, la hausse du dollar lui a coûté cher, notamment en ce qui concerne la part de ses emprunts libellés dans cette monnaie : les provisions constituées à cet effet ont largement dépassé 300 millions de francs. Pour 1984, toutefois, le PDG du groupe, M. Jérôme Seydoux, qui s'adressait pour la première fois aux analystes financiers, s'est montré résolument optimiste. Sans doute, la conjoncture africaine restera mauvaise, et le secteur maritime continuera à faire souffrir le groupe, dont la flotte sera, toutefois, adaptée à ses besoins à partir de 1985. Par ailleurs, les provisions pour risque de change seront moins importantes. Surtout, le secteur industriel, héritage de Pricel, dont le bénéfice a augmenté de 73,1 % en 1983 (de 19 millions à 158 millions de francs), et représente plus de la moitié des résultats totaux avec 21 % du chiffre d'affaires seulement (2,4 milliards de francs sur 11,2 milliards de francs), apparaît très prometteur.

Non seulement le textile (un tiers du secteur contre deux tiers il y a quelques années) a été équilibré en 1983, après les provisions de 1982, mais la filiale Spontex (55 % des ventes à l'exportation) est en plein « boom », de même que la filiale argentine (fabrication de Tanins).

F. R.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Reprise

La reprise constatée en début de semaine a été suivie par un regain d'inquiétude concernant les taux d'intérêt mais sans annuler pour autant la totalité des avances, les valeurs du commerce, de l'automobile et du téléphone figurant parmi les titres les plus en vue. L'indice Dow Jones s'établissait jeudi à 1 158,07 contre 1 150,12 le vendredi précédent.

Achats records d'actions étrangères en 1983

Les Américains ont acheté un montant record de 3,8 milliards de dollars d'actions étrangères en 1983, a annoncé jeudi un institut d'études de Wall Street, le Securities Industry Association. Ces investissements sont largement supérieurs au précédent record, atteint en 1980 (2,1 milliards de dollars d'achats). L'activité totale, comprenant l'ensemble des achats et des ventes, a été, selon cet organisme, de 30,1 milliards de dollars en 1983, soit le double de celle de 1982.

L'Association souligne que l'an dernier douze Bourses étrangères ont réalisé des performances supérieures, mesurées en dollars, à celles de Wall Street, qui a pourtant effectué une bonne année. Si cette avance est mesurée en monnaie locale, quinze places étangères ont plus progressé que le marché new-yorkais.

L'Association rappelle que de plus en plus de firmes financières américaines proposent des instruments financiers sophistiqués permettant d'acheter des valeurs étrangères tout en protégeant parfois contre les risques de tels placements.

	Cours 13 avril	Cours 19 avril
Alcoa	35 7/8	36
ATT	15 7/8	15 3/8
Boeing	38 3/8	37 5/8
Chase Man. Bank	47 5/8	48 1/4
Du Pont de Nemours	47 3/4	49 3/8
Eastman Kodak	61	62 1/2
Exxon	40 1/8	40 5/8
Ford	34 7/8	35 1/8
General Electric	53 3/8	54 1/2
General Foods	49 1/4	49 3/4
General Motors	64	64 3/4
Goodyear	25 3/8	25 1/2
IBM	111 1/4	110 7/8
ITT	38 1/2	37 3/8
Mobil Oil	31 1/4	31 1/2
Pfizer	34 5/8	33 1/4
Schlumberger	54	53 7/8
Texaco	39 5/8	40 1/8
UAL Inc.	31 7/8	32 7/8
Union Carbide	56 3/8	57 3/8
US Steel	30	28 5/8
Westinghouse	44 3/4	44 7/8
Xerox Corp	40 1/4	40 1/8

LONDRES

Hésitant

Lundi, le Stock Exchange a effacé les deux tiers de ses gains de la précédente semaine, par crainte d'un redressement des taux d'intérêt américains et d'une escalade du conflit des mineurs en Grande-Bretagne, mais une reprise s'est produite ensuite, grâce au retour des investisseurs américains et à des résultats de sociétés encourageants. Indices « FT » : industrielles : 880, contre 895,2 ; mines d'or : 683,2, contre 673,5 ; fonds d'Etat : 81,68, contre 82,43.

	Cours 13 avril	Cours 19 avril
Beecham	331	321
Bowater	325	330
Brit. Petroleum	505	503
Charter	253	253
Courtaulds	151	147
De Beers (*)	7,80	7,75
Dunlop	41	41
Free State Geduld	42 1/2	43
Glaxo	865	878
Gt. Univ. Stores	650	630
Imp. Chemical	604	610
Shell	645	645
Unilever	940	910
Vickers	168	160
War Loan	36 7/8	36 1/2

(*) En dollars.

TOKYO

En repli

A l'approche du week-end de Pâques, le marché de Tokyo étant l'une des rares places fonctionnant vendredi, les valeurs sont restées fermes, sans compenser suffisamment le repli constaté cette semaine. L'indice Nikkei Dow Jones s'est établi à 10 806,49 yens, en baisse de 208,72 points sur le vendredi précédent, l'indice général s'inscrivant à 845,81 (– 20,46 points).

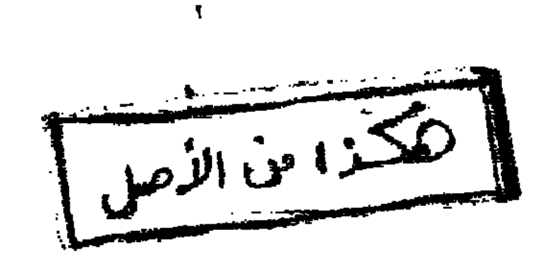
	Cours 13 avril	Cours 20 avril
Akai	484	468
Bridgestone	571	600
Canon	1 370	1 360
Fuji Bank	1 070	1 049
Honda Motors	1 100	1 100
Matsushita Electric	1 900	1 890
Mitsubishi Heavy	244	246
Sony Corp	3 510	3 690
Toyota Motors	1 370	1 330

FRANCFORT

Irrégulier

Indice de la Commerzbank : 1 022,7 jeudi, contre 1 028,40.

	Cours 13 avril	Cours 19 avril
AEG	97,40	94,30
BASF	163,60	162,70
Bayer	171,80	170
Commerzbank	177,50	180
Deutschebank	382,50	388,50
Hoechst	177,50	178,80
Karstadt	271	264,80
Mannesmann	144,80	142,70
Siemens	400,90	397
Volkswagen	210	209



Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Coup de chapeau à Gaz de France

Le montant de l'eurocrédit standby de Gaz de France, détaillé dans notre précédente rubrique, a été porté vendredi de 100 millions à 200 millions de dollars. Il a été pratiquement trois fois couvert en l'espace de quatre jours. L'ampleur et la rapidité du succès remporté par GDF s'expliquent avant tout par la boulimie des eurosbanques pour les prêts bancaires internationaux, qui est exacerbée par la raréfaction de ces derniers depuis près de deux ans. Aussi, nombre de banques se sont-elles jetées littéralement sur l'opération française, malgré ses conditions extrêmement basses. Si, en effet, la présence dans le crédit de nombreux établissements se fonde sur des liens commerciaux étroits avec le débiteur, celle de plusieurs d'entre eux résulte uniquement d'un amenuisement inquiétant de leurs actifs.

En tout, trente et une banques internationales de dix pays différents ont accepté de participer au prêt. Les américaines, avec sept établissements, sont les plus nombreuses, et leur présence massive est un coup de chapeau tant à Gaz de France qu'au garant qu'est la République française. Les Japonais, avec cinq banques qui prêteront 32 millions de dollars, viennent en second rang. La Société générale, qui, en association avec la Chase Manhattan, a dirigé avec maestria le montage de la transaction, peut être félicitée pour son travail.

C'est avec soulagement que le marché international des capitaux s'est mis en vacances pascales. Les taux d'intérêt restent beaucoup trop tendus pour qu'on puisse espérer une reprise dans un proche avenir. Avec le Libor à six mois à 11,50 % et celui à cinq ans au-dessus de la barre des 13 %, il n'est guère possible de lancer de nouvelles euro-émissions à taux fixe en dollars. Celle de 100 millions de dollars de la Kyowa Bank, qui a vu le jour cette semaine, en administre la preuve. Offerte sur six ans à un prix de 99,75 avec un coupon annuel de 12,875 % — condition en elle-même attrayante, même si l'établissement japonais n'est pas très connu du public, — elle se traitait vendredi avec une décote de 2,625. A ce niveau, le rendement dépasse largement les 13,50 %.

L'American Savings and Loan Association a été un peu plus heureuse parce que ses émissions sont traditionnellement garanties à 150 % par le dépôt de bons du gouvernement américain. Aussi, son euro-emprunt de 100 millions de dollars sur cinq ans, lancé dans la première moitié de la semaine à partir d'un prix au pair et d'un coupon annuel de 12,25 %, n'était affecté en fin de semaine que par une décote de 1,375.

Les deux seules opérations qui finalement se sont le mieux tirées d'affaire se situent dans des domaines différents. La première comporte un taux d'intérêt variable avec, en supplément, un petit gadget susceptible d'intéresser certains investisseurs. D'un montant de 200 millions de dollars et d'une durée de douze ans, elle a été proposée au pair par la Bankers Trust de New-York. L'intérêt sera, tous les six mois, composé de l'ajout d'une marge de 0,125 % au taux du Libor à trois mois. La commission pour les banques totalise 0,50 %. En outre, les porteurs pourront être, à échéance, remboursés en actions de la banque américaine pour un montant égal à 105 % de la valeur nominale de leurs euro-obligations. L'ensemble a plu, peut-être non pas tellement à cause du remboursement en actions, mais surtout parce que les conditions de base, qui représentent pour les prêteurs près de 0,17 %, en sont relativement attrayantes. Sur le marché secondaire, les émissions à taux variables d'autres banques américaines procurent des rapports nettement inférieurs.

Le comble pour un dentiste belge

La compagnie pétrolière américaine Texaco a renouvelé l'exercice qu'elle avait brillamment inauguré il y a quelques semaines. Ses avantages qui combinent les charmes d'une émission convertible avec les attraits d'un coupon très proche de ceux servis sur un emprunt à taux fixe, lui avaient permis à l'époque de lever aisément 1 milliard de dollars. Cette fois-ci elle est venue plus modestement rechercher 500 millions de dollars sur dix ans. Les euro-obligations proposées au pair avec un coupon annuel de 11,75 % seront convertibles en actions ordinaires Texaco à un prix de 50 dollars l'action, soit une prime de 24 % par rapport au prix de clôture jeudi soir à New-York. La prime est élevée mais elle compense le haut coupon. L'énorme demande qui s'est fait jour lors de l'émission de 1 milliard de dollars n'avait pu être entièrement satisfaite. Elle s'est donc immédiatement reportée sur la deuxième opération, qui était pratiquement couverte à la veille du week-end pascal.

Quel est le comble pour un dentiste belge ? C'est d'aller chaque année à Luxembourg toucher ses intérêts sur ses euro-obligations à « coupon zéro ». Telle est la plaisanterie qui courait la semaine dernière après le lancement de la première euro-émission en ECU dénuée de tout coupon, le Luxembourg étant pour les Belges désireux d'éviter la pression fiscale de leur pays ce que la Suisse est aux Français. L'euro-emprunt d'un montant de 35 millions d'ECU, et d'une durée de sept ans et neuf mois, est offert par la banque finlandaise Postipankki sous forme de coupures unitaires de 1 000 ECU qui seront remboursées chacune au prix de 2 180 ECU. Cette forte prime, qui compense l'absence d'intérêt annuel, équivaut à un rapport à échéance de 10,57 %.

Peu de dentistes belges auront toutefois le plaisir d'effectuer un pèlerinage annuel auprès de leur banque luxembourgeoise favorite pour toucher leur « coupon zéro », parce que l'opération finnoise sera en majorité placée hors de Belgique. Les banques belges, opposées à ce qu'elles ont considéré comme une émission pirate, parce que lancée hors du calendrier qu'elles contrôlent, n'y participent pas. En définitive c'est surtout dans des pays où l'imposition sur les plus-values en capital est faible, tels la France, les pays scandinaves, que la transaction est appelée à se placer.

Par contre la clientèle du Benelux accueillera certainement avec chaleur l'emprunt de 60 millions d'ECU que le grand-duché du Luxembourg va lancer le mardi 24 avril par le truchement d'une de ses entités publiques. L'euro-émission devrait avoir une durée de dix ans et un coupon annuel de 10,875 %. C'est la première fois que le Grand-Duché emprunte hors de ses frontières. Pays riche et heureux il n'a aucune dette extérieure. Cette caractéristique devenue extrêmement rare par les euro-temps qui courent, est en elle-même le gage de son succès.

L'Etat grand-ducal est décidément à l'honneur. Sa devise va bientôt servir de support pour la première fois à un emprunt de la Banque mondiale. Son montant s'élèvera à 1 milliard de francs luxembourgeois. Les conditions ne sont pas encore définitivement arrêtées mais la qualité du débiteur rend certain l'afflux d'un grand nombre d'investisseurs du Benelux. Parmi eux, le dentiste belge sera vraisemblablement une proie toute trouvée pour les banquiers du Grand-Duché.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

La reprise du dollar se poursuit

Soumis à des influences de sens opposés, sur des marchés des changes souvent déconcertés par des indications contradictoires, le dollar a bénéficié de la lente montée des taux d'intérêt aux États-Unis et s'est, finalement, orienté à la hausse, avec une accélération du processus à la veille du long week-end de Pâques. Cette hausse, il est vrai, s'est effectuée vis-à-vis d'une livre sterling déprimée par l'aggravation du conflit des mineurs britanniques et d'un mark affecté par l'échec des négociations sur la semaine de trente-cinq heures, avec, en filigrane, la possibilité d'une grève.

Indications contradictoires, avons-nous dit. Qu'on en juge. La semaine précédente, on le sait, l'annonce d'une contraction de 2,2 % des ventes au détail en mars, la plus forte baisse mensuelle depuis plus de dix ans, constituait une « divine surprise » pour le marché, qui craint de plus en plus la surchauffe. Cette semaine, la chute de 26,6 % de mises en chantier aux États-Unis en mars, venait confirmer cet espoir. Las ! Jeudi, on annonçait une véritable « explosion » de la croissance de l'économie pour le premier trimestre 1984, avec une hausse du produit national brut (PNB) de 8,3 % en termes réels, sur une base annuelle, la plus rapide depuis celle de 9,7 % enregistrée au deuxième trimestre 1983, au plus fort des processus de reprise.

Du coup, le dollar accentuait sa poussée en fin de semaine, frôlant 2,67 DM et 8,20 F.

Relevons, toutefois, que la signification de toutes ces nouvelles a été mise en cause : le recul des ventes au détail et des mises en chantier est attribué, en grande partie, aux intempéries du mois de mars aux Etats-Unis, tandis que la progression du PNB au premier trimestre est due, pour plus de la moitié, à l'augmentation des stocks, notamment dans l'agriculture, avec la mise en silos des récoltes subventionnées par le gouvernement. Autre commentaire, celui du vice-président pour la recherche au *Conference board*, organisme indépendant qui réunit des économistes et des chefs d'entreprise : *« La vulnérabilité actuelle du dollar risque de tourner à la débandade quand les cambistes étrangers s'apercevront que l'inflation repart aux Etats-Unis. »*

La livre sterling s'est affaiblie, la menace d'une grève générale des mineurs de charbon se faisant plus précise. Les observateurs se souvenant qu'une telle grève avait entraîné la chute du gouvernement Heath, en 1974, font toutefois remarquer que les circonstances ne sont plus les mêmes, et que, la part du charbon dans la consommation d'énergie de la Grande-Bretagne a nettement diminué en dix ans, au profit du pétrole, notamment.

Le mark a souffert, également, de la rupture des négociations sur la semaine de trente-cinq heures, les syndicats, néanmoins, hésitant à consulter la base, qui montre un enthousiasme très modéré pour se lancer dans un conflit « dur ».

Le franc a fléchi, jeudi, sur l'annonce d'un nouveau déficit commercial en mars, et surtout, sur celle d'un déficit de 15 milliards de francs de la balance des paiements au premier trimestre 1984. Le cours du mark à Paris a même dépassé nettement 3,08 F pour retomber en-dessous de ce cours par suite de la faiblesse de la devise allemande vis-à-vis du dollar.

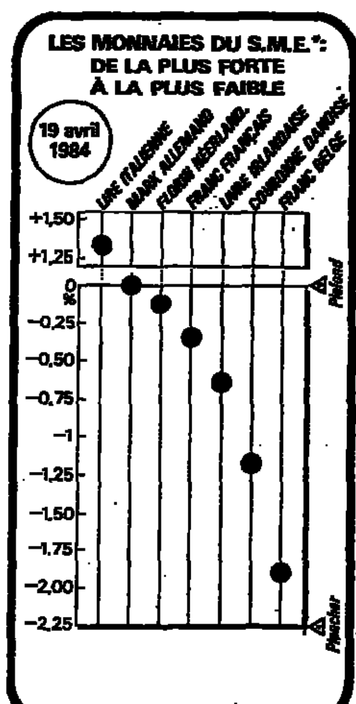
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AU 19 AVRIL 1984

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,4170	–	12,2825	45,4133	37,5235	1,8399	33,2226	0,0607
	1,4310	–	12,3916	45,9876	38,1243	1,8646	33,7724	0,0616
Paris	11,6123	8,1950	–	372,16	307,50	15,0782	272,26	4,9727
	11,5482	8,0700	–	371,11	307,66	15,0475	272,54	4,9722
Zurich	3,1282	2,2020	26,8700	–	82,6266	4,0515	73,1561	1,3362
	3,1117	2,1745	26,9455	–	82,9012	4,0546	73,4380	1,3398
Francfort	3,7763	2,6650	32,5199	1,2103	–	4,9034	88,5382	1,6171
	3,7535	2,6230	32,5031	120,62	–	4,8989	88,5849	1,6161
Bruxelles	77,0140	54,35	6,6321	24,6821	20,3940	–	18,0565	3,2979
	76,7445	53,63	6,6456	24,6631	20,4460	–	18,1121	3,3044
Amsterdam	4,2652	3,0100	36,7297	136,69	112,95	5,5382	–	1,8265
	4,2372	2,9610	36,6914	136,17	112,89	5,5212	–	1,8244
Milan	2335,22	1648,00	201,10	748,41	618,39	30,3220	547,50	–
	2322,51	1623,00	201,11	746,38	618,76	30,2629	548,13	–
Tokyo	319,25	225,30	27,4924	102,31	84,5403	4,1453	74,8585	0,1367
	321,26	224,50	27,8190	103,24	85,5890	4,1861	75,8190	0,1383

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 19 avril, 3,6374 F contre 3,5946 F le vendredi 13 avril 1984.



*Système monétaire européen

Les matières premières

Reprise des métaux, nouvelle baisse du sucre

L'activité a sensiblement fléchi à l'approche de la trêve pascale. Il est prévu une hausse moyenne de 4 % du prix des matières premières en 1984 inférieure à celle enregistrée en 1983 (+ 8 %) par une importante banque américaine. Les métaux non ferreux devraient être les plus favorisés avec une progression moyenne de l'ordre de 8 %, plus importante toutefois pour le cuivre (+ 12 %). En revanche, les prix des denrées ne subiraient qu'une hausse moyenne de 1 %.

MÉTAUX. — *Une reprise s'est produite sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, qui repassent à nouveau au-dessus de 1 100 livres la tonne. La chute sensible des stocks de métal, revenus aux Etats-Unis à leur point le plus bas depuis cinq ans, l'amélioration de la demande dans plusieurs pays et des achats plus consistants passés par la Chine, le Japon et certains pays communistes, expliquent ce soudain regain d'intérêt porté au métal rouge.*

Les cours du plomb conservent leur avance des semaines précédentes. Outre la diminution persistante des stocks britanniques de métal revenus à leur niveau le plus bas depuis août 1982, le marché est aussi soutenu par la grève qui se poursuit en Australie et paralyse les installations d'un important producteur. Des arrêts de travail sont attendus à la fin du mois dans plusieurs mines au Missouri (Etats-Unis).

Après une courte pause le mouvement de hausse a repris sa marche en avant sur le zinc à Londres. Le métal de haute qualité tend à se raréfier. La production mexicaine est frénée par des problèmes techniques.

Nouvelle progression des cours de l'étain à Londres, qui ont retrouvé ainsi leurs meilleurs niveaux depuis le commencement de l'année. En trois mois et demi, la hausse aussi atteint en moyenne 5 %. Les achats de soutien du directeur du stock régulateur et la décision prise par le gouvernement malais d'accorder par l'intermédiaire des banques locales, une aide financière au stock régulateur, ne pouvaient que favorablement influencer le marché.

Légère progression des cours de l'argent à Londres en corrélation avec l'opposition à laquelle se heurte le projet de mettre à la disposition du marché 10 millions d'onces de métal excédentaire provenant des stocks stratégiques américains.

DENRÉES. — *La baisse des cours du sucre s'est poursuivie sur tous les marchés. Une firme privée évalue la production mondiale de la campagne 1983-1984 à 96,2 millions de tonnes, soit une augmentation de 1,07 million de tonnes sur l'estimation réalisée en janvier. La production de la campagne précédente s'était élevée à 101,5 millions de tonnes. Celle de betterave est évaluée à 35,5 millions de tonnes contre une production de 37,8 millions de tonnes en 1982-1983 et celle de canne à 60,6 millions de tonnes contre 63,6 millions de tonnes. Une augmentation relativement importante a été enregistrée en URSS, de 1,3 million de tonnes, et à Cuba, de 500 000 tonnes.*

Malgré la décision prise par l'Organisation internationale du café de prélever un million de sacs sur le quota global d'exportation du trimestre juillet-septembre pour l'ajouter à celui du trimestre courant (avril-juin) les cours ont enregistré des progrès sur la plupart des places. Aucun accord n'est intervenu sur les quotas d'exportation alloués aux pays membres pour les deux prochaines années, ni sur les importations autorisées en provenance des pays non membres de l'accord.

L'amélioration s'est confirmée sur les cours du cacao. La consommation de fèves s'est accrue durant le premier trimestre tant aux Etats-Unis qu'aux Pays-Bas.

LES COURS DU 19 AVRIL

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. — **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1 101,50 (1 082) ; à trois mois, 1 116,50 (1 095) ; étain comptant, 8 825 (8 729) ; à trois mois, 8 810 (8 746) ; plomb, 339 (340) ; zinc, 719 (705) ; aluminium, 975 (953) ; nickel, 3 470 (3 450) ; argent (en pence par once troy), 657 (645). — **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 70 (68,45) ; argent (en dollars par once), 9,42 (9,14) ; platine (en dollars par once), 401 (388) ; **Penang** : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. — **New-York** (en cents par livre) : coton, mai, 78,63 (78,95) ; juillet, 78,66 (78,40). — **Londres** (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), mai, 425 (423). — **Roubaix** (en francs par kilo), laine, 49,30 (49,20).

CAOUTCHOUC. — **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 740-776 (760-800). — **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 239-240 (243-248).

DENRÉES. — **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 2 475 (2 422) ; juillet, 2 504 (2 474) ; sucre, mai, 6,05 (6,10) ; juillet, 6,61 (6,60) ; café, mai, 153,22 (148,49) ; juillet, 145,41 (143,01). — **Londres** (en livres par tonne), sauf le sucre en dollars : sucre, mai, 163,40 (167) ; août, 176,80 (179,80) ; café, mai, 2 094 (2 044) ; juillet, 2 080 (2 010) ; cacao, mai, 1 832 (1 790) ; juillet 1 847 (1 798). — **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mai, 2 120 (2 063)) ; juillet, 2 145 (2 075) ; café, mai, 2 430 (2 300) ; juillet, 2 425 (2 373) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 453 (1 470) ; octobre, 1 560 (1 575). — **Chicago** (en dollars par tonne), mai, 193 (192,90) ; juillet, 198,20 (198,50). — **Londres** (en livres par tonne), juin, 156,20 (153,50) ; août, 157,70 (156,40).

CÉRÉALES. — **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mai, 367 3/4 (368 1/4) ; juillet, 351 (350) ; maïs, mai, 355 1/4 (353 3/4) ; juillet, 354 (351).

INDICES. — Moody's, 1 074,10 (1 080,90) ; Reuter, 2 008,70 (2 000,40).

Marché monétaire et obligataire

Lente montée des taux aux Etats-Unis

Bien que le chaud et le froid continuent à souffler sur les marchés financiers des Etats-Unis, avec des nouvelles successives et contradictoires sur le rythme de progression de l'économie américaine — surchauffe ou pas de surchauffe, — les taux d'intérêt n'en continuent pas moins à monter lentement. Le loyer de l'argent à court terme entre banques (le Federal Funds) atteint, maintenant, 10 1/2 % tandis que l'eurodollar à l'échéance de six mois coûte plus de 11 1/4 % et que les rendements des bons du Trésor à trois mois et six mois retrouvent leurs niveaux d'août 1982.

En fait, personne ne sait vraiment si l'économie des Etats-Unis est entré dans une phase de surchauffe, avec le risque d'une reprise de l'inflation, ou si sa progression est appelée à se ralentir. Ainsi, à la veille du week-end, l'annonce d'une progression du produit national brut plus forte que prévu (voir rubrique devises et or) ravivait les craintes d'une nouvelle hausse des taux : anxieuses de prévenir tout « dérapage » des prix, les autorités monétaires ne vont-elles pas donner un « tour de vis » supplémentaire en épongeant les disponibilités et en relevant à nouveau leur taux d'escompte ? En sens inverse, de bons observateurs estiment que le ralentissement de l'économie est déjà engagé. Une controverse publique s'est ouverte à ce sujet. Le président Reagan assure que la tension actuelle sur les taux était due au « pessimisme injustifié » des marchés commerciaux quant à une reprise de l'inflation. Pour lui, les taux devraient baisser « prochainement ». Pourvu, toutefois, que le Congrès adopte rapidement son programme de réduction du déficit budgétaire. En revanche, le « gourou » de service, à savoir le célèbre Henry Kaufman, estime que, même en cas de ralentissement confirmé de l'économie américaine, les taux ne sauraient fléchir dans un avenir proche. D'autres experts, notamment ceux du Conference Board, prédisent une nouvelle flambée inflationniste. Quant à la fameuse masse monétaire, dans sa définition la plus réduite (M 1), elle ne cesse de caracoler, augmentant de 3 milliards de dollars pendant la semaine se terminant le 9 avril, après avoir diminué de 5 milliards la semaine précédente. Il est à remarquer, toutefois, que ses augmentations influencent davantage les marchés que ses diminutions.

Le marché obligataire saturé

Sur le marché obligataire de Paris, l'indigestion qui a suivi l'accès de boulimie des premiers mois de l'année n'a pas encore pris fin. Les réseaux de placement ont du mal à absorber le papier mis à leur disposition avec, maintenant, une certaine parcimonie, bien que le Crédit national ait renoncé à lancer cette semaine son emprunt de 3 milliards de francs, qui devrait comprendre deux tranches d'égal montant, l'une à taux fixe, l'autre à taux variable ; c'est pourquoi le Bulletin d'annonces légales du 24 avril sera, sans doute, vierge. le souscripteur pourrait donc achever de se partager, sans hâte aucune, le papier mis à sa disposition la semaine dernière : CAECL région de France à « jet continu », Financière suisse et française pour 400 millions de francs à taux variable (TMO), Financière Carnot (100 millions de francs à 14,10 %), Laffitte Bail (120 millions de francs à 10,75 % et bons de souscription d'actions) Immofice (100 millions de francs à 10 % et possibilité de conversion en actions), sans oublier les 200 millions de francs de l'Union de banques régionales, placés dans le réseau du CIC et les 500 millions de francs de l'Auxiliaire de crédit (placement privé).

Il faut reconnaître, avec les bons observateurs du marché, que le climat n'est pas excellent. Les rendements ont un peu remonté, et, surtout, le sentiment a nettement changé outre-Atlantique, où les taux à long terme augmentent lentement mais sûrement. Ce qui se passe de l'autre côté de l'eau n'est pas sans influencer le comportement des investissements institutionnels français. A l'heure actuelle, ils n'éprouvent plus pour les obligations américaines l'attrait si vif des années 1982 et 1983, qui leur permit d'obtenir de confortables plus-values sur ces titres, dont les cours sur leurs places d'origine montèrent franchement en raison de la baisse des taux et dont la valeur en francs se trouva littéralement soufflée par la hausse continue du dollar. Aujourd'hui, la tendance de fond sur la monnaie américaine n'est plus à la hausse, malgré quelques retours de flamme, tandis que les taux à long terme ont nettement tendance à monter, ce qui provoque la baisse des cours des obligations à New-York. Ce changement des comportements explique, pour une bonne part, le nouveau fléchissement du dollar-titre, à Paris, où l'on se soucie moins, désormais, de courir un double risque, celui des taux américains et celui du dollar. De là à affirmer : un seul placement possible en 1984, les obligations françaises, dont les rendements devraient, au mieux, reprendre leur baisse structurelle, au pire rester inchangés, il n'y a qu'un pas, que beaucoup n'hésitent pas à franchir.

En Europe et ailleurs, se tient souvent le même raisonnement, de sorte que les transferts de fonds vers les Etats-Unis se ralentissent. A l'inverse, les investisseurs américains s'intéressent d'avantage à l'Europe. A Paris, un banquier observait, ces jours-ci, pour la première fois depuis 1959, le retour de ces investisseurs sur la place de Paris, qu'ils avaient quittée en 1962, avec pour principal intérêt les actions des sociétés françaises performantes.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Dans les Hauts-de-Seine

DEUX JEUNES GENS TUÉS PAR UN GARDIEN DE LA PAIX

Deux jeunes gens, Bruno Deduytshe, vingt-six ans, et Bruno Petcher, vingt-neuf ans, qui circulaient en voiture à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), ont été tués samedi 21 avril vers 2 heures du matin par un gardien de la paix qui a tiré sur eux. Selon ce policier qui faisait partie d'une patrouille de contrôle de nuit, la voiture occupée par les deux victimes aurait forcé plusieurs barrages avant d'être immobilisée. Le gardien auteur des coups de feu soutient qu'il s'est considéré en état de légitime défense. L'un des jeunes gens habitait Gennevilliers, l'autre Asnières. L'IGS (Inspection générale des services) a été chargée de l'enquête initiale.

Avant de faire sa déclaration sur l'école privée

Mgr LUSTIGER AVAIT RENCONTRÉ M. MITTERRAND

Le cardinal Jean-Marie Lustiger avait été reçu, lundi 16 avril, à l'Elysée par M. François Mitterrand, à la veille de l'intervention de l'archevêque de Paris sur l'école privée. Mgr Lustiger avait fait part au président de la République de son intention de prendre publiquement position avant le conseil des ministres qui devait examiner le projet de loi sur les rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et l'enseignement catholique.

Averti de cette intervention, il semble toutefois que M. Mitterrand ait été quelque peu irrité par le ton du communiqué de Mgr Lustiger. Celui-ci affirmait solennellement : « *Je dis non à un processus de fonctionnarisation des enseignants qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique.* »

MORT DE LA CHANTEUSE MABEL MERCER

La chanteuse de jazz Mabel Mercer est morte le 20 avril, aux États-Unis. Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans.

[Née en janvier 1900 à Burton-on-Trent, en Angleterre, d'un jazzman américain noir qui meurt avant sa naissance et d'une chanteuse de vaudeville blanche, Mabel Mercer grandit à Liverpool. A l'âge de quatorze ans, elle rejoint sa mère et débute sur scène. De 1931 à 1938, elle chante au Bricktop's, un cabaret de Pigalle où se retrouvent Hemingway, Gertrude Stein, Scott Fitzgerald. A la guerre, en 1939, Mabel Mercer quitte Paris, où elle ne reviendra plus, pour les États-Unis. Elle doit épouser le musicien noir Kelsey Pharr pour obtenir la nationalité américaine en 1952. Depuis 1941, cependant, elle chante dans les clubs chics de New-York des airs de comédies musicales, des chansons composées pour elle par Bart Howard, Alec Wilder... Au long des ans, sa voix perd de sa force mais garde sa sensualité. Mabel Mercer est, avant tout, une interprète dont la subtilité, la technique, le rythme, la diction, influencent des stars comme Franck Sinatra, Peggy Lee, Lena Horne, Billy Holiday, Nat King Cole, Barbra Streisand.]

A B C D F G H

LE PROCÈS DE L'« AMOCO-CADIZ »

« On a gagné ! »

Victoire ! En Bretagne comme à Paris, c'est le même cri : « *On a gagné !* » Sur ce point, pas besoin de « clarification » ni de « mise au net ». Le jugement rendu le 18 avril par le tribunal de Chicago — qui rend responsable la Standard Oil Company de la marée noire de 1978 en Bretagne — a satisfait tout le monde, élus, syndicalistes et membres du gouvernement (*le Monde* du 21 avril). Au Sénat, à Paris, c'est un spectacle de fraternisation devenu rare : on pouvait voir, le 20 avril, un sénateur centriste, M. Alphonse Arzel, maire CDS de Ploudalmézeau (Finistère), étreindre presque un député socialiste, M. Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord. Il est vrai que les deux hommes ont bataillé longtemps pour obtenir réparation après la marée noire de l'*Amoco-Cadiz*. « *C'est une victoire tout à fait inattendue,* reconnaît M. Arzel, le président du syndicat mixte des soixante-seize communes qui ont porté plainte. *Mais maintenant, le plus difficile est fait. Les obstacles sont franchis. Reste une épreuve de plat.* »

M. Josselin, pour sa part, insiste sur le caractère nouveau de la démarche : « *Nous avons fait la preuve que même des petites communes bretonnes décidées peuvent gagner contre une* major, *une multinationale puissante.* » A l'entendre, c'est un peu le combat d'Astérix contre ces fous de Romains, riches et suréquipés. « *Lorsque nous avons vu à Chicago le gratte-ciel de marbre blanc de la Standard Oil,* se rappelle-t-il, *nous avons pu mesurer le décalage qu'il y avait entre nos moyens et les leurs.* »

Et pourtant, la justice vient de leur donner raison. Le mérite en revient, ils y insistent, aux hommes de loi dont ils ont su s'entourer, à commencer par les avocats américains Barry Kingham et Peter Wolrich, et leurs homologues français Mes Huglo et Lepage-Jessua. Bons connaisseurs des lois américaines, ces hommes ont su se plier à la longue attente de ce qu'ils appellent « la découverte », c'est-à-dire la constitution du dossier et l'échange entre les parties de toutes les pièces, même les plus infimes. « *Nous avons pu faire la preuve que l'*Amoco-Cadiz, *de même que trois autres navires des mêmes chantiers, avaient été mal construits, puis mal entretenus par leurs armateurs* », a précisé Me Wolrich, un jeune avocat new-yorkais installé à Paris. Vice rédhibitoire qui permettait de culpabiliser la Standard Oil et donc de déplafonner les garanties souscrites par la compagnie.

Le montant des indemnités

Pour la suite du procès, les avocats sont confiants. « *Le plus difficile était d'obtenir l'établissement des responsabilités* », disent-ils en chœur. *Même si la Standard Oil fait appel, le juge McGarr peut poursuivre la procédure et fixer le montant des indemnités.* » C'est là, évidemment, que les élus français dressent l'oreille : quand ont-ils l'espoir de voir le premier dollar ? « *Au mieux, six mois après le jugement définitif, au pire, trois ans plus tard* », ce qui, selon eux, est « *le maximum probable* ». Or le pire n'est pas toujours sûr...

Les indemnités, les élus les attendent pour plusieurs raisons. D'abord, ils ont engagé des frais pour obtenir réparation (« *16 millions de francs empruntés, plus 3 avancés par l'Etat* », précise M. Arzel). Ensuite, ils veulent dédommager les victimes et même constituer un fonds de réserve pour se prémunir contre de nouveaux coups du sort semblables. Quant au montant des indemnités, les avocats — français ou américains — se montrent très prudents. Ils rappellent que, en 1978, le syndicat des communes avait réclamé 400 millions de dollars et l'Etat 300 millions. Si l'on ajoute les communes du Finistère qui n'ont pas rejoint le syndicat (une douzaine), les hôteliers, certains ostréiculteurs et aussi la Shell qui a perdu le pétrole commandé (22 millions de dollars), la note globale se monte au plus à 1 milliard de dollars — et non 3 comme l'ont avancé certains organes de presse américains.

La Bretagne ne toucherait-elle que la moitié de ce milliard, elle se sentirait déjà mieux. D'autant que la nature, en cela plus rapide que la justice, a déjà réparé les dégâts. « *Seuls les poissons-plats ne sont pas revenus* », précise M. Josselin. Les crevettes, en revanche, ont profité de l'absence de prédateurs...

ROGER CANS.

LA GRÈVE DES AIGUILLEURS DU CIEL

M. Fiterman refuse tout aménagement du service minimun

Les syndicats de contrôleurs et de techniciens de la navigation aérienne ont été reçus, vendredi 20 avril, par M. Charles Fiterman, ministre des transports, auquel ils ont rappelé leurs réserves sur certaines dispositions du projet de loi relatif au droit de grève dans la corporation, qui doit être discuté mercredi à l'Assemblée nationale (*le Monde* du 21 avril).

A leur sortie de cette réunion, les représentants syndicaux se sont déclarés déçus de l'attitude du ministre, qui refuse tout aménagement de la notion de service minimum retenue dans le projet et qui vise, en toute circonstance, à assurer les besoins vitaux du pays et ses obligations internationales en matière d'aviation civile. Pour le ministère des transports, « *l'ensemble de ce projet représente le compromis le plus équilibré que l'on puisse concevoir pour satisfaire à la fois la défense des intérêts professionnels des personnels et la sauvegarde de l'intérêt général* ».

Les personnels concernés bénéficieront, grâce à ce texte, « *du régime le plus libéral en matière de droit de grève, comparé à ceux de tous les autres Etats* ». Et les services de M. Fiterman avertissent : l'opposition au projet pourrait aboutir finalement « *au maintien des dispositions législatives actuelles, avec tous les risques qu'un nécessaire respect pourrait comporter à l'avenir pour les personnels et pour le bon fonctionnement des services* ».

En attendant, les contrôleurs observent diversement le mot d'ordre de grève du zèle donné par le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), la principale organisation syndicale de la profession. Vendredi, au premier jour d'un mouvement qui doit durer jusqu'à mercredi, trois des cinq centres régionaux de la navigation aérienne (CRNA) qui couvrent le territoire français — Bordeaux, Aix et Reims — ont vu leur activité momentanément perturbée à la fois par des arrêts de décollage (dans l'Est et le Sud-Ouest) et par des restrictions des capacités de survol à l'intention des avions étrangers transitant au-dessus de la France. Cette dernière action a entraîné des retards (allant jusqu'à cinq heures) dans le trafic intéressant l'Espagne, l'Italie, l'Afrique du Nord et la Grande-Bretagne.

Le mouvement doit continuer sous des formes identiques au cours des prochains jours dans les mêmes centres, les personnels des deux autres CRNA, Athis-Mons et Brest, n'ayant pas encore, samedi matin 21 avril, pris de décision à ce propos. Enfin, le 24 avril, on attend un mouvement de grande ampleur des aiguilleurs du ciel opérant dans les tours de contrôle des aéroports. Orly et Roissy seront notamment touchés.

● *Bagdad craint une attaque d'Israël.* — M. El Jassim, ministre irakien de l'information et de la culture, a déclaré vendredi 20 avril que l'Irak s'attend à une « *attaque israélienne coordonnée avec une nouvelle offensive des forces iraniennes* ».

En Algérie

ARRESTATION D'UN FRANÇAIS POUR ESPIONNAGE

(De notre correspondant.)

Alger. — Le quotidien *el Moudjahid* de ce samedi 21 avril annonce que « *les services de sécurité algériens, après une minutieuse enquête, viennent de mettre fin aux activités de renseignements économiques et militaires d'un ressortissant français, M. Henri Vallade* ».

Selon les indications de source algérienne, l'intéressé, exerçant « *illégalement* » les fonctions d'ingénieur commercial et d'intermédiaire de plusieurs sociétés étrangères, « *utilisait ses relations parmi nos nationaux pour exécuter ses missions occultes* ».

« Les enfants de pauvres sont prédisposés génétiquement à la débilité »

lit-on dans l'organe départemental du RPR du Loir-et-Cher

De notre correspondant

Blois. — La publication, à Blois (Loir-et-Cher), d'un article signé « *M.T., pédiatre* » dans *le Renouveau*, revue officielle de la fédération départementale du RPR, si elle a provoqué l'indignation des communistes semble devoir mettre dans l'embarras le RPR lui-même. Sous le titre « Préparer l'avenir », ce, ou cette « pédiatre » préconise une politique familiale qui permettrait, en réservant l'avortement aux cas sociaux, de réduire les naissances dans les milieux pauvres. « Encore plus fort que Le Pen », titre à ce propos *le Travailleur*, organe du Parti communiste, qui consacre une page à cette affaire.

L'article incriminé est, il est vrai, d'un ton qu'on n'avait encore jamais employé ici dans aucune publication du RPR. En une soixantaine de lignes, M.T. affirme, en substance, qu'il est préférable d'avoir des naissances dans les classes moyennes ou aisées plutôt que dans les milieux pauvres, car ces enfants, selon l'auteur, seront plus aptes à devenir des techniciens ou des scientifiques. Plutôt que l'allocation au troisième enfant, « *qui ne peut,* écrit-il, *que tenter les plus pauvres* », M.T. suggère notamment un salaire maternel pour la mère au foyer, avec déduction fiscale des auxiliaires ménagères, « *ce qui offrirait des débouchés aux jeunes filles à QI limité et les formerait à l'hygiène et aux tâches ménagères, notions qui leur font totalement défaut à l'heure actuelle (on le voit à l'état de crasse où sont les enfants) (...)* ».

« *Nous avons actuellement,* poursuit M.T. dans cet article, *un plus grand nombre de naissances dans les familles dites défavorisées. Or rien ne peut faire sortir un enfant de ce milieu. Prédisposé génétiquement à la débilité, souvent prématuré, il va avoir une enfance incertaine entre des pères successifs, brutaux et alcooliques, des hospitalisations multiples, des placements répétés, parfois des retraits et des séjours en DASS. A la débilité intellectuelle, cette existence va ajouter l'instabilité qui en fera un cancre chahuteur, un illettré incapable d'apprendre un métier. Désœuvré, il deviendra un délinquant...* »

La fédération RPR du Loir-et-Cher, devant les vives réactions qu'a suscitées cette publication, prévoit de faire une déclaration après le week-end pascal. Son responsable local, M. Jacques Chauvin, adjoint au maire de Blois, nous a seulement déclaré, vendredi soir 20 avril, que « *cet article, bien évidemment, ne reflète pas la politique familiale du RPR mais a été publié dans le cadre d'une campagne « Ouvrons le dialogue* ».

JEAN-PIERRE BEL.

Le numéro du « Monde » daté 21 avril 1984 a été tiré à 435 897 exemplaires

En Grande-Bretagne

L'explosion d'une bombe fait 22 blessés à l'aéroport d'Heathrow

Un avion libyen était arrivé peu avant l'attentat

De notre correspondant

Londres. — Vingt-deux personnes, dont l'une est dans un état critique, ont été blessées, dans la soirée du 20 avril, par l'explosion d'un colis piégé à l'aéroport de Londres-Heathrow. Plusieurs victimes seraient françaises, mais leur nombre et leur identité n'étaient pas encore connus samedi matin. L'attentat n'a pas été revendiqué. Evidemment — même en l'absence de preuves, — personne, dans la capitale britannique, n'a manqué d'établir aussitôt un rapprochement avec la crise persistante qui oppose la Grande-Bretagne à la Libye, depuis la fusillade qui a éclaté, le 17 avril, devant le « bureau du peuple libyen » à Londres.

La déflagration s'est produite peu avant 20 heures dans l'une des salles où les passagers récupèrent leurs bagages. Ceux parmi lesquels se trouvait la bombe avaient été pris en charge par le personnel d'Air France. Mais, au dire des enquêteurs, cela ne signifie pas nécessairement que l'engin ait été transporté à bord'un appareil de cette compagnie, car auparavant les employés d'Air France avaient procédé au déchargement d'un avion libyen. D'autre part, Scotland Yard aurait découvert quelques éléments de similitude entre cet attentat et ceux qui ont eu lieu le mois dernier à Londres et à Manchester contre des ressortissants libyens opposés au régime du colonel Kadhafi.

Cependant Scotland Yard se garde de conclusions hâtives, et, dans les milieux gouvernementaux, on tentait manifestement de limiter les spéculations afin de ne pas envenimer la situation; d'autant que, juste avant l'attentat, le Foreign Office avait laissé entendre que les négociations avec le gouvernement libyen étaient « plutôt » en bonne voie.

Vendredi, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Tripoli avait eu avec le ministre libyen des affaires étrangères une conversation dans « *une atmosphère constructive* ». Les Britanniques évitent de donner la moindre précision sur le contenu des discussions. On sait seulement que Londres a fait parvenir, jeudi, à Tripoli, des demandes détaillées afin de mettre un terme au différend et que le gouvernement libyen a répondu, vendredi, par des contre-propositions. Celles-ci, dont certaines ont été jugées inacceptables, devaient faire l'objet, samedi, de nouvelles discussions dans la capitale libyenne par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Grande-Bretagne.

Il semble que le gouvernement britannique ne cherche pas seulement à obtenir l'autorisation d'interroger les occupants du « bureau du peuple » à Londres et de fouiller les locaux mais veuille établir un accord plus général pour une normalisation des rapports entre les deux pays. Il tenterait d'obtenir, par exemple, l'assurance que les occupants de ce « bureau » ne se livreront plus à des activités douteuses et que les autorités libyennes chercheront à empêcher les représailles contre leurs opposants résidents en Grande-Bretagne. Première satisfaction : un nouveau chargé d'affaires libyen a été désigné à Londres, alors qu'il n'y en avait plus depuis qu'un comité d'étudiants révolutionnaires s'est installé au « bureau du peuple » en février dernier.

A Saint-James Square, le siège continue, et le quartier est toujours bouclé, tandis que les occupants — qui en fin de compte ne seraient qu'au nombre d'une vingtaine ou d'une trentaine — refusent de sortir aux conditions posées par la police.

FRANCIS CORNU.

En Somalie

L'ARMÉE SE SERAIT LIVRÉE, SELON L'OPPOSITION, A UN MASSACRE DANS LE NORD DU PAYS

L'opposition armée au régime du général Syaad Barré accuse l'armée somalienne d'avoir perpétré un massacre et détruit trois villages sur la frontière au cours des deux derniers mois. « *Plus de deux cents paysans, sur une population de mille cinq cents habitants, ont été tués, et les survivants sont isolés et meurent de faim faute de pouvoir se ravitailler* », nous a déclaré M. Omar Elmi Dihoud, un ancien médecin militaire somalien, de passage à Paris en fin de semaine. Passé à l'opposition depuis quelques années, le Dr Dihoud est devenu le porte-parole du SNM (Mouvement national somalien), l'une des organisations qui luttent contre le régime de Mogadiscio avec l'appui de l'Ethiopie.

Selon lui, les incidents se sont produits en mars dans les localités de Bali-Deglay, Sebidlly et Dagardeer — favorables au SNM, — à une centaine de kilomètres au sud de Burao, deuxième ville du Nord somalien. « *Une vingtaine d'enfants meurent chaque jour en ce moment* », a-t-il précisé, en ajoutant que les femmes ont été violées et que les soldats ont pillé les villages.

L'ARRESTATION DE M. DJILAS A BELGRADE

Un éternel rebelle

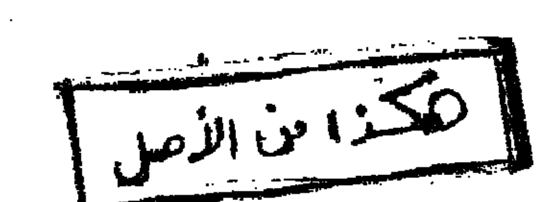
Arrêté par les organes de sécurité le 20 avril à Belgrade, M. Milovan Djilas a connu à plusieurs reprises les prisons yougoslaves avant le régime communiste alors qu'il était un militant du Parti communiste clandestin à l'université de Belgrade, puis après la guerre parce que ses anciens compagnons de lutte n'admettaient pas les critiques d'un homme qui, à travers les vicissitudes d'une longue carrière, a toujours voulu préserver sa liberté de pensée et d'expression.

Né en 1911 dans le Monténégro, M. Djilas est, pendant la guerre des partisans contre l'occupant nazi, un des plus proches collaborateurs de Tito. Général de l'armée populaire, il conduira la première mission militaire de son pays à Moscou. Il voue alors un véritable culte au « petit père des peuples » qui règne encore sur l'URSS et le mouvement communiste international. Mais dès que la rupture entre Tito et Staline s'annonce, il se range résolument aux côtés de son frère d'armes. Avec Pijade et Kardelj, il formule la doctrine du socialisme yougoslave, indépendant et autogestionnaire. Il est même le chef de la propagande du parti jusqu'au début des années 50, où cet éternel rebelle commence à prendre ses distances.

En octobre 1953, il publie dans *Borba* une série d'articles où il critique l'évolution du Parti communiste yougoslave et propose son dépérissement au profit de simples associations. Il veut redonner la parole au prolétariat, dénonce le luxe dans lequel vivent des dirigeants coupés du peuple et amorce sa théorie de la « *nouvelle classe dirigeante* » qui lui vaudra quelques années de prison. Malgré les efforts de ses camarades pour le ramener dans le « droit chemin », il persiste et signe. Entre 1955 et 1957 il est condamné à neuf ans de prison. Libéré en 1961, il sera de nouveau arrêté l'année suivante et condamné à cinq ans pour la publication aux Etats-Unis d'un livre de souvenirs : *Conversations avec Staline.*

Remis en liberté en 1967, il a fait, depuis, l'objet de tracasseries diverses. Il n'en touche pas moins une retraite de président du Parlement mais continue à recevoir des journalistes étrangers dans son appartement de Belgrade, à écrire des articles et a exercé son sens critique aux dépens d'un régime qu'il a contribué à fonder.

D. V.



Le Monde
Aujourd'hui

R. DOISNEAU/RAPHO

Le Corbusier dans la polémique, page II

Supplément au numéro 12205. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 22-Lundi 23 avril 1984.

Le Corbusier, *mort en 1965, a marqué le siècle. Architecte et plasticien de génie, il est aussi*

Villes sans loi

Air, soleil, verdure. On a mal lu la charte d'Athènes rédigée en 1933.

« *CE matin, au Pirée, j'ai visité la fabrique des tabacs Papastratos et j'y ai trouvé appliqué le principe de l'air conditionné.* » Le 4 août 1933, à Athènes, Le Corbusier illustre par cet exemple sa conférence intitulée « Air-Son-Lumière » devant le quatrième congrès d'architecture moderne (CIAM). « *Tout ce confort que je puis donner à la fabrique, à mes ouvrières,* lui a dit M. Papastratos, *je ne puis pas le leur donner chez elles ; je ne puis même pas me le donner chez moi.* »

Enchaînant vivement sur cette anecdote, l'architecte énonce avec sa conviction habituelle un credo : « *Si nous voulons bénéficier du véritable air du Bon Dieu et non de l'air vicié fabriqué dans nos villes par les poussières, les gaz et les microbes, recevoir les inestimables bienfaits de la lumière solaire, plonger notre travail, nos méditations et nos nerfs dans le bain rafraîchissant du silence, nous devons bouleverser les habitudes séculaires de l'architecture et de l'urbanisme en créant de nouvelles unités de grandeur tant pour nos habitations que pour nos lieux de travail et de loisirs...* » *Le machinisme des temps modernes nous a conduits au seuil d'une nouvelle économie... La société contemporaine s'est absorbée, pour son malheur, dans la fabrication innombrable d'objets plus ou moins idiots, qui ne font qu'encombrer notre existence... Changeons les programmes de l'industrie ; transportons la fabrication des logis dans la grande usine, avec toutes les machines et nos équipes prodigieusement spécialisées. L'exemple existe : le paquebot magnifique, le wagon-lit. On a appris là ce qu'étaient l'économie et le confort.* »

Et l'orateur, concluant « *dans un élan juvénile* », demandait que l'on reconnût « *au grand liner qui passe au Parthénon qui le regarde, à travers le paysage sublime et une ville qui se doit de se ressaisir et de pousser dans la grâce et la beauté, une seule attitude : l'esprit !* »

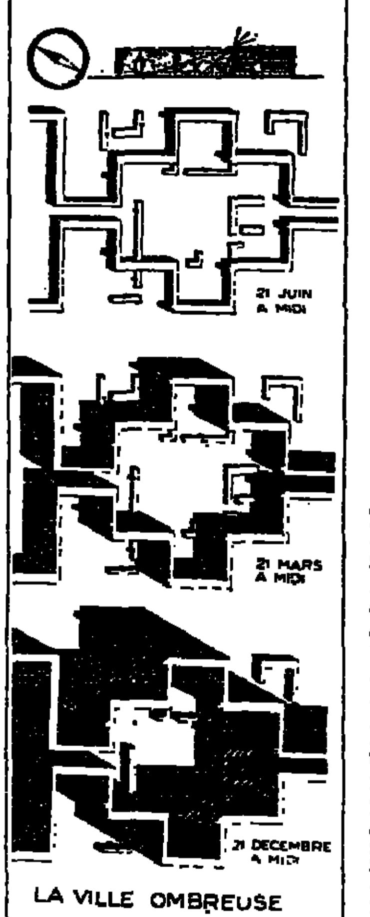
Cinquante ans plus tard, Athènes ne s'est pas ressaisie dans « la grâce et la beauté ». Autour de l'Acropole où Le Corbusier disait avoir rencontré, plus jeune, la notion de l'« *irréductible vérité* », aux pieds de ce Parthénon « *net, propre, intense, économe, violent* », qui avait fait de lui un « *révolté* », une métropole moderne s'est imposée sans répit.

Abasourdie, encombrée, poussiéreuse, elle passe, en dépit d'une aimable fébrilité orientale et de ses oasis archéologiques, pour une des villes les plus laides d'Europe... Une ville construite au jour le jour, sans plan, tracée par l'urgence à loger des millions de nouveaux citadins. Pas d'urbanisme scientifique ici, ni même de ces grands ensembles qui causent aujourd'hui tant de soucis aux pouvoirs politiques d'Europe occidentale, après avoir été leur fierté de reconstructeurs.



FONDATION LE CORBUSIER

Le Corbusier sur le paquebot Patris II, au retour d'Athènes en août 1933



Gaston Bardet dénonce en 1945, dans *Pierre sur pierre*, la « tricherie » de la ville radieuse qu'il affuble des ombres géantes d'un 21 décembre.

De ce congrès d'Athènes, on n'a pas retenu le discours lyrique de Le Corbusier sur l'air conditionné ni même les propos enthousiastes de Fernand Léger sur la vitesse, la couleur et la collaboration souhaitable des peintres avec les architectes, mais un document un peu mystérieux, la « charte d'Athènes », qui, cinquante ans après, continue de susciter une vive polémique.

Est-elle ou non cette muse démoniaque qui a inspiré l'urbanisme de l'après-guerre : stricte séparation des zones industrielles, des cités-dortoirs et des quartiers d'affaires, créant des villes insipides d'où l'on s'échappe pour rejoindre une campagne lointaine ou une ville ancienne elle-même atrophiée, progressivement vouée aux seuls loisirs ? Sommes-nous victimes des excès d'un fonctionnalisme ignorant la complexité de la vie urbaine, incapable de la reconstituer en laboratoire, ou d'une mauvaise interprétation d'excellents principes ?

Le débat qui eut lieu à l'époque et plus vivement encore dans les années de l'immédiat après-guerre, avec des enjeux concrets, n'est pas clos. Les historiens et les architectes qui commémoraient en décembre dernier à Athènes, en présence de plusieurs témoins de l'époque, le cinquantenaire de la charte n'étaient pas tous venus « *enterrer une utopie* ».

Anniversaire difficile à dater en vérité : réunis à Athènes en août 1933, les « architectes modernes » (suisses, allemands, hollandais, français...) ont surtout discuté sur le bateau prêté par un mécène, le *Patris-II*. A Marseille, au retour, il fallut la journée du 13 août pour que l'on s'accordât à peu près sur des « *constatations* » publiées quelques mois plus tard dans une revue technique éditée en Grèce, sur le ton plat et convaincu des vœux pieux : « *Les heures de pointe de la circulation révèlent un état critique* »... « *Il faut exiger que la distance entre le lieu de travail et l'habitation soit réduite au minimum* »...

Elles auraient sans doute été oubliées si Le Corbusier n'avait jugé bon de les éditer à Paris (anonymement en 1941, puis sous son nom en 1943) assorties de commentaires et d'une préface de Jean Giraudoux appelant à lutter contre la « *déperdition de l'âme nationale* » et à reconnaître les « *droits urbains* » du citoyen. Plusieurs rééditions ont suivi et la charte est sortie en « poche » en 1971, au moment où l'on s'inquiétait sérieusement des méfaits de l'urbanisme fonctionnel.

La présentation graphique familière à Le Corbusier (reprise aux Éditions de minuit) accentuait le ton comminatoire des « *il faut exiger* » et le caractère naïvement confiant dans la possibilité de changements humains et économiques, à coups de slogans : « *Il faut libérer le sol en faveur de larges surfaces vertes !* » ; « *Le piéton doit pouvoir suivre d'autres chemins que l'automobile !* » ; « *L'intérêt privé sera subordonné à l'intérêt collectif !* » ; « *Un nombre minimum d'heures d'ensoleillement doit être fixé pour chaque logis !* ».

En quatre-vingt-quinze points abondamment commentés de sa main, Le Corbusier confortait les thèmes qu'il avait déjà développés en faveur d'une ville fonctionnelle, rationnelle, hygiéniste, « *à la mesure naturelle de l'homme* », précepte le plus volontiers oublié par ceux qui, ensuite, construisirent au nom des mêmes principes les grands ensembles que l'on sait.

Les constatations sur l'état déplorable des banlieues, l'insuffisance des terrains de jeux, étaient justes. Mais les auteurs n'exprimaient aucun doute sur la validité universelle de leurs propositions, et livraient pêle-mêle des évidences qui allaient être oubliées dans la pratique et des préceptes (sur la construction en hauteur par exemple) qui seraient récupérés, sans nuance, par l'industrie et l'administration.

S'il est aisé aujourd'hui de constater avec Aldo Van Eyck, architecte hollandais qui critiqua les CIAM de l'intérieur (ils continuèrent de se réunir jusqu'en 1956) que « *les modernes ont laissé à l'Europe des villes blessées, saccagées au nom de règlements sauvages, pour le seul avantage de la mobilité et de la circulation* », on a oublié le débat qui les opposa, au moment de la reconstruction, aux « régionalistes ».

Un Gaston Bardet, urbaniste épris des méthodes anglaises et favorable à la construction de cités-jardins, voyait dans la charte d'Athènes non un « *Coran inédit* », mais la « *mise en aphorismes de ce que les urbanistes de tous les pays répètent depuis le début du siècle* ». Traçant les ombres d'un 21 décembre au pied des immeubles, au lieu du soleil de juin qui illumine la Ville radieuse de Le Corbusier, il prédisait aux futurs habitants un « *micro-climat de cave* ».

Attentif à la « topographie sociale » et aux relations humaines complexes qui s'établissent dans une ville, comme l'a rappelé Jean-Louis Cohen, il voyait dans son adversaire « *le barde d'une civilisation hypothétique pour hommes-modules de 1,75 m de haut, mécaniques, interchangeables* ». La suite politico-économique des événements donna tort à son camp.

Résumés dès 1946 dans *Architecture d'aujourd'hui* par un disciple de Le Corbusier et traduits par Raoul Dautry, ministre de la reconstruction, dans une charte (administrative celle-là, les principes simplifiés de la charte d'Athènes — que peu de gens sans doute avaient lue — allaient servir de modèle.

« *Les techniciens et les industriels croient volontiers que le progrès technique entraîne systématiquement le progrès social,* a dit Paul-Henry Chombart de Lauwe. *Or nous savons qu'il n'en est rien.* » A la Libération, on n'en doutait guère.

Pour respecter la « *priorité absolue* » — construire à bon marché et loger tout le monde afin de rattraper le retard pris avant et pendant la guerre, — les pouvoirs publics se sont emparés des modèles (le logement minimal par exemple) mis au point par les CIAM, qui avaient imprudemment inscrit la notion de « *rendement* » en exergue de leur manuel. « *L'industrie n'a pas été au service du logement,* estime Bernard Huet. *A l'inverse, par un retour diabolique, les travaux parfois légitimes et humanistes des CIAM ont servi la norme industrielle.* »

Aux deux autres systèmes urbains en concurrence (le modèle régionaliste de Gaston Bardet, ou les villes neuves, comme Le Havre de Perret, reconstruites le long de rues et de places traditionnelles), on a préféré la solution la plus « *expressément moderne : un espace abstrait, homogène, qui ignore les traces physiques, qui égalise ; un espace sans mémoire, sans substrat historique, non orienté, fragmentaire* », selon l'analyse de Bernard Huet. « *Malgré les réticences et les réactions très fortes des populations et des élus, ce système a été dominant,* selon lui, *parce qu'il convenait à l'organisation des pays industriellement développés et correspondait à la situation technique, bureaucratique et politique de la France en particulier.* » Administration étatique puissante, corps d'ingénieurs-fonctionnaires bien organisés, concentration progressive des entreprises du bâtiment... Tout allait dans le même sens.

Cette thèse est évidemment contredite par les responsables de l'époque. Eugène Claudius-Petit, ministre de la reconstruction et de l'urbanisme de 1948 à 1952, ami et admirateur de Le Corbusier, rappelle à chaque occasion, avec véhémence, la situation tragique du logement en 1945, le manque total de confort et d'hygiène dont souffrait une grande partie de la population.

Il tient pour responsable de la ségrégation sociale, qui a été aggravée par les constructions nouvelles, les systèmes cloisonnés de financement qui ont empêché de bâtir, côte à côte, les logements qui étaient destinés aux familles aisées et les autres. L'impossibilité d'attribuer intelligemment les terrains en fonction de leur usage (équipement ou logement) et toutes les fatalités auxquelles se heurte l'urbanisme au quotidien, souvent recensées depuis, ont fait le reste.

« *Si vous ne pouvez pas décrire un homme, comment pouvez-vous prétendre faire une ville* », dit Aldo Van Eyck, en apôtre de l'humilité contre-révolutionnaire, comme d'autres, en politique ou ailleurs, ont retrouvé Dieu après avoir adoré Marx. « *Une ville, c'est forcément le chaos organique. Dans un tableau de croisement des fonctions, il manquera toujours quelque chose. Ils ont refusé la poésie, alors que c'est elle la précision, l'exactitude même.* »

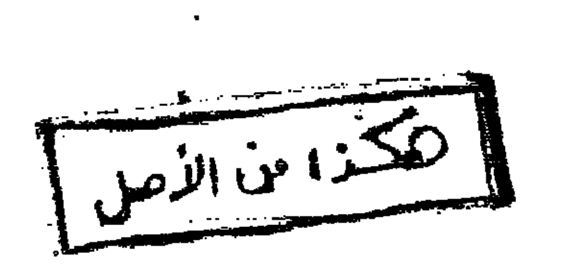
Autant on demeure ébloui par la poésie, le lyrisme plastique et la sérénité puissante de l'architecture de Le Corbusier, autant on est emporté par l'invention, l'audace littéraire et la vivacité de ses propos polémiques, autant on aurait dû se défendre de prêter foi à l'évidence périlleuse des « *terribles injonctions* » contenues dans la charte d'Athènes.

L'architecture ne peut résoudre à elle seule les problèmes sociaux comme en atteste aujourd'hui le sort très contrasté des quatre *Cités radieuses* construites par l'architecte : le succès de Marseille ne se dément pas, tandis qu'on ferme celle de Briey-en-Forêt.

En rédigeant la charte, les architectes « modernes » ont fait preuve, on en est sûr aujourd'hui, d'un « *optimisme exagéré* ». En se comportant comme un « *groupe d'intellectuels avides de mobiliser l'autorité* » (il faut relire la lettre écrite à Joseph Staline pour lui signifier que le congrès, initialement prévu à Moscou, n'y viendrait pas, à cause du choix rétrograde qui venait d'être fait dans le concours pour le palais des Soviets, et mesurer leur arrogance), ils ont signé une « promesse qui ne peut être tenue », selon la thèse de Jean-Claude Garcias.

« *Le nom d'Athènes apparaît comme un bouclier étincelant et le mot de charte comme une injonction à penser droit* », écrivait Le Corbusier. Les pays neufs, qui connaissent aujourd'hui d'immenses difficultés à organiser la croissance urbaine, la Grèce elle-même, où l'on prépare, enfin, des plans d'urbanisme, pourront lire utilement la charte. A condition de ne pas cesser de penser.

MICHÈLE CHAMPENOIS.



l'auteur et l'inspirateur d'utopies urbaines souvent mal appliquées et aujourd'hui sévèrement contestées.

La cité radiée

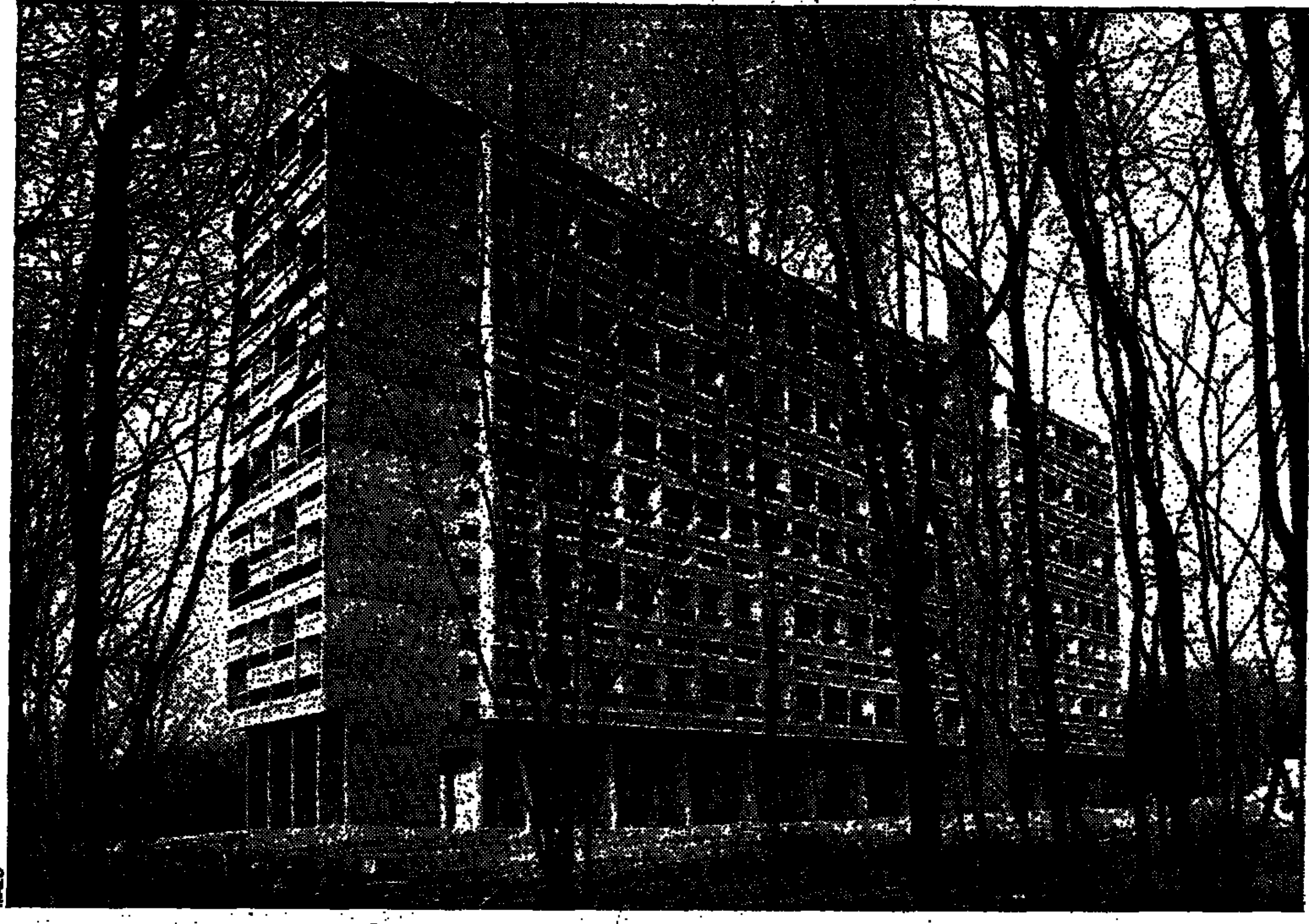
Dernière victime de la crise en Lorraine, l'immeuble de Briey ferme.

A Marseille, dans l'immédiat après-guerre, Le Corbusier construisit la célèbre Cité radieuse, première application de sa théorie de l'*« unité d'habitation de grandeur conforme »* : c'est la fameuse « maison du fada », immeuble prodigieux, visité par des flots de touristes, et sans aucun doute le plus chic, le plus snob peut-être, des ensembles de logements collectifs qui aient jamais été édifiés.

Trois autres suivirent, à peu près identiques : Rezé-lès-Nantes en 1955, Briey-la-Forêt en 1961 et Firminy-Vert en 1967. Ici et là, on ne les appelle que les *Corbu* ; ils ont focalisé haines et enthousiasmes. Or voici que l'un d'entre eux meurt : dans peu de jours, Briey sera fermé.

Dans le froid et la brume, la cité qui se voulut radieuse émerge, sinistre, du carré de pré que lui tailla Le Corbusier dans la forêt lorraine et qui est aujourd'hui semé de détritus épars ; ustensiles ménagers jetés du dix-huitième étage, épluchures, serviettes hygiéniques, canettes de bière. Il reste trois voitures sur le vaste parking. Le magasin Coop a fermé ; le hall de l'immeuble est en ruine; ses vitres cassées ou grises de crasse.

La boutique du rez-de-chaussée, qui était un lieu essentiel de la vie collective, a été désertée par son propriétaire vers la fin de l'été dernier. Elle offre ses planches arrachées ; des néons déchaussés y diffusent une lumière blême. Dès l'entrée, on est en plein fantasme : *« Escaliers dangereux, risque de viole* (sic), *de vol et d'homosexualité, etc. »*, préviennent des graffiti à la craie. C'est bien la fin. Quelques familles subsistent là, une dizaine quand l'immeuble compte trois cent trente-neuf logements.


MAZO

On avait depuis longtemps coupé le chauffage d'une partie de la cité ; on a tout interrompu fin février, prêtant un convecteur électrique aux locataires solvables. Une rue intérieure est fermée d'une porte de fer ; certains interpaliers condamnés au chalumeau. Il y avait trois ascenseurs : on a mis fin, le 31 mars, au fonctionnement du dernier. Il ne reste plus qu'à emprunter les cages d'escalier qui, rongées par le vandalisme, puent la pisse ; les fers y rouillent comme sur un navire de haute mer. Partout, des inscriptions, amoureuses, obscènes, racistes ou simplement punks, et aussi d'extraordinaires lettre d'adieu : *« Folle de cité »*, *« La cité est l'un des meilleurs monuments historiques »* et encore *« Pourquoi s'aimer alors qu'on n'est fait pour se séparé »*, et ailleurs, plus prosaïque, *« La cité vous dit merde. »*

Et ce long texte sur l'un des pilotis qui portent l'immeuble et qui devaient assurer le passage de la nature et de la lumière : *« Adieu ma Cité radieuse, et pourquoi que, quand on aime quelqu'un, il faut toujours qu'il nous quitte. Adieu ma cité, adieu ; mais je t'aimé ; adieu ! je ne t'oublierais pas. »*

Les rues intérieures, ces couloirs généreux qu'avait voulus Le Corbusier, sont borgnes ; les lampes ont claqué, à cause des courts-circuits engendrés par les prises électriques pirates. Le sol est dégradé, les boîtes aux lettres arrachées.

A l'automne, quand vivaient encore ici une quarantaine de familles, il traînait partout des vélos et des chiens ; des gosses jouaient au foot à grands coups de ballon dans les portes. Les diverses rues avaient leur réputation. A l'entrée de la troisième, cette inscription : *« rue des cons »* et *« des espions morpions »* ; à la quatrième : *« rue des sympas »*.

Le racisme divisait les quelques familles qui ont campé cet hiver dans la grande carcasse. Cette dame, affligée d'un enfant handicapé, se déclarait tout de go « cas social ». Et en effet : avec un revenu de 1 600 francs par mois, elle devait à l'office HLM un arriéré de loyers de 11 230 francs ; assignée en référé avec d'autres locataires devant le tribunal d'instance de Briey, elle collectionnait les sommations d'huissier. Une lettre lui avait signifié son expulsion pour le 22 novembre ; on ne chasse personne durant l'hiver, bien sûr, mais elle savait qu'elle n'en avait plus que pour quelques mois. Au printemps, la Cité serait vidée: *« De toute façon, ils vont la refaire. Ils refont déjà des logements ; on a vu des baignoires »*, inventait-elle.

Son grand problème, ce n'était pas sa misère à elle mais les Arabes : *« D'ailleurs on leur parle pas ! Tout a commencé avec leur arrivée... On ne peut plus sortir, ni aller voir la famille... Tout le monde peut rentrer ; ils ont les clés ; leurs enfants passent par les passe-plats. »* Pauvres passe-plats du *Corbu* qui devaient faciliter la communication ! On ne pouvait plus chauffer cette immense baraque vide ; malgré le déficit qu'assumait l'office départemental HLM, les charges étaient trop lourdes et le loyer d'un quatre pièces passait de 892,35 francs l'été à 1 425,09 francs l'hiver. Au mois de mai 1983, alors que plus de cent logements étaient encore occupés, un article du *Républicain lorrain* affirmait déjà que le déficit d'exploitation s'était élevé, en quatre années, à plus de 6 millions de francs.

Alors, faut-il détruire le *Corbu* ? Personne n'en prendrait jamais la responsabilité. Et pourtant, on a épuisé toutes les solutions de rechange. En 1980, comme la gendarmerie nationale était à l'étroit, on avait envisagé d'y installer la brigade de Briey et le commandement de l'escadron d'arrondissement ; on a parlé d'une prison, faux bruit ; on avait pensé aussi à une rue administrative, à une rue de personnes âgées, à un hôtel, à un institut universitaire de technologie ; et les représentants d'un important groupe de promotion privée seraient venus en catimini y étudier la possibilité d'une réhabilitation générale et de la vente des appartements en copropriété ; car, paradoxalement, on manque de logements dans la région.

Mais tout cela est abandonné, il est trop tard pour quoi que ce soit ; alors, on a songé à détruire cette énorme masse de béton armé. Une estimation du coût de l'opération, effectuée à la demande du conseil général au printemps 1982, en a montré l'absurdité ; il en aurait coûté pas moins de 30 millions de francs : 12 pour détruire et 18 pour évacuer les gravats !

Il semble qu'il n'y ait plus d'autre solution que la fermeture de la Cité radieuse. Dans quelques jours, un mur de parpaing obturera l'entrée, isolant l'immeuble du reste du monde. Il lui restera, vide, à constituer une ruine grandiose et à laisser le temps éroder sa façade inscrite à l'inventaire des Monuments historiques.

Comme celle de Firminy, qui connaît aussi de gros problèmes, cette cité aura pâti d'un environnement économique catastrophique, marqué (peu après son achèvement) par la fermeture des mines de fer du bassin de Briey, à la suite de la crise de septembre 1963 : elle aura souffert aussi de son isolement physique par rapport à la ville ancienne, isolement voulu par l'architecte qui espérait que sa construction lorraine constituerait ainsi *« le bout de la preuve... une unité d'habitation en pleine campagne »*.

Dès l'origine, les rapports furent difficiles avec le chef-lieu. *« Une ville factice de trois mille quatre cent quarante-quatre habitants sera-t-elle construite à Briey ? »* s'inquiétait *l'Est républicain* du 31 octobre 1957. L'isolement, l'inachèvement du plan masse, le changement de municipalité lors des élections de 1959, devaient s'associer pour faire de cette opération un désastre social.

Quoi de plus significatif que le revirement d'un journaliste, André Falk, qui, après avoir tiré dans le numéro de septembre 1959 de *Sciences et Vie* : *« Un paradis de millionnaire pour les salariés de Briey »*, écrivait au début 1962 dans le *Figaro littéraire* : *« C'est un fait : le sous-prolérariat des corons, qui s'est trouvé un toit de l'an 2000 à Briey-la-Forêt, y est oppressé par sa solitude.. »*

Rapidement s'enchaînèrent une suite incontrôlable de faits avérés et de rumeurs fantaisistes. La Cité radieuse fut la ville étrangère, inquiétante ; chaque fait divers y prenait une résonance qu'il n'eût pas connu dans la vieille ville. Falk notait que *« dans la cité modèle, un quart des habitants sont italiens (des Calabrais surtout), frustrés, dépaysés, qui ne peuvent se passer de la rumeur des voisins et transformeraient volontiers les rues intérieures en marchés publics »*.



On a aujourd'hui oublié les Calabrais pour ne retenir que les Nord-Africains, *« qui, dès le début, mirent des lapins dans leurs baignoires »* ; et la peur du souk a remplacé celle du marché méridional.

Toujours est-il que, de cinquante logements vacants en 1977, on passa à cent en 1978, cent trente en 1979, cent cinquante en 1980, deux cent dix en mai dernier et trois cent trente aujourd'hui. Dans quelques jours, Briey-la-Forêt aura vécu.

Née avec une crise de la métallurgie, morte avec une autre après un peu plus de vingt ans de malheur, cette Cité radieuse a connu un destin radicalement différent de celui des cités de Marseille, Rezé et Firminy, constructions pourtant assez semblables. Cela prouve que, même conçue par un créateur d'exception, l'architecture n'est pas maîtresse du destin des hommes qu'elle abrite ; les jeux imprévisibles de l'histoire, des situations locales, des flux et reflux de l'économie, des querelles de clochers et des archaïsmes régionaux bouleversent le cours des choses de manière capitale. Cela prouve aussi que la particularité de l'organisation interne des Cités radieuses de Le Corbusier, tant au niveau des logements que des rues intérieures, est, selon les circonstances, susceptible de faire naître les réactions les plus divergentes : de l'hostilité sans appel, que chaque détail quotidien ne cesse de renforcer, à l'adhésion enthousiaste et parfois presque fanatique, conduisant certains groupes humains à y déployer une capacité d'organisation collective, d'entraide et d'esprit de clan tout à fait exceptionnelle.

L'analyse des *Corbu* montre que la cohésion du groupe, la cohabitation de populations de culture différente n'est possible qu'au prix de discussions, de rupture de l'anonymat, de militantisme des locataires, liés entre eux en grande partie par le fait même de se savoir l'objet d'une expérience très particulière.

Elle prouve encore que les Cités avaient absolument besoin d'être « complètes » : l'école sur le toit-terrasse, à Firminy, maintient la solidarité d'un ensemble humain déjà très ébranlé : à l'inverse, l'inéquipement de Briey a beaucoup compté dans son échec lamentable, dans la mesure où il a manifestement renforcé le sentiment de solitude éprouvé par ses habitants.

Cette solitude (partiellement voulue par un architecte dont il ne faut pas sous-estimer la lucidité mais qui était quand même tout imprégné du mythe splendide du paquebot et des « hommes admirables » et voyait, dans l'isolement, le moyen de faire se développer une communauté humaine nouvelle et harmonieuse) est peut-être sa plus grande erreur ; si elle a pu, dans l'après-guerre, aider à l'animation de la vie collective, elle est en retour totalement responsable des drames de Briey dressant la haine du vieux bourg, accentuant les réactions d'antipathie ; au contraire, à Marseille et à Rezé, la proximité de la ville enrichissait les unités de tout ce qui leur manquait et offrait aux habitants le bonheur d'un nouveau mode de vie qu'ils avaient le sentiment d'avoir choisi, tout en conservant à quelques pas de chez eux les plaisirs urbains traditionnels.

FRANÇOIS CHASLIN.


SPADEM

En toute Logique

PROBLÈME N° 262

SUITE AU CARRÉ

Douze et treize, deux nombres entiers apparemment sans autre point commun que d'être consécutifs, ont le bonté de s'additionner pour former un carré : vingt-cinq.

Intéressons-nous plutôt aux suites de quatre entiers consécutifs. Quelle est la plus petite de ces suites capable de s'additionner en un carré parfait ?

(Solution dans *le Monde Aujourd'hui*, daté 6-7 mai.)

SOLUTION DU PROBLÈME 261

Multipliez les premiers de 2 à 13 pour obtenir N. Aucun des treize nombres N-14, N-13, ..., N-p, ..., N-2, n'est premier puisque, par définition, N et p sont multiples au moins d'un même facteur supérieur à 1.

PIERRE BERLOQUIN.

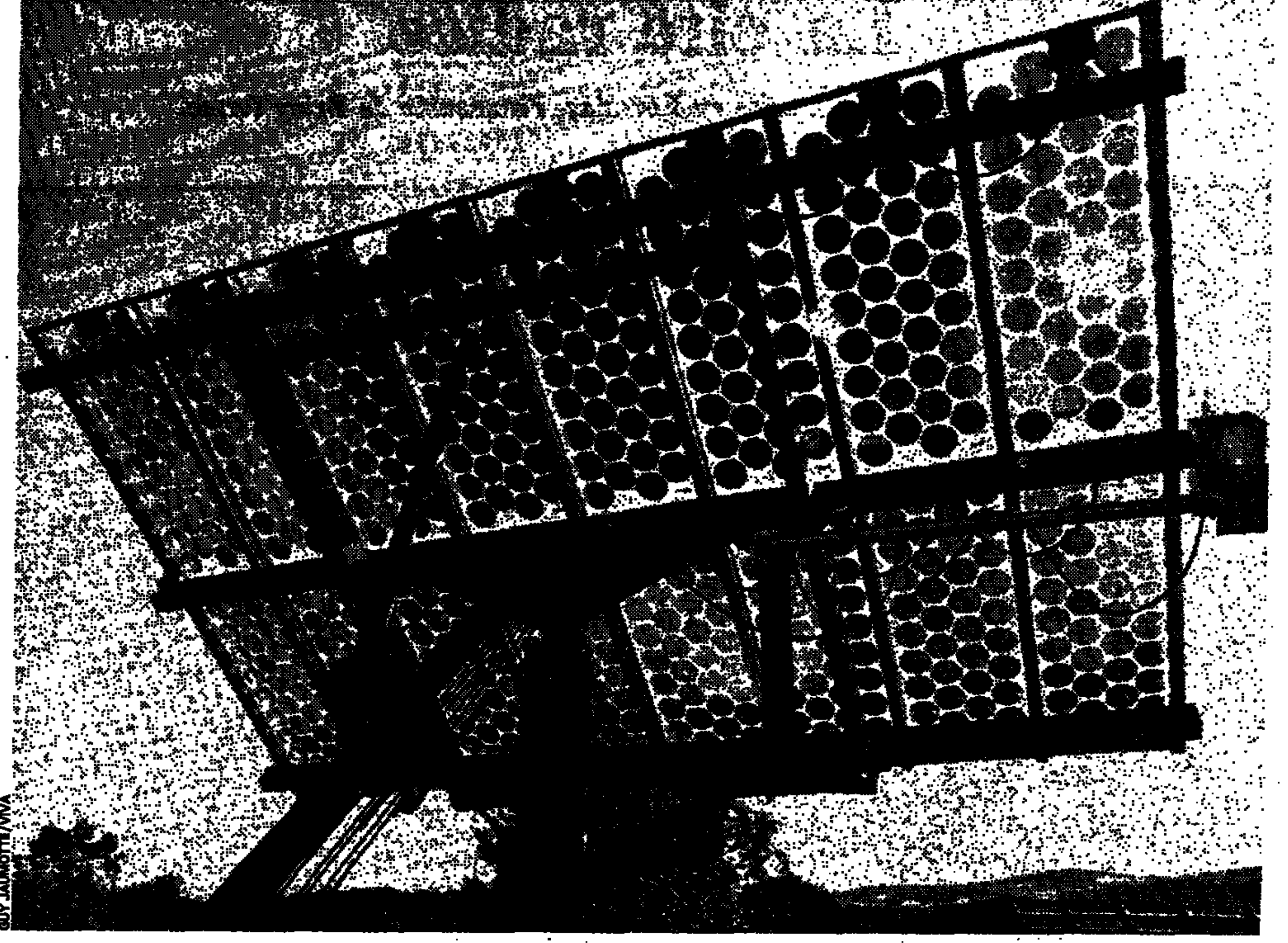
Cherchons en chœur

Issus du sommet de Versailles, dix-huit groupes de recherche internationaux sont au travail.

SOUS les montagnes cheminent des filets d'eau qui, convergeant, vont grossir des torrents, puis des rivières. Sous les « sommets » politiques, les idées et les projets circulent parfois de la même façon. Le public n'a pas conscience de cette gestation, jusqu'au jour où des propositions en bonne et due forme affleurent. C'est ce qui arrive à ce qu'on appelle le groupe de travail TCE (Technologie, croissance, emploi) né, sur l'initiative du président Mitterrand, d'une décision des chefs d'Etat et de gouvernement réunis au sommet de Versailles en juin 1982.

Son but était *« d'analyser les perspectives offertes par les nouvelles technologies, les problèmes et les enjeux qui leur sont liés, en particulier en ce qui concerne la croissance et l'emploi »*.

En janvier 1983, sous la présidence de Jacques Attali, sortait un rapport où dix-huit thèmes de coopération multilatérale étaient arrêtés, allant des technologies alimentaires à l'exploration du système solaire, en passant par la robotique avancée, les réacteurs à neutrons rapides, etc.


GUY JAUMOTTE/VIVA

Ce rapport fait – et bien fait, – allait-il, comme d'autres, hélas, figurer au musée des projets sans suite ? Ce ne fut pas le cas. Sept pays (la France, la République fédérale d'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni) commencèrent de travailler sur les idées lancées, avec des représentants des Communautés européennes et en concertation avec l'OCDE.

Le succès appelant le sucès, de nombreux pays non membres du « sommet » demandèrent par la suite leur adhésion à des groupes.

L'affaire est suivie de près à l'Elysée par Jacques Attali, à Matignon par François Gros, conseiller scientifique du premier ministre et chef de la délégation française du groupe dont le secrétaire général est Yves Stourdze, directeur général du CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées).

A Williamsburg, sommet qui suivit, en 1983, celui de Versailles, le président Reagan tint à saluer les efforts accomplis par le groupe de travail, et, pour préparer le sommet de 1984 qui se tiendra à Londres en juin prochain, le conseiller scientifique de Mme Thatcher a déjà réuni deux fois les délégations. La dernière rencontre a eu lieu fin mars.

La démarche du groupe de travail TCE a été originale. Pour vaincre le scepticisme des délégations, il s'est efforcé d'entrée de jeu de présenter des dossiers analytiques aux experts, évitant de s'embourber dans le marais des grands principes. Petit à petit se sont dégagées des idées-forces qui n'étaient parfois que des rappels, mais bien utiles en temps de crise. Citons parmi celles-ci la réaffirmation de l'importance de la recherche fondamentale, la nécessité de la libre circulation des idées et des produits, le rôle mixte des gouvernements et du secteur privé, les premiers devant aider les projets de hauts risques financiers et préparer l'environnement pour le rendre plus réceptif à l'innovation. Pour faciliter le bon accueil des techniques nouvelles et compenser les effets traumatisants dans l'opinion (chômage), les efforts doivent être accomplis à tous les niveaux : éducation, médias, contacts avec les syndicats, etc.

Enfin, il est important de mieux faire comprendre aux pays en voie de développement que l'apport des techniques nouvelles ne doit pas se limiter à la santé et à l'agriculture. A eux, certes, de choisir et d'ajuster les processus d'innovation qui peuvent leur être utiles dans des domaines variés.

L'expérience de travail déjà acquise dégage une « philosophie » qui tend à se généraliser, celle de la « géométrie variable » et du bon sens, les participants choisissant tel ou tel projet, la direction étant assurée par le ou les pays qui veulent faire un effort particulier, notamment sur le chapitre du financement. Les opérations peuvent être toutes nouvelles ou, au contraire, compléter des actions bilatérales. Elles doivent déboucher non seulement sur des recherches en commun, mais sur des accords industriels.

Pas d'effervescence brouillonne donc. Il est encore trop tôt pour porter un jugement d'ensemble, Nous publions ci-dessous les premiers résultats obtenus. Il est significatif, en tout cas, que, dans des enceintes très diverses où se retrouvent souvent au reste les mêmes hommes – qu'il s'agisse de la CEE (programme ESPRIT) ou de l'OCDE, – des experts entendent coopérer pour maîtriser au mieux le changement technique qui s'accélère.

Dans ces laboratoires du futur, beaucoup d'hommes politiques, et M. Mitterrand en tête, voient la « sortie » par le haut du marasme économique, la réalimentation de la croissance. Il est sûr que la création de richesses par les robots – pour ne parler que d'eux – créera plus d'emplois à moyen terme que ceux qui ont été supprimés par leur arrivée. Encore faut-il le faire comprendre pour que les réactions de rejet ne se multiplient pas au nom de la sauvegarde des industries traditionnelles. Comme si la seule façon de les sauver n'était pas précisément de leur infuser les techniques les plus modernes.

C'est ce qu'a bien vu Mme Thatcher, qui a demandé que le coup de projecteur soit mis au prochain sommet de Londres sur l'éducation et la préparation du public à ce nouvel âge.

PIERRE DROUIN.

Robots sous-marins et satellites polaires

I. – Gestion des ressources énergétiques

1) *Energie solaire photovoltaïque* (Italie, Japon).

Il s'agit d'obtenir une meilleure qualité et une production de masse des cellules photovoltaïques, ainsi que des systèmes qui en relèvent. Sont principalement mis à contribution le « simulateur solaire » japonais et le Centre international de recherches que l'Italie met en place. Ce projet a eu beaucoup de mal à démarrer, mais les résultats sont maintenant positifs.

2) *Fusion thermonucléaire contrôlée* (Communautés européennes, Etats-Unis).

Le développement de cette nouvelle source d'énergie prendra plusieurs décennies et exigera un effort financier considérable. Deux réunions à Washington se sont tenues pour discuter sur les options.

3) *Photosynthèse* (Japon).

Cette source d'énergie peut être dans l'avenir d'autant plus importante qu'elle constitue un procédé naturel convertissant l'inépuisable lumière du Soleil en énergie chimique et électrique. C'est incontestablement aujourd'hui le projet de coopération qui marche le plus mal.

4) *Réacteurs à neutrons rapides* (Etats-Unis, France).

Il y avait déjà une coopération européenne à ce sujet. Elle s'ouvre aux Etats-Unis et au Japon. Le surrégénérateur est dans une phase de développement beaucoup plus avancée que d'autres technologies renouvelables, et il est intéressant pour l'Europe d'observer grâce à ce groupe de travail la sensibilité des Japonais et des Américains sur la question.

II. – Gestion des ressources alimentaires

1) *Technologies alimentaires* (France, Royaume-Uni).

Les trois principaux domaines où s'ouvre la collaboration sont les procédés alimentaires, l'évolution de l'effet des additifs et les problèmes des pays en voie de développement. Un accord a déjà été signé par les premiers participants. Il semble que les Italiens, les Canadiens et les Japonais vont se joindre au groupe.

2) *Aquaculture* (Canada).

La France est très active sur ce chapitre de la culture d'organismes aquatiques. Ce développement est stimulé par le besoin particulier de créer des emplois dans des zones rurales et par la constatation que les ressources naturelles en poissons sont maintenant exploitées à leur maximum.

III. – Amélioration des conditions de vie et d'emplois et protection de l'environnement

1) *Télédétection spatiale* (Etat-Unis).

Le but est de renforcer les accords existants avec comme sujet principal le satellite polaire.

JEAN-PIERRE FAUREAU/VIVA

2) *Trains à grande vitesse* (France, République fédérale d'Allemagne).

Bonn a d'abord été très sceptique, puis s'est intéressé à la question. Deux opérations concrètes ont été menées ou sont prévues :

a) Un symposium technique à Munich en 1983 sur les avantages comparés du roue-rail et de la suspension magnétique dont les études en Allemagne arrivent maintenant au prototype ;

b) Un symposium sur l'analyse socio-économique des TGV est prévu en 1984 à Paris.

3) *Habitat et urbanisme pour les pays en voie de développement* (France).

Projet difficile : la première étape a consisté à rassembler dans un fichier les réalisations existantes, puis un réseau d'informations s'est constitué. Enfin, des projets types pour les PVD sont en cours d'élaboration.

4) *Robotique avancée* (France, Japon).

Le projet consiste à internationaliser une proposition japonaise. La France a déjà relevé le défi, qui implique une forte collaboration entre le public et le privé. Dix-huit grandes firmes japonaises sont intéressées et, en France, quatre-vingts industries ou centres publics ont répondu favorablement et se sont réunis en consortium. Les premières études portent sur les robots sous-marins.

5) *Impact des nouvelles technologies sur les industries traditionnelles* (France, Italie).

L'Italie a proposé de comparer une zone italienne à une zone française dans le domaine du textile : les régions de Castres-Mazamet et du Prato près de Florence ont été choisies. Les experts étudient les conséquences de l'introduction de la micro-électronique et des technologies de l'information dans de nombreuses branches de l'industrie textile.

6) *Biotechnologies* (France, Royaume-Uni).

Un réseau international de formation aux biotechnologies a été proposé aux chefs d'Etat et de gouvernement par la France et le Royaume-Uni. Il s'appuiera sur des centres de formation existants, assistera et soutiendra les étudiants. Un effort particulier sera fait en faveur des étudiants du tiers-monde.

7) *Matériaux avancés et normes* (Etats-Unis, Royaume-Uni).

L'objet est d'encourager la mise au point de règles d'utilisation et de spécification pour les matériaux avancés. Les Britanniques sont très actifs dans ce domaine.

8) *Application des nouvelles techniques à l'éducation multimédias (ANTEM)* (Royaume-Uni).

Ce programme ANTEM a surtout pour but actuellement de développer des bibliothèques de logiciels éducatifs, et notamment un programme de réalisation de vidéodisques, avec le Canada, sur l'initiation pédagogique.

9) *Acceptabilité des nouvelles technologies* (Royaume-Uni).

Suivant les utilisateurs, les technologies sont perçues de façon enthousiaste ou négative. Il s'agit de contribuer de plus en plus à l'amélioration des réactions défavorables. Mme Thatcher est très sensibilisée à cet aspect des choses.

IV. – Projets de recherche fondamentale

1) *Biologie* (Communautés européennes).

Les discussions portent notamment sur la coopération concernant les banques de données biologiques, par exemple dans le domaine de la séquence des acides nucléiques et de protéines, dans la collecte des souches de micro-organismes, dans les banques de semences et dans la préservation du matériel végétal et animal.

2) *Physique des hautes énergies* (Etats-Unis).

Les équipements sont coûteux et importants. Il s'agit d'éviter d'inutiles duplications grâce à une collaboration internationele. Un aperçu général de la situation a été discuté à Washington.

3) *Exploration du système solaire* (Etats-Unis).

Les points actuellement étudiés par les experts du groupe de travail concernant les explorations vers Mars, l'étude de l'atmosphère solaire et des astéroïdes.

★ *Les pays cités entre parenthèses sont responsables de l'organisation du projet.*

L'économie, science inhumaine...

Pour Marc Guillaume, les sciences sociales ont permis aux sociétés libérales de traiter l'homme comme un animal.

ECONOMISTE de formation – il est l'auteur d'une thèse sur la dépréciation du capital, préfacée par Raymond Barre, – Marc Guillaume, qui enseigne à l'Ecole polytechnique et à l'université de Paris-Dauphine, a rapidement pris ses distances par rapport à cette discipline pour entreprendre une réflexion plus sociologique et philosophique sur l'évolution des sociétés contemporaines.

« Vous êtes un économiste un peu particulier ?...

– En effet. La conjoncture, la prévision, la gestion des entreprises ou la politique économique ne m'intéressent pas pour elles-mêmes. Ce qui *m'*intéresse, ce sont les rapports entre économie et société. Nos vies quotidiennes, notre environnement, notre culture, dépendent largement de l'économie, sont soumis à l'impérialisme de sa logique et de son idéologie.

– Vous entretenez aussi des rapports singuliers avec la sociologie...

– Je suis proche du point de vue et des méthodes de la sociologie. Mais je n'étudie pas les mêmes objets. Les sociologues, en général, se gardent d'étudier les phénomènes sociaux qui sont directement sous la dépendance de l'économie. Il en est de même pour la science politique, qui se limite pour sa part à l'étude de mécanismes spécifiquement politiques, comme les élections par exemple, alors qu'une grande partie des arbitrages politiques sont désormais incorporés dans les mécanismes et les choix économiques.

» Au total, ce que l'on appelle la science économique a réussi à rejeter ces autres approches dans la périphérie du social. L'ennui, c'est que la plupart des économistes ne s'intéressent pas au cœur du social non plus. Au lieu de chercher à saisir comment l'ordre économique s'est emparé du social et du politique, ils consacrent leurs efforts à des problèmes de gestion. Je ne me suis jamais résigné à ce cloisonnement des disciplines qui interdit toute véritable interrogation.

– Pourtant l'idée de pluridisciplinarité est maintenant bien admise dans l'Université.

– C'est un mot qui est souvent prononcé en effet. Mais il ne faut pas être naïf ; il masque une organisation du savoir strictement cloisonnée. La plupart des universitaires, pour s'insérer dans un milieu très hiérarchisé, sont conduits à défendre leurs créneaux sans chercher à communiquer avec les territoires voisins. Déjà pour des disciplines très cohérentes comme les mathématiques ou la physique, les « généralistes » se font rares. Sartre, Aron, étaient des généralistes du social, mais leur intérêt pour la politique et le journalisme élevait leur démarche bien au-dessus du cloisonnement universitaire.

» En réalité, les systèmes et les organisations n'ont besoin, pour fonctionner, que d'un savoir émietté. Les écoles et les universités, en formant des spécialistes et des gestionnaires, répondent à leurs besoins. Il n'en faut pas plus. Déjà Kepler disait que l'Université est gardienne de l'ignorance. Je crois qu'il faut prendre cette formule au sérieux, sans ironie : garder l'ignorance est une fonction sociale importante, et la combattre, à l'intérieur même de l'Université, ce qui reste heureusement possible, est un choix politique fondamental.

– A l'époque où vous avez écrit *l'Anti-économique*, c'était déjà votre préoccupation ?

– Oui, je voulais, en restant très simple et très près des manuels classiques, montrer les limites étroites des raisonnements économiques, démystifier un discours en apparence complexe et technique qui interdit l'accès aux questions importantes, qui naturalise des contraintes et des pseudo-lois du marché pour les soustraire à tout débat politique. On était en 1974 quand ce livre a été écrit, donc à l'orée de la crise, et une sensibilité critique à l'égard de l'ordre économique et des finalités du développement industriel commençait à se manifester.

– Et dix ans après ?

– Dix ans après, beaucoup de choses ont changé. D'une certaine manière, la crise a renforcé l'idéologie économique. Maintenant qu'une croissance facile apparaît hors de portée, il n'est plus de mise de s'interroger sur les finalités de la croissance, d'avoir des états d'âme à l'égard des nouvelles technologies ou d'un modèle de consommation industriel. Les urgences de la crise, le chômage, massif et injustement réparti, imposent d'autres priorités. On en arrive même à ce que cette confrontation permanente entre les nations qu'on appelle la guerre économique et dont les pays pauvres font cruellement les frais apparaisse comme une situation normale, permanente, et dont chacun, à son niveau, doit supporter les conséquences comme une fatalité. L'économie a naturalisé un régime de guerre entre les nations.

» Mais je crois que, sous l'apparent consensus qu'impose la crise, des aspirations nouvelles se développent – surtout parmi les nouvelles générations – celles-là mêmes qui ont été en partie à l'origine de la crise et qu'on n'a pas su prendre en compte à temps. Mais maintenant il faudra opérer à chaud, c'est-à-dire sous les contraintes d'une compétition féroce et d'un corps social crispé sur les positions acquises par ses diverses composantes. Nous n'avons pas su mettre à profit le choc culturel de 1968 et la conjoncture économique exceptionnellement favorable qui a suivi pour prendre à bras le corps les problèmes de partage du travail, tenir compte du rôle social de l'entreprise, nouer des solidarités internationales. Quelle occasion perdue !

– Ce qui surprend dans votre pensée actuelle, c'est que vous associez au mot libéralisme le qualificatif de totalitaire. Or, le concept de libéralisme exclut par définition le totalitarisme. Pourquoi cet étrange rapprochement ?

– Le libéralisme peut être qualifié de totalitaire au second degré. Le totalitarisme est manifeste quand un pouvoir central accumule tous les pouvoirs. Le libéralisme est apparemment une liberté accordée à un sous-système social constitué d'entreprises, ou plutôt c'est la possibilité d'un développement selon des règles qui ne se rattachent pas directement au pouvoir central. Mais, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette sorte de décentralisation du pouvoir a été en grande partie accordée, progressivement, par le pouvoir politique. Il a fallu plusieurs siècles en Europe pour que s'invente le libéralisme, pour qu'un pouvoir politique partagé entre un souverain et une administration qui s'étoffe découvre que l'on peut organiser la société d'une manière plus efficace en laissant jouer certaines forces, en laissant une partie de cette société faire des affaires.

– C'est donc selon vous un processus de volontarisme de l'Etat.

– Pas seulement, sans doute, mais en grande partie, oui. Cependant, il s'agit d'un volontarisme prudent, progressif et dont les principaux acteurs n'ont eux-mêmes pas clairement conscience. Pouvoir administratif et pouvoir économique semblent s'opposer, mais derrière l'écran de fumée des oppositions doctrinales ils sont objectivement complices.

– Mais pourquoi le premier laisse-t-il se développer le second ?

– Principalement pour résoudre la contradition suivante : tout appareil de pouvoir doit en permanence faire face à des problèmes de puissance. L'Etat doit en particulier affirmer sa puissance internationale et militaire. Or le développement des forces économiques est le plus sûr moyen d'asseoir la puissance des appareils d'Etat. Mais, d'un autre côté, les technologies du pouvoir disponibles ne permettent pas d'assurer un contrôle suffisamment fin et souple de ces nouvelles forces. Donc le pouvoir politique est obligé de déléguer, de tolérer une sorte de servo-mécanisme social – le capitalisme marchand puis industriel – qui est en fin de compte au service de sa puissance. Le capitalisme est en partie le double périphérique de l'Etat, ou plus précisément de l'ensemble très puissant des appareils d'Etat, y compris, bien entendu, l'appareil militaire.

» D'ailleurs les frontières entre l'administratif et l'économique n'ont jamais cessé d'être imprécises et fluctuantes, même dans les pays qui se réclament de la doctrine libérale. Aujourd'hui la technologie administrative a fait tant de progrès qu'elle ne cesse d'absorber une partie croissante de l'économie. L'U.R.S.S. a réalisé cette absorption trop tôt : il en est résulté une technologie du contrôle social fruste et brutale et un développement partiel de l'économie, directement orienté vers la puissance militaire.

– On assiste pourtant à un retour des idées et des politiques libérales, par exemple, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

– Ce n'est qu'un effet transitoire de la crise. D'abord les gouvernements ont ainsi l'habileté de faire endosser une partie de la responsabilité de la crise au système économique. Et surtout il importe de freiner un peu la progression séculaire du poids de l'Etat – qui a tendance à s'accroître en période de crise pour en limiter les dégâts sociaux et qui s'est, par exemple, accru en France, à la fin des années 70, sous un gouvernement qui proclamait son libéralisme – au moment où l'on passe d'une guerre froide (économique) à une compétition féroce.

» Dans le même temps d'ailleurs, l'Etat essaye d'assouplir ses méthodes de gestion pour se lancer directement dans des stratégies économiques, c'est ce qu'on appelle la dérégulation...

– Le libéralisme serait donc une liberté imposée ?

– Le terme de liberté est excessif, car le sous-système économique n'est pas nécessairement producteur de liberté.

– Mais n'est-ce pas une liberté relative ?

– Un mode de gestion à deux composantes permet en effet plus de jeu qu'une pure *nomenklatura*, comme dans les pays de l'Est. Mon appréciation très critique du libéralisme ne m'empêche pas de penser que c'est, allié à la démocratie, le moins mauvais système de gestion possible pour les pays développés. Mais la vraie force du libéralisme et plus généralement de l'organisation économique du social n'est pas seulement d'être un mode de gestion habile des masses, c'est d'être un système de croyance, ce que Rousseau appelait déjà une *« religion civile »*.

– Pouvez-vous expliciter ?

– La société industrielle est une singularité dans l'histoire des civilisations, d'abord parce qu'elle invente l'individu. Un individu qui croit pouvoir mesurer le monde non pas à travers la communauté dont il n'est qu'un élément parfaitement négligeable, mais à travers lui-même. Et qui, de plus, croit pouvoir mesurer ce monde d'une manière fonctionnelle, c'est-à-dire en termes de besoins, d'objectifs et de moyens. Pour en arriver là, il faut toute une alchimie de croyances fondatrices. La modernité industrielle commence quand ces nouvelles croyances s'installent. Et la face cachée de l'économie peut se dévoiler quand on essaye de répondre à la question : *« Pourquoi y croit-on ? »*

– ...Pourquoi y croit-on ?

– J'avancerais ici une hypothèse obscène, de mauvais augure. Nous croyons à l'organisation économique du monde, parce que cette croyance nous traite comme des animaux. C'est dire que l'économie – comme science, comme croyance – et les autres sciences sociales, quand elles s'inspirent du grand récit économique qui a joué à leur égard un rôle fondateur, sont des sciences inhumaines.

– Quel paradoxe !

– Non ; pas du tout. Les sciences sociales ne peuvent vraiment se construire, voici à peine trois siècles, que dans la mesure où elles peuvent mettre de côté ce qui est spécifiquement humain. Quand Napoléon demande à Laplace où est Dieu dans son système, ce dernier répond : *« Je n'ai pas besoin de cette hypothèse. »* Les sciences sociales ont fait semblant de remplacer Dieu par un homme maître de son histoire, mais en réalité elles n'ont pas besoin de cette hypothèse non plus. Leur hypothèse, c'est l'individu, *l'homo economicus*, par exemple, et cet individu n'est pas un homme. Toutes les théories sociales opératoires, toutes les organisations traitent les individus comme des sujets de besoin.

» Or tout le monde sait, et il n'est pas besoin d'être philosophe ou psychanalyste pour le savoir, que l'homme n'est pas que sujet de besoin, mais un sujet de désir qui l'enchaîne dans un rapport à l'autre (ou à l'Autre) et que ce désir, à la différence des besoins, ne peut être satisfait. Tout le monde sait cela, sa finitude, sa mort, mais il préfère l'ignorer, il préfère croire qu'il n'est que le sujet de besoin. Stuart Mill, qui était un économiste et un philosophe, a parfaitement vu le problème et l'a résumé dans une formule : *« Il vaut mieux être un homme insatisfait qu'un porc satisfait. »* Le grand récit économique, la vision fonctionnaliste du monde, se sont bâtis sur cette volonté de ne pas savoir, cette volonté d'ignorer ce dilemme simple, c'est-à-dire d'ignorer ce qui est spécifiquement humain. C'est à ce niveau aussi que le libéralisme peut être qualifié de totalitaire.



ALAIN NENOFF

– Donc l'économie se serait construite sur le refus de la transcendance de l'être humain ?

– Je ne dirais pas tout à fait cela. Il s'agit d'une vraie croyance à laquelle on ne croit d'ailleurs pas complètement. C'est souvent le cas avec la croyance : on n'y croit pas entièrement, mais quand même... Cette croyance, c'est l'opium qui nous délivre de l'homme. C'est fatigant d'être un sujet de désir, voué à la déréliction et à la finitude. C'est pourquoi il y a une croyance forte en un fond de liberté dans le libéralisme économique. Et il y a même une transcendance dans cette croyance que l'homme peut se réduire à l'inhumain.

» C'est une transcendance ignoble, si vous voulez, mais l'ignoble, comme le noble ou le sublime, appartient au registre du sacré ou plutôt à ce que Bataille appelait l'hétérogène, ce qui est sans commune mesure. D'ailleurs Bataille, qui est, selon moi, le seul philosophe de l'économie du vingtième siècle, reste un prophète optimiste, très proche de Heidegger, analysant le rapport de l'homme à la technique : dans les dernières pages de *la Part maudite*, il avance l'idée que la croyance économique, en s'approfondissant sur sa base actuelle, s'approche d'un basculement vers une autre transcendance, noble celle-ci, qu'il appelle la conscience de soi.

– C'est également votre croyance ? Vers quoi allons nous ?

– C'est un peu difficile de répondre à une question posée comme cela, car ma méthode ressemble à celle des paléontologues.

– Comment doit-on poser la question ?

– Plutôt sous la forme : « Quels sont les fragments qui vous permettent d'avancer une hypothèse ? » Un paléontologue découvre une dent, un bout d'os, quelques pierres et il se demande comment vivaient les gens. J'essaye de repérer, moi aussi, des fragments significatifs non d'un passé à reconstruire, mais d'un avenir à préfigurer.

– Donc, quels fragments et quelles hypothèses ?

– Il y a d'abord des symptômes de fragmentation, de « décohésion » du tissu social. Par exemple, il y a de plus en plus de gens qui ne se considèrent plus comme identifiés, assignés à une place sociale, par le travail et la consommation. C'est d'ailleurs une composante importante (cause et effet) de la crise économique. D'une manière générale, les mécanismes traditionnels d'identification s'enrayent pour laisser émerger une mosaïque de pratiques et de cultures nouvelles. Il n'y a plus de système cohérent et dominant de valeurs et de représentations, c'est ce que les philosophes appellent la fin des grands récits. Mais ce constat reste superficiel si l'on se contente de le lire comme un paysage de crise ordinaire et si l'on croit qu'un nouveau paysage social et culturel, de nouveau cohérent, surgira après la crise. Il y a des symptômes d'un changement plus profond.

– La crise peut en cacher une autre ?

– La crise ordinaire de la représentation masque encore que le statut même de la représentation est en train de changer. Nous nous habituons à vivre dans un monde fragmenté, dans lequel se forment des communautés, des réseaux qui communiquent à l'occasion entre eux, mais qui n'ont pas de valeur commune – et qui ont même des valeurs propres sans commune mesure entre elles. Un monde orphelin d'une légitimité unique, mais qui apprend lentement, à travers la diversité, à surmonter ce qui naguère apparaissait encore comme des conflits culturels insurmontables.

» Pour le moment, les hommes politiques et une grande partie des intellectuels ne se résignent pas à la fin des grands récits, à un monde qui cesserait d'être régi par un principe de légitimité unique. Ils mettent en œuvre une sorte d'acharnement thérapeutique pour maintenir crédible cette fiction d'une unité. Mais les nouvelles générations supportent bien la dislocation du corps social et des valeurs : cela ne fait surgir ni des conflits irréductibles ni des peurs incontrôlables (comme en mai 1968). Des communautés et des réseaux se forment, se côtoient et même communiquent entre eux à l'occasion, sans qu'ils aient besoin de partager les mêmes valeurs.

– Cette situation n'est-elle pas paradoxale, au moment où de nouvelles technologies permettent la multiplication des communications ?

– Il est certain que le rôle social de la production et de la consommation des biens matériels va décliner et que les industries du savoir, de l'information, de la communication, des mirages et des fictions vont devenir prépondérantes. Il peut sembler singulier en effet que la communication se développe au moment où ce qui peut être mis en commun disparaît. Mais c'est d'une nouvelle communication qu'il s'agit, infra-individuelle en quelque sorte, où chacun peut jouer divers rôles, prendre des masques, se brancher alternativement sur divers réseaux, se défausser de ses responsabilités et même de son identité. »

JEAN MANDELBAUM.

École publique *et enseignement confessionnel avaient déjà en 1850 des partisans*

L'étendard laïque de Victor Hugo

« Je veux la liberté de l'enseignement sous la surveillance de l'Etat. »

LE comte de Falloux, ministre de l'instruction publique dans le gouvernement du prince-président Louis Napoléon, a donné son nom à une loi votée le 15 mars 1850, qui autorisait l'Eglise à ouvrir des écoles secondaires.

Le débat avait été vif à l'Assemblée législative. Les 15 et 16 janvier, deux députés célèbres s'affrontaient : Victor Hugo défendant avec fougue l'idée d'une grande école laïque, gratuite et obligatoire, face au comte de Montalembert, exprimant le raisonnement « contre-révolutionnaire ». Voici de larges extraits de leur échange.

M. VICTOR HUGO : Messieurs, quand une discussion est ouverte, qui touche à ce qu'il y a de plus sérieux dans les destinées du pays, il faut aller tout de suite, et sans hésiter, au fond de la question. Je commence donc par dire ce que je voudrais ; je dirai tout à l'heure ce que je ne veux pas.

A mon sens, le but lointain sans doute, et difficile à atteindre, j'en conviens, mais auquel il faut tendre dans cette grande question de l'enseignement, le voici : l'instruction gratuite et obligatoire. *(Vives exclamations à droite.)*

A gauche : Très bien ! très bien !

M. VICTOR HUGO : L'instruction gratuite et obligatoire, obligatoire seulement au premier degré, gratuite à tous les degrés. *(Nouvel assentiment à gauche.)*

L'enseignement primaire obligatoire, c'est le droit de l'enfant qui, ne vous y trompez pas, est plus sacré encore que le droit du père, et qui se confond avec le droit de l'Etat.

Voici donc, selon moi, le but auquel il faut tendre dans un temps donné : un immense enseignement public donné et réglé par l'Etat, partant de l'école de village et montant de degré en degré jusqu'au Collège de France, plus haut encore, jusqu'à l'Institut de France ; les portes de la science toutes grandes ouvertes à toutes les intelligences. *(Vive approbation à gauche.)*

Partout où il y a un esprit, partout où il y a un champ, qu'il y ait un livre ! Pas une commune sans une école ! Pas une ville sans un collège ! Pas un chef-lieu sans une faculté ! Un vaste ensemble, ou, pour mieux dire, un vaste réseau d'ateliers intellectuels, gymnases, lycées, collèges, chaires, bibliothèques (...).

En un mot, je veux que l'échelle de la science soit fermement dressée par les mains de l'Etat, posée dans l'ombre des masses les plus sombres et les plus obscures, et aboutisse à la lumière ; je veux qu'il n'y ait aucune solution de continuité et que le cœur du peuple soit mis en communication avec le cerveau de la France. *(Approbation à gauche. Exclamations ironiques à droite.)*

Je le répète, c'est le but auquel il faut tendre ; mais ne vous en troublez pas, vous n'êtes pas près de l'atteindre. La solution du problème contient une question financière considérable comme tous les autres problèmes sociaux de notre temps ; ce but, il était nécessaire de l'indiquer, car il faut toujours dire où l'on tend (...).

Je veux, je le déclare, la liberté de l'enseignement ; mais je veux la surveillance de l'Etat ; et comme je veux cette surveillance effective, je veux l'Etat laïque, purement laïque, exclusivement laïque. L'honorable M. Guizot l'a dit avant moi dans les assemblées : l'Etat, en matière d'enseignement, n'est, ne peut être autre chose que laïque. Je veux donc la liberté d'enseignement sous la surveillance de l'Etat, et je n'admets, pour personnifier l'Etat dans cette surveillance si délicate et si difficile, que des hommes n'ayant aucun intérêt, soit de conscience, soit de politique, distinct de l'unité nationale.

A gauche : C'est cela ! très bien !

M. VICTOR HUGO : C'est vous dire que je n'introduis, soit dans le conseil supérieur de surveillance, soit dans les conseils secondaires, ni évêques ni délégués d'évêques. *(Nouvel assentiment à gauche.)*

J'entends maintenir, quant à moi, cette antique et salutaire séparation de l'Eglise et de l'Etat qui était la sagesse de nos pères, et cela dans l'intérêt de l'Eglise comme dans l'intérêt de l'Etat.

Messieurs, je viens de vous dire ce que je voudrais ; voici maintenant ce que je ne veux pas.

Je ne veux pas de la loi qu'on vous apporte. Pourquoi ? Messieurs, cette loi est une arme. Une arme n'est rien par elle-même ; elle n'existe que par la main qui la saisit. Or quelle est la main qui se saisira de cette loi ? Là est toute la question. Messieurs, c'est la main du parti clérical. *(Mouvement à droite.)*

A gauche : Voilà la vérité.

M. VICTOR HUGO : Eh bien, je redoute cette main, je veux briser l'arme, je repousse le projet !

J'entre maintenant tout à fait dans la discussion et j'aborde, tout de suite, et sans hésiter, une objection qu'on nous fait à nous, opposants, placés au point de vue où je suis.

On nous dit : Vous voulez exclure le clergé du conseil de surveillance de l'Etat : vous voulez donc proscrire l'enseignement religieux ?

Messieurs, je m'explique. Loin que je veuille proscrire l'enseignement religieux, entendez-vous bien, il est selon moi plus nécessaire aujourd'hui qu'il n'a jamais été. *(Marques d'approbation à droite.)* Plus l'homme grandit, plus il doit croire. Il y a un malheur dans notre temps, je dirai presque qu'il n'y a qu'un malheur : c'est une certaine tendance à tout mettre dans cette vie. *(Approbation générale.)*

A qui la faute.

En donnant à l'homme pour fin et pour but de vie terrestre, la vie matérielle, on aggrave toutes les misères par la négation qui est au bout ; on ajoute à l'accablement des malheureux le poids insupportable du néant, et de ce qui n'est que la souffrance, c'est-à-dire une loi de Dieu, on fait le désespoir. *(Bravos.)*

Voix diverses : C'est très beau et très vrai !

M. VICTOR HUGO : De là de profondes convulsions sociales. Messieurs, certes, je suis de ceux qui veulent, avec une inexprimable ardeur et par tous les moyens possibles, améliorer dans cette vie le sort matériel de ceux qui souffrent ; mais je n'oublie pas que la première des améliorations c'est de leur donner l'espérance. *(Marques générales d'assentiment.)* Combien s'amoindrissent de misères bornées, limitées, finies après tout, quand il s'y mêle une espérance infinie !

Notre devoir à tous, législateurs, ou évêques ou écrivains, publicistes ou philosophes, notre devoir à tous, c'est de répandre, c'est de dépenser, c'est de prodiguer, sous toutes les formes, toute l'énergie sociale pour combattre et détruire la misère, et en même temps de faire lever toutes les têtes vers le ciel. *(Vives et nombreuses marques d'approbation.)* C'est de diriger toutes les âmes, c'est de tourner toutes les attentes vers une vie ultérieure où justice sera faite, et où justice sera rendue. *(Nouvelles marques d'approbation.)*

Disons-le bien haut : personne n'aura injustement ni inutilement souffert. La mort est une restitution. La loi du monde matériel, c'est l'équilibre ; la loi du monde moral, c'est l'équité. *(Très bien ! très bien !)* Dieu se retrouve à la fin de tout. Ne l'oublions pas, et enseignons-le à tous ; il n'y aurait aucune dignité à vivre, et cela n'en vaudrait pas la peine, si nous devions mourir tout entier.

Ce qui allège la souffrance, ce qui sanctifie le travail, ce qui fait l'homme bon, fort, sage, patient, bienveillant, juste, à la fois humble et grand, digne de l'intelligence, digne de la liberté, c'est d'avoir devant soi la perpétuelle vision d'un monde meilleur rayonnant à travers les ténèbres de cette vie.

Messieurs, quant à moi, j'y crois profondément, à ce monde meilleur, et je déclare ici : c'est la suprême certitude de ma raison comme c'est la suprême joie de mon âme. *(Marques nombreuses d'assentiment.)*

Je veux donc sincèrement, je dis plus, je veux ardemment l'enseignement religieux. Mais je veux l'enseignement religieux de l'Église, et non l'enseignement religieux d'un parti. Je le veux sincère et non hypocrite. *(Approbation à gauche.)* Je le veux ayant le ciel pour but et non la terre. *(Marques générales d'approbation.)*

Je ne veux pas qu'une chaire envahisse l'autre, je ne veux pas mêler le prêtre au professeur, ou si je tolère ce mélange, si j'y consens, moi législateur, je le surveille.

J'ouvre sur les séminaires, sur les congrégations enseignantes l'œil de l'Etat, et de l'Etat laïque, jaloux uniquement de sa grandeur et de son unité. Jusqu'au jour, jour que j'appelle de tous mes vœux, où la liberté de l'enseignement, la liberté complète et entière pourra être proclamée... Et tenez, je m'interromps – il y a lieu de placer ici une observation importante qui complète l'exposition de mes idées. Si j'obtenais du progrès naturel, du progrès du temps, et des esprits, si j'obtenais ce que je vous disais dans mes premières paroles, l'instruction gratuite à tous les degrés et obligatoire au premier degré, je mettrais à côté de ce grand enseignement donné par l'Etat, de cette magnifique instruction gratuite, la liberté de l'enseignement complète, entière, absolue, liberté pour tous les enseignements privés, liberté pour les établissements religieux, soumise seulement aux lois générales, et je n'aurais pas le besoin de donner à cette liberté le pouvoir inquiet de l'Etat pour surveillant, parce que je lui donnerais l'enseignement gratuit de l'Etat pour contrepoids.

Eh bien ! Jusqu'au jour où cette liberté complète de l'enseignement pourra être établie à côté de l'enseignement gratuit de l'Etat, jusqu'à ce jour-là, je veux l'enseignement de l'Église, mais je veux l'enseignement de l'Église au-dedans et non au-dehors.

Je veux, je le répète et je le résume en un mot, ce que voulaient nos pères : l'Église chez elle et l'État chez lui.

Voix diverses à droite : Qui ? Nos pères ? Où cela ?

M. VICTOR HUGO : l'Assemblée voit déjà clairement pourquoi je repousse le projet de loi...

Je m'adresse au parti clérical et je lui dis, cette loi est votre loi. Je me défie de vous ; instruire c'est construire, je me défie de ce que vous construisez. Je ne veux pas vous confier l'enseignement de la jeunesse, l'âme de nos enfants, le développement des intelligences neuves qui s'ouvrent à la vie, l'esprit des générations nouvelles, c'est-à-dire l'avenir de la France. Je ne veux pas vous confier l'avenir de la France, parce que vous le confier, ce serait vous le livrer. *(Mouvements.)* Il ne me suffit pas que les générations nouvelles nous succèdent, je suis de ceux qui veulent qu'elles nous continuent. *(Mouvements divers.)*

Voilà pourquoi, Hommes du parti clérical, je ne veux ni de votre main, ni de votre souffle sur elles ; je ne veux pas que ce qui a été fait par nos pères soit défait par vous. Après cette gloire, je ne veux pas de cette honte ! *(Vives approbations à gauche. A droite : oh ! oh !)*

Votre loi est une loi qui a un masque. Elle dit une chose et elle en fait une autre. *(Mouvement.)* C'est une pensée d'asservissement qui prend les allures de la liberté ; c'est une confiscation intitulée donation. *(Rires approbatifs à gauche.)*... Oui, vous êtes la maladie de l'Église ; Ignace est l'ennemi de Jésus. Vous êtes non les croyants mais les sectaires d'une religion que vous ne comprenez pas. *(A gauche : Très bien ! A droite : Oh ! oh !)*

Cessez de mêler l'Église à vos afaires, à vos stratégies, à vos combinaisons, à vos doctrines, à vos ambitions. Ne l'appelez pas votre mère pour en faire votre servante. *(Applaudissements à gauche.)* Surtout ne l'identifiez pas avec vous ; voyez le mal que vous lui faites.

Vous parlez de l'enseignement religieux ? L'enseignement religieux véritable, l'enseignement religieux suprême, celui devant lequel il faut se prosterner, celui qu'il ne faut pas troubler, le voici... *(Mouvement.)* C'est la sœur de Charité au chevet du mourant ; c'est le frère de la merci rachetant l'esclave ; c'est Vincent de Paul ramassant l'enfant trouvé ; c'est l'évêque de Marseille au milieu des pestiférés ; c'est l'archevêque de Paris affrontant avec un sourire sublime le faubourg Saint-Antoine révolté, levant son crucifix au-dessus de la guerre civile et s'inquiétant peu de recevoir la mort, pourvu qu'il apporte la paix. Voilà le véritable enseignement religieux. *(Très bien ! très bien !)*

Voix à droite : Mais c'est précisément là le fruit de l'enseignement religieux.

M. VICTOR HUGO : Voilà l'enseignement religieux réel, profond, efficace, universel, populaire, celui qui, heureusement pour l'humanité et pour la religion, fait encore plus de chrétiens que vous n'en défaites.

Ah ! nous vous connaissons. Nous connaissons le parti clérical, c'est un parti ancien et qui a des états de services. *(On rit à gauche.)* C'est lui qui, depuis des siècles, garde jalousement, discrètement et fatalement la porte de l'Église. C'est lui qui a trouvé pour la vérité ces deux états merveilleux : l'ignorance et l'erreur. *(Rumeurs à droite.)* C'est lui qui fait défense à la science et au génie d'aller au-delà du missel, et qui veut cloîtrer la pensée dans le dogme. *(Nouvelles rumeurs.)* Tous les pas qu'a faits l'intelligence de l'Europe, elle les a faits sans lui et malgré lui. Son histoire est écrite dans l'histoire du progrès humain mais au verso...

...Je repousse votre loi. Je la repousse, parce qu'elle confisque l'enseignement primaire, parce qu'elle dégrade l'enseignement secondaire, parce qu'elle abaisse le niveau de la science, parce qu'elle diminue mon pays. Je repousse votre loi parce que je suis de ceux qui ont un serrement de cœur et la rougeur au front toutes les fois que, par une cause quelconque, la France subit une diminution, que ce soit diminution du territoire, comme par les traités de 1815, ou une diminution de grandeur intellectuelle, comme par votre loi. *(Nouvelles acclamations à gauche.)*...

... M. VICTOR HUGO : je vous le déclare en ma conviction : ce qu'il faut à la France, c'est l'ordre, mais l'ordre vivant, qui est le progrès ; ce qu'il faut à la France, c'est l'ordre, mais l'ordre vrai, qui résulte de l'éducation, de la croissance normale, paisible, naturelle du peuple ; c'est l'ordre sérieux, profond, se faisant à la fois dans les faits et dans les idées, par le plein rayonnement de l'intelligence nationale. C'est tout le contraire de votre loi. *(Approbation à gauche.)*

Nous sommes plus d'un dans cette Assemblée, et le vote vous le prouvera, qui voulons pour ce noble pays la liberté et non la compression, le mouvement pacifique et non la stagnation, la puissance et non la servitude, la grandeur et non le néant. *(Nouvelle approbation à gauche.)*

Plusieurs membres à droite : Nous voulons cela aussi !

M. VICTOR HUGO : Quoi ! Voilà les lois que vous nous apportez ! Quoi ! vous gouvernants, vous législateurs, vous voulez vous arrêter, vous voulez arrêter la France, vous voulez pétrifier la pensée humaine, éteindre le flambeau divin, matérialiser l'esprit ! *(Réclamations à droite.)* Mais vous ne connaissez donc pas, vous ne voyez donc pas les éléments mêmes du temps où vous êtes ! Mais vous êtes donc dans votre siècle comme des étrangers ! Quoi ! c'est dans ce siècle, dans ce grand siècle des nouveautés, des avènements, des conquêtes, des découvertes, que vous rêvez l'immobilité ! C'est dans le siècle de l'espérance que vous proclamez le désespoir ! *(Nouvelles réclamations à droite. Approbation à gauche.)* Quoi ! Vous jetez à terre, comme des hommes de peine fatigués, la gloire, le génie, la pensée, l'intelligence, le progrès, l'avenir et vous dites : c'est assez, n'allons pas plus loin : arrêtons-nous ! *(Mêmes mouvements.)*

Mais vous ne voyez donc pas que tout va, vient, se meut, s'accroît, se transforme, se renouvelle autour de vous, au-dessus de vous, au-dessous de vous ! Ah ! vous voulez vous arrêter, vous voulez arrêter la nation...

Au centre et à droite : Non ! non !

A gauche : Si ! si !

M. SOUBIES : Puisque la commission trouve l'enseignement des écoles normales primaires trop élevé !

M. VICTOR HUGO : Eh bien ! Je vous le répète avec une profonde douleur... *(Rumeurs à droite.)* Moi qui déteste les écroulements et les catastrophes, et qui l'ai prouvé, je vous en avertis, la mort dans l'âme...

A droite : Oh !oh !

M. VICTOR HUGO : Si vous ne voulez pas du progrès, vous aurez les révolutions !

Aux hommes assez insensés pour dire : « L'humanité ne marchera plus », Dieu répond par la terre qui tremble !

Je repousse le projet. *(Vive approbation et applaudissements à gauche.)*

M. LE PRÉSIDENT : La suite de la délibération est renvoyée à demain.

ROGER VIOLLET

Victor Hugo.

passionnés au Parlement lors du vote de la loi Falloux. Un débat exemplaire.

Montalembert au rempart

« Vous fabriquez des médiocres et des mécontents. »

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à M. de Montalembert.

M. DE MONTALEMBERT : Messieurs, j'ai fait pendant vingt ans la guerre à l'enseignement officiel, dont vous avez entendu l'apologie aujourd'hui, et depuis un an je négocie avec les anciens défenseurs de cet enseignement un traité de paix qui est en ce moment soumis à votre ratification. J'ai besoin de justifier devant vous et cette guerre et cette paix, c'est-à-dire de vous expliquer la nature du mal et la nature du remède.

Le mal d'abord.

Permettez-moi d'avoir recours à vos souvenirs classiques pour résumer à ce sujet toute ma pensée.

Vous avez tous probablement expliqué Tite-Live comme moi, et vous l'avez tous oublié comme moi. *(On rit.)* Mais, cependant, l'autre jour, en le relisant, j'y ai trouvé un trait d'histoire qui m'a paru résumer le rôle récent de l'éducation publique en France. Vous souvenez-vous du siège de Phalère par l'armée romaine sous Camille ? Pendant que cette ville était assiégée par les Romains, le maître auquel était confiée l'élite de la jeunesse des Falisques conduisit cette jeunesse petit à petit jusqu'aux avant-postes du camp ennemi, et la livra aux assiégeants.

Eh bien, c'est là, je ne crains pas de le dire, ce qu'a fait en France le monopole de l'éducation publique ! *(Réclamations à gauche.)*

Je dis que cette grande institution a livré la jeunesse française à l'ennemi qui assiège notre société française.

Sous la Restauration, le monopole de l'éducation publique a fait ce qu'on appelait, dans ce temps-là, des « libéraux » et des « révolutionnaires » ; sous le régime de Juillet, il a fait des « républicains », et, sous la République, il fait des socialistes. *(Approbation à droite. Bruit à gauche.)*

M. le Président nous disait l'autre jour qu'il était fort difficile de définir le socialisme. Je vais tâcher de le définir, ou du moins je vais tâcher d'expliquer ce que j'entends par le socialisme.

A gauche : Ah ! voyons !

M. DE MONTALEMBERT : Vous allez voir.

Je suis persuadé qu'après m'avoir entendu il n'y a personne d'entre vous qui sera tenté de se plaindre d'une attaque personnelle.

J'entends par le socialisme, en pratique, le parti qui le lendemain de la révolution de Février a voulu substituer le drapeau rouge au drapeau tricolore ; le parti qui le 15 mai a pénétré dans cette enceinte, nous en a mis dehors, et a proclamé l'impôt de 1 milliard sur les riches ; le parti qui, le 24 juin 1848, a livré bataille à la société et nous a coûté plus de généraux que nous en avaient coûté la déroute de la Berezina ou celle de Waterloo ; le parti qui, le 13 juin dernier, nous a mis hors la loi et qui aujourd'hui proclame, en attendant mieux, l'abolition de l'impôt et l'abolition du capital ; le parti enfin qui fait chaque jour, malheureusement, de nouvelles recrues parmi les ambitions mécontentes, parmi les vanités blessées, parmi les existences ruinées, toutes impatientes de saisir la première occasion de s'emparer de la société par un coup de main. Voilà ce que j'appelle le socialisme en pratique. *(Très bien ! très bien !).*

Mais, à côté de cela, il y a le socialisme en théorie ; c'est-à-dire l'esprit qui n'est jamais satisfait de rien, qui fait de chaque réforme un prétexte ou une occasion de révolution, qui, le lendemain de 1789, a voulu 1792 et 1793 ; qui, le lendemain de la révolution de Juillet, a voulu la République, et qui, le lendemain de la République démocratique et constitutionnelle, réclame la République sociale, c'est-à-dire la dissolution de la société.

Voilà ce que j'appelle le socialisme en théorie.

A droite : Très bien !

M. DE MONTALEMBERT : Je sais qu'on appelle cela l'esprit de progrès. Moi, j'appelle cela l'esprit de ruine et l'esprit de mort, et, pour lui, donner son véritable nom l'« esprit révolutionnaire ». *(Mouvements.)*

Eh bien ! messieurs, je tiens quant à moi que nous avons été envoyés ici, nous, majorité... (et, sans vouloir le moins du monde manquer d'égard pour la minorité, je puis dire aujourd'hui que je n'ai pas l'intention de m'adresser à elle), pour combattre l'esprit révolutionnaire, pour le combattre dans les lois et pour le combattre dans les idées.

Avant même l'explosion du 24 juin, je suis monté pour la première fois à cette tribune pour y combattre la première apparition du socialisme dans la loi de confiscation des chemins de fer.

Je me suis donc associé à tous les remèdes qui ont été proposés ici contre les envahissements du socialisme ; mais j'ai toujours dit, j'ai toujours pensé, que ces remèdes seraient inefficaces et insuffisants, à moins qu'on ne voulût leur adjoindre un remède d'un autre ordre qui allât jusqu'à la racine du mal ; ce remède consiste à rendre l'éducation religieuse au pays.

Voilà ce que nous avons essayé de faire dans notre loi, et voilà ce que nous regardons comme le premier et le plus important des remèdes au mal que je vous ai signalé tout à l'heure.

On ne saurait le nier : la jeunesse est élevée contre la société et contre nous. L'éducation publique, telle qu'on la donne en France, fomente une foule innombrable d'ambitions, de vanité et de cupidité, dont la pression écrase la société. Elle développe des besoins factices qu'il est impossible de satisfaire. Elle divise la plupart de ceux qu'elle élève en deux grandes catégories : les médiocres et les mécontents, et elle fait une foule d'élèves qui appartiennent aux deux catégories à la fois. *(Hilarité générale)* Elle crée une nuée de prétendants qui sont propres à tout et bons à rien. *(Nouveaux rires.)* Et cela n'est pas seulement vrai de l'instruction primaire, cela est vrai également et peut-être plus encore de l'instruction secondaire. Je vous demande la permission de vous citer, à ce sujet, un passage du travail remarquable qui a été publié récemment par le fils d'un de nos plus illustres collègues, M. de Broglie. Voici comment il qualifie le baccalauréat : « Le diplôme de bachelier, dit-il, est une lettre de change souscrite par la société, et qui doit être, tôt ou tard, payée en fonctions publiques ; si elle n'est pas payée à l'échéance, nous avons cette contrainte par corps qu'on appelle une révolution ! » *(Mouvements à gauche.)*

A droite : C'est bien vrai !

M. DE MONTALEMBERT : En effet, messieurs, cela est si vrai qu'il n'y a pas un gouvernement dans notre siècle qui ait pu résister à l'effort de la génération qu'il avait lui-même élevée. A peine a-t-il cessé d'élever une génération, dans l'espace de quinze ou vingt ans, que cette génération se soulève contre lui et le renverse.

Est-ce la faute de l'Université seulement ? Je ne le crois pas.

M. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE : Vous comptez donc pour rien les fautes des gouvernements dans les révolutions ?

M. DE MONTALEMBERT : Je dis que cet état de la société n'est pas la faute de l'Université seulement ; c'est la faute, je n'ose pas trop me servir du terme de sottise, mais de l'aveuglement des pères de famille qui déplacent et déclassent leurs enfants par l'éducation contre nature qu'ils veulent leur donner. *(Rires ironiques à gauche.)*

A droite : C'est très vrai ! très pratique !

M. DE MONTALEMBERT : Enfin, le résultat est celui que je viens de vous dire : c'est que chaque gouvernement élève des générations qui le renversent lorsqu'elles arrivent à leur maturité.



ROGER-VIOLLET

Le comte Charles de Montalembert

Et d'où vient cette infirmité cruelle de notre époque ? Elle vient de ce qu'on tue, dans l'éducation publique, le sentiment du respect de l'autorité, de l'autorité de Dieu d'abord. *(Mouvement.)* Ce n'est pas volontairement, mais voici le résultat : c'est que, dans l'éducation publique, on tue le respect de Dieu, le respect du père, c'est-à-dire de la famille, et enfin le respect du pouvoir ou de l'Etat. *(C'est vrai ! c'est vrai !)*

On apprend aux jeunes gens le savoir et non pas le devoir ; on leur apprend à émanciper la raison ; mais savez-vous ce que l'on émancipe en même temps chez eux ? L'orgueil ! *(Mouvements divers.)* On tue l'humilité, l'humilité qui est la base de toutes les vertus publiques et privées ; et, à force d'émanciper cette raison ou plutôt cet orgueil, on est arrivé à l'état que nous voyons, et à un problème que l'on trouve insoluble avant même de le poser, à savoir trouver le moyen de faire coexister le maintien de l'autorité sociale avec l'émancipation générale de l'orgueil, déguisé sous le nom de raison.

Eh bien, nous venons proposer le remède à cet état de choses ; ce remède, c'est de faire rentrer la religion dans l'éducation par la liberté, de l'y faire rentrer non pour tuer la raison, mais pour la régler, pour la discipliner, pour l'éclairer et pour l'épurer. *(Exclamations à gauche. Assentiment à droite.)*

Maintenant, messieurs, où est aujourd'hui la défense de l'ordre, de l'ordre social, de l'ordre matériel même ?

Voulez-vous me dire où réside cette défense ? On a cru très longtemps que le maintien de la société, de la civilisation (car c'est la civilisation elle-même qui est menacée, croyez-le bien), reposait sur deux bases : l'une, la division indéfinie de la propriété ; l'autre, l'instruction primaire.

Quant à la division indéfinie de la propriété, elle a certainement beaucoup fait, beaucoup aidé à la défense de l'ordre social ; toutefois, je ne suis pas convaincu, quant à moi, que cet obstacle durera et résistera longtemps encore. Mais, quant à l'instruction primaire, je crois qu'il n'y a plus moyen de compter sérieusement sur l'efficacité de ce moyen-là comme obstacle aux progrès de la barbarie qui nous menace ! *(Mouvements.)*

Qui donc défend l'ordre et la propriété dans nos campagnes ? Est-ce l'instituteur qui a été si longtemps caressé, choyé, par les propriétaires, les bourgeois, comme on dit aujourd'hui ? Non, il faut dire que non, toujours en faisant la part aux exceptions.

Qui donc défend l'ordre, sans s'en rendre compte souvent, mais instinctivement et avec une force et une persévérance admirables ? Il faut bien le dire, c'est le curé. *(Rires ironiques à gauche.)*

A droite : C'est vrai ! c'est vrai !

M. DE MONTALEMBERT : Je dis qu'aujourd'hui le curé, le clergé en général, et celui des campagnes en particulier, les prêtres ayant charge d'âmes, représentent l'ordre ; ils représentent à la fois l'ordre moral, l'ordre politique et l'ordre matériel.

Il y a en France deux armées en présence. Elles sont chacune de 30 000 ou 40 000 hommes : c'est l'armée des instituteurs et l'armée des curés. Eh bien, encore une fois, pour ne pas revenir sur ce qui a été tant de fois porté et démontré à cette tribune, je demande si c'est l'armée des instituteurs qui défend l'ordre. De quoi se compose la seconde armée, l'armée opposée ? Dans ces 30 000 ou 40 000 curés de campagne, il y en a quelques-uns de mauvais...

Voix à gauche : Beaucoup !

M. DE MONTALEMBERT : Il y en a quelques-uns, je dois l'avouer, qui sont infectés de ce qu'on appelle le catholicisme démocratique et social, ce qui est quelque chose de pis encore que la République démocratique et sociale, si c'est possible. *(Longue et vive hilarité sur les bancs de la droite.)* Il y en a beaucoup aussi de médiocres. Je ne les donne pas tous pour des saints ni pour des anges, il s'en faut ; mais je dis qu'en bloc le corps est excellent, qu'il fonctionne admirablement dans sa mission sociale (car je ne parle pas de sa mission religieuse, que vous n'avez pas à juger).

A droite : C'est vrai ! c'est vrai !

M. DE MONTALEMBERT : Voilà une observation de fait, concluante selon moi, quant à l'instruction primaire. Mais ce serait une grande erreur, laissez-moi vous le dire, que de croire que le mal se borne aux régions de l'instruction primaire, il est aussi grand dans les régions de l'instruction secondaire, et c'est pourquoi nous l'avons sans cesse attaquée. Là, on ne professe pas encore le socialisme, mais on professe, ce qui, revient au même selon moi, le scepticisme et le rationalisme, car ce qui s'appelle scepticisme et rationalisme en haut s'appelle socialisme en bas. Les professeurs sont trop souvent pour les villes ce que les instituteurs sont pour les villages.

Permettez-moi à ce sujet une entière franchise.

J'entends parler des bourgeois, c'est-à-dire de nous tous, c'est-à-dire spécialement de la classe dont sort l'Assemblée devant laquelle j'ai l'honneur de parler. Il me semble que nous sommes essentiellement une Assemblée de bourgeois.

Je n'ai pas encore vu dans cette Assemblée de prolétaires sérieux, de ces prolétaires éloquents qu'on nous a annoncés, qui devaient venir à la suite du suffrage universel ; je ne les ai pas encore aperçus *(mouvements en sens divers)*, pas plus que je n'ai aperçu ici des seigneurs féodaux ou des chevaliers bardés de fer ; je n'aperçois ici que ce que nous sommes tous, dans le sens habituel et moderne du mot, des bourgeois.

Eh bien, je dis que nous avons tous contribué au mal qui nous effraye aujourd'hui ; car nous avons tous, plus ou moins, par notre attitude, par nos exemples, par nos enseignements, propagé ce rationalisme et ce scepticisme qui, en changeant d'atmosphère et de théâtre, sont devenus socialisme.

Mais voici ce que j'ajoute pour la consolation de la bourgeoisie française : je dis qu'il lui est donné, par une grâce spéciale d'en haut, le moyen de réparer le mal qu'elle a fait.

Elle le peut à deux conditions : à la condition de se guérir elle-même, et puis de se rendre bien compte de ce mal.

En effet, ne l'oublions jamais, messieurs, cette société, si dédaigneuse de tout secours spirituel, si fière d'elle-même, cette société qui datait à juste titre de 1789, qui se croyait si sûre de son avenir, de sa grandeur, de sa prospérité, que lui est-il arrivé, messieurs ? D'être minée, ébranlée, menacée, envahie, conquise en un jour, dans un clin d'œil, par des hommes à qui elle ne faisait pas même l'honneur de les craindre (Sensation.)

Aujourd'hui, qu'est-ce qui la menace, cette société si civilisée, si intelligente ? Qu'est-ce qui lui inspire cette terreur si légitime et qui se traduit dans presque toutes les mesures que nous avons à voter ? Qu'est-ce qui la menace ? Sont-ce des hommes austères et purs, comme les martyrs d'autrefois qui ont changé la face du monde païen en y introduisant le christianisme ? Non, certes. Sont-ce même de ces scélérats grandioses qui ont renversé l'ancienne société française et créé la République de 1793 ? *(Vive et longue interruption sur quelques bancs de l'extrême gauche.)*

Une voix à droite : Oui, scélérats, et pas grandioses.

Une voix à gauche : Les scélérats sont les hommes de 1815.

M. LE PRÉSIDENT : Ils avaient changé de couleur.

Une autre voix à gauche : Les scélérats sont des jésuites.

M. DE MONTALEMBERT : Rien de pareil ; la société est menacée par des conspirateurs de bas étage et par d'affreux petits rhéteurs dont la médiocrité est aussi incontestée que, malheureusement, elle est puissante ; elle est bouleversée par des hommes dont le succès et l'influence seront, aux yeux de l'histoire, le phénomène le plus incompréhensible de notre siècle. *(Approbation à droite.)*

Et que faut-il encore ? Qu'est-ce que cette société est occupée à défendre contre ces affreux petit rhéteurs ? *(Hilarité.)* Faut-il vous le dire ?

Voix à gauche : Vous en avez cependant bien peur !

M. DE MONTALEMBERT : Oh ! vous avez bien raison. Oui, j'en ai très peur, j'en ai excessivement peur ; et c'est pourquoi je désire que la France ne tombe pas sous leur joug.

Mais que sommes-nous occupés à défendre contre eux ? Est-ce, par hasard, quelque raffinement de la civilisation, quelque perfectionnement indéfini de la liberté politique ou constitutionnelle ? Non, non ; vous le savez tous, c'est au contraire, l'AB C de la vie sociale, ce sont les premiers éléments de la vie civilisée, c'est la propriété et la famille. C'est à cette cause que l'honorable M. Thiers a dû consacrer tout son esprit. *(Interruption à gauche.)* Et l'Académie des sciences morales tout entière a été convoquée par le chef du pouvoir exécutif pour répondre à ces hommes sur ces questions élémentaires, sur ce que les peuples sauvages à peine sortis de la vie barbare proclament et maintiennent ! Voilà ce que la France, arrivée, comme on nous l'a dit, à l'apogée de la civilisation et du progrès, au milieu du XIXe siècle, a été obligée, et est obligée encore tous les jours, à défendre. *(Vive approbation à droite.)*

Ce que l'on dit parfois de la jeunesse, moi je le dis de ce qu'on appelait autrefois le peuple, c'est-à-dire des classes laborieuses et indigentes ; je dis qu'il y a une cruauté impitoyable à vouloir lui ôter et à lui avoir ôté, comme on l'a fait, les croyances qui le consolaient, sans avoir rien pu mettre à la place. *(Très bien ! très bien !)...*

Berlin, *ville blessée, prépare la célébration, à l'Ouest, de son 750e anniversaire.*

Drogue forte

« NACH BERLIN. » Pour venir à Berlin, il faut traverser la mer, se glisser entre les écueils, suivre le dernier chemin aérien qui va se rétrécissant jusqu'à cette île coincée au-delà des terres habitées par les Occidentaux, et pourtant si occidentale qu'on a le tournis à ne plus savoir où on est, comment en sortir, quelles valeurs révérer. Une ville qui est à la fois un nouveau-né (qu'est-ce que quarante ans pour une ville ?) et une vieillerie rapiécée avec des trous partout. Et une couture comme une césarienne creusant sans arrêt des gouffres entre deux morceaux qui cherchent à se recoller, à passer le mur, sur le mur, sous le mur, à travers, et préfèrent ne plus le voir, l'oublier... Berlin, comme une drogue forte, intoxique à tel point ceux qui y vivent qu'ils ne peuvent plus aller ailleurs, et qu'ils restent sur leur bouée minuscule, comme pour regarder avant les autres le soleil se lever, à l'Est.

Une ville libre, au sens du Moyen Age. Mais enfermée... Entourée de landes et de marais drainés jadis par les Hollandais, elle a toujours été difficile à gouverner — composée qu'elle était de quartiers à l'esprit campagnard, — hétérogène, différente. Berlin, c'était son caractère, a résisté plus qu'ailleurs à l'emprise nazie. D'où cette violence dans la planification, qui a systématiquement démantelé les rues ouvrières pour rendre l'ensemble gouvernable.

L'histoire s'est inscrite là, dans le tracé des avenues, l'esthétique des maisons, dans l'utilisation frondeuse des cours, dans les démolitions qui ont suivi la destruction de la guerre. La forme qu'on donne à la ville est déjà plus qu'un état d'esprit... Fallait-il faire sauter les pans de murs qui subsistaient pour créer une cité neuve, moderne ? Dans les années 50, on a rasé les ruines et on les a remplacées par des maisons neuves du type « nouvelle objectivité ». Puis, paradoxalement, la Stalin Allee (aujourd'hui Karl Marx Allee) et de l'Alexanderplatz, complètement dévitalisées, ont servi d'exemple, en creux, et ont fait prendre conscience aux urbanistes de Berlin-Ouest que là était la mort d'une cité. *« C'est sans doute parce qu'on a détruit ce qui restait du palais de Frédéric II au bout d'Unter den Linden que nous avons décidé de reconstituer Charlottenbourg »*, nous a-t-on expliqué. *Par colère.* »

On se rend compte à tout moment que la population active — les trente-quarante ans — a quitté la ville et que celle-ci est une sorte d'asile. Ou de jardin d'enfants. Un lieu privilégié, entretenu à grands frais, contrepartie accordée à ceux qui acceptent de rester, enclavés dans le « Far East ». Partout dans le monde, les gens vont ailleurs pour se distraire. A Berlin, ils ne le peuvent pas. Le vendredi, on les voit affluer vers le centre, vers les cafés, les spectacles. Déjà Henri Heine disait : *« Berlin n'est pas une ville. C'est un prétexte où des gens se réunissent pour vivre. »*

Lieu prétexte qui a perdu son centre historique, puisqu'il se trouve de l'autre côté, même si Unter den Linden n'a jamais été qu'un lieu de représentation pour la maison Hohenzollern. Ville-champignon qui comptait cent mille habitants en 1786, à la mort de Frédéric II, un million en 1850, quatre millions en 1914, deux millions aujourd'hui. A l'Est comme à l'Ouest, on se prépare à fêter le 750e anniversaire. Le 700e avait été célébré par Goebbels.

La cathédrale des Français, qui dressait à l'Est sa coupole béante, a été restaurée. Des quartiers sont rénovés, ceux qui jouxtent le mur à Kreuzberg notamment, où l'on tente de sauver les immeubles qu'on aurait abattus il y a quinze ans : on change des portes, des fenêtres, on rétrécit des avenues. Elles ne seront pas des voies triomphales.

NICOLE ZAND.

Pour l'amour de l'art

Une façon de résister : le festival permanent.

EN 1987, Berlin célébrera son 750e anniversaire. Trois quarts de millénaire, malgré les destructions, la coupure, l'isolement. La ville est plus ancienne que toutes les frictions, que toutes les fractures. Elle a résisté, elle résiste : telle est la profession de foi, à Berlin, en 1984.

« On oubliera les clichés « vitrine du monde occidental », « avancée du monde socialiste ». *On abandonnera ce vocabulaire déchu, on effacera l'idée de la* « demi-ville ». *Berlin s'étend autour de son centre, le mur. On y vivra, là, au-dessus du mur. »*

Ce discours, on l'entend de la part d'intellectuels qui ne sont pas des mages rêveurs. Utopie ? S'ils ne se persuadaient pas de sa réalité, peut-être ne supporteraient-ils pas leur condition précaire. *« La grande peur de l'Occident,* dit le professeur Klaus Heinrich, historien des religions, *c'est-à-dire la mainmise de la RDA sur Berlin, est sans objet. Pourquoi s'encombrer d'une ville déficitaire, dont l'économie est si fragile ? Déjà, des deux côtés, on étudie ensemble le moyen de lutter contre la pollution des usines, on respire le même air. Des rencontres privées ont lieu entre écrivains, acteurs. Des échanges informels commencent à s'établir entre bibliothèques d'Est et d'Ouest... »*

Le début d'un commencement. Mais Berlin se cogne toujours à ses frontières. Et si c'était un avantage ? A un moment où l'isolement était réel, il a déclenché une crainte obsessionnelle et, par réaction, les Berlinois ont éprouvé la nécessité de connaître ce qui se faisait ailleurs. Le mouvement s'est développé, organisé. Entre le cinéma, le théâtre, la télévision, les expositions, la musique, Berlin est en perpétuel état de festival. Et si, dans les années 70, les auteurs allemands — spécialement berlinois, comme Botho Strauss — ont été connus au-delà des frontières, c'est que les traductions ont été financées, des accords négociés entre maisons d'édition.

« Ici, tout est rassemblé sur un espace réduit. On a tout sur place. La ville est tellement anormale, qu'on peut y produire des choses impensables ailleurs. La seule voie de sortie, c'est l'art. Berlin a besoin d'exporter sa culture, il n'y a rien d'autre, pas d'autre image. »

Thomas Schliesser est peintre. Il appartient à ce que l'on appelle la scène alternative, mais refuse l'étiquette. *« Le mot n'est pas juste. Alternatif à quoi ? Chacun travaille pour soi, pas en fonction d'un mouvement qu'il s'agirait de contrer ou de copier. Personnellement, je suis un solitaire, je ne crois pas aux groupes. Il faut se réaliser seul pour être adulte, surtout ici où l'on est assisté plus que partout ailleurs. Il arrive qu'on se réunisse pour un événement. Après, chacun va de son côté. Ça se fait à l'occasion, en prolongement de rencontres. A Paris, les bars sont « tout public », comme la rue. Ici, ils sont sélectifs. Chacun affirme une tendance, une esthétique. On sait qui y vient, qui on peut y rencontrer... »*

Aucun de ceux qui n'appartiennent pas à l'establishment ne songe à refuser l'aide officielle, puisque, de toute façon — et en tout cas, indirectement — ils sont subventionnés. Pour un loyer symbolique, ils disposent de lofts immenses, sommaires, tranquilles, aménagés dans des fabriques désaffectées. Système utilisé dans d'autres capitales, en particulier à New-York, mais ici, il y a en plus l'argent, une certaine stabilité, l'infrastructure, la volonté de retenir des avant-gardes d'où — en complément aux grandes institutions qui tournent rond — sortira peut-être « l'Ecole de Berlin ». Berlin se donne les moyens d'entretenir ses artistes, mise sur leur avenir. Evidemment, le nouveau gouvernement entend financer d'abord les films commerciaux, et la spéculation immobilière a restreint les privilèges. Le squatt est devenu un art. La liberté de mouvements est favorisée par la fluidité de l'organisation. Il n'y a pas que l'argent qui attire les jeunes à Berlin. *« C'est le seul endroit en Allemagne où l'histoire soit présente. Ailleurs, elle a été effacée, lavée. Même si on a tout, l'essentiel manque. »*

Les jeunes viennent d'Allemagne, beaucoup de France et d'Italie, de l'Est quand ils peuvent. Le tri se fait par une sorte de cooptation. Certains Berlinois ne sortent pas de leur ville, mais c'est rare, surtout parmi les marginaux — le mot n'est pas plus juste qu'alternatif. Quand on sort, on va à l'étranger plutôt qu'à Munich ou à Hambourg. On va chez des copains, des copains de copains, ils viennent à leur tour, ils envoient leurs copains : *« On ne reste pas à Berlin, on y revient et on se retrouve chez soi. Si on connaît vraiment bien, il y a quelque chose de tellement fort. A New-York, les gens n'ont rien à perdre, ils doivent se battre. Paris est beau, trop beau peut-être, plein de monuments, de pierres historiques, on ne respire pas. Ici c'est large, c'est plat, ouvert sur l'Est. »*

On ne parle pas de « demi-ville encerclée », mais d'ouverture. *« Si Berlin n'existait pas, il faudrait l'inventer. Sans cette ville où deux mondes sont dans l'obligation de se respecter sous peine de déclencher l'apocalypse, le conflit aurait déjà éclaté entre l'Est et l'Ouest. Notre tâche est d'enrichir le dialogue »*, dit le Dr Ekhardt, chargé personnellement de coordonner les manifestations du 750e anniversaire, en collaboration avec les équipes du festival, qu'il dirige.

Pour cet homme d'institution, comme pour le jeune peintre, Berlin reste la métropole culturelle où les mouvements artistiques se rejoignent, se confrontent. Une ville à ce point enfermée doit abolir ses frontières pour survivre. *« Si vous considérez le festival de cinéma, ce n'est pas seulement un marché économique, c'est un marché d'idées. Nous ne sommes plus une capitale, nous n'en avons ni les pouvoirs ni les devoirs. Nous sommes disponibles tandis qu'à l'Est, Berlin, qui représente un pays, doit respecter l'Etat.*

« Célébrer le 750e anniversaire, ce n'est pas raconter l'histoire de Berlin, c'est dire comment l'homme a évolué à travers le temps. Ce n'est pas l'histoire événementielle, mais celle des mentalités. Nous sommes des humanistes, nous sommes au service d'une idée de l'homme.

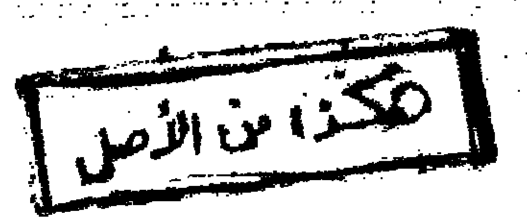
« Berlin a sa légende, sa mythologie qui attire les jeunes intéressés par toutes sortes d'expériences, par la vie nocturne. C'est un aspect, ce n'est pas Berlin. Notre situation nous permet de connaître et de comprendre l'Est et sa culture ; nous sommes proches, et notre manière de vivre est différente. Nous voulons répandre cette connaissance. Notre but est de créer un lien entre les deux Europes, nous en avons la possibilité.

« Le 750e anniversaire sera une fête baroque du XXe siècle qui entrecroisera toutes les disciplines, quelque chose de comparable au spectacle de Luca Ronconi, Utopia : *un mouvement en avancée, comme sur une route bordée des deux côtés par le public, face à face. »*

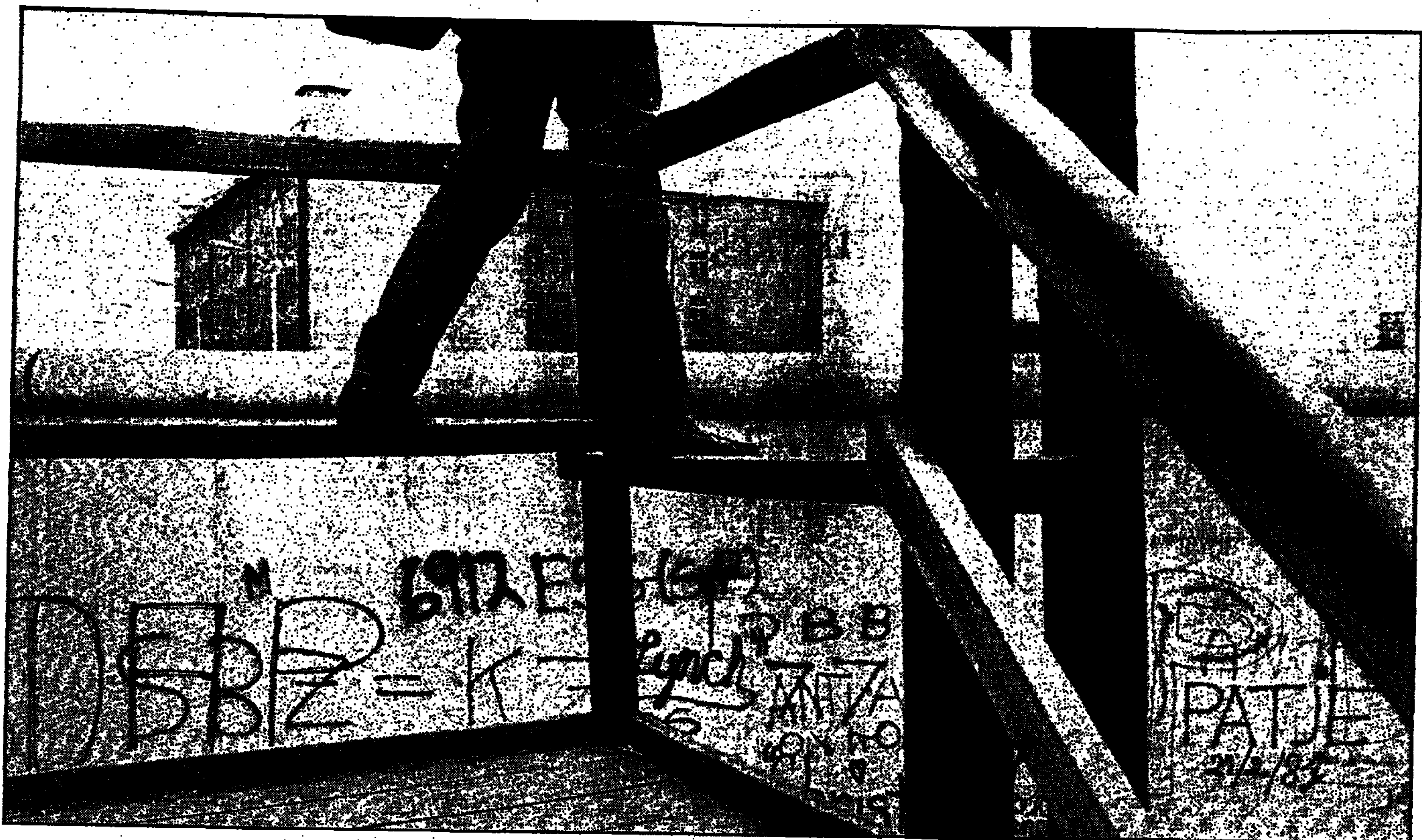
COLETTE GODARD.

JEAN MOUGIN/VIVA





هكذا من الأصل



TESTUT/VIVA

FAVREAU/VIVA





DUROY/RAPHO



FAVREAU/VIVA



DUROY/RAPHO

L'autobus à l'esbroufe

La RATP vient de lancer une nouvelle campagne de promotion de ses autobus : *« Bougez bus »*. Cette campagne se traduit concrètement par la création de vingt lignes « contact » — onze à Paris et neuf en banlieue — qui remplacent les anciennes lignes « pilotes » et en augmentent le nombre.

« Contact » parce qu'elles permettent de rallier de nombreux centres d'activité de caractère varié : centres administratifs, commerciaux, centres d'affaires ou de loisirs dans Paris et la proche banlieue.

« Vous bougez, le bus aussi, alors bougez bus », peut-on lire sur un petit dépliant publicitaire. *« Que vous alliez voir la dernière pièce à la mode au Théâtre Edouard-VII, que vous preniez le train pour Marseille ou Bruxelles, que vous alliez dîner dans un petit restaurant des Halles, les lignes « contact » vous obéissent au doigt et à l'œil. »*

On se dit alors que les lignes « contact », ce sont des autobus plus nombreux, plus rapides, plus confortables, et qui roulent la nuit et le dimanche. Hélas ! la RATP fait du neuf avec du vieux. Pas de nouveaux couloirs de circulation, pas de protection de ces couloirs avec des petits plots qui les rendraient, enfin, efficaces. Pour les seules lignes parisiennes, deux sur onze seulement fonctionnent en soirée : c'est raté pour le petit dîner ou le théâtre à la mode. Trois autres ne fonctionnent pas le dimanche : c'est raté pour le cinéma ou le musée... Alors, d'accord pour la promotion de l'autobus mais pas d'accord pour l'esbroufe.

GILLES PARDI
(Paris).

Astro-analyse

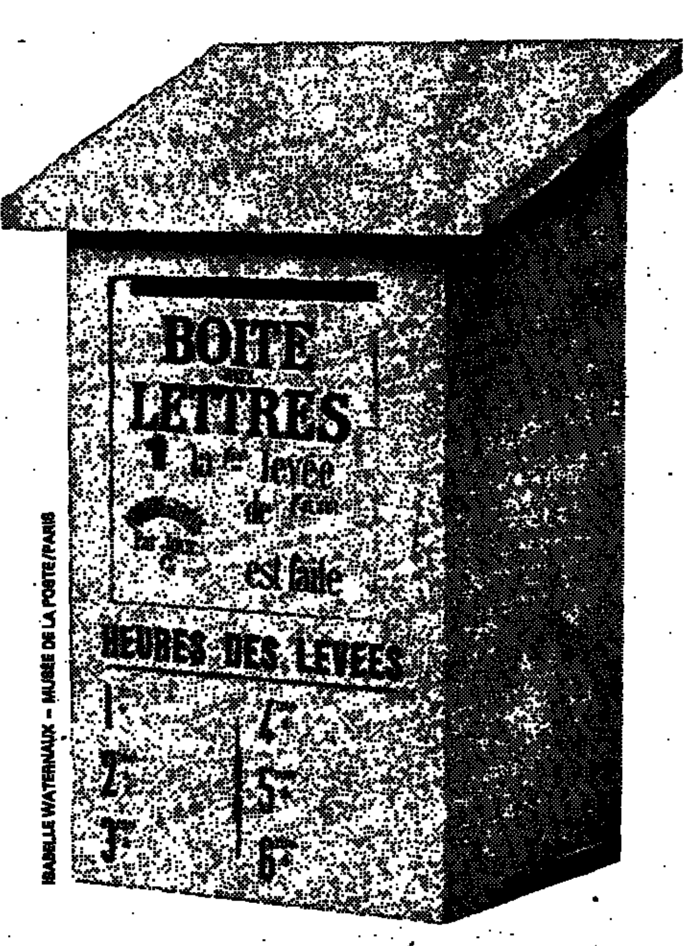
Sur l'étonnement de J. Reverchon (*le Monde* daté 1er-2 avril), que je connais par ses écrits, possédant moi-même tous les *Cahiers astronomiques*, je répondrai simplement qu'il y a entre l'astrologie que lui-même pratique et l'astrologie humaniste ou transpersonnelle la même différence qu'entre une pochette surprise et un acte prémédité.

L'astrologie humaniste, c'est évident, n'amènera jamais la fortune d'un cabinet puisqu'elle ne fournit pas du sensationnel mais une prise de conscience par rapport à un ordre cosmique et une loi naturelle : celle de la vie. Qui n'a pas compris le sens de l'expérience individuelle ne peut parler d'astrologie transpersonnelle.

C'est une astrologie qui, pour être comprise, doit être vécue au quotidien ; sa propre prise en charge en fonction de sa personnalité, en cohérence avec un tout plus grand (l'extension est laissée à l'appréciation de chacun). C'est aussi l'apprentissage de l'humilité et du respect individuel. C'est un choix lourd de conséquences, une implication active et un investissement dans sa propre vie. C'est aussi l'école du courage et de la vérité.

L'astrologie humaniste est un chemin initiatique, une prise de conscience par rapport à un ordre astral. Et non un commerce de l'illusion.

JACQUES-HENRI AVRIL
(Casablanca).



Boîte aux lettres urbaine (1894)

Minuit, docteur

Victime d'un très grave accident de la route, j'ai été transportée, après une intervention rapide de la police et du SAMU, dans un hôpital de banlieue où une opération abdominale m'a sauvé la vie, mais où a été hypothéqué d'une façon gravissime le pronostic fonctionnel d'un genou.

Du fait de l'extrême gravité de mon état, j'ai été acceptée dans un grand hôpital parisien, dans un remarquable service de réanimation. Sortie du coma, j'ai été placée dans un service d'orthopédie, opérée par un chirurgien de garde que je n'ai jamais revu. Durant mon séjour d'un mois, j'ai vu une fois le professeur et une fois l'agrégé. J'ai été ensuite placée *« à l'essai »* pour une rééducation contre-indiquée conduisant à un blocage douloureux.

Je me suis adressée alors au service de chirurgie orthopédique de l'hôpital Saint-Louis. Durant mon hospitalisation, j'ai constaté une permanence vigilante et constante du personnel infirmier, para-médical et médical. Le chef de service et son agrégé commencent la journée à sept heures et demie, avec réunions, séances opératoires, visites — samedi compris, — consultations.

Deux grands services de chirurgie orthopédique : deux façons de travailler, deux façons humaines de considérer le malade, deux conceptions des médecins hospitaliers dans leur fonction.

MARCELLE SANQUER,
médecin-psychiatre des hôpitaux
(Paris).

L'oreille du lapin

Le promoteur de l'auriculothérapie nous a écrit à la suite de l'article consacré à cette technique dans *le Monde Aujourd'hui* daté 11-12 mars.

« Les travaux réalisés par Ronald Melzack et qui aboutissaient à un effet placebo ne tiennent pas compte des découvertes que j'ai publiées dans mon dernier ouvrage, From Auriculotherapy to Auriculomedecine, *diffusé aux Etats-Unis en 1983. Ceci explique que le protocole d'expérience développé par les auteurs n'a aucune valeur démonstrative.*

De plus, des études expérimentales conduites dans le groupe de recherches dirigé par le professeur Jean Cahn, à Paris (SIR International), ont permis de montrer, chez le lapin éveillé, que la stimulation électrique de zones de projections métamériques du membre inférieur et de la région buccale au niveau du pavillon de l'oreille entraîne une diminution transitoire mais significative de l'amplitude des réponses évoquées au niveau du thalamus ventro-postéro-latéral par stimulation du nerf sciatique ou de la pulpe dentaire. Cette étude, conduite chez l'animal, est garante de l'objectivité des résultats obtenus du fait de l'absence d'effet de type placebo.

PAUL NOZIER
(Lyon).

Témoignage

Pompidou, ami des arbres

On se souviendra longtemps de la première chasse du président Pompidou à Chambord, où le tableau fut médiocre et où, circonstance aggravante, aucun sanglier n'était passé à proximité du chef de l'Etat. C'est à cette même chasse que Pierre Juillet devait me faire connaître la surprise du président d'avoir vu des chênes marqués et, par conséquent, condamnés. Quand je lui confirmais qu'effectivement non seulement ces chênes devaient être coupés — une bonne régénération en dessous justifiait leur enlèvement —, mais qu'ils étaient déjà vendus, j'entendis : *« Le président entend bien qu'il ne soit pas touché à ces chênes qui sont encore beaux à voir et ont encore de longues années devant eux. Il m'a chargé de vous le dire... »*

Cela ne valait sans doute pas la peine, pour quelques chênes de Chambord, non pas tant de risquer sa carrière que de susciter la colère du chef de l'Etat vis-à-vis de l'administration forestière. Autant accéder à ce désir, même s'il était contraire à tout bon aménagement forestier.

Encore me fallut-il les racheter au marchand de bois adjudicataire, propriétaire de ces arbres et qui les avait payés. Et lui demander sa discrétion.

Cet incident de Chambord est révélateur du caractère de Georges Pompidou quant aux choses de la nature. C'était un conservateur au sens le plus honorable, le plus respectable du terme. L'homme qui se sera accommodé du gigantisme urbain, des tours de la Défense, décidées, il est vrai, avant qu'il ne soit au pouvoir, mais qu'il laissait se multiplier, du Front de Seine, de Fos..., ne concevait pas que l'on puisse modifier, même pour des raisons valables, son paysage familier, celui de ses souvenirs, celui de sa culture.

Ce souci lui donnait l'occasion de quelques saines colères.

Voici l'une d'entre elles. Le 17 juillet 1970, il écrivait lui-même et faisait adresser toute affaire cessante une lettre personnelle à Jacques Chaban-Delmas. Je ne résiste pas, d'autant qu'elle est inédite, au plaisir de la citer, car elle en vaut la peine.

« Mon cher premier ministre,

» J'ai eu par le plus grand des hasards communication d'une circulaire du ministère de l'équipement — direction des routes et de la circulation routière — dont je vous fais parvenir photocopie. (NDLR : Il s'agissait d'une instruction recommandant à l'administration des Ponts et Chaussées, pour des raisons de sécurité, d'enlever les arbres en bordure des routes nationales.)

» Cette circulaire, présentée comme un projet, a en fait déjà été communiquée à de nombreux fonctionnaires chargés de son application, puisque c'est par l'un d'eux que j'en ai appris l'existence.

» Elle appelle de ma part deux réflexions :

— La première, c'est qu'alors que le Conseil des ministres est parfois saisi de questions mineures telles que l'augmentation d'une indemnité versée à quelques fonctionnaires des décisions importantes sont prises par les services centraux d'un ministère en dehors de tout contrôle gouvernemental ;

— La seconde, c'est que, bien que j'aie plusieurs fois exprimé en Conseil des ministres ma volonté de sauvegarder « partout » les arbres, cette circulaire témoigne de la plus profonde indifférence à l'égard des souhaits du président de la République. Il en ressort, en effet, que l'abattage des arbres le long des routes deviendra systématique sous prétexte de sécurité. Il est à noter par contre que l'on n'envisage qu'avec beaucoup de prudence et à titre de simple étude le déplacement des poteaux électriques ou télégraphiques. C'est que là il y a des administrations pour se défendre. Les arbres, eux, n'ont, semble-t-il, d'autres défenseurs que moi-même et il apparaît que cela ne compte pas.

» La France n'est pas faite uniquement pour permettre aux Français de circuler en voiture, et, quelle que soit l'importance des problèmes de sécurité routière, cela ne doit pas aboutir à défigurer son paysage. D'ailleurs, une diminution durable des accidents de la circulation ne pourra résulter que de l'éducation des conducteurs, de l'instauration de règles simples et adaptées à la configuration de la route, alors que la complication est recherchée comme à plaisir dans la signalisation sous toutes ses formes. Elle résultera également de règles moins lâches en matière d'alcoolémie, et je regrette à cet égard que le gouvernement se soit écarté de la position initialement retenue.

» La sauvegarde des arbres plantés au bord des routes — et je pense en particulier aux magnifiques routes du Midi bordées de platanes — est essentielle pour la beauté de notre pays, pour la protection de la nature, pour la sauvegarde d'un milieu humain.

» Je vous demande donc de faire rapporter la circulaire des Ponts et Chaussées, et de donner des instructions précises au ministre de l'équipement pour que, sous divers prétextes (vieillissement des arbres, demandes de municipalités circonvenues et fermées à tout souci d'esthétique, problèmes financiers que posent l'entretien des arbres et l'abattage des branches mortes), on ne poursuive pas dans la pratique ce qui n'aurait été abandonné que dans le principe et pour me donner une satisfaction d'apparence.

» La vie moderne dans son cadre de béton, de bitume et de néon créera de plus en plus chez tous un besoin d'évasion, de nature et de beauté. L'autoroute sera utilisée pour les transports qui n'ont d'autre objet que la rapidité. La route, elle, doit redevenir pour l'automobiliste de la fin du vingtième siècle ce qu'était le chemin pour le piéton ou le cavalier : un itinéraire que l'on emprunte sans se hâter, en en profitant pour voir la France. Que l'on se garde de détruire systématiquement ce qui en fait la beauté ! »

Ceux qui, plus tard, tenteront de mieux cerner et comprendre la personnalité de Georges Pompidou auront profit, à mon avis, de verser à ce dossier cette lettre sur les arbres plantés au bord des routes... »

Ils y trouveront son humour froid : « Les arbres, eux, n'ont semble-t-il d'autres défenseurs que moi-même, et il apparaît que cela ne compte pas. »

Ils constateront que l'homme auquel certains reprochaient de tout sacrifier à l'automobile parce qu'il avait fait ou laissé faire, et lui avait donné son nom, la voie des berges à Paris, affirmait non sans véhémence que la France n'était pas faite uniquement pour permettre aux Français de circuler en automobile.

Janvier 1974. Depuis quelques mois, le visage et la silhouette du président de la République se sont transformés. Cet homme n'est plus ce qu'il avait été. Il est malade malgré tous les démentis. Un mal le ronge, qui ne pardonne pas. Cependant, le calendrier officiel se déroule comme si de rien n'était. Celui des conseils, des audiences, des invitations, des déplacements à l'étranger. Et celui des chasses présidentielles.

Celles de Chambord se déroulent suivant un rite désormais immuable et chaque année il assiste en personne à deux journées. Ce samedi, il devrait être là, mais aucun de nous, qui savions l'épreuve qu'il subissait, ne nous faisions d'illusion. Le rassemblement des chasseurs, le matin devant l'hôtel Saint-Pierre, s'est passé sans lui, et aussi la première « track ». Et puis voici qu'à la collation servie dans une clairière, à mi-journée, nous l'avons vu descendre de voiture. Et il ne nous aura quittés, la nuit tombée, qu'après le tableau.

Et les échos des trompes se perdaient dans les profondeurs de la forêt, les torches éclairaient cette scène d'un autre âge. Et nous ne pouvions arracher nos regards de cet homme que nous ne reverrions plus...

CHRISTIAN DELABALLE,
directeur général,
de 1965 à 1974,
de l'Office national des forêts.

Poésie

Ma vie est une chanson

On me demande parfois
[d'où je viens
Et je réponds :
[« Je n'en sais rien
Depuis longtemps je suis
[sur le chemin
Qui m'a conduit jusqu'ici
Mais je sais que je suis
[né de l'amour
De la Terre avec le Soleil ».

Toute ma vie est une
[chanson
Que je chante pour dire
Que je vous aime
Toute ma vie est une
[chanson
Que je donne au monde
[entier

Ce soir il a plu
[la route est mouillée
Elle est couverte de boue
[mesquine
D'inflation de chômage
[de racisme et de haine
On me dit qu'on ne veut
[plus de moi
Que le jeu est fini
Que je dois m'en retourner
[dans mon pays
Mais moi je veux encore
Marcher près de vous
Sur cette terre faite de
[sagesse
De technique et de rythme
Marcher près de vous
[et vous conduire
Tout au fond de mon rêve
Là où j'ai caché mon secret
Et vous faire naître
[vous aussi de l'amour
De la Terre avec le Soleil

Toute ma vie est une
[chanson
Que je chante pour dire
Que je vous aime
Toute ma vie est une
[chanson
Que je donne au monde
[entier

Haïti
Tu n'es pas qu'une île
Perdue dans le grand océan
Bercée par des vents futiles
Mon Haïti

Tu restes mon rêve
Caché au fond de l'exil
Et qui me poursuit sans trêve
Mon Haïti

Mon cœur est près de toi
Et je suis plein de toi
Jamais je n'oublierai
Le serment
[que j'ai fait de t'aimer
Toute ma vie

Quand j'ai de la peine
Ton souvenir me console
Soleil brillant de tous mes jours
Mon Haïti

Voilà la berceuse
Que chaque jour je
[fredonne
Quand la nuit d'exil arrive
Mon Haïti

Mon cœur est près de toi
Et je suis plein de toi
Jamais je n'oublierai
Le serment
[que j'ai fait de t'aimer
Toute ma vie

Voilà la berceuse
Que chaque jour je
[fredonne
Quand la nuit d'exil avive
Ma nostalgie

Cette nuit d'exil
Qui dure depuis si longtemps
Un jour on n'en parlera plus
Mon Haïti

(Bâle, septembre 1982).

Camerounais, Francis Bebey est né en 1929. Musicien et poète, il a notamment publié : *Embarras & Cie* (Clé, Yaoundé), *Concert pour un vieux masque* (L'Harmattan), *la Nouvelle Saison des fruits* (Nouvelles éditions africaines, Dakar). Il a également édité plus de quinze disques et réalisé plusieurs films de court métrage.

Cette langue à la croisée des cultures chante un appel têtu. Cette encre de mémoire agace les distances de l'exil.

Ch. DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

L'Eldorado génétique

460 Point San Bruno Boulevard, San Francisco.

SOURIANT, trapu, des cheveux blonds sur un large front, M. Robert A. Swanson, président de Genentech Inc., s'explique dans les salons de l'Hôtel de Crillon, à Paris. *« Notre chiffre d'affaires a été de 47 millions de dollars en 1983. Nous pensons l'augmenter de 40 à 50 % cette année. »* A trente-six ans, cet homme satisfait est aux commandes de l'une des plus célèbres entreprises de génie génétique du monde. Et, depuis huit ans, M. Swanson sait qu'il vit une histoire unique, une aventure déjà quasi légendaire.

En 1976, ce financier rencontre le docteur Herbert W. Boyer, biochimiste de l'université de San-Francisco. On est aux tout débuts des manipulations génétiques. Les deux hommes tombent d'accord pour estimer que ce qui n'est alors qu'un outil de laboratoire a toutes les chances de devenir une fantastique machine industrielle. Aucune raison, pensent-ils, pour que le « bricolage » des patrimoines héréditaires ne soit pas une belle source de profit.



Pour tenter l'aventure, il faut de l'argent frais. Pour les financiers aussi, les biotechnologies ont des couleurs d'Eldorado ; 12 millions de dollars arrivent sous forme de « venture-capital » investis par quelques groupes industriels ; 70 millions de dollars suivront (1). C'est ainsi qu'on retrouve aujourd'hui, dans le conseil d'administration de la société, les directeurs d'entreprises comme Alfa-Laval (informatique), Corning Glass Works (verrerie), Lubrizol (chimie) ou Hewlett-Packard (électronique). Néanmoins aucun actionnaire n'a pris le contrôle de Genentech.

Dès avril 1978, la société française SOFINOVA s'était associée au pari, investissant au total 130 000 dollars (1,3 % du capital). Les premiers succès techniques ne tardent pas. En 1978, Genentech annonce la synthèse de l'insuline par une souche de bactérie au génome transformé. C'est l'hormone de croissance l'année suivante, puis un type d'interféron en juin 1980. L'interféron, alors, est souvent présenté comme une « substance miracle » et cette dernière synthèse n'est sans doute pas pour rien dans la décision des responsables de tenter l'entrée en Bourse. Un pari, là encore, pour une société de cent vingt-six personnes (dont quarante médecins et scientifiques), qui, dans les six premiers mois de l'année, avait perdu 81 000 dollars pour un chiffre d'affaires de 3,5 millions. Genentech ? *« Ce n'est pas une mine d'or »*, commente, en septembre 1980, le magazine américain *Science*.

Le 14 octobre, c'est l'entrée à Wall Street. Une journée historique. Un coup de poker dont on parle encore. Un million d'actions sont proposées à 35 dollars. Vingt minutes plus tard, elles s'arrachent à 89 dollars. La fièvre tombera un peu, le prix moyen se fixant pourtant à 71,25 dollars en fin de journée.

Par la suite, la liste des produits devait s'allonger : nouveaux types d'interférons humains et animaux, hormones de croissance animales et vaccin contre la fièvre aphteuse. Dernièrement, on apprenait la synthèse, suivie de l'expérimentation sur l'homme, d'une nouvelle substance (Tissue Plasminogen Activator ou TPA) capable, dans certaines conditions, de dissoudre les caillots sanguins. Jusqu'à présent, pour chaque produit, Genentech passait des accords industriels et commerciaux. Ce fut en particulier le cas avec Eli-Lilly (pour l'insuline), Kabi (pour l'hormone de croissance humaine), Mitsubishi ou Boehringer Ingelheim (pour le TPA) et Hoffmann-La Roche (pour les interférons).

Mais les temps changent et Genentech entend aujourd'hui se transformer en compagnie pharmaceutique, assurant la production industrielle et la commercialisation de ses produits. *« Nous sommes particulièrement intéressés par la commercialisation de notre premier produit, l'hormone de croissance humaine, sous notre marque,* explique M. Swanson. *C'est notre enfant, du début à la fin : nous l'avons porté du laboratoire à la production sur grande échelle et, depuis deux ans, aux tests sur l'homme. »* Le scénario est identique pour l'interféron humain de type gamma, le TPA et l'interféron bovin, produits pour lesquels la firme entend assurer l'exploitation exclusive sur le territoire américain.

L'avenir ? Les techniques des combinaisons génétiques ont, elles aussi, leurs limites dès lors qu'on entend faire du profit. Pourtant Genentech annonce sept nouveaux produits à venir dont trois sont déjà testés sur l'homme. Axes prioritaires de recherche : l'immunologie, les produits à visée cardiovasculaire et les vaccins (hépatite, rage et herpès). La santé publique, ici, n'a d'intérêt que dans la mesure où elle offre des perspectives de vraie rentabilité ; mais chaque produit devra correspondre à une réelle avancée thérapeutique.

Pas question de chercher à joindre chacun des 440 000 praticiens américains. Seuls les 200 plus gros hôpitaux seront contactés, et, avec eux, 1 000 endocrinologistes, 6 600 cardiologues et les 1 500 spécialistes de cancérologie. *« Le même vendeur,* explique M. Swanson, *peut, dans un hôpital, voir l'endocrinologiste pour l'hormone de croissance, monter les étages pour le cardiologue et le TPA, puis descendre en cancérologie pour l'interféron gamma. Nous n'avons pas besoin d'une très grosse équipe commerciale. »* Conclusion : une vingtaine de visiteurs médicaux vont porter les couleurs de la firme californienne dans les grands hôpitaux américains.

Développement tous azimuts aussi au travers des associations passées avec des partenaires pour créer de nouvelles sociétés de biotechnologies comme GENENCOR (avec Corning Glass, pour les enzymes industrielles), HP Genenchem (avec Hewlett-Packard pour l'instrumentation des biotechnologies) ou Travenol-Genentech Diagnostics (avec Travenol Laboratories pour les produits à visée diagnostique).

Les grands de la pharmacie accepteront-ils sans sourciller une telle volonté de croissance ? Même si certaines rumeurs circulent sur la solidité financière de cette société (2), les spécialistes se rejoignent pour estimer qu'elle demeure l'une des plus crédibles parmi les très nombreuses entreprises de génie génétique qui, outre-Atlantique, se sont créées en quelques années.

Les clefs du succès ? *« Une stratégie financière bien établie depuis le départ, les meilleurs chercheurs et une bonne ambiance de travail. »* Salaire d'embauche pour les chercheurs : *« Environ 35 000 dollars, mais ils sont rapidement intéressés aux bénéfices, deviennent des actionnaires. »*

Et la France des recombinaisons génétiques ? M. Swanson ne la connaît pas. Le scientifique qui l'accompagne corrige : *« Si, bien sûr, l'Institut Pasteur, à Paris, à Strasbourg aussi, vous avez une bonne équipe avec M. Chambon. Mais ce sont des fondamentalistes. »* Le petit groupe américain est venu en Europe pour exposer à ses partenaires financiers le bilan de l'entreprise. Après quelques emplettes, il quittera Paris. Direction : 460 Point San Bruno Boulevard, au sud de San-Francisco. Comme chaque année, on va fêter là-bas l'anniversaire de la création de l'entreprise. *« Avec du champagne »*.

JEAN-YVES NAU.

(1) Fin 1982, on estimait à 850 millions de dollars le total des sommes investies dans les firmes biotechnologiques américaines, Genentech arrivant en deuxième position derrière Cetus. (Sur ce thème, lire les articles de M. Laurent Faibis dans les numéros de juillet-août 1983 et de mars 1984 du magazine *Biofutur.*)

(2) Pour sa part, SOFINOVA explique avoir cédé ses parts dans Genentech en 1981 et 1982. Le produit de la cession s'est élevé à près de 4 millions de dollars (entre 35 et 40 dollars l'action).

Périls en la demeure

Des accidents par milliers.

ALORS que la mortalité infantile décroît dans la plupart des pays industrialisés, le danger majeur auquel est confronté l'enfant n'est plus la maladie, mais l'accident. La France est de toutes les nations modernes celle qui compte le taux le plus élevé de décès d'enfants par accident : mille six cents décès par an chez les moins de quinze ans dont les deux tiers surviennent à la maison ou dans son voisinage immédiat. Dix mille autres enfants restent gravement handicapés à la suite de tels accidents.

Malgré ces chiffres qui n'ont cessé d'augmenter depuis trente ans, il semble que les adultes mésestiment encore les dangers domestiques : la maison est synonyme de sécurité, c'est l'abri contre les dangers extérieurs.

Diverses actions de sensibilisation ont été menées jusqu'à présent. Une expérience originale est en cours, sur l'initiative d'un jeune médecin généraliste, Danielle Caron-Hunsinger, auteur d'une thèse sur les accidents domestiques. Une maison géante a été édifiée et exposée dans le métro Auber (à Paris jusqu'au 29 avril, salle des Echanges). Chaque pièce est agencée avec les meubles et accessoires, en « situation de danger ». Les proportions en ont été doublées pour faire prendre conscience aux adultes de la façon dont est perçu par un petit enfant l'univers des adultes.

On peut considérer en effet que dans les premiers mois de la vie, époque de la « protection plein temps », les dangers dans la maison sont limités à la période du bain (chaleur, épingles à nourrice, chutes de la table à langer), du biberon (« fausses routes » alimentaires ou régurgitations), des petits jouets. Puis vient l'âge du « tout-à-la-bouche » : l'enfant est capable de déceler la plus petite épingle dans la moquette. Dès qu'il sait se tenir debout, les dangers croissent, c'est l'âge de l'exploration de la maison : il touche à tout (prises de courant, objets coupants, toxiques ménagers, plantes vertes toxiques). De douze à dix-huit mois, nouveaux progrès, donc nouveaux périls ; il cherche à s'affirmer, imite les adultes, grimpe, escalade (fenêtres), ouvre les placards, absorbe n'importe quoi (sept cents corps étrangers par an ont été répertoriés dans les hôpitaux ; dans un cas sur deux, il s'agit d'une cacahuète).

Jusqu'à quatre ans, les dangers se diversifient encore. Les médicaments, les fonds de verres d'alcool des adultes, les produits ménagers sont des tentations pour les tout-petits. Les risques de brûlures sont importants (cuisinières, barbecues, rallonges non débranchées) ; il faut prendre garde aux enfermements dans les réfrigérateurs ou les fours, à l'asphyxie par les sacs de plastique : aux outils, engrais et désherbants dans le jardin ainsi qu'aux morsures des animaux domestiques.

Les intoxications sont parmi les accidents les plus fréquents. Les centres anti-poisons reçoivent chaque année soixante mille appels concernant des enfants dont vingt mille doivent être hospitalisés. Une fois sur deux, un médicament est responsable (tranquillisant, contraceptif). Viennent ensuite les produits ménagers et les cosmétiques.

Si, malgré des mesures indispensables de prudence (ranger les produits hors de portée des enfants — penser au contenu des sacs à main, — ne jamais transvaser dans un récipient alimentaire un produit impropre à la consommation), l'accident survient, que faire ou ne pas faire après avoir appelé le centre anti-poisons et en attendant le médecin ? Les spécialistes recommandent tout d'abord de ne pas s'affoler, mais de prendre au sérieux toute ingestion de produit non alimentaire, de récupérer l'emballage du produit pour le remettre au centre anti-poisons et d'essayer d'évaluer la quantité absorbée ; si le produit a été en contact avec la peau ou les yeux, de laver abondamment à l'eau ; de ne jamais transporter l'intoxiqué à plat sur le dos, mais allongé sur le côté (position latérale de sécurité). Ensuite, l'attitude sera fonction du produit ingéré.

Les diverses actions menées ici ou là finiront-elles par sensibiliser suffisamment l'opinion afin que tout soit mis en œuvre pour endiguer ce fléau, comparable à une épidémie ? Certains pays, la Grande-Bretagne et la Suède, y sont en partie parvenus ; en vingt ans, une diminution significative de la mortalité infantile accidentelle a été obtenue grâce à des études épidémiologiques, suivies de réglementations plus strictes (conditionnement des produits, nouvelles normes pour l'habitat et les appareillages...) et d'actions d'information.

MICHELLE EVIN.

* Le Comité national de l'enfance a publié une monographie (*« Je l'aime, je sais le protéger »*) en vingt-quatre fiches pratiques qui comprend le mode d'emploi des divers secours d'urgence : 55, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. 50 francs franco.

PRODUIT	FAIRE	NE PAS FAIRE
Eau de javel	Faire boire abondamment de l'eau pure	Ne pas donner de lait Ne pas faire vomir
Essence, pétrole, trichloréthylène	S'abstenir de tout geste	Ne pas faire vomir
Produits antirouille	Faire boire abondamment	Donner du lait Faire vomir
Décapants pour fours, déboucheurs lavabo, lessive lave-vaisselle	Faire boire abondamment	Faire vomir Donner du lait
Produits pour vitres, métaux, parfums, dépilatoires	Faire boire sucré, donner vitamine C	Faire vomir Donner du lait
D.D.T.	S'abstenir de tout geste	Ne donner ni lait, ni huile
Lessives	Donner du pain ou des gâteaux secs	Faire boire Faire vomir
Alcool à brûler	Faire vomir	Donner du lait

A gauche, toute !

La *Tribune* de Nantes, un hebdomadaire qui s'engage.

« *DU cent à la une !* » Ce n'est pas encore un cri de victoire, car rien n'est jamais gagné en matière de presse. Mais ce numéro 100 de *la Tribune*, hebdomadaire de gauche fondé en Loire-Atlantique en mars 1982, laisse nettement percer la fierté de Daniel Garnier, le rédacteur en chef, et des autres journalistes. Il peut en effet s'estimer heureux d'échapper à l'hécatombe des « city magazines », du *Nouvel Hebdo* de Nice au *Canard de Nantes à Brest* et à *Bordeaux Actualités*.

Heureux aussi de pouvoir afficher sa totale indépendance. *La Tribune* de Nantes a su (et pu) éviter des formules de rachat par tel ou tel groupe financier. Deux ans après, elle est toujours dirigée collectivement par l'équipe rédactionnelle du départ, qui possède 51 % du capital. Par les temps qui courent, c'est en soi une performance, due à une gestion rigoureuse et à des amis fidèles.

Il y a deux ans, on ne croyait plus aux chances d'un hebdomadaire de gauche à Nantes. Quand la roue de la Fortune tourna... avec la prise de contrôle en janvier 1982 de *Presse-Océan*, par Philippe Mestre, député UDF, ancien chef de cabinet de Raymond Barre. Déjà mal à l'aise dans leur journal, Daniel Garnier et Jean-Jacques Potiron, deux valeurs sûres du quotidien nantais, saisirent l'occasion pour faire jouer la clause de conscience, ce qu'ils obtinrent. Les voilà libres, mais au chômage.

Pas pour longtemps ! Deux mois à peine pour concocter un projet, et ils fondaient *la Tribune*. « *Une sensibilité de gauche exprimée en mai 81 ne trouvait pas son compte dans la presse locale* », estime aujourd'hui Daniel Garnier. En tout cas, *la Tribune* pouvait aussi s'engouffrer dans la place laissée libre par l'APL (1), d'autant plus facilement que trois autres journalistes — des militants au départ devenus de vrais professionnels avec l'expérience — s'intéressaient au projet. Dominique Broustal, Philippe Bouglé, Nicolas de La Gasinière complétaient la rédaction avec Colette David, et depuis peu un septième journaliste à Saint-Nazaire.



Les relations professionnelles des uns, les amitiés des autres dans la gauche et l'extrême gauche, tout cela constitue un milieu nourricier. Beaucoup de militants se font un devoir de parrainer le nouveau-né. Les amis se situent dans les classes moyennes, enseignants (le directeur de *la Tribune*, Jean Biou, est professeur), cadres moyens, professions libérales, et généralement dans les milieux politiques de gauche. *La Tribune* a réussi à « fidéliser » trois mille cinq cents acheteurs, ce qui n'est pas suffisant pour équilibrer durablement le budget. Surtout, il lui manque une ouverture dans les classes populaires. Le manque d'habitude de lecture d'un hebdomadaire dans ces milieux explique en partie cette désaffection, mais aussi le fait qu'il est difficile de combattre les quotidiens *Ouest-France* et *Presse-Océan* sur leur propre terrain.

La Tribune est donc condamnée à faire autre chose et surtout à le faire autrement. Elle s'est payé le luxe de quelques « scoops » locaux. Mais, surtout, elle a su trouver un ton, et plus encore après la chute de la municipalité de gauche. Aujourd'hui, « *pas d'agressivité, mais de l'antironron* », tel est son créneau. Un zeste d'insolence vis-à-vis des notables, mais pas de haine ni d'irrespect. De l'indépendance, enfin, et du sérieux. C'est la voie étroite choisie. « *Nous revendiquons le droit d'être partisans, tout en faisant de la bonne information.* »

La recette est sans doute la bonne. Mais pour prendre son second souffle (les comptes s'équilibrent actuellement grâce au blocage des salaires des quatorze collaborateurs et aux travaux de sous-traitance qu'a permis l'achat d'une photocomposeuse), il faudrait à *la Tribune* un ballon d'oxygène pour se faire mieux connaître et se rendre indispensable à un plus grand nombre.

YVES ROCHCONGAR.

(1) L'ancienne Agence presse Libération, de « coloration » extrême gauche.

* *La Tribune* (le numéro : 5 F), 6, rue Jean-Jacques-Rousseau, 44000 Nantes.

Mammie au micro

Madeleine, quatre-vingt-un ans, anime Fréquence 94

« *BONJOUR Madeleine* », « *Bonjour Thierry* ». C'est par ce dialogue rituel que commence, chaque mercredi matin, à 11 heures, « Madeleine », l'émission qu'animent Thierry Herbach, le directeur de Fréquence 94 (ex-Radio-Créteil), et Madeleine Blanchard, appelée Super-Mammie. Dynamique comme une grand-mère de bande dessinée, espiègle comme savent l'être les vieilles dames dans les livres anglais, elle apporte avec elle un humour un tantinet naïf, une spontanéité juvénile. A quatre-vingt-un ans (elle est née en 1903 et a travaillé pendant trente-deux ans à l'Assistance publique), elle est probablement la doyenne des animatrices de radio en France. Depuis deux ans, elle ne rate pas un rendez-vous avec ses auditeurs.

Elle vit, depuis le 31 janvier 1981, dans une résidence pour personnes âgées, à Créteil (Val-de-Marne), pour des raisons de sécurité, « *mais je ne participais à rien et je m'ennuyais un peu* ». Alors elle écoutait Radio Créteil. Un jour l'émission portait sur la critique de « Droit de réponse ». Elle décroche le téléphone pour apporter son témoignage. « *L'émission serait parfaite si Polac savait choisir ses invités.* » Sa voix passe si bien à l'antenne, elle se fait si persuasive qu'elle entend un homme lui répondre : « *Je vous prends hors antenne.* » Il lui demande un *curriculum vitae* écrit. Le directeur de l'époque, Dominique Duvauchelle, lui répond par retour du courrier, le 14 janvier 1982, pour lui proposer d'animer, une fois par semaine, une émission pour le troisième âge. « *Nous mettrons à votre disposition tous les moyens matériels pour vous aider dans cette entreprise. Je serais très heureux que vous mettiez votre dynamisme au service de l'aventure que nous menons ensemble.* » Madeleine, qui ne veut pas être payée, ne pose qu'une condition à son engagement : « *Que l'on vienne me chercher et que l'on me raccompagne* ».

Le 21 janvier 1982, elle commence sa première émission. « *Brigitte Duvauchelle, l'épouse de Dominique, vient me chercher :* « Etes-vous timide ? — A mon âge, on ne l'est plus. — Vous avez déjà parlé à l'antenne ? — Jamais. » *Elle me demande si j'ai de la mémoire. Je lui récite alors le Songe d'Athalie et l'Oraison funèbre d'Henriette d'Angleterre.* »

Madeleine visite la station, entre dans un studio. « *Brigitte me met un casque et me dit :* « A vous, Madeleine. » Super-Mammie venait de plonger, à sa grande surprise, dans sa première émission. L'effet de stupeur passé, comme un nageur que l'on a poussé dans une piscine, elle refaisait surface pour parler de ses souvenirs : de la guerre de 1914-1918, du couturier Paul Poiret, de Landru.

Depuis, elle qui fut veuve à trente et un ans et n'a eu qu'un fils, elle s'est découvert une seconde famille.

Le 15 mars 1982, Dominique Duvauchelle mourait dans un accident de voiture en se rendant à une conférence de rédaction d'Antenne 2, où il était journaliste sportif. Thierry Herrbach allait prendre la succession, et Madeleine poursuivait son émission sous forme de dialogue. Chaque mercredi, de 11 à 12 heures, elle a rendez-vous avec ses auditeurs, dont quelques fans qui ne sont pas tous du troisième âge. « *Avant je faisais deux heures, puis une heure et demie, maintenant une heure suffit.* »

En dehors du studio, elle consacre de longs moments à la préparation de ses émissions. Elle sélectionne les disques. Ses goûts vont de Saint-Saëns à François Valéry, de Paul Delmet à Elvis Presley. Elle dépouille la presse locale, à l'affût de petites nouvelles, d'anecdotes. Elle imagine jeux de mots et devinettes : « *Giscard et Mitterrand déjeunent incognito dans un restaurant. Une mouche tombe simultanément dans chaque assiette. Que se passe-t-il ? Giscard l'avale et rit. Tandis que François l'imite et rend.* » Elle accueille parfois des invités : Pierre Malard, « *qui chantait à Pacra* », le docteur Médioni, Lucien Lupi... Elle donne aussi des recettes de cuisine.

Ni grand-mère indigne ni mémé coincée, Madeleine ne délivre pas de messages. Elle dit les choses simplement, avec un égal bon sens, parfois avec maladresse, toujours avec gentillesse. Ce n'est peut-être pas un message, mais ça ressemble fort à une philosophie de la vie.

FRANCIS GOUGE.

● Fréquence 94, de son vrai nom « Fréquence 94-Créteil-RDC », est née de la fusion de Radio Créteil avec Radio Dragon, à Villeneuve-Saint-Georges, et Radio Cristal, à Charenton. Ses studios sont situés à Créteil. Elle émet en stéréo sur 94,55 FM. Fréquence 94 — Boîte postale 94, 94003 — Créteil, cedex. Tél. : 207-94-94.

Médias du Monde

Italie : l'audience et sa mesure

La polémique bat son plein sur l'audience des stations publiques et privées de télévision italiennes. La RAI vient, en effet, de publier les chiffres d'une enquête qui contredisent les résultats avancés il y a quelques semaines par l'institut de sondage Istel. D'après la RAI, la première chaîne publique reste en tête de l'audience, les grands réseaux privés n'arrivant qu'au niveau de la deuxième chaîne de la RAI. Les responsables du service public notent aussi une certaine désaffection de l'audience aux heures habituelles de grande écoute au profit des journaux de la mi-journée et des après-midi.

L'enquête de la RAI a utilisé de nouveaux boîtiers de sondage automatique « people meter », mis au point par la société britannique AGB, capables de noter les changements de chaîne toutes les trente secondes. Le sondage d'Istel s'effectue, lui, par contact téléphonique quotidien. Les responsables des télévisions privées contestent les chiffres de la RAI qu'ils considèrent, en la matière, juge et partie. Mais de nombreux observateurs font remarquer que l'utilisation du « people meter » risque surtout de mettre en évidence les changements de chaîne au moment des spots publicitaires, un phénomène important en Italie depuis la généralisation des récepteurs à télécommande et qui inquiète les agences et les télévisions privées.

Le système de sondage de la société AGB commence aussi à s'implanter aux Etats-Unis où les chaînes CBS et ABC et une dizaine d'agences publicitaires ont accepté de financer la mise en place de boîtiers dans la région de Boston. L'institut de sondage Nielsen procède également à des expériences avec cet appareil, mais se montre assez réservé sur son efficacité.

Un système comparable, l'Audimat, est déjà utilisé en France par le centre d'études d'opinion (CEO), en complément du panel postal. Quelques problèmes de maintenance des boîtiers ont abouti l'an dernier à une réduction dangereuse de l'échantillon de population sondé, mais la situation est aujourd'hui redevenue normale. Il semble pourtant que, une fois de plus, la France n'ait pas réussi, malgré son avance, à exporter sa technologie.

J.-F. L.

Etats-Unis : Warner vend son câble

Warner Amex, filiale de Warner Communication et d'American Express spécialisée dans le câble, vient de vendre pour 93 millions de dollars son réseau de Pittsburgh. L'acquéreur est la société Telecommunications INC qui, avec 700 réseaux, est le plus important câblo-distributeur des Etats-Unis. Même si cette vente est en partie liée aux difficultés financières du groupe Warner, elle illustre bien les problèmes actuels du câble américain, principalement dans les réseaux importants des grandes villes.

Les responsables de Warner ont indiqué que le réseau de Pittsburg leur avait coûté 100 millions de dollars et que son exploitation avait enregistré 30 millions de dollars de pertes. Ce manque à gagner est dû en premier lieu à la croissance rapide des coûts de câblage dans les zones urbaines, qui sont passés de 250 dollars par prise en 1979 à 1 000 dollars la prise dans les deux dernières années. La seconde raison est le manque d'intérêt du public pour les nouveaux services interactifs (vote à distance principalement), qui a conduit Warner Amex à réduire considérablement depuis quelques mois les prestations offertes par son système Qube.

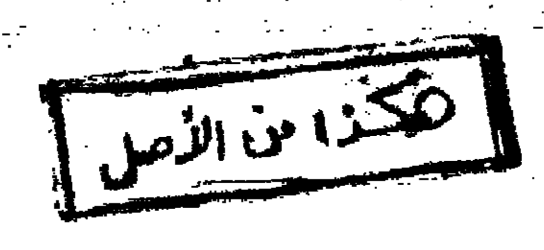
Enfin, il faut souligner la faiblesse des recettes publicitaires (70 millions de dollars pour l'année 1983 pour l'ensemble des réseaux).

Pour mener à bien le câblage des grandes ville (New-York, Chicago, Boston, Dallas), les câblo-distributeurs ont aujourd'hui tendance à s'unir. Ainsi le câblage de New-York, qui concerne 2,2 millions de foyers et coûtera environ 1,5 milliard de dollars, sera pris en charge par six sociétés.

J.-F. L.

Grande-Bretagne : un service mondial de photos

L'agence internationale de presse Reuter a annoncé la mise en place d'un service mondial de photos de presse à partir du début de l'année 1985. Ce service utilisera la transmission d'images à grande vitesse grâce aux plus récentes techniques de compression de données digitalisées. Des photographes seront affectés à de nombreux bureaux de l'agence et des centres de traitement photographique seront ouverts en Asie, en Amérique et en Europe. Il y a quelques semaines, l'Agence France-Presse avait annoncé la mise en œuvre d'un service de même nature.



Le bonheur, ou presque

par Georgeta Horodinca

SANS s'en apercevoir et presque à son insu, mon père avait pris l'habitude de chercher quelque chose ; il n'aurait su dire quoi, mais il s'agissait d'une chose importante, essentielle même, qui manquait à sa vie, une vie très réussie d'ailleurs et rigoureusement menée à son but. La vieillesse était là et le bilan déjà fait, un bilan tout à fait satisfaisant, toutefois il n'arrivait pas à boucler la boucle. La trajectoire de sa vie, soigneusement tracée au cours des années, avait dû être insensiblement déviée, car, une fois son but atteint, il ne s'y retrouvait plus ; le cercle ne se fermait pas, il y manquait quelque chose. Mais quoi ?

Le matin, après une nuit d'insomnie, il errait à travers les chambres, remettant à sa place un objet imperceptiblement déplacé, lissant de sa paume inquiète le couvre-lit qui boursouflait un peu, pas trop, vérifiant les gonds des portes qui tournaient silencieusement, on ne pouvait effectivement pas percevoir le moindre grincement ; tout était en ordre, il y avait même de quoi satisfaire une véritable manie de l'ordre.

Las de tourner en rond dans la maison, il allait se promener dans le verger ; le calme et l'ordre y régnaient également, ce calme auquel il avait rêvé pendant toute sa vie et qui, maintenant qu'il pouvait en jouir pleinement, ne le satisfaisait plus. Il devait y avoir encore quelque chose, mais cette chose-là, qui, de toute évidence manquait, demeurait aussi indéfinissable qu'absente. Contrarié, mon père se laissait choir sur le banc en bois, sous la couronne sombre, au parfum amer, du grand noyer, qui trônait au milieu du jardin, et se mettait à lire. Il avait fini par apporter toujours sous son bras, le même livre, *le Guide de l'apiculteur*.



Certes, il connaissait depuis longtemps déjà ce manuel pour l'élevage des abeilles, car il avait toujours été un apiculteur aussi persévérant que malchanceux, il n'en reste pas moins qu'il semblait y découvrir un intérêt qui le retenait de plus en plus ; quelques années durant, il a lu et relu ce livre avec une attention toujours croissante, en suivant de l'index les mots dont la signification semblait devenir de plus en plus obscure, tandis que sa vue baissait, que l'encre des lettres s'effaçait lentement sous ses doigts fiévreux et que les phrases menaçaient de se désintégrer avant qu'il eût appris le fin fond de l'histoire.

Au crépuscule, il se levait, chassé par la fraîcheur et l'obscurité qui venait s'ajouter à celle de mots, pour se diriger rêveur, incertain, vers sa longue nuit d'insomnie.

Sur l'écran des nuits blanches, roulait le film d'un passé de plus en plus éloigné, comme il arrive aux vieux, qui se rappellent des choses et des événements qu'ils croyaient à tout jamais oubliés. Parfois, des gens, rencontrés une seule fois et dans des circonstances sans aucune importance, viennent traverser encore une fois l'espace du souvenir, avant de disparaître définitivement. Pourquoi ? Des images animées par une force obscure s'enchaînaient sans rime ni raison, à la recherche d'un ordre et d'un sens. Mais que peut-on faire des souvenirs ? Une vie telle qu'elle a été peut-être, et encore, jamais une vie telle qu'elle aurait dû être. Or toute la question est là : comment aurait-elle dû être cette vie pour que le voyageur puisse arriver à bon port ? Les souvenirs ne répondent jamais à cette question ; ils s'approchent de vous comme s'ils avaient quelque chose à vous dire, et ne vous disent rien, sinon qu'ils ont survécu, sans but ni justification, comme ça, uniquement pour revenir et vous empêcher de fermer l'œil. Chaque matin, mon père se demandait, toujours plus las, toujours plus inquiet : puisque tout va bien, pourquoi n'ai-je pas pu dormir ?

Une demi-heure après, on le retrouvait dans le verger, à sa place favorite, plongé dans son livre ; il épelait les mots comme les enfants, le visage tendu, anxieux, rarement illuminé par un sourire. Autour de lui volaient ses abeilles, qui étaient arrivées, tout comme leur maître, au bout d'un long voyage. Elles se posaient sur son visage, sur ses mains sans lui faire de mal, elles le connaissaient ; elles avaient mené, tout comme lui, une existence vagabonde, l'ayant toujours accompagné dans son long périple de cheminot ; elles avaient eu, tout comme lui, du mal à s'adapter à une nouvelle gare et ensuite du mal à partir pour s'installer dans une autre, et finalement elles étaient, tout comme lui, arrivées à leur destination – ce beau jardin aux arbres couverts de fleurs au début du printemps et dont les branches pliaient en automne sous le poids des fruits.

Pourtant, les abeilles aussi ne semblaient pas jouir du calme enfin retrouvé et de l'abondance du jardin. Trimballées toujours d'un endroit à l'autre, obligées souvent d'amasser leur miel dans des conditions qui pouvaient rendre vains les efforts les plus ardus, elles avaient fini par se décourager. C'étaient des abeilles qui avaient perdu le goût du travail et qui s'étaient faites, depuis des générations, à une existence irréversiblement oisive ; malgré leur frivolité, mon père les aimait et trouvait toujours le moyen de les excuser : ou bien le printemps avait été trop court, ou bien l'été trop pluvieux, ou bien l'hiver était arrivé trop tôt ; c'était, à son avis, la marche capricieuse des saisons qui empêchait ces abeilles, paresseuses au point de se laisser nourrir par leur maître, de donner toute la mesure de leur valeur et de tirer profit du jardin qui, normalement, pouvait combler tous leurs désirs.

LE jardin, mon père en avait acheté le terrain quelques années avant la deuxième guerre mondiale, ainsi que la maison, si toutefois on pouvait appeler maison ce tandis au toit abîmé par les pluies, à la cheminée bouchée par un nid de cigognes et aux murs lézardés par les intempéries. Le propriétaire venait de mourir et les héritiers, n'arrivant pas à se mettre d'accord, avaient décidé de tout vendre et de partager l'argent. Cet argent, c'est mon père qui l'a avancé un jour d'été, lorsqu'il était venu passer ses vacances dans le village natal, non sans s'imposer de très grands sacrifices. Il était jeune à l'époque, très jeune même, mais son désir ardent de devenir le propriétaire de ce taudis et d'un verger qu'il se proposait de planter lui-même, montre que son voyage de retour avait déjà commencé.

Trente-cinq ans auparavant, il avait fixé son point d'arrivée ; la dernière gare devait être celle-là même d'où il était parti à pied, à la veille de la première guerre mondiale, pour se frayer un chemin dans la vie. Ma grand-mère l'avait accompagné jusqu'au bout du village et lui avait confié, sous le sceau du secret, toutes ses économies, à savoir vingt lei, avec lesquels il devait payer les taxes scolaires, les livres de classe, le gîte et le couvert et, en général, vivre jusqu'à ce qu'il eût touché son premier salaire. Et voilà, son chemin dans la vie, il y avait encore un bon bout à faire lorsqu'il commença à en infléchir la trajectoire pour que le point d'arrivée pût se confondre avec celui du départ. Il nous a trimballés, ma mère, moi et les abeilles, dans des gares qui se ressemblaient toutes, malgré les centaines de kilomètres qui les séparaient, des gares désertes, dont les murs répercutaient lugubrement les pas des rares voyageurs ; il nous entraînait toujours plus loin dans le labyrinthe de sa longue, modeste et dure carrière, tout en répétant que plus on s'éloignait, plus on se rapprochait du but.

EN attendant, nous vivions dans la même gare, qui voyageait avec nous à travers une plaine interminable, brûlante en été, plongée dans le noir et hantée par les loups en hiver. Traqués par la peur et l'ennui, nous avions l'impression de voir notre vie nous échapper, elle passait à côté de nous, à une distance assez petite d'ailleurs, 7, 8, tout au plus 10 kilomètres, qui nous séparaient d'habitude du village le plus proche, mais ces kilomètres-là étaient impossibles à franchir – il n'y avait comme moyen de transport que les chariots des paysans qui venaient à la gare, et ils ne venaient pas souvent, surtout en hiver. Rien ne pouvait donc réduire cette distance et encore moins l'annihiler ; elle marquait continuellement, cruellement dans nos cœurs la discordance dérisoire mais irréductible entre la réalité et l'idéal. Il n'y avait qu'à attendre et à poursuivre notre but.

Quand ce but a été finalement atteint, un grand cycle humain était sur le point de prendre fin. Le couple, le jeune couple, auquel mon père avait loué sa propriété, trente-cinq ans auparavant, lui avait cédé la place sans faire de difficultés : devenus entre-temps grands-parents, ils étaient partis habiter chez leurs enfants, des enfants qui étaient nés dans cette maison et qui étaient maintenant des hommes dans la force de l'âge. Comme moi d'ailleurs ; moi aussi je ne pouvais plus habiter cette maison, j'avais déjà commencé à faire mon chemin. Mais mon père avait réalisé son rêve : il était rentré chez lui, il vivait dans sa maison entourée du verger dont il avait lui-même planté les arbres, il y avait déjà si longtemps que les pommiers et les poiriers, eux aussi, étaient devenus vieux ; il portait bien son âge et sa retraite, plutôt petite, le mettait à l'abri des soucis. Seulement, voilà, malgré son bonheur, il ne pouvait plus dormir. Tout compte fait, il n'a passé que cinq ans dans cette maison que depuis trente-cinq ans il ne cessait d'aménager pour ses vieux jours. Après sa mort, personne n'a pu retrouver *le Guide de l'apiculteur*, lui et le livre avaient disparu en même temps. Et pourtant, il est évident que l'apiculteur est parti sans aucun guide.

La maison n'abrite plus rien, sauf la voix de mon père qui m'appelle auprès de son lit de mort. Il a quelque chose à me dire et avant qu'il ne soit pas trop tard, il veut que je l'apprenne. Tu es ma fille, et en tant que père, moi, je dois, vois-tu ?...

Epuisé, les yeux clos, il a du mal à respirer ; pour l'instant, il ne le peut pas, il n'a pas la force nécessaire, mais on a encore le temps ; il va se reposer un peu et demain il va me dire ce qu'il ne réussit pas à dire aujourd'hui.

Parfois, la sonnerie du téléphone retentit longuement au cœur de la nuit. Mal réveillée, je décroche mais, de l'autre bout du fil ne me parviennent que les bruits confus d'un vaste espace dont la sonorité chaotique m'inspire une véritable terreur. J'arrive néanmoins à tirer du plus profond de mon angoisse les mots essentiels : dis, maintenant tu le peux, maintenant *il fait* demain...

La sonorité houleuse du vaste espace disparaît soudain comme si elle avait été balayée par le flux, si faible pourtant, de ces quelques sons articulés, que je lance dans sa direction. Un grand silence tombe sur la ligne ; on pourrait facilement distinguer le moindre souffle apporté par le début ou par un fragment de message.

Couverte d'une sueur froide, la gorge serrée, j'écoute, suspendue au fil mince, fragile, presque imaginaire, j'écoute impatiemment, désespérément, tandis qu'à l'autre bout du fil le silence, de plus en plus profond, devient infini.

(Traduit du roumain par Irina Eliade et par l'auteur.)

Georgeta Horodinca, écrivain roumain, née en 1930, a publié dans son pays des études sur Marcel Proust, Jean-Paul Sartre, Albert Camus, Gaétan Picon, Michel Butor, Boris Vian, Alain Robbe-Grillet et autres auteurs français ; elle a traduit en roumain *l'Etranger*, d'Albert Camus, *la Modification*, de Michel Butor, *Sur Proust* et autres essais de Gaétan Picon, etc. Son premier volume de récits, *les Bâtards* (1979), couronné par l'Académie roumaine, a été suivi d'un roman *les Somnambules du soleil* (1981), dont le sujet porte sur l'avènement du fascisme en Roumanie. Aucun de ces livres n'a été traduit en français.

L'odyssée du graffiti

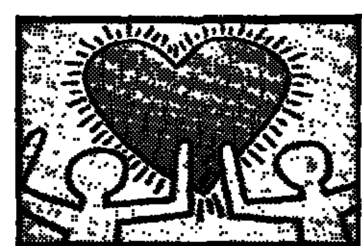
Du métro de New-York aux galeries du monde entier, un art nouveau s'affiche.

AU cours des années 70, ils ont commencé à faire leur entrée dans les galeries d'art. Maintenant les « kids » sont à la mode. Ils se vendent. Ils sont un phénomène social et, d'une certaine façon, artistique, encore que la critique sérieuse les considère d'un œil pour le moins suspect.

Ils constituent une étrange faune. Issus surtout de milieux sous-privilégiés ou pauvres, ils ne sont pas passés par les écoles d'art traditionnelles. Leur école, c'était la rue, et surtout le *subway*, le métro new-yorkais.

Ils sont pour la plupart noirs ou hispaniques, mais aussi blancs. Ce sont des gosses de la rue, jeunes, rusés, futés. Ils ont pour noms Keith Haring, Crash, Daze, Blade, Futura 2000, Toxic, Noc 167, Zephyr, Seen, Lady Pink, Bear, Wasp, A-One, Ramm-Ell-Zee, Dondi, Fab 5 Fred, Iz the Wiz, Caz II, Ero, Lee, Chico, etc. Ce ne sont pas leurs vrais noms, ce sont leurs « tags », leurs noms de plume en quelque sorte, leurs signatures. Ce sont les « graffiti artists », ou, comme ils préfèrent, les

GORGONI/CONTACT



D.R.

écrivains de graffitis, ou encore les « graffiti bombers », *bombing* voulant dire, dans leur argot, peindre avec du *spray paint* (de la peinture en bombe).

Cet hiver, la prestigieuse galerie Sidney Janis, située sur la 57e Rue, leur consacra une importante exposition, intitulée *« Post Graffiti Artists » (post,* parce que dès que leur peinture s'étale légalement sur les murs d'une galerie, ce n'est plus du graffiti). Est-ce un nouveau pas vers une acceptation plus générale ?

Etrange phénomène. D'une part, la ville de New-York dépense des sommes folles pour lutter contre le graffiti et, d'autre part, les « kids » sont fêtés par les galeries et leurs peintures, dès qu'elles figurent sur des toiles, se vendent à 5 000, 10 000 dollars et même au-delà, ce qui pourrait d'une certaine façon justifier l'acte de vandalisme qui est à la base de leur art.

Les New-Yorkais ont une attitude ambiguë à l'égard du graffiti, qui envahit toute la ville. Pour certains, c'est un symbole de violence, d'agressivité et d'anarchie. Ils comparent la prolifération sauvage du graffiti à la prolifération sauvage du crime.

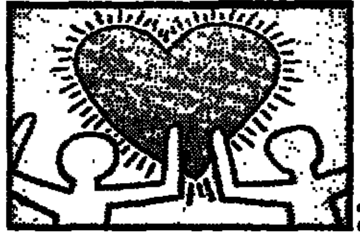
Pour d'autres, c'est quelque chose de sacré, c'est l'expression spontanée de l'âme de l'*underground*, c'est le cri libérateur d'une classe désavantagée, c'est la manifestation d'un instinct tribal, etc. Pour Norman Mailer, qui lui consacra, en 1974, un livre, *The Faith of Graffiti*, c'est, entre autres, l'expression de peuples tropicaux vivant dans un environnement moderne, gris et monotone, c'est leur détermination d'affirmer leur sensualité et leur sens de la vie en face d'un monde technologique. Pour Claes Oldenburg, un train couvert de graffitis entrant dans une station grise et sinistre, produit l'effet d'une grande fête latino-américaine.

Le maire démocrate, Edward J. Koch, rêve quant à lui pour 1984 d'une ville enfin débarrassée du vandalisme et des graffitis. Tous les maires d'ailleurs, à commencer par Lindsay, ont déclaré la guerre au graffiti, mais celui-ci, telle une mauvaise herbe, a résisté à tous les efforts d'éradication.

Le mouvement dont on peut admirer les plus récentes illustrations dans les galeries a commencé pour de bon en 1969-1970, quand apparut sur les murs et sur les trains, au milieu des griffonnages dénués de sens, ce mot : Taki 183. Dès que l'on a compris que Taki 183 était un nom, l'affaire a commencé. Il s'agissait alors pour chacun de trouver un nom, un « tag », et de le griffonner partout sur les murs et dans le métro.

Bientôt des groupes d'écrivains se constituèrent dans Harlem, le Bronx et Brooklyn. Ces groupes firent la ronde dans la ville, griffonnant leurs *tags* sur toutes les surfaces propices. *« Il ne faut jamais s'arrêter d'écrire son nom »*, déclarait Wasp à une journaliste d'*Art in America*. *« Chacun veut que le monde sache qu'il existe, d'où il vient. C'est cela ou la drogue et le vol. »*

On s'adonne avec frénésie au graffiti. On passe tous les moments libres sur les trains. On explore des tunnels aban-



D.R.

donnés où personne n'a mis les pieds depuis longtemps, et c'est l'excitation de pouvoir griffonner son « tag » dans un endroit vierge. On se lève à 2 heures du matin pour pouvoir travailler en paix sur les trains de métro.

« Les vrais écrivains de graffiti sont comme des vampires. dit *Iz the Wiz. Ils sortent la nuit quand personne ne peut les voir et rentrent avant que le soleil ne se lève. »* On s'habitue à travailler dans le noir, même avec des couleurs. *« Je connais mes couleurs par cœur. Travailler au clair de lune vers 3 heures du matin, il n'y a rien de plus excitant »*, dit Chico. *« Il faut avoir un plan, comme pour un crime »*, dit Caz II.

D'abord il faut « inventer » comme on dit en américain, c'est-à-dire se procurer d'une façon ou d'une autre du *spray paint*. *« Je vais chez Woolworth ou Macy's, vêtu d'un long manteau et portant des sacs et je vole* du spray paint. *A la fin de la semaine, il m'arrive d'avoir cent ou cent vingt bouteilles de* spray paint. *Avec cela, je peux me lancer à l'attaque d'un train »*, dit l'un d'eux. Le vol du *spray paint* est souvent le premier pas dans l'acte criminel qu'est le graffiti, et si vous êtes jeune et noir ou portoricain et qu'on a l'œil sur vous, c'est souvent le premier « *challenge* ». Ensuite il faut transporter le *spray paint* dans le métro et ne pas se faire attraper par la police, qui est aux aguets. Puis il faut le cacher dans un lieu sûr — les *kids* connaissent le métro comme leur poche — et attendre les heures du petit matin pour se mettre au travail.

Ceux qui restent cool et sont à même de faire un bon travail, d'une main calme, sans trembler, sont les maîtres. Ils apprennent leur métier les uns des autres. Ils développent des styles. Chaque quartier avait son propre style, puis les styles se sont mélangés. D'une calligraphie simple, on a évolué vers une calligraphie de plus en plus compliquée, hermétique aux non-initiés. Les murs se sont couverts d'hiéroglyphes.

« Le développement a été lent », dit Zephyr. *« Cela a pris des années avant qu'on n'arrive aux lettres bulles. C'est Phase II qui a inventé les lettres bulles en 1974 et après lui, tout le monde s'y est mis. »*

Puis on a entouré les *tags* de symboles de plus en plus nombreux avec toujours en vedette, la flèche, le symbole le plus important du graffiti. Les premiers écrivains de graffiti, les puristes, ceux qui n'écrivaient que leurs noms, d'une calligraphie simple mais assurée, regardaient cette évolution avec mépris, comme si toutes ces fioritures annonçaient déjà le déclin du mouvement. Aujourd'hui il arrive que le *tag* n'occupe plus qu'une petite place en bas d'un dessin.

Leur inspiration, les jeunes artistes la prennent dans la vie quotidienne, la télévision, les bandes dessinées, la science-fiction et, toujours, le métro. Ce sont des dessins grossiers effectués sur de grandes surfaces. Les *kids* sont jaloux de leurs œuvres. De vraies batailles éclatent quand l'un d'eux — on l'appellera un *criminal* — couvre le dessin d'un autre, et cela arrive souvent aujourd'hui. *« Les choses ont changé*, dit *Iz The Wiz*, qui a derrière lui douze années de graffiti. *Au début, il y avait plus de camaraderie dans le mouvement. On respectait le travail des autres, s'il était bien fait. »* Maintenant, la compétition est devenue farouche, et les doués aboutissent dans une galerie.

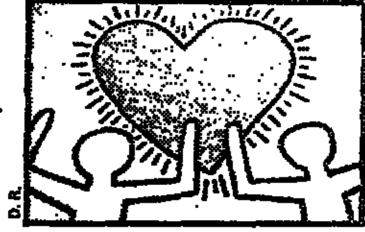
La reconnaissance n'est pas venue du jour au lendemain et le chemin vers les galeries s'est fait d'une façon différente pour chacun. La première exposition de graffitis eut lieu en 1973. Elle provoqua beaucoup de curiosité, mais n'amena par vraiment le succès. En 1978, un Autrichien entreprenant et audacieux, Stefan Eins, ouvrit avec un Américain, Joe Lewis, une galerie *« Fashion Moda »*, dans le South Bronx, réputé pour être un des plus redoutables ghettos des Etats-Unis.

Ils voulaient sortir des quartiers artistiques traditionnels, se mettre au contact de la vitalité d'un quartier populaire et démontrer qu'on pouvait faire quelque chose de constructif même dans un environnement apparemment hostile. *Fashion Moda* servit de tremplin à beaucoup d'écrivains de graffitis, qui furent ensuite happés par des galeries plus commerciales.

Aujourd'hui, le mouvement a son théoricien — Ramm-Ell-Zee, qui manie avec dextérité un langage artistique spécialisé, passablement incompréhensible — et ses vedettes. La plus connue est sans doute Jean-Michel Basquiat, d'origine haïtienne. Il ne fit qu'un bref passage dans l'illégalité, sous le nom de Samo, et ses toiles n'ont pas cette qualité explosive qui caractérise en général le graffiti. D'autres, comme Futura 2000, ont de longues années de graffiti derrière eux et un fort attachement pour leurs racines. Même s'ils exposent aujourd'hui dans des galeries, si leur art les fait voyager de Tokyo à Hongkong, Paris ou Amsterdam, ils retournent toujours au métro et restent fidèles au seul public qui sait vraiment les comprendre.

Futura 2000 qui, à vingt-huit ans, est un vieux du mouvement, se demande si, à quarante ans, il en sera encore à décorer des trains. Cependant, à mesure qu'ils sortent de l'adolescence, les écrivains de graffitis deviennent plus prudents. Ils ne travailleront plus tout à fait avec le même acharnement sur les rames de métro. S'ils se font avoir, ils risquent plus gros, désormais. Et la police peut être très dure. Cet été, un jeune pratiquant attrapé sur le vif, Michael Stewart, est mort, dit-on, des suites des coups reçus par la police.

Ces dernières années, les autorités ont d'une autre façon encore donné un coup à cet art



D.R.

périssable, quand elles ont décidé de peindre les rames en blanc. *« Le graffiti, d'une certaine façon, est fini*, dit Zéphyr. *Quand ils ont peint les trains en blanc, ils ont effacé toute l'histoire du graffiti, depuis le début. Chaque voiture avait son histoire, faite de couches et de couches de graffitis, lavés, effacés, pâlis. On y découvrait comme des images de fantômes. Ah oui, c'était en 1974, c'était Jester et c'était Cliff 157. C'était bien : on avait l'impression de continuer ce que ces gars avant nous avaient commencé. Maintenant, sur les trains blancs, il faut tout recommencer à zéro. »* Le graffiti, est-ce de l'art ? La critique américaine se demande s'il faut prendre les *kids* au sérieux. Assez, apparemment, pour leur consacrer de longs articles. Elle leur reproche pourtant la vanité de leur art : voir leur nom s'étaler en long et en large sur les métros et sur les murs (*« Le graffiti dans le métro et dans la ville, on le fait exclusivement pour soi et pour les autres écrivains de graffitis »*, dit Zéphyr). La critique leur reproche encore le machisme de leurs dessins, leurs couleurs criardes, leur manque de subtilité, leur désir d'impresssionner, etc. C'est, dit-on, un art qui repose sur la vitesse. C'est une perception vite reçue, vite traduite et destinée à être vite consommée. On est lent à louer leur inventivité, leur dynamisme, leur intensité, leur humour, et pourtant certains sont remarquables et se révéleront peut-être après d'authentiques artistes.

LEA WILLEMS.



DARNET/COLLECTIF

Dans le métro new-yorkais.



GORGONI/CONTACT

Futura 2000.

Fleurs de bitume

Esthétisme et provocation. Le rock français, selon Taxi Girl.

ILS étaient six au départ, ils ne sont plus que deux aujourd'hui : Daniel, le chanteur d'origine russe, et Mirwais, le guitariste, d'origine afghane, réfugié politique apatride. Pourtant, la notion de groupe existe toujours. A force de persévérance et de conviction, elle a survécu à la mort du batteur et au départ des claviers. Musique catégorique et poésie douloureuse, Taxi Girl est, par l'esprit et l'attitude, le plus rock des groupes français, franc-tireur et dangereux.

L'univers de Daniel et Mirwais ne se limite pas pour autant au rock. Tous deux ont vingt-quatre ans et ne se posent pas exclusivement en musiciens. Leur inspiration, leurs racines, ils les trouvent dans la musique aussi bien que dans les livres, le cinéma, la rue, la vie. L'œil aux aguets et l'oreille à l'écoute, ils ont bougé, cherché, leur style a évolué avec les années.

Parisiens, ils rejettent le parisianisme. Seul groupe français à avoir créé son propre label (Mankin au sein de la firme Virgin), ils produisent d'autres musiciens. Ils existent aujourd'hui comme des héros, comme leurs héros, avec les mythes adolescents qu'ils portent en eux et qu'ils vivent au quotidien. Rebelles, toujours, avec une cause, et différents des générations qui les suivent, sages et contrôlées. Leur vies, leurs idées, se complètent, se recoupent : nous avons mélangé leurs réponses pour cet entretien.

∴

« Taxi Girl est né en 1978, juste après le punk, grâce au punk. C'était la première chose forte qui arrivait dans notre vie, la seule qui ait pu nous réunir : nous étions six au départ, complètement différents. Nous commencions seulement à vivre, et nous avions accumulé tellement d'ennuis : tout à coup, quelque chose s'est allumé, comme un néon, et c'était le punk. Il n'y avait plus que ça. 1977, c'était magique parce qu'on était obligé de choisir son camp. Vivre, se fringuer d'une certaine façon impliquait que dès que tu sortais dans la rue, tu risquais ta vie : cette impression formidable de vivre comme un héros. Ça nous a donné le sentiment unique d'appartenir à quelque chose, à une race, à une ethnie. On avait enfin des racines.

» Le jour où je me réveillerai et que je ne serai plus prêt à mourir pour une cause (quelle qu'elle soit, ça peut changer tous les jours, aucune importance), ce jour-là je mourrai vraiment, et d'une mort lâche et conne parce que je n'aurai vraiment plus rien à faire, plus rien à vivre. Le punk était la première chose pour laquelle nous étions prêts à mourir.

» En fait, nous sommes devenus musiciens comme nous aurions pu partir pour la guerre d'Espagne si nous étions nés avant. Il y avait une cause à défendre, et ça pouvait être marrant de la défendre.

– Le métier de musicien était-il, pour vous, une occasion, alors, plus qu'une vocation ?

– La musique, c'est avant tout un moyen d'expression. Je crois qu'on ne fait pas ça par hasard. Encore moins en France, où faire du rock n'est pas un métier reconnu socialement. Répéter de temps en temps, est-ce que c'est ça le métier de musicien ? Pour nous, c'est rien ou c'est le métier de poète. Ça veut dire ouvrir les yeux quand on marche dans la rue, entendre quand les enfants pleurent, comprendre quand on lit un livre.

» Ce qui nous intéresse, c'est de vivre avant tout et, éventuellement, faire de la musique. En 1978, c'était le média le plus direct et le plus efficace, mais ça n'a rien de supérieur au reste. C'est un moyen. Si nous avions dix-sept ans, nous ferions peut-être de la peinture ou du cinéma, ou de la vidéo.

» Mirwais est devenu musicien en voyant une guitare aux Galeries Lafayette, et moi quand il m'a dit qu'il cherchait un chanteur. Je lui ai fait croire que j'en connaissais un, et, pris de court, je me suis proposé. J'étais celui qui chantait le plus mal, mais au moins je bougeais un peu et j'avais les cheveux plus courts que les autres. Je suis resté et j'ai pris ça à cœur.

» Je n'ai jamais été frustré de ne pas être musicien, je l'étais plutôt de ne pas être critique. Pour moi, les critiques étaient plus importants que Chuck Berry ou les Rolling Stones. Ce qui me plaisait dans le rock, c'était ce qu'on en disait, beaucoup plus que ce que c'était.

» De la même façon mon groupe préféré en 1976, c'était les Sex Pistols, parce que j'avais une photo d'eux. Je n'avais jamais écouté la musique et je m'en foutais pas mal. L'image était plus importante. Il m'a fallu du temps pour réaliser que c'était la même chose. Aujourd'hui, à vingt-quatre ans, on a la chance de ne pas avoir connu cette sanction qu'est le travail. Du coup, on vit comme si on en avait seize, plus ou moins en dehors du temps.

– Est-ce que le rock suppose une culture adolescente ?

– Complètement. La première fois que j'ai lu *l'Attrape-cœur* de Salinger, j'ai pleuré. Je l'ai relu récemment, j'ai trouvé que c'était un beau roman. Le rock, c'est pareil. A quinze ans, quand j'écoutais Gene Vincent, je pleurais. Aujourd'hui, je me dis que c'est un mec qui chante bien. En vieillissant, on perd une grande partie de sa foi et de sa mystique. Un beau jour, on s'aperçoit que tout ce qu'on trouvait magique, ce pourquoi on serait mort sans hésiter, on s'en fout. On n'a plus le droit de faire du rock.

» Rimbaud et Verlaine étaient des adolescents même le jour de leur mort. Patti Smith et Jean-Luc Godard le sont toujours. C'est enfoncer une porte ouverte que de dire que c'est complètement dans la tête. Godard est un mec irresponsable, cliniquement fou, et ça, ça fait partie de l'adolescence.

» Il y a le monde adolescent et le monde en général. Le premier, c'est la révolte complète et permanente contre l'autre. Gide disait quelque chose comme *« la mystique commence là où s'arrête la raison »*. Le rock, le monde adolescent, commencent là où s'arrêtent la raison, le monde adulte. Le jour où tu te dis que c'est un peu futile de porter un cuir noir et de risquer de te faire casser la gueule pour ça, tu bascules.

» Adulte, je ne sais pas ce que c'est, ou plutôt je le sais tellement que je ne veux plus en entendre parler. Les adolescents ont cette force de passer au-dessus de tout ça : les avions renifleurs, ils ne savent pas ce que c'est. Et d'ailleurs, qui ça peut-il intéresser d'un peu élevé spirituellement ?

– De quoi doit-il être fait aujourd'hui, cet univers adolescent ?

– La génération qui vient, celle des quatorze-dix-huit ans, s'est résignée. Elle ne se révolte plus. C'est comme si les quinze dernières années avaient été effacées d'un seul trait. Ce qui les intéresse, c'est gagner un maximum d'argent pour se payer une villa ou une grosse console vidéo. Penser que les adolescents entrent dans cette réalité est déprimant. Toutes les nouvelles revues incitent à devenir un jeune cadre dynamique.

» A dix-huit ans, tout ce que tu lis, tu dois le voler, c'est mieux. Tu dois lire *l'Attrape-Cœur* et *Do It* de Jerry Rubin. Tu dois écouter du rock, Presley, Gene Vincent, Dylan, Lou Reed, Grand Master Flash (le plus grand groupe actuel), lire les écrits théoriques de John Sinclair. Tu dois te cultiver, te mettre à l'écart et faire de toi un individu complètement perverti pour les autres, c'est-à-dire complètement pur pour toi.

– Le rock est-il une ouverture à une sensibilité différente ?

– Je dois tout au rock. C'est aberrant d'ailleurs. Si j'ai lu Jerry Rubin, c'est parce qu'un critique de rock en parlait dans son article. Si je me suis intéressé à tout un mouvement de pensée underground des années 60 aux États-Unis, c'est par le rock. Si je suis allé plus loin, si je lis Malraux ou Mishima, c'est grâce au rock. Ça peut paraître idiot mais c'est vrai. Si un jour j'ai accepté de voir un film de Godard, c'est parce que Patti Smith avait dit que c'est génial.

» Le rock, c'est magique, c'est ma façon à moi de pénétrer les choses qui m'entourent. C'est la vision qu'on peut avoir quand on a vingt ans dans une ville comme Paris et qu'on te refuse tout ce qui est intéressant. Ce qui l'est vraiment, c'est la beauté cachée, c'est Jean Genet, c'est la violence. Si des mômes deviennent fascistes, ça ne peut pas être par intérêt mais par provocation. Le rock, c'est ça aussi, c'est con à dire mais c'est la beauté du mal. C'est une paire de lunettes magiques avec lesquelles on voit tout.

» Les religieux du Moyen Age embrassaient les lépreux et les lavaient, ils croyaient en une chose magnifique et la reconnaissaient même dans la laideur. Je pourrais voir une merde par terre et me dire que c'est beau et que c'est ça que je veux. Un autre dira « ça pue » et changera de trottoir ; la différence est en toi, pas dans les choses, elle est dans ton cœur.

– Au départ, Taxi Girl, c'était beaucoup de provocation.

– Parce que nous n'avions pas assez d'idées pour faire autre chose. Tout était nouveau, marrant, il fallait en profiter au plus vite. Ce qu'on prenait à l'époque pour de la provocation passe pour de l'esthétisme aujourd'hui. Mishima disait : *« Le moment le plus heureux de ma vie a été quand mon nihilisme personnel a correspondu au nihilisme historique. »* En 1978, c'était la même chose. Notre provocation correspondait à celle de l'époque.

» Une fois notre territoire de jeu délimité, il a fallu jouer réellement et arrêter de casser la gueule aux mômes autour de nous pour l'agrandir. On a arrêté de provoquer parce qu'il fallait occuper la place qu'on avait avec plus de créativité. Soudain, nous avons eu envie de faire des choses et non plus de cracher sur celles qui avaient été faites. C'est une évolution logique. La provocation qui vient du cœur c'est l'art, c'est la beauté. Baudelaire, c'est de la provocation qui reste parce que c'est une « beauté convulsive ».

– Que se passe-t-il dans la tête de quelqu'un qui va se trancher les veines sur scène comme vous l'avez fait en 1979 ?

– Comment vont-ils réagir ? En fait, un mec s'ouvrirait les veines, ça me ferait rire et ça s'arrêterait là. Je me disais, peut-être qu'ils sont comme moi, qu'ils vont se foutre de ma gueule. Certains se sont trouvés mal. On a crié au scandale, on a dit que j'étais un fasciste, ce qui est un comble. Il n'y avait pas d'intellectualisme dans ce geste, je voulais juste voir jusqu'où je pouvais aller, si j'oserais me tailler les veines devant deux mille personnes.

» Avant de tourner certaines scènes, James Dean se foutait à poil devant l'équipe et il pissait. Il se disait : *« Maintenant, je peux jouer devant eux, je peux tout donner, je n'ai plus à avoir peur. »* Peut-être que pour moi c'était la même chose. Je n'avais plus à avoir peur de chanter. Quand Daniel s'est tranché les veines sur scène, j'ai évité de me faire asperger et ça, c'est ce qui se passait dans ma tête. Mais je l'ai quand même été. Du sang rouge sur une chemise rouge.

– La provocation est une forme de subversion, est-ce votre forme d'engagement ?

– La subversion, c'est totalement subjectif. C'est quelque chose qui permet d'évoluer d'une façon qui peut paraître complètement incohérente mais qui ne l'est pas du tout, d'une façon violente et révolutionnaire. La subversion est intéressante, mais ça n'a qu'un temps, il faut passer à autre chose, même si elle reste en soi.

» La subversion, c'est déjà l'engagement, c'est un choix, c'est peut-être le seul engagement complètement sincère et réel. Les brigades rouges, l'armée rouge nippone, ce sont des gens engagés dans la subversion. Ça pourrait se limiter à ça. Le reste, on s'en fout. Quand j'étais à la Fédération anarchiste et qu'on cassait la gueule à des mecs, l'utopie c'était ce qu'il fallait bien dire à ceux d'en face quand ils étaient plus nombreux et qu'ils nous encerclaient. Alors on se servait de l'utopie : *« On ne veut pas vous frapper, on veut juste certaines choses »*, et on leur expliquait en espérant s'en sortir. L'engagement, c'est la subversion, pas l'utopie, et peut-être que je mélange tout d'ailleurs.

– La rue est-elle aussi une source d'inspiration ?

– Entre la rue de Vintimille et la rue des Abbesses, il y a déjà plein de différences. La rue est intéressante à un certain âge parce que c'est un champ d'activité très fécond. Tu peux y faire plein de choses qui ne font pas forcément partie de la loi. Tu peux casser la gueule à un mec, lui tirer tout ce qu'il a et partir en courant. Tout y est enfin permis, c'est à toi de savoir ce que tu es capable de faire, sinon tu te ramasses. C'est sans appel. Si tu veux y aller, il faut assurer. C'est marrant, mais là aussi il faut en sortir, tu en as vite fait le tour. Les mecs qui passent leur vie à tirer des Mobylette ne sont pas très intéressants. Il y a toujours un moment où tu as besoin d'y revenir. La rue c'est nos racines, notre langage. C'est une chose qu'il faut savoir mais on peut s'en passer.

– Vous êtes le seul groupe qui ait créé son label ? Pourquoi ?

– Mankin était au départ un label constitué par des musiciens pour des musiciens parce que nous en avions assez de nous faire maltraiter par les maisons de disques, de discuter avec des directeurs artistiques qui ne connaissent rien à la musique et qui s'en foutent. Le problème est que lorsqu'il y a beaucoup d'argent en jeu on ne peut pas éviter les concessions et c'est ce qui s'est passé.

» L'indépendance totale n'existe pas, tu es toujours prisonnier des maisons de disques, d'autant que nous avons créé Mankin avec une avance de Virgin. A défaut d'une indépendance matérielle, nous avons gagné une indépendance artistique. C'est le principal : enregistrer les disques que nous voulions, produire des musiciens impensables ailleurs. Nous avons réussi en partie ce que nous nous étions fixé. »

ALAIN WAIS.

● Taxi Girl aux « Enfants du rock » sur Antenne 2, samedi 21 avril, à 21 h 50.

Discographie chez Mankin, Virgin.



SCHROEDER

« Il est devenu musicien en voyant une guitare aux Galeries Lafayette »...



SCHROEDER

... « et moi quant il m'a dit qu'il cherchait un chanteur » (Daniel)

Kiosque

De silence et d'or

PENDANT que nos langues s'agitent intarissablement dans nos palais et nos Palais-Bourbon, tandis que nos plumes frétillent au gré des modes, alors que fleurit le vain commerce des mots, il y a, de par le monde, quelques milliers d'hommes qui se taisent. Obstinément.

Leur silence est un vrai silence. Ce n'est pas celui des intellectuels, que l'on sent empli de rumeurs. Ce n'est pas celui des *« minutes de silence »* qui durent quelques secondes et s'achèvent en brouhaha. C'est le silence. Il rappelle ce propos admirable d'un commentateur de radio – dont nous avons oublié le nom, qu'il nous pardonne ce silence... – suggérant à ses auditeurs, après la diffusion d'un quatuor de Mozart : *« Ecoutez ce silence, c'est encore du Mozart ! »*

Les chartreux aussi, écoutez leur silence. Il y a neuf cents ans cette année qu'ils se l'imposent. A Grenoble et dans le massif de la Chartreuse, on célébrera bientôt l'événement. Il y aura, annonce-t-on, d'*« importantes cérémonies commémoratives à partir du mois de juin »*. Sans doute y aura-t-il des discours.

Il y a déjà des photos. *Le Figaro Magazine*, qui nous fait d'ordinaire rêver avec les intérieurs somptueux des riches, les demeures des collectionneurs, les pied-à-terre parisiens des princes du pétrole, les manoirs des lords et les châteaux qui demeurent, a choisi pour une fois de nous présenter l'intérieur d'un chartreux. Nul décorateur-ensemblier n'y a, depuis neuf siècles, mis sa patte. Ni tapis, ni moquette, ni bijoux, ni tentures : le bois quasiment brut, de la couleur des bures. Ce décor du silence est inchangé depuis des siècles.

Il faut avoir violé un jour le calme de ces absolus taisants, franchi les grilles de la « clôture » pour comprendre l'incongruité de nos babillages, de nos us et coutumes urbains, pour ressentir la gêne du crissement de nos souliers trop lourds sur ces parquets très vieux. Au fond, il y a peu à montrer et très peu à en dire. Quand un propos s'échappe de leur bouche, c'est pour nous dire qu'ils se taisent pour nous.

A chacun ses rites. La presse profane passe... sous silence la Semaine sainte. Des Rameaux à Pâques, nous aurons eu bien d'autres soucis en tête avec nos idoles habituelles.

L'argent, par exemple. En gagner est une chose (qui n'en rêve, à part les chartreux ?). Le conserver en est une autre. On connaît l'activité du fameux *« gang des postiches »* qui va, de banque en banque, percer des coffres qu'on croit forts et les vider de leur contenu laborieusement amassé. Leur efficacité inquiète jusqu'à ceux qui n'ont pas un sou devant eux.

Les coffres ont faibli. Pour des raisons psychologiques, *VSD* a mené l'enquête, et M. Jean-François Rivière, directeur d'une société d'équipements de protection, l'a expliqué à cet hebdomadaire : *« Après le casse de Nice en 1976, les banquiers ont tout misé sur la protection nocturne des chambres fortes. C'est le syndrome Spaggiari. Personne ne pouvait imaginer que des voyous oseraient s'y attaquer en plein jour. Mais un employé qui a un revolver braqué sur le ventre ouvrira la meilleure des portes blindées. Il fallait y penser. »* La peur de la mort est plus forte que les blindages, et le désir de vivre vaut tous les pieds-de-biche et tous les burins du monde.

Il faudra s'adapter. Les mille hold-up commis chaque année dans les banques françaises nous l'imposent. M. Georges Jousse, professeur à l'Institut de recherches interbancaires, explique à *VSD* ce que sera l'agence bancaire de demain : *« Elle sera divisée en deux parties cloisonnées par un mur blindé. L'une sera réservée aux opérations rapides. Le client y pénétrera avec sa carte magnétique. Devant lui, il ne trouvera plus un guichetier au sourire avenant mais un automate qui encaissera, délivrera de l'argent, rendra la monnaie et donnera un reçu. Juste à côté, il y aura la salle des opérations lentes. Ici, toutes les transactions se feront sur le papier. Les agences de l'an 2000 n'auront plus de chambres fortes. Celles-ci seront toutes regroupées dans de superforteresses, et leurs systèmes de sécurité seront tellement sophistiqués qu'il faudra un régiment pour en venir à bout. »* Ces banques seront plus fermées que des couvents.

Un homme n'a pas ces soucis : Elton John, prince de la *« pop music »*, qui se produira à Paris-Bercy le 29 mai, et qu'une radio libre (95,2 Mhz), citée par *VSD* a longuement interviewé. Cette idole est inquiète pour sa survie depuis l'assassinat de John Lennon. Alors, Elton John arpente la planète en compagnie d'*« un secrétaire taillé dans le roc, une véritable armoire à glace »*. *« J'ai,* dit-il, *un gorille et un secrétaire pour le prix d'un seul. » « Il a plutôt intérêt à être bien entouré,* dit *VSD. Sa personne à elle seule vaut des millions. Des milliards. C'est une joaillerie ambulante. Les diamants le fascinent. Il en fait coudre sur ses vêtements et porte une énorme pierre à l'oreille droite, un bijou estimé à 100 000 dollars. »* Jusqu'à ses lunettes de soleil, qui sont incrustées de diamants. *« J'essaie,* dit-il, *de ne pas gâcher l'argent que je gagne en achetant des choses inutiles. »*

Les diamants donnent un sens à sa vie. Il pourrait être français si l'on en juge par l'enquête du *Nouvel Observateur* sur *« La France du chacun pour soi »*. Alain Schifres décrit un certain Léo, ex-gauchiste assimilé : *« C'est un recentré professionnel. Il cherche un bon cours privé pour son chéri. (...) A l'école du quartier, il y a trop d'Arabes, le niveau est nul (...) Quand il était au Secours rouge, Léo voulait adopter un orphelin du Fath. »* Bernard Cathelat, qui dirige le Centre de communication avancée, dessine – d'après les statistiques – le portrait-robot du nouvel égoïste des années 80 : *« Pragmatisme et cynisme. Individualisme. Souci du court terme. »* Tout s'ensuit : agnosticisme, repli sur la sphère privée (de plus en plus minuscule mais douillette), course aux loisirs individuels (les sports d'équipe éclipsés par les sports individuels), système D, walkman, apolitisme, amoralisme, aérobic.

Narcisse est roi : *« Cette apparition intempestive de Narcisse sur la scène post-moderne,* écrit Gilles Anquetil, *coïncide – et voilà l'ennui – avec la disparition de l'individu citoyen épris de chose publique, qui faisait corps avec sa société et épousait, vaille que vaille, ses idéaux et ses mythes. »*

Allez, dans ces conditions, mobiliser la jeunesse, lui proposer des idéaux ! Ils sont touchants, ces trois hommes politiques qui ont accepté d'être longuement interviewés par la revue *Rock* pour parler aux jeunes. Et que disent-ils ? *« Je dirai aux jeunes de ne pas chercher avant tout à s'assurer une sécurité frileuse et passive, mais d'aller de l'avant, avec confiance... »* (Jacques Chirac). *« Je dirais aux jeunes : ne laissez passer aucune chance de peser sur le cours des choses »* (Georges Marchais). *« Je leur dirais que la jeunesse est un état passager, transitoire, et que, comme tel, il ne donne aucun droit particulier. Que la seule revendication que la jeunesse puisse légitimement présenter, en tant que telle, à un homme politique est de lui demander de ne jamais sacrifier l'avenir au présent »* (Michel Rocard).

Et si, tout simplement, on ne leur disait rien ?

BRUNO FRAPPAT.

L'Invité

Psy-farce

LE psychanalyste italien Armando Verdiglione et ses *« jet set moonies »*, comme les appellent les Américains (par allusion à la fois au révérend Moon et au comportement de secte du groupe entourant Verdiglione), ont débarqué à Tokyo la première semaine d'avril pour le premier congrès international de la Fondation Armando Verdiglione. Celle-ci a été créée en 1982 (*le Monde* du 5 novembre 1982) autour de l'idée d'une *« deuxième Renaissance »*, exprimant à la fois le dépérissement d'une tradition culturelle et l'avènement d'un nouveau mouvement, plus internationaliste. La deuxième Renaissance était le sujet de ces rencontres japonaises, avec comme thème réputé plus « précis » : *« Sexualité : d'où vient l'Orient, où va l'Occident ? »*.

Quand Verdiglione organise un colloque – un happening ? une fête ? une séance de psychanalyse de groupe ? – c'est du beau travail. Pendant quatre jours, une immense salle toujours pleine d'au moins cinq cents auditeurs curieux dans l'un des plus beaux hôtels de la ville, le New Otani : un lieu ultra-moderne, dont l'un des côtés n'est qu'une large baie vitrée donnant sur un jardin japonais.

Verdiglione avait déjà son décor, sa confrontation de la tradition et de la modernité. Il y avait ajouté quelques mannequins portant des costumes de la première Renaissance, une bicyclette construite d'après les descriptions de Léonard de Vinci, des copies de manuscrits du même Léonard... Il ne manquait plus que lui. Et justement il était là, sur l'estrade, tel qu'en lui-même, dans sa propre mise en scène. Le monsieur adipeux qu'il était, éternel fumeur de gros cigares, a laissé place à un homme mince et juvénile, aux incroyables costumes blancs ou marron à paillettes.

Nouveau Lacan, ont dit certains. Nouveau Dieu plus sûrement dans la tête du « maître ». Il suffisait de le voir, à l'issue d'une réception chez l'archevêque de Tokyo, visitant l'église bâtie par Kenzo Tange, manteau de fourrure sur les épaules, ses affidés faisant cercle autour de lui. Qui est-il ? Est-il un peu « fêlé », à l'image de certain(e)s de ses groupies, ou extraordinairement cynique ? A coup sûr d'une redoutable intelligence, avec un sens aigu de son jeu, de sa propre aventure intellectuelle, qui ne passe que par une mise en spectacle.

Après avoir irrité les Européens, amusé les Américains, Verdiglione a intrigué les Japonais. *« Nous, nous sommes habitués aux colloques organisées par telle société de philosophie, de psychanalyse,* expliquait le psychanalyste et essayiste Nada Inada. *Les communications sont interminables, tout est convenu, attendu. Lui, au moins, il a de la fantaisie. »* Certes. Qui pourrait ainsi, dans un autre colloque, renvoyer des sommités intellectuelles à leur place après les avoir laissé parler cinq minutes, les appeler à la tribune n'importe quand, de préférence pas au jour initialement prévu ?

Voir le professeur Georges Mathé, oubliant son mandarinat et sa réputation de cancérologue, tripoter nerveusement ses feuillets en attendant d'être convié à faire une communication squelettique, voir Alexandre Zinoviev, Jean-Toussaint Desanti et quelques autres patienter, faire antichambre, avant de tenir des discours que leur qualité intellectuelle leur interdirait de présenter devant toute autre instance, ne peut manquer de laisser perplexe.

Seul Jorge Luis Borges fut dispensé de passer par les diktats de Verdiglione. Il arrivait chaque jour précédé et suivi de spots et de caméras, figure déjà spectrale. Ce n'est pas son intervention sur *« la deuxième Renaissance et le Ragnarökrr »* – dont la grandeur de son œuvre impose qu'on ne dise rien, – qui pouvait expliquer sa présence à Tokyo. Lui-même était peu disert sur le sujet mais évoqua à plusieurs reprises son impatience devant la mort. Dans la farce générale, Borges était – à dessein ? – la *seule tragédie* : ce vieil homme cherchant et fuyant sa mort de ville en ville (il venait de la rencontre de Venise sur l'Europe), arpentant ce monde qu'il ne voit plus, suffisait à rendre dérisoires toutes ces journées.

Non que l'idée d'une deuxième Renaissance soit frappée de nullité *a priori*. Il est certes passionnant de mettre en contact des approches, des manières de voir, des formations, des lieux culturels différents, et de voir ce qui en résulte. Mais ceux qui voudraient avancer dans leur réflexion, confronter leurs points de vue, analyser une éventuelle deuxième Renaissance au regard de la première, nécessairement plus homogène, ne peuvent qu'être déçus par le show verdiglionesque.

Car, comme le dit le sociologue Michel Maffesoli, *« l'intérêt des manifestations qu'organise Verdiglione n'est pas dans le contenu. La magie joue ailleurs. Il sait, d'une manière pseudo-créative, rassembler des gens qui entrent en connexion. Il est obligé de courir d'un lieu à l'autre, car cela s'use assez vite. Il manifeste une idée de décadence qui m'attire. Ce n'est pas péjoratif. C'est le signe de quelque chose, la fin d'un certain type de discours intellectuel. Dans un monde où plus aucun discours ne se tient, quelque chose, peut-être, peut naître de la cacophonie »*.

Sans doute Verdiglione croit-il que le malaise qu'il suscite, planifie, met en scène, la dérision même, seront productifs. Mais il faudrait ajouter à ses talents de prêcheur au moins un peu d'humour – dont il semble totalement dépourvu – pour convaincre de la validité de son projet.

JOSYANE SAVIGNEAU.



Armando Verdiglione, psychanalyste, et Jorge Luis Borges, écrivain, à Tokyo.

